COMITÉ DU DÉSARMEMENT

CD/335
Appendice III/Vol.IV
17 septembre 1982
FRANCAIS

RAPPORT DU COMITE DU DESARMEMENT

APPENDICE III

VOLUME IV

Index des déclarations par pays et par sujet et comptes rendus in extenso du Comité du désarmement en 1982

GE.82-66705

COMITÉ DU DÉSARMEMENT

CD/PV.164
18 mars 1982
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT SOIXANTE-QUATRIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 18 mars 1982, à 10 h 30

Président : M. Mario Alessi (Italie)

GE.82-61561

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie :	M. M. MATI M. MAACHI
Allemagne, République fédérale d' :	M. H. WEGENER M. N. KLINGLER M. W.E. von dem HAGEN
Argentine :	M. J. C. CARASALES Mlle N. NASCIMBENE
Australie :	M. D.M. SADLEIR M. R.W. STEELE M. T. FINDLAY
Belgique :	M. A. ONKELINX M. J-M. NOIRFALISSE
Birmanie :	U MAUNG MAUNG GYI U THAN TUN
Brésil :	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
Bulgarie :	M. K. TELLALOV M. B. GRINBERG M. I. SOTIROV M. P. POPTCHEV
Canada :	M. G.R. SKINNER M. J. GAUDREAU M. E.B. HAMBLIN
Chine :	M. TIAN JIN M. LIN CHENG M. HU XIAODI
Cuba :	M. L. SOLÁ VILA M. P. NUÑEZ MOSQUERA
Egypte :	M. El S.A.R. EL REEDY M. I.A. HASSAN M. M.N. FAHMY Mlle W. BASSIM
Etats-Unis d'Amérique :	M. L.G. FIELDS M. M. BUSBY M. J. MARTIN M. J. MISKEL M. R.F. SCOTT M. P.S. CORDEN
Ethiopie :	M. T. TERREFE

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

France :	M. F. de LA GORCE M. J. de BEAUSSE Mlle L. GHAZERIAN
Hongrie :	M. I. KOMIVES M. F. GAJDA M. C. GYORFFY Col. G. SZENTESI
Inde :	M. A.P. VENKATESWARAN M. S. SARAN Mme L. PURI
Indonésie :	M. N.S. SUTRESNA M. B. MAUNA M. I. DAMANIK M. A. BAHRIN M. HARYOMATARAM M. B. SIMANJUNTAK
Iran :	M. A. JALALI M. A. SABZALIAN
Italie :	M. M. ALESSI M. B. CABRAS M. C.M. OLIVA M. E. di GIOVANNI
Japon :	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. K. TANAKA M. T. ARAI
Kenya :	M. D.D. DON NANJIRA M. J. MURIU KIBOI
Maroc :	M. A. SKALLI M. S.M. RAHALLI M. M. CHRAIBI
Mexique :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
Mongolie :	M. D. ERDEMBILEG M. L. BAYART
Nigéria :	M. G.O. IJEWERE M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
Pakistan :	M. M. AHMAD M. T. ALTAF
Pays-Bas :	M. H. WAGENMAKERS

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Pérou :	M. J. BENAVIDES de la SOTTA
Pologne :	M. B. SUJKA M. B. RUSSIN
République démocratique allemande :	M. G. HERDER M. H. THIELICKE M. J. MOEPERT
Roumanie :	M. T. MELESCANU M. M.S. DOGARU
Royaume-Uni :	M. D. SUMMERHAYES M. L. MIDDLETON Mlle J.E.F. WRIGHT M. R.W. KYLES
Sri Lanka :	M. A.J. JAYAKODDY
Suède :	M. C. LIDGARD M. C.M. HYLTENIUS M. H. BERGLUND M. J. LUNDIN M. U. ERICSSON
Tchécoslovaquie :	M. M. VEJVODA M. J. STRUCKA M. A. CIMA
Union des Républiques socialistes soviétiques :	M. V.L. ISSRAELYAN M. Y.K. NAZARKINE M. V.M. GANJA M. V.A. EVDOKOUCHINE M. M.M. IPPOLITOV M. S.B. BATSANOV M. B.T. SOURIKOV
Venezuela :	M. R.R. NAVARRO M. O.A. AGUILAR
Yougoslavie :	M. M. MIHAJLOVIĆ M. M. RADOTIĆ
Zaïre :	Mme ESAKA EKANGA KABEYA
Secrétaire du Comité du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général :	M. R. JAIPAL
Secrétaire adjoint du Comité du désarmement :	M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la cent soixante-quatrième séance plénière du Comité du désarmement.

Le Comité poursuit aujourd'hui l'examen du point 5 de son ordre du jour : "Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes; armes radiologiques". Toutefois, selon l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui souhaiteraient faire des déclarations sur toute autre question ayant trait aux travaux du Comité sont libres de le faire.

A ce sujet, le document CD/260 intitulé "Rapport intérimaire au Comité du désarmement sur la treizième session du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques" vous a été distribué aujourd'hui et est donc disponible pour examen par le Comité. Il est d'usage, en plus des déclarations que les membres pourraient faire sur ce rapport, de réserver un certain laps de temps pour les questions que les membres du Comité voudraient adresser au Président du Groupe spécial d'experts, le Dr. Ulf Ericsson, de Suède. J'ai donc l'intention de l'inviter, plus tard au cours de cette séance plénière, à répondre aux questions que vous pourriez avoir à lui poser au sujet de ce rapport.

Dans un premier temps, nous procéderons seulement à l'examen du rapport qui sera soumis plus tard au Comité pour décision. Entre-temps, pour des raisons d'ordre technique, un nouveau tirage du rapport sera effectué afin de corriger quelques inexactitudes. Ceci s'applique plus particulièrement au paragraphe 10, qui devrait se lire comme suit :

> "10. Afin d'aider le Comité du désarmement à faire rapport à la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, le Groupe spécial a établi un aperçu récapitulatif de ses travaux jusqu'en mars 1982, qui figure en annexe au présent rapport intérimaire".

J'ai sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Hongrie, de l'Australie, de Sri Lanka, de l'Union soviétique, de l'Inde, de la République démocratique allemande, de la Suède et des Etats-Unis.

Je donne maintenant la parole au premier orateur sur ma liste, le représentant de la Hongrie, Son Excellence l'Ambassadeur Komives.

M. KOMIVES (Hongrie)(traduit de l'anglais) : Je voudrais pour commencer souhaiter une chaleureuse bienvenue à nos nouveaux collègues au Comité, à mon excellent et vieil ami l'Ambassadeur Vejvoda, de Tchécoslovaquie, et à l'Ambassadeur van Dongen, des Pays-Bas. En leur offrant la coopération de ma délégation, je leur souhaite tout le succès possible dans leur important travail au Comité.

Selon le programme de travail de la première partie de sa session, le Comité du désarmement doit examiner cette semaine la question de l'interdiction de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes. Voici déjà longtemps que la délégation hongroise accorde une attention particulière à cette question, tant aux séances plénières et officieuses qu'au Groupe de travail pour l'interdiction des armes radiologiques.

Le zèle constant dont fait preuve ma délégation est notamment inspiré par la prise de conscience de plus en plus grande par l'opinion publique mondiale du fait que la révolution scientifique et technologique en cours et le progrès de plus en plus rapide dans divers domaines de la science ne recèlent pas seulement des possibilités constructives de solutions aux problèmes fondamentaux de l'humanité,

(M. Komives, Hongrie)

mais comportent, s'il en était mésusé, un sérieux danger de déclenchement d'un nouveau cycle de la course au perfectionnement qualitatif des armements. Cette prise de conscience, et la nécessité pressante d'éviter ce danger, se reflètent clairement dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et dans toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

La réalité du risque de voir apparaître de nouvelles armes de destruction massive est indéniable. L'événement le plus récent qui motive de telles craintes est la décision relative à la production et au déploiement de l'arme à neutrons. Un certain nombre de délégations prétendent qu'il s'agit simplement d'un autre type d'arme nucléaire, mais une grande quantité d'informations scientifiquement vérifiées ont été compilées par le Comité ainsi que dans des publications scientifiques, militaires et autres qui toutes prouvent que, bien que constituant une version mise à jour de l'arme nucléaire, l'arme à neutrons est un nouveau type d'arme nucléaire, non seulement du point de vue technologique, mais aussi par ses conséquences politiques et militaires. Ceci en particulier parce qu'elle accroît le danger d'un conflit nucléaire généralisé en introduisant une arme nucléaire "facile à utiliser".

C'est pourquoi les délégations socialistes qui sont membres du Comité ont proposé l'interdiction des armes à neutrons, et présenté dès 1979 un projet de convention à cette fin, et continuent de promouvoir les efforts en ce sens.

La question de l'interdiction de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes, abordée pour la première fois par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1975, a été examinée par le Comité depuis 1976, à la suite de la présentation par la délégation de l'URSS du projet d'accord sur l'interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes et d'un document de travail sur les définitions des nouveaux types d'armes de destruction massive.

En 1977, on a proposé au Comité un projet d'accord élargi (CCD/511/Rev.1) qui a servi de base pour la discussion de la question générale de l'interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes. Une proposition de nature procédurale a été présentée dans le document CCD/564 concernant la création d'un groupe spécial d'experts gouvernementaux qualifiés chargé d'examiner la question des secteurs dans lesquels pourraient éventuellement être créés de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive.

Les échanges de vues qui ont eu lieu, entre 1976 et 1982, d'abord à la CCD puis au Comité du désarmement, ont montré qu'il existait des divergences d'opinions sur les moyens efficaces d'empêcher l'apparition de nouveaux types d'armes de destruction massive. Ma délégation demeure convaincue qu'une approche d'ensemble est la façon la plus efficace d'atteindre notre objectif. Cela implique la conclusion d'un accord global interdisant de façon générale la mise au point et la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive, accompagné d'une liste des types spécifiques d'armes à interdire. Un tel arrangement pourrait prévoir la conclusion d'accords distincts portant sur de nouveaux types spécifiques d'armes de destruction massive.

Dans sa résolution 36/89, l'Assemblée générale prie le Comité du désarmement "d'intensifier, avec l'aide d'experts gouvernementaux qualifiés, les négociations ayant pour objet d'élaborer un projet d'accord général sur l'interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes, et de rédiger le texte d'accords possibles sur certains types d'armes de ce genre".

(M. Komives, Hongrie)

Le paragraphe 3 du dispositif de la même résolution demande aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité et aux autres Etats importants sur le plan militaire de faire des déclarations identiques, quant au fond, concernant le refus de mettre au point de nouveaux types d'armes de destruction massive, en tant que premier pas vers la conclusion d'un accord général sur la question. Ces déclarations seraient approuvées ultérieurement par une décision du Conseil de sécurité.

Cette résolution donne au Comité la possibilité de déployer des efforts dans deux directions. Le document de travail CD/261, préparé par la délégation hongroise et qui a déjà été distribué par le secrétariat, propose des mesures concrètes à cet égard. En présentant ce document de travail, la délégation hongroise partait de la constatation qu'aucune délégation n'avait contesté quant au fond la nécessité réelle d'empêcher l'apparition de nouvelles armes de destruction massive. Par exemple, le représentant du Royaume-Uni a déclaré en 1977 : "Je n'ai guère besoin de préciser que le Gouvernement britannique approuve sans réserve l'objectif consistant à empêcher la mise au point de nouvelles armes de destruction massive. Lorsqu'il existe des divergences de vues entre nous-mêmes et d'autres parties, elles portent sur le choix des moyens permettant d'atteindre l'objectif visé" (CCD/PV.757).

Le document de travail présenté par ma délégation accorde une attention particulière à l'appel lancé par l'Assemblée générale au paragraphe 3 du dispositif de la résolution 36/89. Si l'on remonte jusqu'en 1977, on peut trouver des positions de nature analogue clairement exprimées. En 1977, la délégation du Royaume-Uni a proposé ce qui suit : une approche plus fructueuse serait que la communauté mondiale condamne fermement la mise au point de telles armes, peut-être par une résolution de la prochaine Assemblée générale, et que le Comité soit invité à poursuivre l'examen de cette question.

Cette proposition a été appuyée par un certain nombre de délégations, dont celles de l'Italie, des Etats-Unis et de la Suède.

La délégation canadienne, commentant la proposition britannique, a déclaré : En attendant que quelque chose de plus tangible s'offre à nous, nous appuyons l'approche de bon sens suggérée par le Royaume-Uni en faveur d'une condamnation ferme par la communauté mondiale de la mise au point de nouvelles armes de destruction massive, d'une résolution des Nations Unies en ce sens impliquant l'engagement ferme de tous les Etats participants de demeurer vigilants, à l'intérieur comme à l'extérieur du Comité, quant à la mise au point éventuelle de nouvelles armes de destruction massive (CCD/PV.760).

Analysant la déclaration susmentionnée dans le contexte de l'appel lancé par l'Assemblée générale aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité et aux autres Etats militairement importants, ma délégation estime, comme il est envisagé dans le document de travail hongrois, que le Comité du désarmement pourrait prendre une part active à l'élaboration d'un projet de texte relatif à de telles déclarations - identiques quant au fond - concernant le refus des Etats de créer de nouveaux types d'armes de destruction massive, en tant que première étape vers la conclusion d'un accord général sur cette question, l'intention étant que ces déclarations soient approuvées par la suite par décision du Conseil de sécurité.

Pour le moment, je me contenterai de mentionner quelques idées préliminaires qui pourraient être étudiées au cours des réunions officieuses proposées.

(M. Kömives, Hongrie)

- réaffirmation solennelle de l'intention d'observer les dispositions des paragraphes pertinents du Document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;

- prise de conscience du fait que la mise au point et la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive pourraient conduire à un nouveau cycle de la course au perfectionnement qualitatif des armements, et devraient donc être fermement condamnées par la communauté mondiale;

- obligations que devront éventuellement assumer les Etats dont de telles déclarations sont attendues, y compris la prévention de la mise au point et de la fabrication de nouvelles armes de destruction massive par tous les moyens nationaux possibles;

- appel au Comité du désarmement pour qu'il intensifie les négociations en vue d'empêcher l'apparition de nouveaux types d'armes de destruction massive, et détermination des Etats de contribuer à ces négociations de façon constructive.

Compte tenu de la convergence des positions à ce sujet, ma délégation pense que le Comité ne devrait pas avoir trop de difficulté à trouver un langage commun pour cette déclaration qui, même sous une forme préliminaire, pourrait être transmise à la trente-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et, ultérieurement, au Conseil de sécurité, pour que soient prises de nouvelles mesures.

La deuxième partie du document de travail a trait à la façon concrète dont le Comité pourrait, à notre avis, poursuivre en permanence l'examen de cette question. Les résultats fructueux des réunions officieuses de l'an passé nous fournissent une base encourageante pour poursuivre l'examen quant au fond des questions en cause, avec l'assistance d'experts gouvernementaux. A cet égard, les délégations et leurs experts pourraient centrer leur attention sur la définition des tâches qui pourraient être confiées à un groupe spécial d'experts, et peut-être trouver pour ce groupe un mandat acceptable pour tous.

Il serait utile à cet égard de résumer les travaux, les constatations et les conclusions des réunions officieuses proposées et de les présenter à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa prochaine session.

Pour ce qui est du calendrier des réunions officieuses, ma délégation pense que des consultations officieuses pourraient déjà avoir lieu ce mois-ci, ou en avril. Les dates définitives pour la tenue des réunions officieuses pourraient être fixées en juillet, lorsque le Comité préparera le programme de travail de la deuxième partie de sa session de 1982.

Avant de conclure, j'aimerais aborder brièvement la question de l'interdiction des armes radiologiques. D'abord, ma délégation se réjouit que le Groupe de travail chargé de cette tâche ait pu commencer ses travaux sur le fond, sous la présidence dynamique de M. l'Ambassadeur Wegener, de la République fédérale d'Allemagne. Comme de nombreuses autres délégations, elle espère que les négociations sur un traité interdisant les armes radiologiques entraîneront des progrès sur le fond, et que le Comité du désarmement pourra faire état de résultats satisfaisants à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. La délégation hongroise fera de son mieux pour parvenir à cette fin.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Hongrie de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie, Son Excellence l'Ambassadeur Sadleir.

M. SADLEIR (Australie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, pour commencer, permettez-moi, au nom de ma délégation, de vous féliciter pour votre accession à la présidence du Comité pendant ce mois, qui correspond à la partie centrale et essentielle de nos activités.

Je voudrais aussi, à cette occasion, remercier au nom de la délégation australienne le représentant de l'Iran, l'Ambassadeur Mahalati, pour le dévouement, la compétence et l'amabilité dont il a fait preuve en assurant la présidence du Comité pendant cette phase importante d'ouverture de la session.

Je ne suis que depuis peu de temps parmi vous et je n'ai donc pas encore oublié l'esprit de coopération dont les membres du Comité ont fait preuve à mon égard en m'accueillant ici ainsi que d'autres représentants qui étaient aussi nouveaux lors de leur arrivée au Comité.

Dans le même esprit, j'adresse la bienvenue à nos nouveaux collègues l'Ambassadeur van Dongen, des Pays-Bas, et l'Ambassadeur Vejvoda, de la Tchécoslovaquie.

Je voudrais aborder maintenant deux aspects du point 1 de l'ordre du jour du Comité.

L'aperçu récapitulatif annexé au document CD/260 dont nous sommes saisis commence par une phrase qui se passe de commentaires : "Pour faciliter la surveillance d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Groupe spécial d'experts scientifique chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques a été créé en 1976 par la Conférence du Comité du désarmement et ultérieurement reconduit par le Comité du désarmement". L'Australie a joué un rôle actif dans ce Groupe dès le début, avant même de devenir membre du Comité du désarmement. La délégation australienne encourage régulièrement le Groupe à poursuivre avec succès son important travail sous la présidence de M. Ericsson. Il me suffira de rappeler la dernière déclaration faite par l'Australie à ce sujet, le 18 août 1981, date à laquelle le rapport intérimaire sur la douzième session a été présenté au Comité.

Le rapport intérimaire sur la treizième session, concernant les travaux effectués pendant les deux premières semaines de mars, nous est soumis aujourd'hui. C'est un rapport précieux aussi bien parce qu'il dit que par ce qu'il ne dit pas. Il n'a pas été possible d'y inclure des détails complets sur tous les résultats importants des enquêtes nationales effectuées ces dernières années. Il est difficile pour n'importe quel groupe à mandat restreint de se faire une idée de toutes les incidences de ses travaux ou de se livrer à des spéculations sur l'avenir. Il s'agit là de tâches largement politiques et par conséquent de tâches qui incombent à notre Comité.

Il s'est produit ces dernières années des progrès technologiques remarquables, directement applicables aux travaux du groupe de sismologues. Ces progrès ouvrent de nombreuses possibilités nouvelles. Il me suffira de citer trois secteurs dans lesquels ces progrès nous ont amenés à changer d'avis sur ce qu'il est possible de réaliser. Les secteurs en question sont l'enregistrement numérique des données fournies par les sismographes, le perfectionnement des ordinateurs et la mise au point des satellites de télécommunication. Les progrès réalisés sont tels qu'il est probablement exact de

(M. Sadleir, Australie)

dire qu'à cause d'eux le mandat confié au Groupe en 1976 se trouve dépassé et qu'il est même antédiluvien à certains égards. Il est indiqué, par exemple, dans le mandat que les données de niveau 2 (c'est-à-dire des renseignements nettement plus détaillés que les paramètres de base des signaux sismiques détectés, de niveau 1, et qui sont fournis en réponse à des demandes de renseignements supplémentaires) peuvent être fournies dans un délai de quatre à six semaines. Il est aujourd'hui possible et certainement plus commode d'obtenir des stations sismologiques qu'elles fournissent au moins quelques données de niveau 2 dans des délais très brefs. De l'avis de ma délégation, le Comité devrait tirer tout le parti possible de l'extraordinaire révolution du secteur de l'information que j'ai évoquée : si des données sismologiques peuvent être transmises pour analyse en quantité plus grandes, à des vitesses plus élevées et avec de meilleurs résultats, cela devrait présenter beaucoup d'intérêt pour la surveillance continue de l'application d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

J'ai mentionné les recherches effectuées au niveau national sous les auspices du groupe. Certains de ces travaux, par exemple ceux envisagés par le Groupe d'étude 4, traitent de la présentation et des procédures d'échanges de données de niveau 2 et illustrent les possibilités que je viens de mentionner. L'Australie et le Japon ont assumé la responsabilité des travaux du Groupe d'étude 3, qui a examiné s'il ne serait pas possible d'échanger des données sismologiques en faisant appel au Système mondial de télécommunications de l'Organisation météorologique mondiale. Je m'associe à M. Okawa qui, le 16 mars, a évoqué les résultats obtenus pendant la deuxième expérience effectuée avec ce Système : Je me félicite en particulier avec lui que vingt pays, dont cinq pays socialistes, y aient participé. Enfin, j'appelle l'attention du Comité sur une proposition présentée par l'Australie et le Japon pour le Groupe d'étude 3, et par la Suède et les Etats-Unis pour le Groupe d'étude 5, dont l'objet est de développer l'expérience entreprise au moyen du Système mondial de télécommunication en échangeant des données sismologiques par l'intermédiaire de centres de données temporaires. Cette expérience, qui devrait simuler de nombreuses fonctions envisagées pour un système pleinement développé, aura un intérêt pratique considérable aussi bien pour le Groupe que pour l'ensemble des travaux du Comité. Il importera cette fois encore que beaucoup de pays participent à cette expérience qui, pour autant que je le sache, pourrait avoir lieu dès la fin de cette année, ou au début de l'année prochaine.

Je me suis un peu étendu sur les travaux du Groupe d'experts scientifiques, organe dont j'ai dit dans ma déclaration du 11 février que c'était un modèle de recherche patiente. Il ne fait pas de doute que ce Groupe apporte à nos travaux une contribution très importante. Son travail est peut-être inutilement entravé par certains aspects de son mandat. J'ai déjà indiqué que ce mandat se trouve dépassé en partie. Il est aussi ambigu en partie : si cette ambiguïté était un avantage en 1976, lorsqu'on s'est mis d'accord sur le mandat en question, elle est devenue aujourd'hui, à notre avis, un véritable inconvénient. Il me semble qu'il est temps maintenant de commencer à porter remède à cette situation.

Une autre limitation du mandat quant au fond devrait cependant subsister, Monsieur le Président. Tout changement dans l'aspect politique fondamental du mandat du Groupe d'experts scientifiques, tel qu'il est défini dans le document CCD/558, modifierait la fonction essentielle du Groupe en ce qui concerne la création d'un système de coopération internationale. Je me réfère à l'importante phrase contenue dans le document CCD/558, qui se lit : "Le Groupe n'aura pas à évaluer l'aptitude de ce système à vérifier le respect d'une interdiction complète des essais."

(M. Sadleir, Australie)

Monsieur le Président, la semaine dernière le distingué représentant des Etats-Unis d'Amérique a suggéré qu'un organe subsidiaire du Comité du désarmement pourrait utilement examiner et définir les questions concernant la vérification et le respect d'un accord sur l'interdiction complète des essais. Cette proposition donne une dimension qui manquait aux travaux du Groupe d'experts scientifiques. Elle donne également l'occasion de combler la principale lacune dans les travaux des trois négociateurs sur une interdiction complète des essais. Nous savons, d'après le rapport présenté au Comité sur l'état d'avancement des négociations trilatérales que la vérification et le respect constituent une question importante sur laquelle les travaux de fond sont encore à faire. D'autres documents, en particulier le rapport du Secrétaire général publié sous la cote CD/86, place la vérification du respect d'une interdiction complète des essais parmi les "principales questions en suspens". La déclaration du Groupe des 21, reproduite dans le document CD/181, appelle de même l'attention sur cette question.

Monsieur le Président, l'Australie est sans équivoque pour la négociation, à une date rapprochée, d'une interdiction complète des essais nucléaires. Notre engagement englobe également tout ce qui pourrait être fait pour progresser vers cette interdiction. C'est ce qui explique, tout simplement, pourquoi nous avons appuyé l'approche progressive proposée par le Canada. C'est à cause de notre engagement que nous appuyons pleinement la proposition des Etats-Unis. Cette proposition permet à notre Comité d'aborder immédiatement et pour la première fois, de façon sérieuse et détaillée, des questions encore plus capitales dans une interdiction complète des essais que celles qui sont examinées dans la proposition canadienne. Nous sommes d'accord avec ceux qui espèrent un examen plus dynamique de cette question par le Comité du désarmement. Nous sommes d'accord avec ceux qui veulent s'assurer que l'objectif d'un traité d'interdiction complète des essais n'est pas perdu de vue.

Monsieur le Président, nous acceptons, de la même façon, la logique des questions vérification de quoi ? Respect de quoi ? D'ailleurs les réponses à ces questions ont déjà été données. Elles sont implicites dans ce que j'ai déjà dû dire au sujet de la grande lacune laissée par les travaux des parties aux négociations trilatérales. Les réponses sont encore plus évidentes dans ce que nombre d'entre nous autour de cette table ont déjà dit sur la question d'une interdiction complète des essais. Je prends, en l'espèce, deux exemples. Le premier est tiré de la déclaration que le distingué représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Issraelya a faite le 18 février devant le Comité sur la question de l'interdiction des essais d'armes nucléaires. Parlant des négociations trilatérales, il a déclaré :

> "On peut affirmer que la majeure partie du travail d'élaboration du traité avait déjà été accomplie."

Je prendrai maintenant le deuxième exemple qui nous donne la réponse à cette question : vérifier quoi ? Respecter quoi ? La réponse se trouve dans la déclaration du distingué représentant du Pakistan, l'Ambassadeur Ahmad qui a dit ce qui suit :

> "Il va sans dire que les négociations relatives à la vérification et au respect d'un traité d'interdiction des essais nucléaires doivent être fondées sur une entente préalable, sinon sur un accord, quant à la portée du traité. Il ressort du rapport sur les négociations trilatérales soumis au Comité l'an dernier que pour le moins entre les trois puissances négociatrices, une entente ou un accord a été réalisé sur la portée du traité d'interdiction des essais. C'est, en fait, ce que reflète le texte du paragraphe 51 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement ...".

(M. Sadleir, Australie)

En bref, il existe dans la communauté internationale, un corps de doctrine établie suffisant comme le montrent les remarques de nos collègues que je viens de citer, pour permettre à ce Comité d'être raisonnablement au fait de ce que nous cherchons à vérifier et de ce dont nous voulons assurer le respect. Ce n'est pas là toute la doctrine. Cela serait impossible puisqu'une grande partie en a été établie dans les négociations entre l'Union soviétique, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Toute la doctrine sur la portée et la définition du traité ne peut être là puisqu'il s'agit de négociations trilatérales et que le Comité s'occupe de négociations multilatérales. Mais comme je l'ai dit il y a quelques minutes, l'essentiel y est, comme le montrent nos déclarations, pour permettre à tous ceux qui se préoccupent sérieusement de parvenir à une interdiction complète des essais de commencer pour la première fois dans ce Comité, des travaux sérieux sur cette question majeure. L'histoire des efforts de désarmement a été pendant trop longtemps l'histoire des occasions non perçues ou perdues. Je vous demande instamment à tous, distingués collègues de voir et de saisir des deux mains l'occasion qui existe aujourd'hui de crainte qu'elle ne soit plus là demain.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Australie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de Sri Lanka, Son Excellence l'Ambassadeur Jayakoddy.

M. JAYAKODDY (Sri Lanka) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter pour votre accession à la présidence du Comité pour ce mois de mars. La maîtrise avec laquelle vous avez conduit le travail de ce Comité ces deux dernières semaines justifie amplement les espoirs que nous avions formés. Nous sommes sûrs que pendant le reste de votre mandat, le Comité obtiendra de nouveaux succès dans l'exécution de ses tâches ardues. Il est superflu de préciser que ma délégation est toujours prête à vous aider.

J'aimerais aussi remercier pour son excellent travail l'Ambassadeur d'Iran, M. Mahalatti, Président sortant, sous la direction duquel le Comité a entrepris un travail fécond en février et qui, dans une approche constructive, nous a aidés efficacement à résoudre de nombreux problèmes. Nous nous honorons aussi de compter parmi nous les éminents ambassadeurs des Pays-Bas et de Tchécoslovaquie, qui nous feront bénéficier de leur riche expérience, de leur savoir-faire et de leurs connaissances approfondies. Je les salue au nom de ma délégation et je leur souhaite à tous plein succès dans leurs nouvelles fonctions.

Je voudrais parler aujourd'hui du point 1, intitulé : Interdiction des essais nucléaires. Ma délégation a toujours pensé que la façon dont le Comité traitera cette question et le problème de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire permettra de juger s'il s'acquitte réellement de son rôle unique et de sa lourde responsabilité en ce qui concerne les questions liées au désarmement nucléaire. Si le Comité reste inefficace pour ce qui est du point 1, il manque son but et déçoit l'espoir des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. S'il se limite à un débat ou à un dialogue sur le point 1, il faillit à ses tâches et à ses responsabilités, telles qu'elles ont été envisagées lors de sa création.

L'absence de tout progrès depuis longtemps en ce qui concerne un traité d'interdiction complète des essais pourrait porter à croire que certains de ceux sur qui repose en premier chef la responsabilité du désarmement nucléaire partent du principe que les négociations sur le désarmement nucléaire relèvent exclusivement des seules puissances dotées d'armes nucléaires. Nous ne devons pas permettre qu'il en soit ainsi

(M. Jayakoddy, Sri Lanka)

Ma délégation, de même que de nombreuses autres au sein du Comité, a réclamé à maintes reprises la création d'un groupe de travail spécial sur un traité d'interdiction complète des essais. Jusqu'au 11 mars, la réponse que nous avons reçue de deux des puissances nucléaires a été négative. Nous avons continué d'exprimer nos vues non seulement pour mémoire mais parce que nous estimions qu'il fallait les répéter et les réitérer pour que quelque chose bouge. Il semble maintenant que nos appels, individuels ou collectifs, commencent à être entendus. Nous nous en réjouissons.

Ma délégation tient à adresser ses remerciements au représentant des Etats-Unis, M. l'Ambassadeur Fields, pour la déclaration qu'il a faite le 11 mars au sujet des problèmes nucléaires, y compris un traité d'interdiction complète des essais. A notre avis, cette déclaration reflète le souhait des Etats-Unis d'élargir leur coopération au sein du Comité; bien entendu, nous nous en félicitons. Nous remercions aussi M. l'Ambassadeur Summerhayes, qui a manifesté l'appui de sa délégation à la proposition faite par la délégation des Etats-Unis.

Dans l'avant-dernier paragraphe de sa déclaration du 11 mars, M. l'Ambassadeur Fields en virtuose de la négociation, nous a beaucoup dit sans nous révéler grand'chose. Nous avons été heureux d'entendre que les Etats-Unis réagissaient à nos nombreux appels. Mais ma délégation conserve bien des doutes et se pose de nombreuses questions sur ce qu'on a réellement l'intention de faire. Je me propose donc de poser quelques questions par votre intermédiaire, Monsieur le Président, dans l'espoir de recevoir bientôt de longues réponses.

Premièrement, le mot "négociations" n'apparaît pas dans l'avant-dernier paragraphe de la déclaration des Etats-Unis, qui est crucial. Il est significatif que ce mot ait été omis, car dans les paragraphes qui l'ont précédé, la négociation est exclue. On nous offre donc une activité liminale, une procédure bien en deçà de la négociation. On nous dit également dans la déclaration que la conjoncture n'est pas favorable à la négociation. Cependant, ce que l'on n'indique pas, ce sont les conditions qui pourraient la rendre favorable. Pendant trois ans, alors que certains d'entre nous, au Comité, continuaient à faire remarquer que les négociations trilatérales étaient bloquées et que les négociations bilatérales n'avaient pas commencé, on nous a dit que la conjoncture n'était pas favorable à des négociations sur un traité d'interdiction complète des essais. Nous nous félicitons tous que des négociations bilatérales soient en cours, mais voici une fois de plus que l'on nous dit que la conjoncture n'est pas favorable à des négociations sur un traité d'interdiction complète des essais. Cela suscite chez nous de graves préoccupations. Quand nous dira-t-on que la conjoncture est favorable et qui nous le dira ? En outre, quels éléments permettront d'identifier la conjoncture favorable ? Tous les aspects de cette question paraissent être hors de la portée du Comité. Quels que soient la préoccupation commune et l'intérêt commun, cela ne paraît pas nous rapprocher d'un accord mutuel sur la conjoncture favorable à la négociation d'un traité d'interdiction complète des essais. Pendant ce temps, l'Assemblée générale et des millions d'humains estiment qu'une conjoncture favorable existe depuis des années et que la présente session du Comité est aussi une conjoncture favorable pour l'ouverture de négociations.

(M. Jayakoddy, Sri Lanka)

Deuxièmement, les Etats-Unis proposent dans leur déclaration qu'un organe subsidiaire soit créé au sujet du point 1. Les mots "organe subsidiaire" sont-ils une désignation codée pour un groupe de travail spécial ou a-t-on autre chose en vue? Il serait utile que l'on puisse le clarifier.

Troisièmement, les Etats-Unis suggèrent que l'organe subsidiaire examine et définisse les problèmes relatifs à la vérification et au respect d'un traité. Il est tout de suite évident que la portée du travail suggéré est limitée : examiner et définir mais non pas négocier. La discussion et la définition sont des exigences essentielles mais, comme le travail de celui qui voulait repeindre le ciel, elles peuvent se prolonger d'une façon interminable et indéfiniment, et leur aboutissement serait tout à fait imprévisible. Elles peuvent constituer un exercice extrêmement intéressant et théorique qui nous instruirait sur le double problème de la vérification et du respect. Mais sur quoi cet exercice sera-t-il fondé et vers quel objectif sera-t-il orienté?

La vérification et le respect sont des éléments complexes, essentiels et vitaux de tout traité futur d'interdiction complète des essais. La procédure la plus efficace est de les examiner, non pas dans l'abstrait, mais en relation avec une proposition de traité, d'accord ou d'autre instrument du même genre. L'examen technique de la vérification et de l'observation ne peut pas à lui seul nous donner un document politique. Pour pouvoir être accepté et approuvé par les Etats membres, tout traité d'interdiction complète des essais doit être un document politique. Or, nous ne pouvons trouver dans la proposition des Etats-Unis aucune disposition qui aide à donner aux débats proposés la dimension et la qualité nécessaires pour l'établissement d'un document politique.

Quatrièmement, quelles perspectives d'avenir nous offre la proposition des Etats-Unis sur la négociation d'un traité d'interdiction complète des essais? Cette proposition suggère un point de départ pour les discussions. Mais elle ne dit rien de la façon dont les choses pourraient et devraient évoluer. Nous admettons que le travail de négociation d'un traité d'interdiction complète des essais ne peut se faire selon un programme préétabli ou faire l'objet d'un manuel qui fixera chaque étape future. Mais nous devons pour le moins avoir une certaine idée du processus qui sera appliqué et qui conduira aux étapes futures de négociation d'un traité d'interdiction complète des essais.

La proposition des Etats-Unis ne dit rien de cet aspect. En outre, elle ne contient aucune observation sur les moyens par lesquels les éléments de vérification et de respect peuvent être liés dans l'avenir aux autres éléments d'un tel traité. Ma délégation souhaiterait avoir ne serait-ce qu'un schéma du processus futur auquel on peut s'attendre. Si nous entamons un processus qui n'offre aucune perspective d'avenir nous courons le risque de nous enliser dès le départ ou de nous fourvoyer dans le dédale des options qui s'offrent.

Cinquièmement, comment réagit le Comité aux appels ardents et universels lancés depuis près de 30 ans en faveur d'un traité d'interdiction complète des essais? A la veille de la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, nous devrions tenter de formuler une réponse appropriée et raisonnable. Par contre, si nous adoptons la proposition des Etats-Unis, telle qu'elle nous a été présentée le 11 mars, nous demeurons bien en deçà de ce que des millions de personnes attendent. En fait, nous devrons reconnaître que tout ce que ce Comité a pu réaliser pendant les dernières semaines de cette session, c'est un très modeste progrès vers un traité d'interdiction complète des essais. Ma délégation estime que la responsabilité du Comité est bien plus étendue et plus profonde que cela. Il faut que nous nous efforcions de rechercher une solution plus générale et plus acceptable.

(M. Jayakoddy, Sri Lanka)

Ma délégation estime que toute initiative constructive doit être suivie d'une réponse constructive. J'ai donc essayé de répondre d'une façon constructive en demandant à la délégation des Etats-Unis par votre intermédiaire, Monsieur le Président, plus de détails et d'éclaircissements. Je suis sûr que nous les recevrons bientôt, en séance plénière ou ailleurs. Pour que la proposition des Etats-Unis soit considérée avec toute l'attention qu'elle mérite, elle doit être exprimée plus en détail. Ma délégation aimerait connaître en termes spécifiques ce qui est envisagé.

Ce Comité est saisi de plusieurs initiatives sur le point 1. Les propositions du Groupe des 21, qui font l'objet du document CD/181, offrent une base générale pour l'établissement d'un mandat approprié pour un groupe de travail spécial sur le point 1 de l'ordre du jour. Il y a d'autres propositions, celle des pays socialistes et celle de la délégation canadienne. Le fait que nous ne soyons pas jusqu'ici parvenus à un consensus résulte de notre incapacité d'élaborer les approches concertées dont nous avons besoin pour réussir. Monsieur le Président, vous procédez actuellement à des consultations méthodiques pour aider le Comité à parvenir à un consensus. Ma délégation espère qu'elles permettront de trouver une solution. Nous vous souhaitons un plein succès dans vos efforts.

Une nouvelle possibilité se présente au Comité, et il ne devrait pas être au-delà de nos moyens d'élaborer une solution qui soit acceptable et qui satisfasse les aspirations profondes de toutes les délégations. Les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont ici un rôle particulier à jouer. Nous pensons qu'elles ont provoqué les premières fissures dans la glace qui enserrait depuis si longtemps le Comité. Il dépend beaucoup d'elles maintenant de les élargir et d'aider à provoquer pour longtemps le dégel sur le point 1 de l'ordre du jour.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de Sri Lanka de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union soviétique, Son Excellence l'Ambassadeur Issraelyan

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue aux nouveaux représentants au Comité du désarmement, à notre ami l'Ambassadeur Milosz Vejvoda, de Tchécoslovaquie, dont la grande compétence dans les questions de désarmement est connue de nous tous. Je suis convaincu que sa participation aux travaux du Comité nous sera très utile à tous. Je tiens aussi à souhaiter la bienvenue au nouveau représentant des Pays-Bas, l'Ambassadeur van Dongen.

Nous voudrions, Monsieur le Président, formuler quelques considérations au sujet de plusieurs questions inscrites à l'ordre du jour du Comité du désarmement. Je commencerai par le point 7 de l'ordre du jour. Cette année l'humanité célébrera le vingt-cinquième anniversaire du début de la conquête de l'espace, l'une des plus grandes réalisations de la science et de la technique de notre siècle. Dès maintenant, le progrès dans ce domaine est inséparable du progrès général sur notre planète. L'utilisation de l'espace pour les télécommunications, la météorologie, la navigation, pour l'étude des ressources naturelles de la Terre et à d'autres fins apporte à l'humanité des avantages inappréciables.

Il faut malheureusement constater que l'espace n'est plus seulement le champ des efforts pacifiques déployés par divers pays afin de le conquérir et de l'exploiter, mais aussi celui d'une confrontation militaire toujours plus intense.

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

A sa trente-sixième session, reflétant la préoccupation de la communauté mondiale devant le danger que pose à l'humanité entière la militarisation de l'espace, l'Assemblée générale a adopté une résolution par laquelle elle demandait la conclusion d'un traité international approprié visant à empêcher que la course aux armements ne s'étende à l'espace extra-atmosphérique et priait le Comité du désarmement d'engager des négociations en vue d'aboutir à un accord sur le texte de ce traité.

Dans l'ensemble des problèmes du désarmement, la question de l'espace extra-atmosphérique occupe une place particulière. L'objectif est avant tout de prévenir une nouvelle recrudescence de la course aux armements, plus dangereuse encore, dans un autre domaine où toute l'humanité a des intérêts vitaux. A cet égard, l'exécution de nombreux projets établis ces dernières années, qui visent à créer toute une série d'armements spatiaux destinés à frapper des objectifs dans l'espace extra-atmosphérique, dans l'atmosphère et à la surface de la terre, présente des risques particuliers. Les plus dangereux de ces projets sont ceux dont la réalisation menace de perturber l'équilibre stratégique qui s'est créé dans le monde et d'accroître ainsi le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire. Je veux parler avant tout des projets de déploiement dans l'espace extra-atmosphérique de systèmes de défense antimissiles, fondés en particulier sur l'utilisation des derniers progrès scientifiques et techniques dans le domaine du laser et de l'accélération des particules. De l'avis d'une commission compétente du Sénat américain, l'implantation dans l'espace de l'arme à laser et de l'arme dite "à faisceaux de particules" offre "des possibilités exceptionnelles pour modifier l'équilibre stratégique entre les Etats-Unis et l'Union soviétique".

De même, concernant la création de vaisseaux spatiaux pilotés réutilisables qui serviront aussi à des fins purement militaires présentent un danger qui n'est pas moindre : mise sur orbite des satellites de reconnaissance, de télécommunications, de navigation et d'autres satellites d'application militaire, essais de nouveaux types d'armes spatiales, inspection et destruction des satellites.

Ce serait une erreur dangereuse de supposer que si de nouveaux moyens de combat apparaissent dans l'espace, celui-ci sera le seul polygone et "champ de bataille" comme dans la science fiction. L'orientation foncièrement "terrestre" des armements spatiaux en cours d'élaboration et de création est évidente. Elle pourrait accroître encore la menace d'un conflit nucléaire, avec toutes ses conséquences terribles pour l'humanité tout entière, compte tenu particulièrement du fait que les programmes spatiaux militaires sont assortis de doctrines et de concepts prônant l'admissibilité et l'acceptabilité d'une guerre nucléaire et justifiant le recours aux armes nucléaires.

Ce problème présente encore un autre aspect. Il est difficile d'imaginer ce que peut coûter l'acquisition d'une capacité à mener des activités militaires dans l'espace circumterrestre, aussi limitée soit-elle. Les spécialistes estiment que la mise en orbite d'un système d'armement représente plusieurs fois le coût de son implantation sur la surface terrestre. Et cela dans une situation où la plupart des habitants de notre planète sont privés du minimum vital.

A quelles fins certains milieux veulent-ils donc provoquer l'extension de la course aux armements à l'espace extra-atmosphérique?

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Le magazine américain "Business Week" répond ainsi à cette question : "Celui qui saura s'assurer la maîtrise de l'espace, cette arène principale des guerres futures, pourra modifier d'une manière décisive le rapport des forces, et donc pratiquement instaurer une domination mondiale".

L'Union soviétique n'a jamais cessé de militer contre la transformation de l'espace extra-atmosphérique en une arène ouverte à la course aux armements. Le 18 avril 1981, le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, L.I. Brejnev, a déclaré : "L'océan sans bornes de l'espace doit demeurer exempt d'armes de quelque nature que ce soit. Nous recommandons d'associer l'effort de chacun pour réaliser le grand objectif humanitaire qui consiste à empêcher la militarisation de l'espace extra-atmosphérique".

A la trente-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Union soviétique a présenté une proposition visant à empêcher que la course aux armements ne s'étende à l'espace extra-atmosphérique et à éviter que cet espace ne devienne une source de détérioration des relations entre les Etats par la conclusion d'un traité interdisant de placer des armes de tous types dans l'espace extra-atmosphérique. Nous proposons que les Etats s'engagent à ne pas mettre sur orbite autour de la terre d'engins porteurs d'armes quelles qu'elles soient, à ne pas installer de telles armes sur les corps célestes et à ne pas placer de telles armes de toute autre manière, notamment à bord d'engins spatiaux habités réutilisables, aussi bien du type actuel que d'autres types qui pourraient apparaître à l'avenir.

Le projet de traité aborde également le problème de l'interdiction des systèmes antisatellites que réclament de nombreux Etats. L'article 3 de notre projet prévoit l'engagement de ne pas détruire ou endommager les engins spatiaux d'autres Etats Parties et de ne pas entraver leur fonctionnement normal ou modifier leur trajectoire si ces objets ont été mis sur orbite dans le strict respect des exigences du traité.

Nous proposons d'entreprendre sans tarder dans le Comité des négociations sur cette question et de créer à cette fin un groupe de travail spécial. Nous ne nous opposerions pas à ce qu'il soit également tenu compte, dans le mandat du groupe de travail, des recommandations contenues dans la résolution 36/97 C de l'Assemblée générale concernant des négociations sur l'interdiction des systèmes antisatellites. Par ailleurs, nous estimons que l'objectif principal du Comité doit être de résoudre totalement le problème de la cessation de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique; la question des systèmes antisattelites doit donc être examinée bien entendu dans le contexte d'autres mesures visant à atteindre cet objectif.

Le Comité du désarmement examine cette semaine la question des nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive et des armes radiologiques. Nous voudrions aussi aborder brièvement ces questions.

A propos des armes radiologiques. Je voudrais d'abord rappeler que le Comité examine déjà depuis près de trois ans les principaux éléments d'un projet d'accord sur l'interdiction des armes radiologiques et que cet examen a été précédé par deux années de négociations bilatérales. N'avons-nous pas trop perdu de temps à élaborer un document interdisant un type d'arme qui n'existe pas ? Certes, nous n'insistons pas pour que l'on produise à tout prix un projet de traité pour le début de la deuxième

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

session extraordinaire consacrée au désarmement. Cependant, la position des participants aux négociations s'est tellement cristallisée que le moment nous paraît venu de lui trouver une conclusion.

Nous comprenons bien l'intérêt que manifestent plusieurs délégations à l'égard des problèmes de la prévention des attaques contre des objectifs nucléaires civils et nous ne nous opposons pas à l'élaboration de mesures internationales appropriées. Si nous parvenons à faire admettre que cette élaboration se fasse hors du cadre des négociations sur les armes radiologiques, nous sommes prêts à rechercher des formes appropriées d'entente afin de donner aux Etats intéressés la certitude que leurs propositions feraient l'objet de négociations sérieuses. En même temps, nous tenons à réaffirmer que ce problème n'a rien à voir avec les armes radiologiques. C'est là un problème tout autre en même temps qu'extrêmement compliqué, qui présente de nombreuses facettes techniques, militaires, juridiques et humanitaires. Nous considérons de la façon la plus sérieuse la proposition d'élaborer des dispositions interdisant l'attaque d'objectifs nucléaires civils et nous estimons donc qu'elle doit être examinée avec toute l'attention voulue.

La position de principe de l'Union soviétique en ce qui concerne le problème général de l'interdiction de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive est bien connue et nous ne voudrions pas l'exposer une nouvelle fois. Depuis déjà bien des années, ce problème est inscrit à l'ordre du jour de différentes instances internationales. Par ailleurs, l'Assemblée générale a adopté de nombreuses résolutions sur cette question. Nul je crois ne nie le risque qu'il y a à ce que la situation évolue à moins que l'on y mette obstacle en temps voulu, de telle façon que les réalisations les plus récentes de la science puissent être exploitées pour créer de nouveaux types d'armes de destruction massive. Malheureusement, ce qui manque, c'est l'essentiel, c'est dans un certain nombre d'Etats militairement importants, la volonté de résoudre le problème. Ainsi, une année suit l'autre et rien de concret ne se fait. Il est donc à notre avis très opportun et tout à fait positif qu'à sa dernière session, l'Assemblée générale des Nations Unies ait adopté la résolution 36/89 par laquelle elle demande aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité et aux autres Etats importants sur le plan militaire, de faire des déclarations identiques, quant au fond, concernant le refus de mettre au point de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes, en tant que premier pas vers la conclusion d'un accord général sur la question. Comme le demande la résolution, ces déclarations seraient approuvées ultérieurement par une décision du Conseil de sécurité.

A notre avis, une telle approche permettrait de dresser un premier obstacle, d'ordre moral aussi bien que politique, à l'apparition de nouveaux moyens de destruction massive. Par ailleurs, elle ne prévoit pas la conclusion immédiate d'un accord officiel et général, sur l'opportunité duquel certains Etats éprouvent des doutes. A propos, ces Etats ont formulé par le passé des propositions selon lesquelles la solution de ce problème devrait essentiellement être recherchée dans une condamnation décisive, par la communauté internationale, de la création de nouveaux types d'armes de destruction massive. Nous pensons en particulier à la proposition du Royaume-Uni du 28 juillet 1977, dont M. l'Ambassadeur Kömives a parlé en détail aujourd'hui. Dans cette optique, il apparaît utile que le Comité du désarmement, où sont représentées toutes les puissances importantes sur le plan militaire, examine les moyens possibles de donner suite à cet appel de l'Assemblée générale. De notre côté, nous sommes prêts à entrer en contact à tout moment à propos de cette question avec toutes les délégations intéressées.

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

C'est avec beaucoup d'intérêt que nous avons écouté les considérations formulées à notre séance d'aujourd'hui par l'Ambassadeur Kömives et nous considérons qu'elles sont en parfaite harmonie avec le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement et les autres décisions de l'Assemblée générale. Nous appuyons ses propositions concernant certaines mesures d'organisation, en particulier pour ce qui est de la tenue à très brève échéance de consultations officieuses.

En terminant mon intervention et en demandant au Comité d'entreprendre des mesures positives en vue de l'interdiction des nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive, je voudrais, Monsieur le Président, me livrer à un plagiat et achever ma déclaration en reprenant les paroles de l'Ambassadeur d'Australie, en les rapportant, bien entendu, à la question de l'interdiction des nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive :

"L'histoire des efforts en matière de désarmement a été dans une trop large mesure l'histoire des occasions non perçues ou perdues. Je vous demande instamment à tous, distingués collègues, de voir et de saisir des deux mains l'occasion qui existe aujourd'hui de crainte qu'elle ne soit plus là demain."

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union soviétique de sa déclaration Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde, Son Excellence l'Ambassadeur Venkateswaran.

M. VENKATESWARAN (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, l'art de la diplomatie moderne doit beaucoup à ses origines italiennes. Cette tradition de la gestion de l'Etat et de la diplomatie, vous nous en avez donné une idée pendant la courte période où vous avez été avec nous. Au nom de la délégation indienne, je voudrais vous féliciter chaleureusement à l'occasion de votre accession à la présidence du Comité pendant le mois de mars et vous assurer de l'appui et du concours le plus entier de ma délégation dans l'accomplissement de votre tâche.

En même temps je voudrais souhaiter une chaleureuse bienvenue à nos nouveaux collègues au Comité, les représentants des Pays-Bas et de la Tchécoslovaquie, dont ma délégation attend avec intérêt la contribution à nos travaux.

Je voudrais aussi remercier sincèrement l'Ambassadeur Mahallati, de l'Iran, pour la façon compétente et le soin qu'il a mis à guider les travaux du Comité en février, pendant le mois d'ouverture de la session.

Conformément à l'article 30 du règlement intérieur, je voudrais consacrer ma déclaration de ce jour aux points 1 et 2 de notre ordre du jour concernant, respectivement, l'interdiction des essais nucléaires, et la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire.

Depuis plus de deux décennies, la communauté internationale accorde le degré de priorité le plus élevé à la conclusion d'un traité interdisant les essais d'armes nucléaires. En 1978, à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé qu'elle accordait le degré de priorité et d'urgence le plus élevé à la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais. Pour la même raison, le premier point figurant à l'ordre du jour du Comité est intitulé "Interdiction des essais nucléaires".

(M. Venkateswaran, Inde)

Mais depuis deux ans et demi, le Comité se voit placé devant une situation invraisemblable où les négociations multilatérales sur ce point hautement prioritaire sont bloquées pour des prétextes variés. Au début, on nous a dit que des négociations multilatérales au Comité du désarmement sur l'interdiction des essais nucléaires risqueraient de nuire au déroulement des négociations trilatérales entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS, qui se poursuivent depuis 1977. On n'a pas cherché à nous expliquer comment et pourquoi le simple fait que notre Comité entreprenne des négociations sur un traité d'interdiction complète des essais pourrait en fait avoir une incidence négative sur ces négociations restreintes. Aujourd'hui, naturellement, même cet argument ne peut plus être invoqué puisque, comme nous le savons tous, les négociations trilatérales sont suspendues depuis un an et demi. Rien n'indique qu'elles puissent reprendre dans un avenir prévisible, même si l'une des trois parties a déclaré à plusieurs reprises qu'elle souhaitait les reprendre.

En tout cas, aucun membre du Comité n'a soutenu qu'il ne devrait pas y avoir de négociations sur les questions nucléaires entre Etats dotés d'armes nucléaires. Rien n'empêche ces négociations de se dérouler. En fait, ce qui nous inquiète, c'est précisément que ces négociations ne sont plus poursuivies, sauf sur une gamme très limitée de questions portant sur les forces nucléaires de portée intermédiaire en Europe.

Dans sa déclaration de février 1982, le Directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, M. Eugène Rostow, a contesté que le concept même d'interdiction des essais nucléaires soit une question hautement prioritaire. Il a présenté un argument entièrement nouveau et inquiétant pour s'opposer à la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais. Il a soutenu que "dans les nombreux débats qui ont été consacrés ici à ce problème, l'opportunité ultime d'une interdiction des essais n'a pas été mise en doute, mais l'unanimité a manqué au sujet des questions d'approche et de calendrier". Il n'y a pas eu à notre connaissance des divergences d'opinions sur l'approche à adopter ni sur le calendrier d'application d'un traité d'interdiction des essais. L'objectif universellement reconnu d'un tel traité serait la cessation générale et complète des essais de toutes les armes nucléaires par tous les Etats et à tout jamais. Il a été aussi universellement admis qu'un tel traité d'interdiction des essais devrait être conclu le plus tôt possible.

M. Rostow a poursuivi en liant la question de l'interdiction des essais à la "capacité des pays occidentaux de maintenir des forces de dissuasion crédibles" et il a dit que la "limitation des essais devrait nécessairement être envisagée dans la perspective plus large des questions nucléaires". Ce que M. Rostow vient de faire d'un trait de plume, c'est refuser de reconnaître la priorité la plus élevée que la communauté internationale, et notamment les Etats-Unis, a toujours accordée à la conclusion d'un traité d'interdiction des essais depuis le début des années 1950. Lors d'une réunion officieuse du Comité, la délégation des Etats-Unis a même proposé par la suite que la question de l'interdiction des essais nucléaires ne soit étudiée qu'après qu'il ait été procédé à des réductions importantes des stocks existants d'armes nucléaires.

Pendant près d'un quart de siècle, certains Etats dotés d'armes nucléaires, dont les Etats-Unis et le Royaume-Uni, ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils entendaient faire preuve de volonté politique pour parvenir à un accord sur la cessation

(M. Venkateswaran, Inde)

des essais d'armes nucléaires. Le seul obstacle au progrès des négociations qui ait été invoqué était celui des problèmes techniques relatifs à la vérification, et non le manque de volonté politique ou l'incapacité d'admettre la priorité la plus élevée reconnue à ce point par l'ensemble de la communauté internationale. Et cependant un Etat doté d'armes nucléaires ne pense pas qu'il y ait illogisme ou même incongruité à annoncer à notre Comité qu'il ne croit plus, dans la situation actuelle, qu'un traité d'interdiction complète des essais puisse présenter le degré le plus élevé de priorité, et qu'à son avis il faut y voir un objectif à long terme dans le contexte du large éventail des questions nucléaires. Cela sous-entend en fait que la cessation complète des essais d'armes nucléaires ne serait possible qu'après l'élimination complète des armes nucléaires.

Nous ne mettons pas en cause le droit de tout Etat de réexaminer sa position sur un point quelconque de l'ordre du jour consacré au désarmement. Mais il faut bien comprendre qu'un tel renversement arbitraire des priorités établies ne pourra guère accroître la crédibilité des engagements pris par les Etats considérés, pour réaliser le désarmement nucléaire ou atteindre n'importe quel autre objectif de désarmement. Comment pouvons-nous encore être sûrs maintenant que les Etats dotés d'armes nucléaires concernés sont vraiment décidés à réaliser le désarmement nucléaire ? Quelle garantie avons-nous que dans quelques années on ne nous dira pas que le désarmement nucléaire a cessé d'être prioritaire et qu'un système d'armes entièrement nouveau et auparavant inconnu devrait être démantelé plus rapidement encore ? Quelle certitude avons-nous que, d'ici peu, l'un des Etats dotés d'armes chimiques ne viendra pas dire au Comité que l'interdiction des armes chimiques ne doit pas être envisagée parce qu'elle risquerait de compromettre l'équilibre militaire, ou que le développement de l'arme chimique est essentiel au maintien d'une prétendue "dissuasion" ?

Ce n'est pas là seulement une question de crédibilité politique, mais un problème ayant de très graves incidences pour la sécurité des Etats et pour la cause même du désarmement. Les négociations sur le désarmement ne peuvent être entreprises que sur la base de l'adhésion générale des Etats à certains principes, objectifs et priorités essentiels dûment convenus dans le domaine du désarmement. Une fois cette base ébranlée, il ne sera plus possible d'attendre d'aucun Etat qu'il accepte des mesures partielles de désarmement ou l'approche dite échelonnée, car nul ne pourra plus croire que l'engagement vis-à-vis des objectifs prioritaires puisse alors demeurer valide. Beaucoup d'Etats, parmi lesquels l'Inde, n'ont accepté de signer le Traité d'interdiction partielle des essais, en dépit de sa portée limitée, que parce qu'on considérait sa signature comme la première étape vers la conclusion prochaine d'un traité d'interdiction complète des essais. L'attitude prise maintenant par les Etats-Unis dément cette perspective et porte atteinte à la crédibilité des mesures déjà conclues elles-mêmes.

Année après année, le Traité d'interdiction complète des essais a été reconnu par consensus comme étant la première et la plus urgente mesure vers l'arrêt de la course aux armements nucléaires, particulièrement sous son aspect qualitatif. La première étape ne saurait être confondue avec tel ou tel objectif lointain. Non, c'est ici et maintenant que le traité d'interdiction des essais nucléaires doit être conclu. Ce n'est pas une muraille que l'on édifie à loisir pierre sur pierre. Nous n'avons pas les moyens d'attendre davantage.

A la séance plénière du 11 mars, nous avons entendu des déclarations des représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni, MM. les Ambassadeurs Fiels et Summerhayes, concernant l'interdiction des essais nucléaires et le désarmement nucléaire.

(M. Venkateswaran, Inde)

A cette séance, indiquant la réaction préliminaire de notre délégation à ces déclarations, j'ai dit que l'attitude des Etats-Unis et du Royaume-Uni quant à la façon dont le Comité du désarmement devrait s'acquitter de ses responsabilités à l'égard des points 1 et 2 de l'ordre du jour avait évolué d'une façon positive. Tout en réaffirmant la nouvelle politique de son Gouvernement au sujet de l'interdiction des essais nucléaires, telle qu'elle avait été exposée par M. Rostow, l'Ambassadeur des Etats-Unis a déclaré que sa délégation serait disposée à s'associer à un consensus au Comité pour établir un organe subsidiaire pour s'occuper du point 1 de l'ordre du jour. Ce faisant, il a reconnu que le Comité du désarmement "est légitimement intéressé à toutes les questions de désarmement et qu'il se doit d'apporter une contribution importante au processus de désarmement sous tous ses aspects". Donc, bien que nous ne souscrivions pas à l'opinion de la délégation des Etats-Unis quant à la priorité à donner à l'interdiction des essais nucléaires et au rôle que cette interdiction pourrait jouer dans l'interruption de l'amélioration qualitative et du développement des armes nucléaires, nous avons pensé que le Comité aurait avantage à explorer toute possibilité susceptible de nous rapprocher de véritables négociations sur le texte d'un traité. Nous espérons que les consultations menées actuellement par le Président du Comité en vue de la formulation d'un mandat approprié pour un groupe de travail spécial sur le point 1 porteront bientôt leurs fruits. Bien entendu, ce groupe de travail examinerait aussi les questions relatives à la vérification et à l'observation, qui apparaissent tellement vitales pour les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

Tandis que l'on s'efforce de renvoyer aux calendes grecques le point 1 de l'ordre du jour, la compétence du Comité d'entreprendre des négociations sur le point 2 de l'ordre du jour, à savoir le désarmement nucléaire, continue d'être contestée. Dans sa déclaration du 11 mars, M. l'Ambassadeur des Etats-Unis a déclaré que sa délégation "continue de croire qu'à l'heure actuelle la création d'un organe subsidiaire chargé de négocier sur le désarmement nucléaire n'aurait pas d'effets positifs, surtout si l'on considère que ces négociations sont déjà engagées entre certains des Etats dotés d'armes nucléaires". Voici une fois de plus qu'un argument nous est présenté sans aucune explication. Nous voudrions demander à M. l'Ambassadeur des Etats-Unis pourquoi il faudrait renoncer à conduire des négociations sur le désarmement nucléaire au Comité pour la seule raison que des négociations sur le même sujet ont débuté entre plusieurs des Etats dotés d'armes nucléaires ? Pourquoi les négociations restreintes entre tous les Etats dotés d'armes nucléaires ou certains d'entre eux et les négociations multilatérales au Comité du désarmement s'excluraient-elles mutuellement ? Peut-il nous exposer quelles conséquences négatives aurait l'ouverture de négociations multilatérales au Comité sur les négociations restreintes entreprises par un certain nombre d'Etats dotés d'armes nucléaires sur la question vitale du désarmement nucléaire ? Ma délégation serait également intéressée d'entendre les réponses de la Délégation des Etats-Unis aux questions très pertinentes posées ce matin par le distingué représentant de Sri Lanka, l'Ambassadeur Jayakoddy. Si M. l'Ambassadeur Fields pouvait nous faire entrer dans ses confidences et nous dire quelles sont ses appréhensions à cet égard, peut-être pourrions-nous les dissiper.

Les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni au Comité, tant au cours de réunions officieuses que de séances officielles, ont dit que les questions nucléaires devraient initialement et en premier lieu être traitées par les Etats dotés d'armes nucléaires eux-mêmes. Dans sa déclaration du 11 mars, M. l'Ambassadeur Fiels, tout en reconnaissant le rôle légitime du Comité, a mentionné de nombreuses occasions où l'on a rappelé aux Etats dotés d'armes nucléaires que la responsabilité d'entreprendre

(M. Venkateswaran, Inde)

de telles négociations leur incombait au premier chef. J'ai déjà dit que nous ne demandons pas aux Etats dotés d'armes nucléaires de renoncer à mener eux-mêmes des négociations sur les questions nucléaires. En fait, nous encouragerions même positivement de telles négociations. Ce que nous avons demandé à de nombreuses reprises aux délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni, sans obtenir de réponse adéquate et satisfaisante, tient dans une phrase toute simple : Où les Etats non dotés d'armes nucléaires devraient-ils manifester leurs préoccupations, si ce n'est au sein de l'organe multilatéral qu'est le Comité ? Le Document final reconnaît qu'une guerre nucléaire aurait des conséquences dévastatrices qui pourraient affecter au même titre les Etats dotés et non dotés d'armes nucléaires. Récemment, le chef de l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis a aussi admis lui-même devant nous qu'aujourd'hui "la dynamique de la guerre exclut tout sanctuaire". Le Document final reconnaît à tous les Etats le droit de participer à des négociations sur le désarmement, particulièrement sur les questions affectant leur sécurité. Les armes nucléaires présentent un grave danger pour la survie de l'humanité et les intérêts vitaux de sécurité de tous les Etats sont directement et gravement compromis par leur existence même. Où ces intérêts de sécurité doivent-ils être examinés ? Les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni peuvent-elles nier que les intérêts vitaux de sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires sont également impliqués dans les questions relatives aux armes nucléaires et dans les doctrines concernant leur emploi ?

Si l'on affirme que c'est surtout aux Etats dotés d'armes nucléaires qu'il appartient de traiter les questions relatives aux armes nucléaires, en quoi consiste le rôle du Comité du désarmement à cet égard ? Les Etats-Unis et le Royaume-Uni pensent-ils que dans les domaines relatifs aux armes nucléaires, le Comité du désarmement ne doit pas fonctionner comme organe de négociation ? Si tout ce que l'on nous permet est de tenir des réunions officieuses sur ces questions, cela ne signifie-t-il pas en réalité, en ce qui concerne les points bénéficiant de la priorité la plus élevée dans son ordre du jour, que l'on cherche à réduire le Comité au statut de simple organe de débats ?

Permettez-moi de préciser la position de ma délégation à cet égard. Nous ne sommes pas opposés à la tenue de réunions officieuses pour des échanges de vues sur le point 2 de l'ordre du jour. En fait, nous avons considéré comme un élément positif, la tenue des réunions officieuses sur les points 1 et 2 de l'ordre du jour au cours de la session du Comité de l'année dernière. Ces discussions ont été extrêmement utiles. Cependant, elles doivent déboucher sur quelque chose. A notre avis, elles doivent mener à des négociations sur de véritables textes de traités. C'est ainsi que nous comprenons le rôle du Comité du désarmement. Le Comité est saisi de propositions concrètes sur la façon de traiter du point 2 de l'ordre du jour. Ces propositions figurent dans les documents CD/180 et CD/193 soumis respectivement par le Groupe des 21 et par un groupe de pays socialistes. Au lieu de refuser d'envisager la constitution d'un organe subsidiaire au titre du point 2 de l'ordre du jour du Comité, les Etats-Unis et le Royaume-Uni pourraient peut-être examiner la substance de ces propositions et participer à des consultations en vue de la formulation d'un mandat approprié pour un organe subsidiaire, comme ils le font déjà dans le cas du point 1.

Dans sa déclaration du 9 février au Comité, M. Rostow s'est engagé à travailler d'une façon constructive avec le Comité pour éliminer le fardeau des armes nucléaires de la politique mondiale. Plusieurs délégations ont demandé aux représentants des Etats-Unis quelles idées ils ont à offrir pour concrétiser cet engagement.

(M. Venkateswaran, Inde)

M. l'Ambassadeur Fields reconnaîtra sûrement que le seul consentement à participer à des réunions officieuses du Comité sur le point 2 de l'ordre du jour ne peut guère être considéré comme la concrétisation de l'engagement pris par M. Rostow.

Avant de conclure, Monsieur le Président, je voudrais appeler l'attention des représentants des Etats dotés d'armes nucléaires membres du Comité sur la résolution 36/81 B de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée "Prévention d'une guerre nucléaire", qui a été adoptée par consensus. Nous faisons appel à eux dans ce contexte pour qu'ils soumettent à la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement des propositions concrètes sur cette question, qui a des répercussions sur la survie même de l'humanité. Au cours des dernières années, les Etats non dotés d'armes nucléaires, particulièrement les pays non alignés, ont soumis des propositions constructives à ce sujet. L'une de ces propositions, figurant dans la résolution 36/92 I, concerne la conclusion d'un accord sur l'interdiction complète du recours ou de la menace du recours aux armes nucléaires. Deux Etats dotés d'armes nucléaires ont explicitement appuyé cette proposition, mais d'autres continuent encore de s'y opposer. Nous croyons donc pouvoir faire appel aux Etats dotés d'armes nucléaires pour qu'ils soumettent immédiatement des propositions concrètes sur ce point, compte tenu du fait que la question intéresse non seulement la sécurité d'une poignée d'Etats mais la survie de l'humanité entière.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Inde de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, Son Excellence l'Ambassadeur Herder.

M. HERDER (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : J'aimerais, dans ma déclaration aujourd'hui, parler du point inscrit à notre ordre du jour, des nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive, ainsi que des armes nucléaires à neutrons et de certains aspects de l'interdiction complète des essais, à la lumière de nos échanges de vues actuels sur cette question.

Mais, avant d'entrer dans les détails, permettez-moi, Monsieur le Président, de me reporter aux récentes propositions du Chef d'Etat de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Leonid I. Brejnev, concernant la limitation des armements nucléaires. La République démocratique allemande se félicite de la récente décision de l'Union soviétique d'introduire unilatéralement un moratoire sur le déploiement des armes nucléaires de moyenne portée dans la partie européenne de l'URSS et de son empressement à réduire de sa propre initiative un certain nombre de ces armes.

Nous appuyons également les propositions soviétiques tendant à reprendre sans délai les négociations SALT et à ce que les deux parties prennent l'engagement de ne pas ouvrir de nouvelles possibilités d'accroissement de l'arsenal militaire, de ne pas déployer de missiles de croisière de longue portée basés en mer et sur terre. Ces initiatives importantes de l'URSS constituent un geste de bonne volonté. Elles sont en outre la preuve de l'approche constructive de l'Union soviétique dans les négociations sur le désarmement, en particulier les négociations sur la réduction des armes nucléaires en Europe. Nous espérons que l'autre partie les examinera sérieusement et réagira de façon positive. Une réaction positive aurait aussi sans aucun doute un effet positif sur le climat international et sur les travaux de notre Comité dans l'exécution de sa tâche.

1. Depuis 1976, où la proposition soviétique sur l'interdiction de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive avait été examinée en détail pour la première fois, ma délégation s'est vigoureusement prononcée pour l'élaboration et la conclusion, à une date rapprochée, d'un accord global correspondant.

(M. Herder, République démocratique allemande)

Nous étions convaincus, et le sommes encore, que cette mesure contribuerait efficacement à freiner la course qualitative aux armements, qui aujourd'hui menace très sérieusement les négociations sur la limitation des armements et le désarmement. Un tel accord pourrait contribuer à inverser le processus que nous observons maintenant où les négociations sur le désarmement sont très en retard par rapport à l'utilisation militaire rapide des dernières découvertes de la science et de la technique.

Au cours de ces dernières années, ma délégation a longuement et de façon répétée expliqué son approche de la question. Dans ma déclaration du 9 juillet 1981 j'ai, entre autres, parlé de la nécessité impérieuse de parvenir à l'accord susmentionné, ainsi que de la portée de l'interdiction et de la vérification du respect de l'accord. Je ne répéterai pas aujourd'hui nos arguments.

Permettez-moi plutôt, Monsieur le Président, d'essayer d'expliquer notre approche en ce qui concerne la solution pratique de l'interdiction de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive.

Compte tenu des propositions présentées par un certain nombre d'autres pays, nous sommes prêts à procéder selon une approche progressive par étapes. Récemment encore nous l'avons souligné au Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement.

Ces étapes pourraient être les suivantes :

a) déclarations des membres permanents du Conseil de sécurité et d'autres Etats militairement importants sur le refus de créer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive;

b) conclusion d'un accord général ou accord "cadre" qui pourrait être accompagné d'une liste des nouveaux types et systèmes interdits d'armes de destruction massive;

c) conclusion en cas de besoin, d'accords particuliers sur l'interdiction de nouveaux types et systèmes spécifiques d'armes de destruction massive.

Cette approche très souple a en fait été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 36/89. Il appartient maintenant à notre Comité d'entamer des négociations sérieuses.

Dans le passé, les réunions officieuses avec la participation d'experts ont été utiles pour faire la lumière sur certaines questions. Cela devrait systématiquement nous conduire à des formes plus structurées de nos travaux. Ma délégation se prononce donc pour la création d'un groupe spécial d'experts. Ce groupe pourrait examiner les secteurs de mise au point éventuelle de nouvelles armes de destruction massive et élaborer une définition générale de ces armes aux fins d'un instrument international. C'est pourquoi ma délégation appuie pleinement la proposition contenue dans le document de travail que nous a présenté aujourd'hui la délégation hongroise.

L'avantage de la procédure proposée est évident : alors que le Comité du désarmement pourrait se concentrer sur ses principales tâches qui sont les points 1 et 2, une approche adéquate du point 5 serait assurée et le terrain pour des négociations sur un accord international approprié pourrait être rapidement préparé.

(M. Herder, République démocratique allemande)

2. La mise au point et la fabrication d'armes nucléaires à neutrons par les Etats-Unis est la preuve de l'utilité topique de nos efforts pour arrêter la course qualitative aux armements. Il ne fait aucun doute que l'arme à neutrons constitue un nouveau type d'arme nucléaire. Si on ne l'interdit maintenant, sa fabrication et son déploiement risquent d'avoir des conséquences dangereuses pour la situation internationale et les négociations sur le désarmement.

En le soulignant, ma délégation prend en considération les aspects ci-après :

Premièrement, la fabrication et la mise au point de l'arme nucléaire à neutrons conduira inévitablement à une escalade de la course aux armements. Il ne faut se faire aucune illusion : l'arme nucléaire à neutrons représente le premier type de toute une nouvelle génération d'armes nucléaires, parfois appelées "armes nucléaires spécialisées" ou "armes nucléaires à fins spéciales". Outre l'arme nucléaire à neutrons ou "arme à rayonnement intensifié", d'autres armes nucléaires dont certaines caractéristiques comme l'effet de souffle et l'effet électromagnétique seront intensifiées tandis que d'autres comme le rayonnement nucléaire seront réduites, sont à l'étude. Toutes ces armes sont censées donner à leurs utilisateurs la possibilité de déterminer à l'avance les dommages infligés à l'ennemi.

Ainsi, étant le premier type d'une nouvelle génération d'armes nucléaires - la "bombe H du champ de bataille" - l'arme nucléaire à neutrons ne serait que le "sommet de l'iceberg". Son introduction dans les arsenaux militaires pourrait être utilisée par le complexe industriel et militaire comme argument pour le déploiement ultérieur d'autres types d'"armes nucléaires spécialisées" également.

Deuxièmement les armes nucléaires à neutrons sont prévues pour être surtout implantées en Europe, région qui intéresse directement mon pays. Selon les communiqués de presse sur les projets de l'OTAN, l'introduction des armes nucléaires à neutrons suivrait le déploiement d'armes nucléaires de moyenne portée telles que les "Pershing II" et les missiles de croisière basés à terre. Le territoire de notre voisin occidental deviendrait une zone d'implantation éventuelle d'armes nucléaires à neutrons, ce qui accroîtrait la densité très élevée des armes nucléaires qui s'y trouvent déjà. Tandis que la responsabilité ultime de la création de l'arme nucléaire à neutrons revient à l'Etat nucléaire intéressé, c'est-à-dire aux Etats-Unis, il ne faut pas perdre de vue que les Etats sur les territoires desquels ces armes doivent être implantées ont une responsabilité particulière. Comme le soulignaient les délégations de la Hongrie et de la République démocratique allemande dans le document de travail CD/256 "c'est aux autorités nationales des Etats non dotés d'armes nucléaires qu'il appartient de prendre la décision souveraine d'accepter ou non des armes nucléaires sur leur territoire".

Troisièmement, abaissant le seuil nucléaire, les armes nucléaires à neutrons sont conçues pour rendre une guerre nucléaire possible. Elles entrent dans la doctrine de l'Amérique et de l'OTAN concernant la possibilité de mener une guerre nucléaire limitée, par exemple en Europe. C'est pourquoi les planificateurs militaires louent les prétendus "avantages" de l'arme nucléaire à neutrons, à savoir :

- leur utilisation possible très près de la ligne du front abaissant ainsi les risques de dommages pour les troupes du pays qui les utilisent;

- destructions mineures sur le champ de bataille, ce qui donne aux forces classiques une plus grande possibilité d'exploiter l'avantage "d'une frappe nucléaire tactique;

(M. Herder, République démocratique allema

- possibilités accrues d'utiliser des armes nucléaires dans une région à forte densité de population, etc.

En fait, toutes ces considérations militaires peuvent, se réduire à un seul objec gommer la distinction entre armes nucléaires et armes classiques, faisant ainsi de l'impensable - une guerre nucléaire - un instrument concevable de stratégie et de tactique militaires, en particulier sur le "théâtre européen". Cependant, on peut se demander comment ces stratèges militaires peuvent être absolument certains que l'utilisation d'armes nucléaires à neutrons ne conduira pas à une guerre nucléaire totale. Ne parlons pas du fait que, pour les Européens, la guerre nucléaire est une chose trop dangereuse pour s'en remettre à des décisions étrangères.

Au reste, les problèmes que nous venons de mentionner au sujet des armes nucléaire à neutrons ne sont pas limités à l'Europe. Comment exclure la possibilité que ces considérations militaires ne rendent ces armes nucléaires à neutrons très attrayantes pour des régimes tels que l'Afrique du Sud et Israël ? Il est évident que c'est une arme idéale pour un agresseur potentiel puisqu'elle lui permettrait d'annihiler des êtres humains tout en s'emparant de biens matériels intacts - villes, usines et autres installations - en un temps relativement court.

Ces considérations sur les incidences dangereuses de la mise au point et de la fabrication des armes nucléaires à neutrons ont incité la République démocratique allemande à présenter à la 36ème session de l'Assemblée générale la résolution 36/92 K, dans laquelle le Comité du désarmement est prié d'entreprendre sans retard des négociations en vue de conclure une convention sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons. Il est très encourageant pour nous de voir que ce souci était partagé, et l'est encore par de nombreuses délégations, tant à New York qu'ici, au Comité du désarmement.

Plusieurs délégations ont souligné dans leurs déclarations qu'elles considéraient l'interdiction des armes nucléaires à neutrons comme une tâche importante et urgente. Par ailleurs, elles estimaient que cette question ne devrait pas être dissociée du contexte global de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire. Cependant, compte tenu des caractéristiques particulières de l'arme nucléaire à neutrons que nous avons évoquées précédemment, une telle approche ne semble pas convaincante.

En ce qui concerne l'application du point 2 de notre ordre du jour, nous jugeons nécessaire d'entamer des négociations sur l'interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types et systèmes d'armes nucléaires. Pourquoi un accord sur l'interdiction des armes nucléaires à neutrons ne serait-il pas un premier pas dans cette direction ? Une telle approche créerait les conditions voulues pour les étapes suivantes du désarmement nucléaire : l'arrêt de la fabrication des armes nucléaires et la réduction de leurs stocks.

Il apparaît à l'évidence que ce sont en fait les mêmes pays dotés d'armes nucléaires qui ont refusé d'accepter les propositions visant à créer un groupe de travail spécial pour le point 2 de l'ordre du jour qui sont opposés à l'ouverture, au Comité du désarmement, de négociations sur l'interdiction des armes nucléaires à neutrons. En conséquence, ma délégation vous prie, Monsieur le Président, d'inclure dans vos consultations sur les propositions visant à créer un cadre organisationnel approprié pour ces négociations, la question de l'interdiction des armes nucléaires à neutrons.

(M. Herder, République démocratique allemande)

Ma délégation estime que des groupes de travail spéciaux ou d'autres organes subsidiaires pourraient constituer des instruments appropriés pour engager des négociations sur le point 2 de l'ordre du jour, ainsi que sur l'interdiction des armes nucléaires à neutrons. Nous doutons fort que des réunions officieuses soient un moyen approprié de nous rapprocher de la solution de ces importantes questions.

En outre, nous ne pouvons souscrire à l'opinion selon laquelle le Comité du désarmement n'est qu'un "forum approprié pour répondre à l'intérêt que suscite le désarmement nucléaire". Du moins, le paragraphe 50 du Document final, ainsi que le point 2 de notre ordre du jour, témoignent de l'ampleur de cet intérêt. Le Comité du désarmement devrait être à la hauteur de sa tâche. Il devrait jouer un rôle plus actif et plus efficace dans le désarmement nucléaire.

Dès 1979, le groupe des pays socialistes a exprimé dans le document CD/4 sa conviction que le Comité du désarmement est le forum le plus approprié pour la préparation et la conduite des négociations et que celles-ci ne doivent pas porter préjudice aux négociations bilatérales et multilatérales qui ont trait à divers aspects de la limitation des armements nucléaires, armements stratégiques y compris.

3. L'absence d'une interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires a aussi pour conséquence que la course aux armements nucléaires se poursuit à un rythme sans précédent, qui a conduit à l'apparition de nouvelles armes telles que les armes nucléaires à neutrons. Ce processus ne peut être arrêté ni par un examen général des questions relatives à l'interdiction des essais d'armes nucléaires, ni par un débat abstrait sur la vérification du respect d'un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires. Ce qu'il faut, ce sont de véritables négociations visant à l'élaboration et l'adoption rapides d'un traité d'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires.

Dans ma déclaration du 25 février, j'ai analysé certaines des idées qui avaient été avancées par les délégations du groupe occidental sur la façon dont le Comité devait par la suite traiter du point 1 de l'ordre du jour. Dans cette déclaration, j'ai exprimé les doutes sérieux qu'éprouvait ma délégation quant à certaines idées dont l'adoption reviendrait seulement à prendre "des initiatives pour le plaisir d'en prendre" et n'aboutirait à aucune négociation véritable sur une interdiction complète des essais.

L'évolution récente observée au Comité a renforcé nos doutes. De même que par le passé, nous préconisons la création d'un groupe de travail spécial chargé de négocier sur un traité d'interdiction complète des essais. Il ne s'agirait pas seulement d'une instance subsidiaire de délibération, mais d'un véritable organe de négociation qui s'occuperait de toutes les questions liées à un traité d'interdiction. Sans méconnaître l'importance de la vérification, nous estimons que cette question ne peut être isolée des autres problèmes ni envisagée dans l'abstrait.

Nous nous inspirons ainsi du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, dont le paragraphe 31 indique clairement que "la nature et les modalités de la vérification à prévoir dans tout accord particulier dépendent et devraient être fonction des objectifs, de la portée et de la nature dudit accord". Cela signifie qu'avant d'examiner les aspects de la vérification, nous devrions savoir ce que l'on va interdire.

Partant de cette hypothèse, ma délégation partage les observations et les doutes exprimés le 16 mars 1982 et à la séance d'aujourd'hui par les distingués

(M. Herder, République démocratique allemande)

représentants du Brésil, de Cuba et du Pakistan, qui ont souligné le lien existant entre le contenu d'un traité d'interdiction complète des essais, c'est-à-dire la portée de l'interdiction, et les mesures de vérification.

Tant qu'une interdiction complète des essais n'est considérée par certains pays dotés d'armes nucléaires que comme un "objectif à long terme", il existe un réel danger qu'un débat sur la vérification considéré isolément ne serve qu'à dissimuler l'absence de volonté politique de réaliser et d'appliquer une interdiction complète des essais nucléaires.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que ma délégation fait une telle constatation. L'histoire des négociations sur le désarmement qui ont suivi la seconde guerre mondiale démontre abondamment qu'on a très souvent formulé des exigences injustifiées en matière de vérification en vue de bloquer le progrès des négociations correspondantes. Nous avons parfois enregistré des tentatives visant à transformer des négociations sur le désarmement en négociations ou en discussions sur la vérification.

Avant de conclure, permettez-moi, Monsieur le Président, d'évoquer la déclaration faite le 11 mars par la délégation du Royaume-Uni. On nous dit, d'une part, que les négociations trilatérales ont été utiles pour clarifier de nombreuses questions intéressant un traité d'interdiction complète des essais. D'autre part, on exprime l'opinion que "l'on ne peut ... s'attendre pour l'instant à de nouveaux progrès dans les négociations trilatérales". Comme ce problème est étroitement lié à nos travaux au Comité concernant le point 1 de l'ordre du jour, ma délégation entendrait avec grand intérêt les raisons qui motivent cette assertion. De même, nous aimerions savoir pourquoi la délégation des Etats-Unis, en proposant un débat sur la vérification d'une interdiction complète des essais, estime que la conjoncture "n'est pas favorable à la négociation d'un accord" relatif au point 1 de l'ordre du jour.

Le 16 mars, ma délégation a présenté, dans le document de travail CD/259, un projet de mandat pour un groupe de travail spécial pour le point 1 de l'ordre du jour. Le mandat proposé a un double objectif : a) engager des négociations véritables et b) sur tous les aspects d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant de la Suède, Son Excellence l'Ambassadeur Lidgard.

M. LIDGARD (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'aimerais, au nom de la délégation suédoise, vous présenter le document CD/260 qui contient le rapport intérimaire du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques. Je voudrais appeler votre attention sur le fait que le rapport intérimaire contient cette fois un aperçu récapitulatif des travaux accomplis à cette date par le Groupe spécial. Cet aperçu devrait aider le Comité du désarmement à faire rapport à la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement.

L'aperçu récapitulatif contient plusieurs paragraphes décrivant les mesures de coopération envisagées en vue de la détection et de l'identification des événements sismiques, dont essentiellement l'échange de données provenant d'un vaste réseau mondial de stations sismologiques grâce au Système mondial de télécommunications (SMT) de l'OMM qui recouvre le monde entier.

(M. Lidgard, Suède)

Ces données seraient analysées dans des centres internationaux de données pour aider les Etats à évaluer au plan national les événements sismiques dans le cadre d'une interdiction complète des essais. Les détails sur les mesures envisagées figurent dans les documents CCD/558 et CD/43.

L'aperçu récapitulatif montre également les efforts déployés par le Groupe spécial pour développer les aspects scientifiques et techniques du système envisagé en recourant aux derniers progrès de la science et de la technique en la matière. Plusieurs pays ont apporté des contributions importantes en procédant à d'amples études nationales. En ce qui concerne les centres internationaux de données, ces études ont permis de mieux comprendre leur fonctionnement. L'échange mondial de données a été expérimenté en coopération avec l'OMM et la participation active d'une vingtaine de pays au total. L'expérience a été menée par M. Mac Gregor, d'Australie, et M. Ichikawa, du Japon, auxquels ma délégation a des raisons toutes spéciales d'adresser ses remerciements puisque c'est la délégation suédoise qui initialement avait, dès 1965, proposé le système d'échange de données.

Monsieur le Président, l'action récemment menée par le Groupe pour moderniser le système envisagé n'est pas encore terminée, comme indiqué dans le dernier paragraphe de l'aperçu récapitulatif. Le Groupe a donc proposé de se réunir à nouveau cet été, du 9 au 20 août.

Monsieur le Président, je propose formellement que le Comité prenne acte du rapport intérimaire publié sous la cote CD/260.

Je tiens en outre à déclarer que le Groupe spécial aurait beaucoup plus de facilité à parvenir à un consensus sur une proposition tendant à moderniser le système d'échange de données si son mandat actuel, du 7 août 1979, pouvait être modifié en conséquence ou si l'on pouvait parvenir à une meilleure compréhension de son mandat actuel.

Enfin, je voudrais dire que le Président du Groupe spécial, M. Ulf Ericsson, de la Suède, est prêt à nous expliquer le rapport plus en détail, comme cela s'est fait dans le passé.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Suède de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis, Son Excellence l'Ambassadeur Fields.

M. FIELDS (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, j'avais compris que nous allions commencer par entendre M. Ericsson; je préférerais formuler mes observations à la fin de sa présentation.

Le PRESIDENT : Dans ce cas, je voudrais demander au Dr Ericsson s'il veut bien prendre la parole ou répondre aux questions qui lui seraient posées par des membres du Comité au sujet du rapport.

M. ERICSSON (Président du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques) (traduit de l'anglais): Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le document CD/260 est un rapport intérimaire du type habituel que le Groupe spécial d'experts scientifiques présente au Comité du désarmement.

(M. Ericsson, Président du Groupe spécial)

Cette fois, des scientifiques de 27 Etats coopérants, dont cinq non membres du Comité du désarmement, y ont assisté et une fois de plus, un représentant de l'Organisation météorologique mondiale a bien voulu nous apporter son concours. On lit au paragraphe 10 du rapport intérimaire que le Groupe spécial a établi un aperçu récapitulatif de ses travaux jusqu'en mars 1982. Cette annexe vise à aider le Comité du désarmement à faire rapport à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Si vous vous reportez à la première page de l'annexe du document CD/260, vous y trouverez un certain nombre de paragraphes qui esquissent l'historique et la structure de l'échange de données qui a été proposé, et je le pense, largement accepté, pour aider les Etats dans leurs efforts nationaux de surveiller une interdiction complète des essais nucléaires. Cet échange de données s'opère grâce à un système mondial qui comprend trois éléments principaux : premièrement, un réseau de plus de 50 stations sismologiques existantes ou en projet utilisant un matériel et des procédures modernes d'extraction des données; deuxièmement, un échange international des données de ces stations grâce au Système mondial de télécommunications de l'Organisation météorologique mondiale et, troisièmement, le traitement des données dans des centres internationaux spéciaux de données aux fins d'utilisation par les Etats participants. Je peux dire qu'il est clairement établi ici que lesdits centres internationaux de données se borneront à préparer les données qui serviront aux pays à évaluer la nature des événements observés. Le Groupe a fait plusieurs observations sur le système proposé dont une, très importante à mon avis, concerne l'intérêt qu'il y aurait à accroître le nombre des observatoires dans l'hémisphère Sud et à doter ces observatoires d'un matériel moderne d'enregistrement numérique. Les données à extraire et à communiquer aux Etats participants, selon le mode indiqué, le seraient en deux niveaux; les données de niveau 1 seraient les paramètres fondamentaux qui donnent une brève description des observations; les données de niveau 2 correspondraient plutôt à des descriptions détaillées des enregistrements et seraient en fait des données complètes. Selon le système initialement proposé, et je pense largement accepté, l'échange mondial porterait sur les données de niveau 1 correspondant à une brève description des événements. L'OMM a très aimablement donné son accord préliminaire à ce projet. Il est également prévu que le système envisagé échangerait des enregistrements complets sur demande. Les centres internationaux de données auraient pour mission de fournir aux Etats participants, à des fins d'évaluation nationale, des données facilement accessibles sur les événements sismiques. Les centres internationaux de données n'interpréteraient pas la nature des événements. Ils devraient cependant pouvoir fournir tous les détails du traitement mathématique des données de façon à les rendre compréhensibles pour l'utilisateur. J'ai décrit essentiellement le contenu des rapports de consensus CCD/558 et CD/43 dont on a parlé il y a quelques jours. Depuis, le Groupe s'est principalement consacré à une étude plus approfondie des aspects techniques et scientifiques de l'échange mondial proposé. Des études nationales, dont certaines fort amples et d'une grande portée, ont été entreprises à cette fin. Les conditions d'un échange fiable de données par le Système de l'OMM ont été étudiées au cours de deux expériences menées à l'échelle mondiale, dont la dernière, l'an dernier, a fait intervenir pas moins de 20 Etats participants. Les résultats de la seconde expérience sont encore à l'étude et nécessiteront certainement des études supplémentaires. Les détails concernant le fonctionnement des centres de données sont l'aboutissement d'un travail énorme, et je pense très efficace, des Etats participants. En résumé, l'impact des progrès actuellement très rapides de l'informatique et de la technologie des télécommunications s'est fait sentir et a conduit à penser que l'efficacité du système mondial d'échanges envisagé dans les rapports susmentionnés pourrait, en principe, être considérablement accrue si l'on adoptait ces nouvelles méthodes et possibilités techniques. Le degré de consensus au sein du Groupe quant à cette évolution n'a pas encore été établi. Ce n'est qu'après avoir mené à bien d'autres études à la lumière des progrès scientifiques et technologiques récents que le Groupe pourra formuler des suggestions sur les améliorations qui pourraient être apportées à la proposition

(M. Ericsson, Président du Groupe spécial)

initiale relative à un système mondial pour la mise en oeuvre de mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques. J'ajouterai que je serais très heureux de répondre aux questions dans ce domaine.

Le PRESIDENT : Je remercie le Président du Groupe sismologique. Je donne maintenant la parole, s'il le désire, au représentant des Etats-Unis, S.E. l'Ambassadeur Fields.

M. FIELDS (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le rapport de M. Ericsson sur les travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques. Ma délégation est d'accord pour penser que le Comité devrait prendre acte de ce rapport. Ma délégation estime également que l'"aperçu récapitulatif" de ce rapport, contenu dans l'annexe, devrait être utilisé dans l'établissement du rapport sur les travaux du Comité au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vue de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Toutefois, ma délégation éprouve quelques préoccupations au sujet de ce rapport, aussi aimerais-je formuler quelques observations et poser une question à M. Ericsson.

Tout d'abord, les experts des Etats-Unis qui ont participé à la treizième session du Groupe m'ont signalé qu'ils n'avaient discerné aucun désaccord notable entre les experts qui ont participé aux réunions en ce qui concerne les questions de nature purement scientifique. Je pense que c'est là un point important que nous devons reconnaître. C'est encourageant, mais en même temps cela amène à se demander pourquoi le rapport est si court.

Je suis aussi encouragé par la deuxième expérience à l'échelle mondiale qui a été effectuée récemment par les participants au Groupe d'experts scientifiques. Dans cette expérience, les conditions nécessaires à un échange fiable de données sismologiques, en utilisant le Système mondial de télécommunications de l'Organisation météorologique mondiale, ont été étudiées. Vingt Etats largement répartis sur le plan géographique ont participé à cette expérience. Ma délégation attend avec intérêt la poursuite de ces études et, en fait, elle a formulé une proposition à cet effet au sein du Groupe d'experts scientifiques, en coopération avec l'Australie, le Japon et la Suède.

Un certain nombre d'Etats qui participent au Groupe d'experts scientifiques, y compris le mien, ont communiqué au Groupe des informations et des renseignements technologiques qui représentent des progrès notables par rapport à ce dont le Groupe disposait pour ses travaux et ses rapports antérieurs. A cet égard, j'aimerais poser une question à M. Ericsson. Ayant examiné le rapport intérimaire dont nous sommes saisis, j'ai eu quelque peine à y trouver une indication adéquate du fait que le Groupe avait reçu et examine de nouveaux renseignements, à l'exception de brèves citations telles que celles qui figurent au paragraphe 10 de l'"aperçu récapitulatif". Pourtant, ma délégation sait que ces informations ont été présentées et examinées en détail. Peut-être M. Ericsson aurait-il l'amabilité de nous expliquer un peu pourquoi cet aspect des travaux du Comité n'apparaît pas davantage dans le rapport.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant des Etats-Unis pour sa déclaration. J'ai encore sur ma liste d'orateurs les délégués du Royaume-Uni et de la République fédérale d'Allemagne. Peut-être serait-il opportun de leur donner la parole avant que je demande au Dr Ericsson de répondre, de manière qu'il puisse prendre en considération toutes les questions qui lui seraient posées par les délégations.

M. SUMMERHAYES (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Compte tenu de l'heure, je serai très bref. Je désire exprimer la satisfaction de ma délégation au sujet de la présence de M. Ericsson ici, aujourd'hui, ainsi que du rôle important qu'il a joué dans les travaux du Groupe d'experts scientifiques. Je pense que toutes les délégations lui sont très redevables. Nous avons lu avec intérêt l'aperçu récapitulatif; naturellement, ma délégation a besoin d'un peu de temps pour évaluer pleinement, avec l'aide des avis appropriés qui nous seront donnés dans notre pays, les progrès que le Groupe a réalisés, et je ne suis en mesure, aujourd'hui, que de formuler des observations préliminaires. Toutefois, il semble bien que s'il y a eu, au cours des mois récents, quelques divergences d'interprétation au sujet du but de l'expérience et de la façon dont elle a été conduite, l'échange expérimental de données a été un succès à de nombreux égards et qu'il nous fournit de nouvelles données d'expérience utiles à partir desquelles nous pouvons aller de l'avant. Bien entendu, de telles expériences impliquent de très lourdes charges pour la totalité de nos ressources et les experts scientifiques individuels qui y participent dans les pays intéressés. Je suis sûr que toutes les délégations ici présentes reconnaissent qu'il importe de faire tout ce qui est possible pour permettre à tous les pays qui ont participé à ces expériences de retirer de la conduite de celles-ci des avantages maximums au moindre coût. S'il apparaît que le mandat actuel du Groupe est trop restrictif et qu'il entrave la réalisation des objectifs qui ont été fixés, alors ma délégation sera certainement prête à envisager un élargissement ou une modification du mandat actuel.

M. WEGENER (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Ma délégation également a écouté avec beaucoup d'intérêt le rapport verbal de M. Ericsson sur les travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques et elle lui en est reconnaissante. Elle a aussi attentivement étudié le rapport intérimaire du Groupe. Ma délégation est heureuse de prendre acte de ce rapport intérimaire. Toutefois, bien que ce rapport contienne des données fort utiles soumises à l'examen du Comité, je dois partager le regret de quelques autres délégations que le Groupe n'ait pas été en mesure d'adopter un rapport plus complet sur la base du projet dont il disposait, et que la masse des nouvelles informations de pointe qui ont été présentées au Groupe et examinées durant ses travaux, ne soit pas pleinement reflétée dans le rapport intérimaire. Aujourd'hui, il est généralement reconnu que des faits techniques nouveaux et en partie révolutionnaires peuvent offrir de nouvelles possibilités pour les travaux du Groupe, et ma délégation a donc quelque peine à comprendre pourquoi les informations à ce sujet devraient être omises. Nous regrettons aussi que, jusqu'à présent, le débat concernant l'élargissement du mandat du Groupe soit demeuré sans conclusion.

Abordant un sujet différent, si vous le permettez, Monsieur le Président, j'ai noté qu'une délégation a mentionné certaines propositions relatives aux politiques des armements qui ont été présentées il y a quelques jours par le Secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique et Président du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS, M. Brejnev. Pour que les délégations aient une vue plus complète de la signification de ces propositions, je me suis permis de mettre à leur disposition, de façon officieuse, le texte d'une brève déclaration qui reflète les positions de mon gouvernement au sujet de ces propositions.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République fédérale d'Allemagne; puis-je demander au Dr Ericsson s'il souhaite répondre aux questions qui lui ont été posées par certains membres du Comité ?

M. ERICSSON (Président du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques) (traduit de l'anglais) : En se fondant sur des études nationales, les chercheurs ont présenté un certain nombre de résultats nouveaux qui tiennent compte des progrès récents de la science dont ils sont, comme je l'ai dit, eux-mêmes largement responsables; ils ont également tenu compte de l'évolution de la technologie des communications qui devient maintenant accessible à une vitesse sans cesse croissante. Il n'y a pas eu de désaccord quant à la teneur dite scientifique de ces présentations. Toutefois, il a été difficile et jusqu'ici impossible d'arriver à un consensus sur la façon d'associer cette nouvelle évolution et les possibilités nouvelles qui en découlent évidemment, aux données qui figurent dans les rapports CCD/558 et CD/43. Jusqu'ici, nous n'avons pas trouvé les termes adéquats pour décrire la relation qui existe entre les deux groupes de données d'une façon qui plaise à tous les membres du Groupe, ou soit acceptable pour eux. Ainsi que plusieurs représentants ici présents l'ont indiqué, il s'agit en grande partie d'une méthode d'interprétation du mandat du Groupe. D'aucuns estiment que le mandat limite le Groupe à l'examen du développement récent de quelque chose rentrant essentiellement dans le cadre de la proposition initiale et des modifications ou améliorations y relatives. D'autres interprètent le même mandat comme donnant une latitude considérable pour introduire également des propositions concernant des changements fondamentaux du système. Il s'agit donc, pour une large part, d'une question d'interprétation du mandat qui, je pense, se trouve ainsi en grande partie hors de la compétence du Groupe d'experts scientifiques. Pour décrire cette situation d'une façon quelque peu plus réaliste, en termes moins généraux, je vous ai indiqué, il y a quelque temps, que l'on prévoyait un échange de données de niveau II, c'est-à-dire de l'ensemble des enregistrements sismologiques provenant des stations sismologiques désignées participant à l'échange de données. Aujourd'hui, on peut faire cela très rapidement et efficacement en utilisant la technologie moderne des télécommunications et, une fois les investissements réalisés, le coût des communications est très faible. Cela faciliterait l'effort nécessaire pour introduire également les enregistrements complets dans les compilations du centre international de données, améliorant ainsi très considérablement, à ce que je comprends, la capacité d'analyse au Centre. Or il est dit clairement, dans les rapports CCD/558 et CD/43, que les calculs de ce centre de données ne devraient porter que sur les données des niveaux I, les données de niveau II - les enregistrements complets - ne faisant que transiter par les centres de données à destination des parties intéressées. Telle est la description technique de ce dont les scientifiques ont débattu en grand détail et, comme je l'ai dit, il s'agit en grande partie de la façon de dire et d'interpréter le mandat actuel; par conséquent, à mon avis, la question de décider comment progresser à partir de la situation présente outrepasse nettement la compétence du Groupe d'experts scientifiques.

Le PRESIDENT : Je remercie le Dr Ericsson de sa déclaration. Avant de donner la parole aux représentants qui l'ont demandée, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, je voudrais rappeler aux membres du Comité qu'ils auront, comme je l'ai dit au début de cette séance, l'occasion de poursuivre cette discussion à l'une des prochaines séances au cours de laquelle nous prendrons aussi les décisions qui s'imposent au sujet du rapport du Groupe des experts sismologues. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, Son Excellence, l'Ambassadeur Fields.

M. FIELDS (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Eu égard à ce que nous avons entendu aujourd'hui de la part du distingué Président du Groupe d'experts scientifiques, je pense qu'il serait utile de rappeler les termes du mandat qui régit les activités du Groupe et en vertu duquel ma délégation s'attendait à un rapport quelque peu plus complet que le rapport intérimaire dont le Groupe nous a saisis aujourd'hui. Ce mandat spécifie que le travail du Groupe doit inclure "la poursuite de la mise au point des aspects scientifiques et techniques du système mondial" que l'on envisage d'utiliser dans le contexte des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification des événements sismiques. Ma délégation estime que cette directive indique clairement au Groupe de profiter des plus récents progrès dans les domaines de la sismologie, du traitement des données et des télécommunications pour rendre aussi efficace et aussi productif que possible l'échange international de données sismologiques. Si cela est mis en doute, notre Comité devrait alors s'occuper de la question. Les objections formulées par quelques délégations contre l'emploi de la technologie disponible ont pour effet d'imposer des filtres artificiels à l'échange de données et entravent manifestement les travaux du Groupe. Ma délégation est profondément préoccupée par cette situation. J'espère que les experts scientifiques du Groupe, dans les efforts qu'ils exerceront entre aujourd'hui et leur prochaine réunion, prévue pour cet été, pourront travailler en collaboration étroite afin d'introduire dans leur troisième rapport à notre Comité un traitement complet de ces faits nouveaux. Plusieurs Etats qui ont participé au travail du Groupe ont investi des quantités considérables de temps et d'argent, afin que ce système soit le meilleur que l'on puisse obtenir. Les Etats-Unis ont appuyé ces efforts et, comme je l'ai dit devant ce Comité dans mon intervention du 25 février, ils continueront à le faire tant que ces efforts sont utiles. Nous estimons fermement qu'ils le sont et qu'ils devraient continuer à l'être.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, j'aimerais exprimer à M. Ericsson, le Président du Groupe d'experts scientifiques, la reconnaissance de la délégation soviétique pour le travail utile qui a été accompli. Nous ne nous opposons pas à ce qu'il soit pris acte du rapport mais nous voudrions formuler une observation au sujet de l'organisation des travaux du Comité, en particulier de l'examen du rapport. Les interventions de plusieurs délégations ont clairement montré que cette question les intéresse beaucoup, comme elle en intéresse certainement d'autres. On ne sait trop pourquoi, nous avons commencé à examiner ce rapport à 12 h 50 et, pour ce qui est du fond, cet examen a été en quelque sorte bâclé. A l'avenir, nous aimerions bien que l'examen du rapport soit prévu dans le programme de travail du Comité, pour que nous puissions avoir assis derrière nous, comme certains de mes voisins, nos propres experts, qui pourraient nous expliquer certaines questions qui se sont maintenant posées en leur absence : à mon avis, cet état de choses est non seulement inefficace mais aussi quelque peu contraire à l'éthique. C'est pourquoi il faudrait manifestement prévoir une date future déterminée pour procéder à un examen sérieux du rapport dont nous sommes saisis avec la participation d'experts, et non à un examen bâclé, écourté, et encore moins émotionnel Il semble qu'il faudra revenir sur ce sujet. Pour ce qui est des réserves et des observations, je suis prêt à les entendre mais, à parler franchement, je ne comprends pas très bien à qui elles s'adressent.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union soviétique. J'ai pris bonne note de sa déclaration et je répète que le Comité, à sa prochaine séance plénière, pourra se pencher encore sur le rapport et avoir une discussion à cet égard, s'il le souhaite. S'il n'y a pas d'autres commentaires à cet égard, je voudrais remercier vivement - et j'essaie d'interpréter les sentiments du Comité - le Dr Ericsson pour sa participation à cette réunion ainsi que pour la manière efficace, compétente et équilibrée avec laquelle il s'acquitte de sa tâche délicate de Président du Groupe d'experts scientifiques.

(Le Président)

Le Secrétariat vous a distribué aujourd'hui, à ma demande, un document officieux contenant le calendrier des réunions du Comité et de ses organes subsidiaires pour la semaine prochaine. Comme d'habitude, il ne s'agit là que d'une indication, et il peut être ajusté plus tard, si besoin est, selon les exigences du travail. Je voudrais donner ici au Comité quelques explications sur certains points du calendrier. Une courte réunion officieuse pourrait avoir lieu mardi, après notre séance plénière, pour permettre à l'Ambassadeur Jaipal, Secrétaire du Comité et représentant personnel du Secrétaire général, de faire un exposé sur la documentation et sur d'autres questions en suspens sur lesquelles le Comité devra se prononcer plus tard.

Vendredi 26 mars, après-midi, nous aurons une réunion officieuse sur la question des modalités de l'examen de la composition du Comité, qui serait suivie par une réunion du Groupe spécial des armes radiologiques, qui a été demandée par le Président de ce Groupe. Comme vous le savez, j'avais suggéré que la première réunion officieuse sur le point 7 de l'ordre du jour, intitulé "Prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique" se tienne le 26 mars : mais puisque cette date sera consacrée au problème de la composition du Comité, je suggère la date du 30 mars pour la première réunion officieuse consacrée au point 7 et, quant à la date de la deuxième réunion officieuse consacrée à ce même point 7, elle serait annoncée ultérieurement.

Je suis heureux de pouvoir porter à la connaissance du Comité que, bien que nous ayons essayé jusqu'ici d'éviter dans notre calendrier les réunions simultanées, le Secrétariat a pu obtenir - en vue de la pression accrue de nos travaux - que l'on mette à la disposition du Comité, à partir de la semaine prochaine, si le besoin s'en fait sentir, une autre salle de conférence avec service complet d'interprétation.

S'il n'y a pas d'objections, je considère que le Comité accepte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais informer le Comité que j'ai eu des consultations officieuses sur la question d'un groupe de rédaction pour formuler le mandat d'un éventuel organe subsidiaire sur le point 1 de notre ordre du jour. A l'issue de mes consultations, je suis arrivé à la conclusion qu'un accord existe pour la création d'un groupe de rédaction comprenant le Brésil, la Bulgarie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Inde, le Japon, le Nigéria, la République démocratique allemande et la Yougoslavie. Comme il est d'usage au sein de ce Comité, les réunions du groupe de rédaction seront ouvertes aux autres membres du Comité.

La première réunion du groupe de rédaction se tiendra sous ma présidence, demain vendredi 19 mars, à 11 heures, dans la salle des conférences du 6ème étage; le Président du Groupe de travail sur un programme global de désarmement me demande d'annoncer que le groupe de contact sur les mesures se réunira cet après-midi à 15 h 30 dans la salle de conférences No I et que la réunion du groupe de travail commencera à 17 heures cet après-midi, ici, dans cette même salle du Conseil.

La prochaine séance plénière du Comité du désarmement aura lieu le mardi 23 mars à 10 heures, car nous avons déjà une longue liste d'orateurs.

La séance est levée à 13 h 30.

COMITÉ DU DÉSARMEMENT

CD/PV.165

23 mars 1982
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT SOIXANTE-CINQUIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 23 mars 1982, à 10 heures.

Président : M. Mario ALESSI (Italie)

GE.82-61698

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie	:	M. A. MATI M. MAACHI M. A. TAFFAR
Allemagne, République fédérale d'	:	M. H. WEGENER M. N. KLINGLER
Argentine	:	M. J.C. CARASALES Mlle N. NASCIMBENE
Australie	:	M. D.M. SADLEIR M. R.W. STEELE Mme S. FREEMAN
Belgique	:	M. J.M. NOIRFALISSE Mlle de CLERQ
Birmanie	:	U MAUNG MAUNG GYI U THAN TUN
Brésil	:	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
Bulgarie	:	M. B. GRINBERG M. I. SOTIROV M. P. POPTCHEV M. N. MIHAILOV
Canada	:	M. G.R. SKINNER M. E.B. HAMBLIN
Chine	:	M. TIAN JIN M. YU MENGJIA M. YANG MINGLIANG M. HU XIAODI
Cuba	:	M. P. NUÑEZ MOSQUERA M. J.L. GARCIA
Egypte	:	M. El S.A.R. EL REEDY M. I.A. HASSAN M. M.N. FAHMY Mlle W. BASSIM
Etats-Unis d'Amérique	:	M. L.G. FIELDS M. M. BUSBY Mme S.F. BURK Mme K. CRITTENBERGER M. J. MISKEL M. R.F. SCOTT M. C. BAY

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Ethiopie	:	M. T. TERREFE M. F. YOHANNES
France	:	M. F. de LA GORCE M. J. de BEAUSSE
Hongrie	:	M. F. GAJDA M. C. GYORFFY
Inde	:	M. A.P. VENKATESWARAN M. S. SARAN Mme L. PURI
Indonésie	:	M. B. MAUNA M. I. DAMANIK M. A. BAHRIN M. HARYOMATARAM M. B. SIMANJUNTAK
Iran	:	M. J. ZAHIRNIA
Italie	:	M. M. ALESSI M. B. CABRAS M. C.M. OLIVA M. E. di GIOVANNI M. R. di CARLO
Japon	:	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. K. TANAKA M. T. ARAI
Kenya	:	M. D.D. DON NANJIRA M. J. MURIU KIBOI
Maroc	:	M. A. SKALLI M. S.M. RAHALLI M. M. CHRAIBI
Mexique	:	M. A. GARCIA ROBLES
Mongolie	:	M. D. ERDEMBILEG M. S.O. BOLD
Nigéria	:	M. G.O. IJEWERE M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
Pakistan	:	M. M. AKRAM M. T. ALTAF
Pays-Bas	:	M. H. WAGENMAKERS M. A.J.J. OOMS

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Pérou	:	M. J. BENAVIDES de la SOTTA
Pologne	:	M. B. SUJKA M. J. ZAWALONKA M. B. RUSSIN M. S. KONIK M. T. STROJWAS
République démocratique allemande	:	M. G. HERDER M. H. THIELICKE M. M. KAULFUSS M. J. MOEPERT
Roumanie	:	M. M. MALITZA M. T. MELESCANU M. M.S. DOGARU
Royaume-Uni	:	M. D. SUMMERHAYES M. D. GILMOOR Mme J.I. LINK Mlle J.E.F. WRIGHT
Sri Lanka	:	M. A.J. JAYAKODDY
Suède	:	M. C. LIDGARD M. C.M. HYLTENIUS M. H. BERGLUND M. J. LUNDIN M. U. ERICSSON
Tchécoslovaquie	:	M. M. VEJVODA M. J. STRUCKA
Union des Républiques socialistes soviétiques	:	M. V.L. ISSRAELYAN M. Y.K. NAZARKINE M. B.P. PROKOFIEV M. L.A. NAOUMOV M. V.A. EDVOKOUCHINE M. M.M. IPPOLITOV M. Y.V. KOSTENKO M. A.P. KOUTEPOV M. V.F. PRYAKHINE
Venezuela	:	M. R.R. NAVARRO
Yougoslavie	:	M. M. MIHAJLOVIĆ M. V. VOJVODIĆ
Zaïre	:	
Secrétaire du Comité du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général	:	M. R. JAIPAL
Secrétaire adjoint du Comité du désarmement	:	M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la cent soixante-cinquième séance plénière du Comité du désarmement.

Le Comité commence aujourd'hui l'examen du point 4 de son ordre du jour - "Armes Chimiques". Toutefois, selon l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui souhaiteraient faire des déclarations sur toute autre question ayant trait aux travaux du Comité sont libres de le faire.

J'ai sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la République démocratique allemande, du Royaume-Uni, de la Pologne, du Nigéria, de la Roumanie, du Kenya et de la Suisse.

Je donne maintenant la parole au premier orateur sur ma liste, le représentant de la République démocratique allemande, Son Excellence l'Ambassadeur Herder.

M. HERDER (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Aujourd'hui, le Comité aborde le point 4 de son ordre du jour : les armes chimiques.

Il est inutile de s'étendre sur la nécessité et l'importance de l'interdiction des armes chimiques. On l'a fait à maintes reprises, ici à Genève, durant les années 1960 et 1970.

On constate au moins une analogie historique; comme au début des années 1970, il semble que nous soyons de nouveau à la croisée des chemins. En raison de l'attitude de certaines puissances occidentales, le seul résultat obtenu il y a vingt ans a été la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, sans qu'il ait été possible de parvenir à une interdiction générale des armes biologiques et chimiques.

Aujourd'hui, ayant à choisir entre la voie des armes binaires et celle du désarmement chimique, une importante puissance occidentale s'est engagée sur la première. Des milliards de dollars doivent être dépensés pour mettre en route la fabrication d'une nouvelle génération d'armes chimiques. Après des années d'espoir, il semble que nous soyons maintenant au départ d'une nouvelle course aux armements qui affectera gravement les négociations sur le désarmement. Il n'est maintenant que trop évident que la campagne de calomnies sur une prétendue utilisation d'armes chimiques, poursuivie au cours des années récentes, avait pour but de préparer le climat pour une nouvelle spirale de la course aux armements.

La production d'une nouvelle génération d'armes chimiques fait partie intégrante de ce qu'on appelle le processus de réarmement, entamé il y a quelques années par les Etats-Unis. En fait, après les missiles à moyenne portée tels que le "Pershing II" et les missiles de croisière basés à terre, après l'arme à neutrons, les armes binaires représentent la troisième étape de ce programme. Il semble que ces éléments, jusqu'à présent au nombre de trois, du programme de réarmement de l'OTAN aient au moins une chose en commun : alors que ces armes seront produites au-delà de l'océan Atlantique, elles doivent être déployées en Europe occidentale. Pour ne pas mentionner l'idée d'équiper de munitions binaires des missiles de croisière à longue portée - ce qui ajouterait une nouvelle dimension à la guerre chimique.

Dès aujourd'hui, les planificateurs militaires mettent hors de doute que le stockage d'armes binaires sur le territoire du pays producteur serait de peu d'utilité.

M. Herder (République démocratique allemande)

Il existe des plans pour déployer ces armes dangereuses aussi près que possible du futur "théâtre de la guerre chimique" : l'Europe centrale. Les considérations visant à implanter ces armes au voisinage occidental de la RDA sont une préoccupation immédiate pour mon pays.

Il n'est pas difficile de prévoir les résultats dévastateurs qu'aurait l'utilisation de ces armes chimiques dans l'Europe centrale à forte densité de population. Il n'est donc que trop compréhensible que non seulement les grandes masses mais aussi certains gouvernements occidentaux rejettent les plans américains de déploiement de nouvelles armes chimiques sur leur territoire.

Que nul ne se laisse abuser par les arguments selon lesquels les armes binaires seraient des armes chimiques "normales", qu'il conviendrait de traiter "comme si de rien n'était". C'est le contraire qui est vrai. La fabrication et le déploiement d'armes binaires sont lourds d'implications négatives pour les négociations sur le désarmement.

Dans le document de travail CD/258, les délégations de sept pays socialistes, parmi lesquelles celle de la RDA, ont démontré le bien-fondé de l'évaluation selon laquelle les armes binaires créeront une situation nouvelle pour nos travaux. A cet égard, il semble que deux aspects des armes binaires soient particulièrement pertinents :

Premièrement, certaines propriétés spéciales des armes binaires semblent les rendre très attrayantes pour les planificateurs militaires et renforcer l'intérêt général pour les armes chimiques - ce qui tend à stimuler les armements. Et nul ne sait réellement ce que contient encore la "boîte de Pandore".

Quant aux "avantages" des armes binaires, qui les rendent si attrayantes pour le complexe militaire et industriel de certains pays, nous voyons que leur manipulation est plus facile, qu'un nombre croissant de poisons ont un potentiel d'utilisation pour une guerre chimique, que les coûts de production, de stockage et de transport des armes binaires, sont en baisse, et d'autres encore.

Deuxièmement, il est probable que la fabrication d'armes binaires compromettra la recherche d'un accord sur les armes chimiques, car elle complique et rend vaine l'élaboration de techniques adéquates de vérification. Ainsi, en ce qui concerne la vérification, une situation entièrement nouvelle s'est créée avec la mise au point et la fabrication des armes chimiques binaires. Il y a quelques années déjà, des scientifiques responsables avaient souligné cet aspect de la question. En 1975, la publication du SIPRI, "Chemical Disarmament - New Weapons for Old" indiquait : "les armes binaires sont en fait des usines miniaturisées de fabrication de gaz neurotoxiques. Les problèmes de vérification qu'elles posent sont donc analogues à ceux qui existent pour les usines de fabrication de gaz neurotoxiques de "mise en sommeil", avec l'importante différence qu'il est peu probable que leur emplacement puisse être détecté par une quelconque forme de surveillance à l'extérieur du territoire. Il sera donc très difficile de déterminer, par la plupart des procédures de vérification proposées jusqu'à présent, s'il existe ou non des armes binaires dans un pays particulier. L'apparition des armes binaires a donc pour conséquence de priver en grande partie de leur valeur les études existantes sur la vérification; elle rend nécessaire l'extension de ces études à des secteurs non encore explorés de façon étendue".

(M. Herder, République démocratique allemande)

Malheureusement, au moment où les armes binaires en étaient encore au stade de la mise au point, on a laissé passer la chance d'empêcher leur fabrication à grande échelle, pour des raisons qui ne sont que trop connues.

Comme dans d'autres cas, nous devons prendre acte aujourd'hui de ce que l'utilisation militaire des réalisations les plus récentes de la science et de la technologie a pris de vitesse les négociations par lesquelles nous nous efforçons de trouver des solutions pour des armes vieillissantes. Il est probable que ces solutions seront rendues inopérantes du fait de la fabrication et du déploiement des armes binaires.

Ce processus doit prendre fin. Tout en poursuivant à titre hautement prioritaire nos négociations sur une convention multilatérale sur les armes chimiques, nous devrions aussi explorer d'autres possibilités qui pourraient contribuer à un arrêt rapide de la course aux armes chimiques.

A cet égard, l'appel contenu dans la résolution 36/96 B de l'Assemblée générale des Nations Unies revêt une importance particulière. Cette résolution demande à tous les Etats de s'abstenir de toute action qui pourrait entraver les négociations sur l'interdiction des armes chimiques. Les Etats sont invités en particulier à s'abstenir de fabriquer et de déployer de nouveaux types d'armes chimiques, y compris des armes binaires, ou de chercher à implanter des armes chimiques sur le territoire d'Etats où il n'y en a pas à l'heure actuelle.

Si cet appel était entendu, il ne fait aucun doute que nos efforts ici, au Comité du désarmement, pour traiter de tous les aspects de l'interdiction des armes chimiques en seraient facilités.

Au cours des dernières années, le Groupe de travail des armes chimiques a réalisé des progrès considérables. Grâce à la compétente direction de son précédent Président, M. l'Ambassadeur Sujka, de Pologne, le Groupe est maintenant en mesure de bâtir en se fondant sur les Eléments élaborés dans le passé. Nous nous félicitons de ses efforts pour donner une nouvelle qualité aux travaux du Groupe, et nous les appuyons. Nous pensons qu'il est temps, conformément au mandat, d'en venir à la rédaction. Les Eléments susmentionnés et les propositions concernant la portée de l'interdiction qui ont été présentées au cours des dernières semaines par différentes délégations fournissent une base solide pour ce travail.

Cette entreprise ne devrait pas être entravée par des divergences d'opinions relativement à certaines questions. Et tout devrait être fait pour aboutir à des formules de compromis raisonnables.

Il en est de même des dispositions touchant la vérification. On prétend parfois que les pays socialistes ne seraient pas intéressés par de réelles mesures de vérification et n'accepteraient que des mesures d'"auto-surveillance". Bien au contraire : pour la vérification du respect d'une future convention sur les armes chimiques, nous envisageons diverses méthodes et procédures, dont l'essentiel consiste en trois éléments :

Premièrement, un système national de vérification. Nous croyons qu'il incombe en premier lieu aux Etats parties eux-mêmes d'assurer, sur leur territoire national, le respect des obligations auxquelles ils ont souscrit sur le plan international, et aussi de donner quelque assurance aux autres parties que ces obligations sont

(M. Herder, République démocratique allemande)

ien respectées. Aucune organisation internationale ne saurait libérer un Etat partie e cette obligation. En RDA, l'industrie chimique est planifiée et gérée par l'Etat. otre Gouvernement se trouve ainsi dans d'excellentes conditions pour faire observer ar toutes les entreprises chimiques les dispositions d'une convention sur les armes himiques.

Certes, c'est la prérogative des pays concernés de créer un système national de ontrôle. Mais cela ne devrait pas nous empêcher d'introduire dans une convention sur es armes chimiques quelques recommandations au sujet d'un tel système. Ma délégation eu la satisfaction de voir ses idées sur ce point concrétisées dans les Eléments édigés sous la direction de M. l'Ambassadeur Lidgard, l'an dernier. Et nous ne pouvons ue déplorer que le document de travail CD/244, présenté par la délégation du oyaume-Uni, n'envisage pratiquement aucun rôle pour un système national de vérification.

Deuxièmement, les moyens techniques nationaux de vérification pourraient jouer n rôle utile dans la surveillance du respect de l'interdiction des armes chimiques. es moyens devraient être utilisés conformément aux principes généralement admis u droit international.

Une grande masse de données et d'évaluations intéressantes se trouve rassemblée ans les nombreux documents de travail qui ont été présentés, au cours des ans, au omité et à ses prédécesseurs. Ces documents montrent le grand potentiel de vérification ropre aux moyens techniques nationaux.

A ce propos, je voudrais seulement appeler votre attention sur les documents de ravail CCD/371 et CCD/502, présentés par le Royaume-Uni, CCD/533, présenté par les ays-Bas, CCD/538 et CCD/539, présentés par l'URSS, et CCD/344 et CCD/577, présentés ar la Finlande. Ainsi, le document CCD/502 du Royaume-Uni fait observer qu'une fois ue l'une de ces techniques de surveillance aurait fourni une indication fiable d'une nfraction à une convention, les arguments en faveur d'une inspection sur place n seraient fortement renforcés.

Troisièmement, nous envisageons une procédure internationale de plaintes, aisant intervenir un Comité consultatif, certaines procédures internationales de onsultation et de coopération dans le cadre des Nations Unies, et le Conseil de écurité.

Pour déterminer l'état de choses réel en cas de doutes quant au respect de la onvention, on pourrait demander des informations pertinentes et recourir à une forme le vérification par mise en demeure. D'une manière générale, les parties pourraient échanger les diverses catégories de données nécessaires pour évaluer l'observation de a Convention par les autres parties.

Etant donné la nature de l'industrie chimique moderne, des inspections nternationales régulières et permanentes sur place ne contribueraient que très accessoirement à l'efficacité d'un système de vérification. De plus, elles susciteraient de graves problèmes politiques, économiques, techniques et financiers qui contrebalanceraient largement l'intérêt limité qu'elles pourraient présenter.

Cette préoccupation a été exposée avec éloquence au Comité du désarmement, il y a trois ans, par l'ancien représentant de l'Australie, l'Ambassadeur Sir James Plimsoll, dont je voudrais citer les paroles :

(M. Herder, République démocratique allemande)

"Les problèmes de vérification se posent d'une manière aiguë du fait qu'une grande part de la capacité de production chimique et beaucoup de produits chimiques peuvent être utilisés à des fins différentes. La valeur de l'inspection sera limitée. La vérification de l'ensemble de la capacité de production chimique exigerait la mobilisation d'une véritable armée, d'un nombre énorme de personnes. Par ailleurs, la préservation des secrets dans le domaine industriel, commercial et de la sécurité pose des problèmes de très grande ampleur. On est amené à se demander jusqu'à quel point les mesures de vérification pourront être poussées tout en restant justifiées du point de vue des résultats ou des coûts, car la surveillance ne devra pas porter seulement sur la fabrication, mais aussi sur l'utilisation finale. Il peut arriver que des produits chimiques soient stockés pendant des années et servent ensuite à fabriquer des armes chimiques". (CCD/PV.44, pp. 21 et 22).

En revanche, il est difficile de s'associer à la conclusion de Sir James Plimsoll selon laquelle il faudrait des années pour résoudre tous ces problèmes. Une telle approche, comme celle consistant à déterminer la portée de l'interdiction en fonction des moyens de vérification, aurait pour effet de retarder indéfiniment la conclusion d'une convention sur les armes chimiques.

De même, il nous faut tenir compte des problèmes soulignés en 1978 par l'ancien représentant du Japon, M. l'Ambassadeur Ogiso, qui a déclaré : "étant donné que la détermination du seuil à appliquer aux agents chimiques à interdire et les procédures de vérification concernant les agents à double fin posent des problèmes techniques spécialisés et complexes, chaque pays s'inquiète de la forte possibilité que ces procédures de vérification empêchent ses industries chimiques de fonctionner à des fins pacifiques, ce qui oblige à entreprendre des études détaillées concernant les lois et règlements nationaux".(CCD/PV.301, p. 26).

Ayant ces problèmes à l'esprit, on peut se demander si les sociétés privées de certains Etats qui demandent des inspections internationales indiscrètes sont disposées à accepter de tels contrôles. Le document canadien (CD/167) contient une analyse utile des avantages et des inconvénients de plusieurs méthodes de vérification. A notre avis, ce document met clairement en évidence les avantages d'un système de vérification fondé sur une combinaison des trois principaux éléments énumérés plus haut.

Je pense que la gamme des méthodes de vérification disponibles et applicables, qui va du contrôle national à une vérification internationale par mise en demeure, fournit une ferme assurance quant à la possibilité de détecter une violation de la convention sur les armes chimiques. Il est très improbable qu'une violation militairement importante puisse être dissimulée.

En conséquence, nous devrions faire preuve de sagesse et ne pas nous perdre dans un labyrinthe de détails techniques, oubliant notre objectif suprême : une convention sur l'interdiction complète des armes chimiques, prévoyant des procédures adéquates de vérification du respect de ses dispositions.

Avant de conclure, permettez-moi, Monsieur le Président, de formuler quelques observations générales au sujet de la vérification.

Cette année, certains représentants, en particulier de pays occidentaux, ont relancé l'idée de mettre davantage l'accent sur l'examen de ce qu'on appelle la question de la vérification. A cet égard, nous avons à nouveau assisté dans cette salle à des tentatives de présenter sous un faux jour la position des pays socialistes à l'égard

(M. Herder, République démocratique allemande)

de la vérification du respect des accords sur la limitation des armements et le désarmement. On a prétendu que les pays socialistes sous estimaient la vérification, et même qu'ils n'étaient pas disposés à s'associer à des mesures de vérification sur une grande échelle. En fait, nous ne portons pas moins d'intérêt que les autres pays à la vérification. Les principes essentiels de notre approche à cet égard ont été clairement exposés au Comité, le 31 mars 1981, par le représentant de l'URSS, l'Ambassadeur V. Issraelyan. Cette approche s'appuie entièrement sur le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, dont le paragraphe 31 et d'autres sections contiennent des dispositions claires concernant la vérification.

Nous partageons également le point de vue de la délégation indienne exposé dans le document de travail CD/209, selon lequel "il serait erroné de faire de la vérification un fétiche. Il serait également erroné de concevoir ou de créer un mécanisme de contrôles en l'absence d'authentiques mesures de limitation des armements ou de désarmement. Ce serait mettre la charrue avant les boeufs. Il ne peut pas non plus y avoir de mérite à discuter d'une façon stérile et abstraite des complexités des questions de vérification, ou de la nature des régimes de vérification, ou à souligner la nécessité d'une organisation internationale de vérification de l'une ou l'autre sorte sans se référer à aucune mesure concrète de désarmement réel ou de limitation sérieuse des armements."

Cependant, c'est précisément ce lien évident entre le désarmement et les mesures de vérification qui se trouve négligé dans les récentes déclarations sur des "mesures de vérification de grande portée". Certes on parle beaucoup d'"accords équilibrés", de "transparence" et de mesures propres à renforcer la confiance, mais il n'est pratiquement pas question de mesures réelles de désarmement.

Nous souscrivons à l'opinion exprimée dans le document de travail indien susmentionné, selon lequel "il est universellement reconnu qu'une puissante volonté politique est une condition préalable indispensable pour parvenir à un accord sur toute mesure importante ou significative dans le domaine du désarmement. Lorsqu'une telle volonté politique se sera constituée, il ne sera pas difficile, et certainement pas au-delà de l'ingéniosité humaine d'imaginer des contrôles appropriés à toute exigence dans le domaine du désarmement, quelque complexe qu'elle puisse être."

Permettez-moi d'évoquer brièvement deux autres questions politiques qui sont étroitement liées à la vérification.

Premièrement, nous partons de la conviction que les mesures de vérification devraient avoir pour objet de donner l'assurance que l'accord correspondant est respecté par toutes les parties, de façon à renforcer la confiance dans l'accord et à inciter d'autres Etats à y adhérer.

D'autre part, un minimum de confiance est nécessaire pour l'élaboration d'un système efficace de vérification. Ce n'est pas par hasard que dans les années 1970, quand régnait la détente, des solutions satisfaisantes on pu être trouvées à certains problèmes de vérification. Par la suite, toutes les parties se sont accordées à reconnaître que ces procédures fonctionnaient bien.

Ces dernières années, nous avons entendu des accusations contre les Etats socialistes à propos du respect de certains accords sur la limitation des armements. On voit difficilement ce qui aurait pu changer en l'espace de quelques années. En outre, on peut se demander si ces accusations ne dissimulent pas simplement l'intention de mettre en doute l'utilité de freiner la course aux armements par accord mutuel.

(M. Herder, République démocratique allemande)

En règle générale, nous partons de la conviction que l'existence de relations normales entre Etats, fondées sur la détente et la reconnaissance des intérêts réciproques, est éminemment favorable à l'élaboration de procédures de vérification fiables, alors qu'une politique qui aggrave la tension internationale et renforce les soupçons n'est guère de nature à promouvoir un accord sur des mesures de vérification de grande portée. Dans ces conditions, la vérification peut-elle réellement se substituer à la confiance ?

En outre, en examinant les questions de vérification, ne devrions-nous pas aussi tenir compte du droit international des traités ? Pourquoi un pays conclurait-il un accord de désarmement s'il a l'intention de le violer ?

Pourquoi une partie contreviendrait-elle à un accord, compromettant ainsi sa crédibilité internationale, alors qu'elle pourrait facilement s'en retirer en utilisant les dispositions correspondantes du traité ?

Deuxièmement, il est évident qu'on assiste à une poursuite continue entre les moyens de vérification et la technologie militaire qui - par la miniaturisation, la mobilité, les méthodes de déploiement et autres perfectionnements - tend à rendre invérifiables les mesures spéciales de désarmement. A titre d'exemples, on peut citer les missiles de croisière basés à terre ou en mer, certains plans de déploiement de missiles MX, les armes binaires et d'autres systèmes. C'est ainsi que les missiles de croisière basés à terre se prêtent mal à la vérification, du fait des faibles dimensions et de la mobilité des dispositifs de lancement. A cet égard, on peut partager l'avis de John Newhouse, ancien directeur adjoint de l'Arms control and disarmament Agency (ACDA) des Etats-Unis, qui a écrit : "Il n'y a aucun besoin de telles armes. Elles peuvent fort bien donner une autre dimension à la concurrence en matière d'armements. Une fois qu'elles seront déployées, l'autre partie ne disposera d'aucun moyen fiable pour les compter. L'administration dit qu'elle déploiera plusieurs centaines de missiles de croisière. Si les Soviétiques en disent autant, on peut présumer qu'il y en aura des milliers en fin de compte".

Il devrait être évident que la mise au point d'armes telles que les missiles de croisière risque de saper la base même des négociations sur le désarmement - comme l'a si éloquemment démontré la distinguée représentante de la Suède, Mme Thorsson, il y a quelques semaines. L'exemple des missiles de croisière montre que les partisans de la course aux armements qualitatifs et ceux des mesures de vérification "de grande portée" sont les mêmes. Il est difficile de comprendre comment on peut, d'une part, réduire la confiance internationale en créant de nouveaux systèmes d'armes invérifiables et, d'autre part, exiger des mesures de vérification "efficaces" rendues impossibles par ces mêmes systèmes. En outre, comme à l'accoutumée, on veut appliquer deux poids, deux mesures en matière de vérification : si l'on ne peut se fier aux pays socialistes, c'est que sa propre loyauté n'a jamais fait de doute.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de résumer notre point de vue sur la vérification :

Comme les autres pays socialistes, la République démocratique allemande se prononce pour une stricte vérification de l'application de mesures concrètes dans le domaine du désarmement. Des mesures de vérification devraient renforcer la confiance dans ces accords et promouvoir ainsi le processus de désarmement. En ce sens, ma délégation est prête à jouer un rôle actif et constructif dans l'élaboration de mesures de vérification liées à des initiatives concrètes de limitation des armements et de désarmement, mais le Comité du désarmement ne devrait pas s'engager dans une discussion abstraite sur la vérification, détournant son attention des problèmes de fond concernant le désarmement.

M. SUMMERHAYES (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, mes observations ce matin porteront essentiellement sur le point 4 de notre ordre du jour, à savoir les Armes chimiques. Je tiens cependant au préalable à me reporter brièvement aux points 1 et 2 de notre ordre du jour : Interdiction des essais nucléaires, et Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire.

Lorsque j'ai pris la parole au Comité le 11 mars, je me suis félicité de l'annonce faite par la délégation des Etats-Unis qu'elle était prête à s'associer à un consensus en vue de créer un organe subsidiaire chargé d'examiner des questions liées à une interdiction des essais nucléaires. Depuis lors, un certain nombre de délégations ont cherché des éclaircissements sur plusieurs aspects de la position de ma propre délégation. Les questions qui nous ont été posées méritent une réponse mûrement réfléchie et j'espère que les délégations intéressées me comprendront si je leur dis que je ne pense pas qu'il serait approprié d'essayer de répondre en détail aujourd'hui, alors que le mandat de l'organe subsidiaire est encore en cours de négociation. Comme je l'ai dit le 11 mars, ma délégation espère que nous pourrons avancer rapidement vers la réalisation d'un accord sur le mandat à donner à un groupe de travail - ou à toute autre autre forme d'organe subsidiaire qui serait acceptable au Comité - afin que cet organe puisse commencer ses travaux sans délai. Vous ayant confié le soin, Monsieur le Président, ainsi qu'à un certain nombre de nos collègues, d'élaborer un mandat, je pense aussi qu'il serait inopportun que je fasse aujourd'hui une déclaration détaillée pour exposer la position de ma délégation sur ces questions.

Mais ces considérations ne doivent pas m'empêcher de répondre au distingué représentant de l'Inde en disant que nous reconnaissons certainement que les questions concernant les armes nucléaires ont des répercussions sur les intérêts vitaux de sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires et que nous comprenons parfaitement, et même partageons, un grand nombre de leurs préoccupations. Le Comité du désarmement constitue un important forum où les Etats non dotés d'armes nucléaires peuvent faire connaître leurs vues. Mais comme le reconnaît le document CD/180 que mentionne le distingué représentant de l'Inde et qui a été établi par le Groupe des 21, "tous les Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier ceux d'entre eux qui possèdent les arsenaux nucléaires les plus importants, ont une responsabilité particulière". C'est pourquoi j'ai déclaré dans mon intervention du 11 février que mon Gouvernement attachait la plus haute importance aux progrès des négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la limitation des forces nucléaires de portée intermédiaire et que nous attendions avec intérêt l'ouverture des négociations sur la réduction des armements stratégiques. Nous espérons que ces négociations conduiront à des progrès dans d'autres domaines de la limitation des armements, où les travaux de ce Comité devraient figurer en bonne place.

Monsieur le Président, passant maintenant aux armes chimiques sur lesquelles le Comité vient d'avoir une semaine de consultations intensives, je me propose d'examiner certaines questions qui ont été soulevées pendant les débats du Groupe de travail spécial et dans les réunions des experts des armes chimiques. Cette approche pragmatique semble être la plus appropriée à ce stade où nous commençons les travaux d'élaboration d'une convention.

J'aimerais tout d'abord jeter un coup d'oeil sur les travaux en cours au Groupe de travail spécial placé sous la présidence de l'Ambassadeur Sujka et voir comment nous envisageons les travaux du Groupe durant les quelques semaines qui nous restent avant la fin de notre session de printemps. Ma délégation accepte - et même s'en félicite - la méthode de travail adoptée au Groupe par l'Ambassadeur Sujka, à savoir que les délégations doivent essayer de faire connaître leurs vues sur des points

(M. Summerhayes, Royaume-Uni)

particuliers en termes concrets, sous forme de projets d'éléments. Je crois que cette méthode est bonne au stade où nous sommes parvenus, puisque nous avons amplement eu l'occasion, au cours de ces deux dernières années de l'existence du Groupe de travail, d'entendre les arguments à l'appui de l'opinion de chaque délégation; la prochaine étape est donc, clairement, de voir comment des points précis pourront apparaître dans une convention. Je noterai cependant que cette méthode de travail a dans une certaine mesure pris les délégations au dépourvu. Je pense qu'il fallait s'y attendre, étant donné que faire une déclaration générale est une chose, et la mettre en langage précis de traité en est une autre. Je ne pense donc pas que nous devrions nous laisser décourager par le démarrage relativement lent des travaux du Groupe et je crois que ses dernières séances ont commencé à prendre de l'accélération lorsque les délégations ont eu davantage de temps pour préparer les propositions concrètes demandées par le Président. Cela est un bon signe et ma délégation attend avec intérêt de nouvelles propositions de projets d'éléments avant la fin de la session de printemps. Si nous pouvons y parvenir, nous aurons des raisons d'être satisfaits de notre travail et nous serons alors en mesure, au début de la session d'été, d'analyser les différents projets présentés pour identifier le terrain commun qui existe entre eux et qui nécessitera un débat de fond avant de pouvoir parvenir à un accord.

A cet égard, je ne pense pas que cela aiderait à accélérer les travaux du Groupe si celui-ci devait essayer d'établir un rapport de fond avant la fin du mois d'avril. Nous serions plutôt en faveur d'un bref rapport du Président, analogue à celui que l'Ambassadeur Lidgard a présenté à la même époque de la session du Comité du désarmement l'an dernier. Il faudra, bien entendu, qu'un passage sur les armes chimiques figure dans le rapport spécial du Comité à la session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement. Le rapport du Comité à la session extraordinaire devra en tout état de cause se reporter aux quatre dernières années. Pour ce qui est des armes chimiques je pense que les délégations reconnaîtront qu'une évaluation positive du rythme des travaux au cours de ces quatre dernières années est justifiée, en particulier depuis la création du Groupe de travail spécial en 1980.

J'aimerais maintenant me reporter brièvement au document de travail du Royaume-Uni sur les aspects de la vérification du respect d'un traité sur les armes chimiques, distribué sous les cotes CD/244 et CD/CW/WP.26. Je suis très reconnaissant aux délégations des nombreuses observations qu'elles ont faites sur ce document de travail, tant au Groupe de travail qu'en privé. J'attends avec intérêt un plus ample examen au cours des réunions restantes que le Groupe de travail consacrera à la vérification. Un point est ressorti de la discussion du document de travail du Royaume-Uni auquel il pourrait, je pense, être utile de répondre ici. Il est manifeste que de nombreuses délégations pensent que parce que les projets d'éléments contenus dans le document CD/244 n'incluent pas telle ou telle proposition ou ligne d'action spécifique, mon Gouvernement est opposé à cette proposition ou ligne d'action. Ce n'est pas le cas. L'objet du document CD/244 était de modifier quelque peu l'accent mis dans les projets d'éléments annexés au rapport du Groupe de travail de l'an dernier, car ma délégation ne pense pas que ces éléments insistent suffisamment sur les moyens internationaux de vérification. Ma délégation n'est pas contre l'insertion de nouvelles dispositions dans les éléments, par exemple sur les moyens nationaux de vérification ou la collecte et l'échange de données et d'informations aux termes de la Convention, sous réserve que ces dispositions soient satisfaisantes. En fait, nous accueillerions avec satisfaction des propositions concrètes d'autres délégations pour traiter de ces points. Mais nous attachons une grande importance à l'équilibre entre les mesures nationales et internationales de vérification que nous avons décrites dans le document CD/244.

(M. Summerhayes, Royaume-Uni)

J'aimerais également, ce matin, faire quelques observations sur les réunions d'experts des armes chimiques qui ont eu lieu la semaine dernière. Comme toujours, la présence de techniciens s'est révélée stimulante pour les délégations et nous a aidés à nous concentrer sur les domaines où un travail plus approfondi est nécessaire avant de pouvoir parvenir à une interdiction des armes chimiques. Mais je tiens à ce que soit consignée une opinion que partagent peut-être d'autres délégations, à savoir qu'au moins au départ, les réunion d'experts semblaient avoir perdu quelque peu de l'élan qui avait marqué le début de leurs travaux l'an dernier. Peut-être parce que le Groupe de travail ne leur a pas dit de façon suffisamment claire ce que l'on attendait d'eux. A la fin de la semaine cependant les réunions ont de nouveau pris un rythme plus rapide et le rapport du Président qui vient de paraître montre un progrès satisfaisant vers la solution de certains des problèmes techniques liés à la détermination de la toxicité. Pour s'assurer que les réunions d'experts conservent ce rythme, ma délégation pense que le Groupe de travail devrait examiner très soigneusement la liste des suggestions présentées la semaine dernière en ce qui concerne les travaux futurs sur les aspects techniques d'une convention sur les armes chimiques et qui figurent dans le rapport du Président. Nous croyons que nous avons maintenant atteint le stade où il serait utile d'élargir le champ des réunions des experts en vue d'étudier des questions autres que celles liées aux critères de toxicité. Il serait utile, par exemple, d'examiner les aspects techniques de la disposition la plus fondamentale d'une convention, celle qui concerne la destruction des stocks et la vérification de cette destruction. Pour ce qui est des critères de toxicité, ma délégation pense que le Groupe de travail spécial devrait examiner plus soigneusement les buts précis dans lesquels ces critères seront utilisés dans une convention sur les armes chimiques avant de demander aux experts de revenir sur cette question. J'aimerais faire consigner ici la reconnaissance de ma délégation au Professeur Rump, de la délégation polonaise, pour les efforts qu'il a déployés en tant que Président des réunions d'experts.

Enfin, ma délégation aimerait faire quelques observations au sujet des craintes exprimées par un certain nombre de délégations de voir ajouter une nouvelle dimension à nos discussions du fait que des produits chimiques toxiques peuvent être fabriqués par le processus binaire. Je pense que nous devrions examiner cette question attentivement avant de parvenir à une conclusion de cette sorte. Il est évident que les armes binaires devront être visées dans une convention sur les armes chimiques étant donné que, comme tous les autres types d'armes chimiques, leur fabrication et leur stockage seront interdits. Mais nous nous demandons si, du fait de leur nature, les armes binaires rendent plus difficiles les problèmes de vérification. Les composants des armes binaires doivent être chimiquement très réactifs pour pouvoir être utilisés dans ces systèmes d'armes. Si les substances à utiliser sont chimiquement très réactives, les problèmes de stockage d'au moins un des précurseurs seront tout aussi délicats que pour d'autres agents de guerre chimique et ces précurseurs ne seront pas stockés en grandes quantités pour des utilisations civiles. Un système de vérification comprenant des inspections sur place portant sur une sélection aléatoire de grandes installations chimiques, ainsi que le Royaume-Uni l'a suggéré dans le document CD/244, serait ainsi adéquat pour vérifier la non-fabrication d'armes binaires et d'autres types d'armes chimiques. Les problèmes de vérification des précurseurs binaires essentiels seraient similaires à ceux que pose la vérification d'autres agents létaux et, en fait, moins difficiles que ceux relatifs aux produits chimiques à double fin comme l'acide cyanhydrique. Nous ne devons pas permettre que des problèmes imaginaires liés aux agents binaires fassent inutilement diversion dans nos travaux concernant une convention sur les armes chimiques.

(M. Summerhayes, Royaume-Uni)

Nous espérons apporter d'autres réflexions sur cette question particulièrement importante au cours des réunions du Groupe de travail.

M. SUJKA (Pologne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, pour commencer, permettez-moi, au nom de la délégation polonaise, de vous présenter nos félicitations sincères à l'occasion de votre accession à la présidence du Comité du désarmement pour le mois de mars. En vous exprimant mes félicitations et mes meilleurs voeux, je vous promets, Monsieur le Président, la pleine coopération et l'appui de ma délégation dans l'exercice de vos fonctions.

Je voudrais aussi profiter de cette occasion pour exprimer à M. l'Ambassadeur Mahallati, de l'Iran, la profonde reconnaissance de ma délégation pour le dévouement et la compétence avec lesquels il a présidé ce Comité en février.

Dans un esprit d'amitié et de coopération, je souhaite la bienvenue dans cette salle à nos nouveaux collègues : M. l'Ambassadeur Van Dongen des Pays-Bas et M. l'Ambassadeur Vejvoda de la Tchécoslovaquie.

Pendant les séances plénières de cette semaine, le Comité du désarmement examine le point 4 de son ordre du jour, c'est-à-dire les armes chimiques. C'est à ce sujet que j'aimerais consacrer principalement mon intervention d'aujourd'hui. Cependant, j'ai également l'intention d'aborder le point 1 de l'ordre du jour en tenant compte du récent échange de vues sur cette question au Comité du désarmement.

De nombreux orateurs dans ce Comité ont interprété à juste titre les résolutions 36/96/A et 36/96/B de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptées à sa trente-sixième session, comme reflétant une exigence croissante de toute la communauté internationale, consciente des conséquences dangereuses d'une nouvelle étape dans la mise au point d'armes chimiques, pour que soit effectivement accéléré le rythme des négociations sur l'interdiction complète de la mise au point, de la fabrication et du stockage de toutes les armes chimiques et sur leur destruction.

Ce Comité a estimé sage et possible d'entreprendre cette année l'élaboration d'une future convention. Cette tâche a été confiée au Groupe de travail spécial reconstitué au début de la présente session, avec un mandat révisé l'autorisant à " ... élaborer une telle convention, compte tenu de toutes les propositions déjà faites et des initiatives futures".

Le Groupe de travail spécial des armes chimiques dispose des résultats de longues années de négociations et de discussions bilatérales et multilatérales, de documents de travail et de projets de dispositions sans nombre, élaborés par la Conférence du Comité du désarmement et maintenant par le Comité lui-même. Ils ont été apportés à cette table de négociation et ils reflètent les différentes positions des Etats participants. Ils comprennent, entre autres, les résultats du travail de définition des problèmes et de mise au point des bases d'une future convention, que le Groupe a entrepris en 1980 sous la direction efficace de M. l'Ambassadeur Okawa et qui sont en fait formulés dans le document CD/220 : le rapport du Groupe de travail sur ses activités en 1981, sous la direction éclairée de M. l'Ambassadeur Lidgard.

Le document CD/220 contient les éléments de base d'une future convention ainsi que des observations reflétant les différentes vues de délégations ou groupes de délégations concernant la forme et la substance desdits éléments. L'important est que l'on a ainsi clairement tracé les dimensions précises aussi bien des convergences que des divergences de vues sur la forme et sur la teneur des dispositions futures de la convention sur les armes chimiques.

(M. Sujka, Pologne)

En commençant son travail cette année avec un nouveau mandat, le Groupe de travail a décidé de poursuivre et de développer les résultats obtenus jusqu'ici. Le Groupe se propose cette année de traduire en termes de variantes ou de versions différentes des éléments les positions exprimées dans les observations contenues dans le document CD/220. Les divergences ainsi exprimées devraient permettre de réduire l'écart entre les positions des délégations ou groupes de délégations. J'estime que le Groupe de travail n'est pas encore parvenu à cette étape des négociations, mais je note avec satisfaction que, jusqu'ici, il s'est activement occupé d'organiser son travail et d'examiner en détail la portée d'une future convention, y compris l'élaboration des différentes versions des éléments. La semaine dernière, le Groupe a été considérablement aidé par les consultations d'experts en toxicologie qui sont parvenus à faire concorder leurs recommandations concernant les procédés normalisés de détermination de la toxicité aiguë par injection sous-cutanée et de la toxicité aiguë par inhalation.

Ma délégation souhaite exprimer la conviction que le cadre organisationnel actuel, tel qu'il est brièvement décrit plus haut, satisfait aux exigences de l'étape actuelle des négociations au sein du Groupe de travail avec son nouveau mandat. Par ailleurs, le progrès et les résultats de notre activité au sein du Groupe de travail des armes chimiques peuvent dépendre du temps que mettront les délégations à clarifier leurs positions et de la mesure dans laquelle elles pourront le faire - en particulier sur les questions au sujet desquelles il existe des divergences significatives.

C'est l'opinion bien considérée de ma délégation que les résultats du travail sur la convention ont sensiblement diminué en l'absence de négociations bilatérales soviéto-américaines. On y pense non seulement en raison de l'importance du dernier rapport sur ces négociations, publié sous la cote CD/112, mais aussi et peut-être surtout en raison du rôle que ces négociations pourraient jouer actuellement dans la recherche de solutions possibles aux très nombreux problèmes controversés dont le Groupe de travail doit s'occuper.

Il est d'une importance décisive pour la future convention - particulièrement pour en accélérer l'élaboration - qu'une nette démarcation soit faite entre ce qui est souhaitable et ce qui est possible, réel et nécessaire dans ce traité. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas une volonté de perfection mais un effort persévérant pour faire cesser, dès que possible, la course dangereuse aux armements chimiques qui, si elle n'est pas arrêtée, peut retarder encore pour de longues années toute possibilité de parvenir à un accord universellement acceptable. Cette opinion de ma délégation me fait penser à une analogie : de même que la fabrication d'armes à neutrons et l'équipement de forces armées avec ces armes signifient une nouvelle spirale dangereuse de la course aux armements nucléaires, de même la fabrication et le déploiement d'armes chimiques binaires conduiront inévitablement à une nouvelle spirale de la course aux armements chimiques. Soyons francs : nous parlons ici de nouvelles générations d'armes de destruction massive qui accroissent le danger de déclenchement d'une guerre avec utilisation de différents types d'armes de destruction massive. Pour être parfaitement clair, je suis d'avis que nous nous rapprocherions considérablement de la conclusion d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques s'il n'existait pas d'armes binaires. Il me semble que, si c'était le cas, nous devrions mener de façon plus productive les négociations sur la question de l'interdiction des armes chimiques tant qu'il n'est pas trop tard.

Les questions qui se posent dans ce contexte et qui devraient recevoir une réponse claire et honnête sont, entre autres, celles-ci : quels nouveaux problèmes et quel genre de nouveaux problèmes les armes binaires créent-elles pour nos négociations? Quels

(M. Sujka, Pologne)

éléments de la future convention seront le plus affectés par leur apparition? Ces questions sont particulièrement justifiées eu égard à la résolution 36/96/B de l'Assemblée générale des Nations Unies qui, au paragraphe 5 du dispositif, "... demande à tous les Etats de s'abstenir ... de fabriquer et de déployer de nouveaux types d'armes chimiques ... sur le territoire d'Etats où il n'y en a pas à l'heure actuelle". Malheureusement, ces questions sont également justifiées eu égard à la décision déjà prise par le Gouvernement des Etats-Unis concernant la fabrication d'armes binaires. L'apparition de ces armes dans les arsenaux d'autres pays après cette décision ne peut être qu'une question de temps. C'est pourquoi ce Comité ne devrait épargner aucun effort pour négocier, sans retard inutile, une convention qui interdirait, entre autres, la prolifération des armes binaires.

D'après notre opinion bien considérée, l'apparition de systèmes binaires affectera de nombreux éléments cruciaux de la future convention : la portée de celle-ci, l'interdiction de transfert, la déclaration des stocks, la destruction et surtout l'interdiction de la fabrication et du stockage des armes binaires.

Il est important de faire remarquer que le déploiement d'armes binaires compliquera les problèmes déjà compliqués et controversés de la vérification du respect des dispositions de la future convention. En fait, on ne peut appliquer aux armes binaires les méthodes de vérification fondées sur la toxicité extrême des agents chimiques utilisés dans les types classiques d'armes chimiques. Tout cela pose en termes nouveaux la question de la vérification des stocks et de leur destruction et celle du contrôle de la non-fabrication de produits chimiques pour les armes chimiques.

Quant à la question de la prolifération, nous n'avons aucun doute que la fabrication d'armes binaires par un pays rend possible leur déploiement sur le territoire d'un autre pays, précisément en raison de la grande facilité de leur transport, de leur stockage et de leur conservation. Deuxièmement, dans le cas des armes binaires, il existe des moyens relativement faciles de convertir à des fins militaires des capacités industrielles de fabrication à des fins pacifiques. Ces questions sont examinées dans le document CD/258 dont la Pologne est co-auteur ainsi que dans le questionnaire présenté par la délégation de la Bulgarie sous la cote CD/CW/WP/29. Ma délégation est d'avis que des réponses aux questions posées dans ces documents permettraient de surmonter plus facilement les divergences apparues dans les négociations sur l'interdiction des armes chimiques du fait de l'apparition des systèmes binaires. En fait, il est inconcevable d'élaborer une convention qui ne tiendrait pas compte de toutes les conséquences de l'apparition des armes binaires.

Dans le Groupe de travail, nous avons examiné en profondeur les questions concernant la portée de l'interdiction, afin de réduire encore les divergences. Je dois souligner que, malheureusement, le Groupe n'est pas parvenu à déterminer clairement la portée de l'interdiction. Mais, je voudrais en venir maintenant aux questions de vérification. Le premier cycle de discussions a permis de constater qu'une approche plus raisonnable paraît se dégager à la présente session. Toutefois, à notre avis, la suite de la discussion devrait se concentrer davantage sur les aspects d'ajustement du système de vérification à la portée de l'interdiction. Il y a, je crois, un problème quelque peu artificiel, ou un certain malentendu, dans les discussions sur la vérification. La question de savoir si les moyens nationaux de vérification sont meilleurs ou plus efficaces que les mécanismes internationaux et lesquels doivent être appliqués n'existe pas parce que, tout simplement, les deux sont nécessaires. Les négociations

(M. Sujka, Pologne)

devraient donc se poursuivre dans deux directions. Et elles devraient se concentrer sur les méthodes et les moyens de vérification afin de les ajuster à la nature et à la forme de l'interdiction. En d'autres mots, étant donné les trois catégories d'agents chimiques énumérés dans le document CD/220, il y a lieu d'appliquer à chacune d'elles des formes appropriées de vérification par des moyens nationaux et internationaux, dans un système différencié mais intérieurement équilibré et coordonné. Il conviendrait d'en tenir compte dans nos débats futurs sur la vérification.

Comme je l'ai indiqué au début, je voudrais aborder maintenant une autre question qui a été très activement discutée lors des réunions récentes du Comité. Je veux parler de la déclaration faite par la délégation des Etats-Unis à la séance du 11 mars concernant la création "d'un organe subsidiaire chargé d'examiner et de définir les problèmes relatifs à la vérification et au respect qu'il convient de régler dans tout accord sur l'interdiction complète des essais".

On sait que déjà le 9 février de cette année, M. Rostow, directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency, avait exposé la position des Etats-Unis sur la question de l'interdiction des essais d'armes nucléaires. Il a dit : "nous ne pensons pas que, dans les circonstances actuelles, une interdiction complète des essais puisse contribuer à réduire la menace posée par les armes nucléaires ou à maintenir la stabilité de l'équilibre nucléaire". Cette déclaration montre que les Etats-Unis refusent d'examiner la question de l'interdiction des essais en tant que point indépendant mais l'associent au "large éventail des questions nucléaires". En même temps, les Etats-Unis se refusent catégoriquement à faire le moindre pas vers des négociations multilatérales sur la limitation des armes nucléaires et le désarmement nucléaire. En particulier, les Etats-Unis font obstacle à la création d'un groupe de travail sur cette question, que les pays non alignés et les Etats socialistes réclament avec insistance. Dans sa déclaration du 11 mars, la délégation des Etats-Unis a réaffirmé son attitude négative tant à l'égard de l'interdiction des essais d'armes nucléaires qu'à l'égard du problème du désarmement nucléaire dans son ensemble.

Ainsi, d'une part, les Etats-Unis se déclarent prêts à examiner les questions de vérification liées à l'interdiction des essais d'armes nucléaires et, d'autre part, ils excluent la possibilité de conclure dans un avenir très rapproché un accord sur ce sujet. Sur ce point, diverses délégations ont certaines questions. La notre voudrait aussi en poser quelques-unes. La principale est celle-ci : existe-t-il une raison d'examiner les questions de vérification si l'on nie la possibilité de conclure un accord ? Si la délégation des Etats-Unis a proposé de commencer l'élaboration d'un accord sur l'interdiction des essais nucléaires par les questions de vérification, on peut alors sans doute comprendre pourquoi (sans être nécessairement d'accord).

Il existe une autre question : les problèmes de vérification de l'interdiction des essais nucléaires font l'objet de discussions depuis un quart de siècle, à diverses tribunes et sous différentes formes; en quoi la discussion des problèmes de vérification devrait-elle différer des discussions précédentes de questions précédentes ? Est-ce en ceci que précédemment les discussions sur les questions de vérification étaient liées à la nécessité de conclure un accord approprié, alors que maintenant la délégation américaine propose de se lancer dans l'abstraction pure ?

Enfin, nous aimerions poser à la délégation des Etats-Unis les questions suivantes : envisage-t-elle d'examiner seulement les problèmes de la vérification de l'interdiction des essais d'armes nucléaires ou d'examiner aussi les problèmes concernant les explosions nucléaires pacifiques.

(M. Sujka, Pologne)

Qu'envisage-t-elle de faire de la question de la portée de l'interdiction ? La délégation américaine a-t-elle l'intention d'en entreprendre l'examen plus tard ? Ou bien ne voit-elle aucune nécessité de le faire, puisqu'elle nie la possibilité de conclure un accord sur cette question ? Nous revenons ainsi à notre point de départ : pourquoi examiner les questions de la vérification s'il n'existe aucune perspective de conclure un accord ?

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Pologne de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Nigéria, Son Excellence l'Ambassadeur Ijewere.

M. IJEWERE (Nigéria) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je tiens d'abord à souhaiter la bienvenue à notre collègue tchécoslovaque, M. l'Ambassadeur Vejvoda Melos, avec qui ma délégation compte bien établir d'étroites relations de travail.

J'aimerais aujourd'hui aborder plusieurs des points de l'ordre du jour.

Le point 3 concerne les "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires". Ma délégation se réjouit de la désignation de mon ami et voisin M. l'Ambassadeur Mansour Ahmed, du Pakistan, comme Président du Groupe de travail chargé d'examiner cette question. Nous sommes persuadés que son talent de diplomate se révélera extrêmement précieux pour l'activité du Groupe.

Les nombreuses interventions relatives au point 3 ont clairement démontré que le Groupe de travail spécial aurait encore besoin de progresser dans ses travaux. Ma délégation partage cette opinion. Alors que les Etats dotés d'armes nucléaires se montrent toujours aussi peu disposés à réaliser le désarmement nucléaire ou même à renoncer à l'emploi d'armes nucléaires en tant que première étape vers l'arrêt de la course aux armements, les moyens de préservation de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires constituent à notre avis un sujet de préoccupation immédiat. Ma délégation s'alarme donc de constater que, depuis trois ans, les négociations du Comité sur les garanties de sécurité pour les Etats non dotés d'armes nucléaires donnent à penser que les difficultés spécifiques tiennent à la diversité des perceptions, et j'ajouterai à la diversité des perceptions en matière de sécurité de certains Etats dotés ou non dotés d'armes nucléaires. Outre la diversité des perceptions en matière de sécurité, les négociations doivent tenir compte de la complexité des questions que pose l'élaboration d'une formule commune acceptable pour tous et qui pourrait être incluse dans un instrument international de caractère juridiquement contraignant. La situation actuelle n'est certes pas satisfaisante et c'est certainement aux Etats dotés d'armes nucléaires qu'il revient maintenant de permettre au Groupe de travail spécial d'accomplir les progrès nécessaires.

Un point dont les Etats dotés d'armes nucléaires devraient se soucier est que la tension du climat international exacerbe la course aux armements nucléaires, puisqu'elle entraîne un accroissement du nombre d'armes nucléaires présentes sur le territoire des Etats dotés d'armes nucléaires ainsi que sur les territoires de leurs alliés respectifs, ce qui ne peut qu'intensifier les craintes ressenties en ce qui concerne leur sécurité par les Etats non dotés d'armes nucléaires. Ces derniers savent trop bien qu'une guerre nucléaire affecterait au même titre les belligérants et les non-belligérants, dans des situations de catastrophe qui défient l'imagination.

(M. Ijewere, Nigéria)

C'est dans ce contexte que les Etats qui se sont engagés à renoncer à leur droit souverain de mettre au point, de fabriquer ou d'acquérir des armes nucléaires devraient recevoir des Etats dotés d'armes nucléaires l'assurance absolue et fiable qu'ils ne seront pas victimes d'une attaque ou d'un chantage nucléaire.

Le problème du chantage nucléaire est réel. La déclaration solennelle des Etats africains relative à la constitution d'une zone dénucléarisée sur leur continent a été contredite d'une façon flagrante par le régime raciste et terroriste d'Afrique du Sud, qui a refusé de signer le Traité sur la non-prolifération nucléaire et menacé à de nombreuses reprises la sécurité des Etats africains et en fait du monde entier. Comme ma délégation l'a dit précédemment, nous voudrions avoir l'assurance que le vif désir des Etats africains de maintenir leur continent exempt d'armes nucléaires sera respecté par tous.

Les Etats dotés d'armes nucléaires doivent aller au-delà des simples déclarations selon lesquelles les intérêts de sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires doivent faire l'objet d'une attention appropriée. Ils doivent donner des garanties fiables et effectives de caractère juridiquement contraignant. Le fait est que les Etats non dotés d'armes nucléaires ont consenti un sacrifice en vue de la non-prolifération des armes nucléaires afin d'assurer la paix et la sécurité mondiales. Cette démarche était essentiellement motivée par le sentiment qu'un monde exempt d'armes nucléaires serait un monde plus sûr et plus stable. Mais tant que ce principe continue d'être contesté par les Etats dotés d'armes nucléaires, l'affirmation faite par ma délégation le 5 mars 1981 garde toute sa valeur : "La sécurité de tous les pays doit être cherchée ailleurs que dans la possession d'armes nucléaires, sinon tous auraient le droit de déterminer les moyens par lesquels ils entendent protéger leur sécurité, y compris la possession d'armes nucléaires".

Si l'on veut que le Groupe de travail spécial sur les garanties de sécurité accomplisse de réels progrès, il faut que les Etats dotés d'armes nucléaires aillent au-delà de leurs étroites considérations de sécurité. La situation actuelle est inacceptable. Au paragraphe 3 du dispositif de sa résolution 36/95, l'Assemblée générale a lancé un appel aux Etats dotés d'armes nucléaires "pour qu'ils fassent preuve de la volonté politique nécessaire pour parvenir à un accord sur une approche commune, et en particulier sur une formule commune, qui pourrait figurer dans un instrument international ayant force obligatoire". Ma délégation espère que les Etats dotés d'armes nucléaires feront preuve de cette volonté politique, puisque la Déclaration faisant des années 1980 la deuxième Décennie du désarmement a clairement fixé le délai dans lequel des textes convenus devraient être soumis à l'Assemblée en vue de sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement. Ma délégation pense que les problèmes relatifs à une approche commune peuvent être surmontés pour peu que la bonne volonté ne fasse pas défaut aux Etats dotés d'armes nucléaires.

A notre avis, les questions suivantes devraient être clairement posées dans la recherche d'une approche commune :

i) Quels Etats non dotés d'armes nucléaires seraient en droit de demander des garanties aux Etats dotés d'armes nucléaires ? et

ii) Dans quelles circonstances les Etats dotés d'armes nucléaires pourraient-ils revenir sur leurs garanties ?

(M. Ijewere, Nigéria)

Le Nigéria, qui demeure partisan convaincu du régime de non-prolifération, et qui compte parmi les premiers signataires du Traité sur la non-prolifération, estime que pour pouvoir bénéficier de garanties, un Etat non doté d'armes nucléaires doit avoir pris l'engagement juridique de s'abstenir de mettre au point ou d'acquérir des armes nucléaires. Nous vivons aujourd'hui dans une période de relations internationales difficiles et de graves tensions. Notre pays, situé dans une région où l'Afrique du Sud et ses alliés encouragent clandestinement, obstinément et activement le développement d'une capacité d'armes nucléaires au mépris de la sécurité des pays du continent, ne peut simplement pas admettre qu'un pays soit un Etat non doté d'armes nucléaires pour la simple raison qu'il dit l'être. Quant aux conditions dans lesquelles les garanties devraient être retirées, ma délégation, étant opposée à l'emploi d'armes nucléaires, estime que les garanties ne devraient jamais être retirées. Toutefois, nous devons être réalistes, et reconnaître que les Etats non dotés d'armes nucléaires sur le territoire desquels se trouvent des armes nucléaires s'exposent à faire l'objet d'attaques nucléaires éventuelles, puisque de telles attaques pourraient être lancées à partir de leur territoire. Il faudrait donc cependant leur fournir certaines garanties de sécurité, assorties de conditions leur imposant certaines obligations. Nous espérons que les délégations réfléchiront à ces remarques; dans la mesure où les Etats, particulièrement ceux qui devraient donner des garanties, réagiront d'une façon appropriée, le Groupe de travail spécial devrait pouvoir accomplir des progrès et inclure des éléments concrets dans son rapport à la deuxième session extraordinaire.

J'aimerais maintenant dire quelques mots des faits nouveaux concernant l'interdiction des essais nucléaires, survenus, ma délégation se plaît à le constater, au cours même de votre mandat.

J'ai conclu ma déclaration du 25 février 1982 en exprimant notre espoir sincère "que les positions rigides auxquelles les Etats dotés d'armes nucléaires s'accrochent avec ténacité depuis plus de 25 ans, s'assoupliront". C'est dans cette perspective que ma délégation considère les déclarations faites le 11 mars 1982 par MM. les Ambassadeurs Fields, des Etats-Unis d'Amérique, et Summerhayes, du Royaume-Uni. L'examen cursif des nouvelles positions semble indiquer un début d'évolution positive et la reconnaissance de la participation active du Comité à l'établissement d'un Traité d'interdiction des essais nucléaires, mais l'étude plus approfondie des propositions et des nouvelles explications qui nous ont été fournies jusqu'ici ne justifie pas l'optimisme de commande avec lequel ces propositions ont été saluées. Le retournement complet de la position de ces pays à l'égard d'un traité d'interdiction des essais nucléaires, que maintes délégations, dont la mienne, n'ont cessé de réclamer, ne s'est toujours pas réalisé au sein du Comité. A notre avis, le moment est plus que "propice" pour des négociations sur ce point brûlant de l'ordre du jour. Tout en reconnaissant l'importance de la rubrique intitulée "Vérification et respect" (quoi qu'il en soit de cette question) dans toutes les négociations sur le désarmement, ma délégation estime que la tâche à laquelle nous allons nous atteler comme suite aux propositions des Etats-Unis et du Royaume-Uni ne doit pas exclure d'autres éléments comme le champ d'application du Traité et ses clauses finales. Après tout, l'objectif final est un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires.

Ma délégation accueille avec satisfaction l'initiative concernant la création, sous votre direction, d'un groupe de rédaction de composition non limitée pour établir un mandat pour l'organe subsidiaire proposé. Ma délégation, en tant que membre de ce groupe, vous promet toute sa coopération. Naturellement, le résultat des travaux du Groupe dépendra de la volonté collective de toutes les parties intéressées. Bien qu'à notre avis la position du Groupe des 21, définie notamment dans le document

(M. Ijewere, Nigéria)

de travail CD/181 et dans la résolution 36/84 de l'Assemblée générale, fournisse une base adéquate pour les négociations sur le mandat pour la préparation d'un traité d'interdiction complète des essais, ma délégation est disposée à faire preuve de souplesse en adoptant cette approche de construction "pierre à pierre"; toutefois, nous pensons que cette pierre, pour peu qu'elle demeure solide et inattaquable, devrait finalement permettre l'érection d'un édifice majestueux interdisant à tout jamais tous les essais d'armes nucléaires.

Un grand homme d'Etat a dit un jour que les Etats non dotés d'armes nucléaires n'ont que le pouvoir de se lamenter, comme le choeur des anciens dans la tragédie grecque. Il me semble aujourd'hui que nos lamentations sont enfin entendues. La confiance entre Etats est un élément capital pour un monde moins fortement armé, et peut-être le Comité ne devrait-il négliger aucune pierre, aussi petite soit-elle, pour édifier le désarmement nucléaire. C'est dans cet esprit que ma délégation souhaite ardemment la conclusion rapide d'une convention efficace et significative sur les armes radiologiques. La reconstitution rapide du Groupe de travail spécial et l'approche dynamique et éclairée de M. l'Ambassadeur Wegener, de la République fédérale d'Allemagne, sont autant d'éléments utiles dans la recherche de solutions durables aux problèmes encore pendants, relatifs entre autres choses au champ d'application et à la définition, aux clauses concernant les utilisations pacifiques, et à la vérification. Cependant, bien que les consultations officieuses entreprises par le Président nous aient rapprochés des objectifs désirés, à savoir l'identification de points de convergence parmi les délégations et des obstacles qui s'opposent encore à la conclusion du traité, ma délégation persiste à croire que ce réalisme intellectuel ne doit pas fermer la porte à l'exploitation de solutions politiques aux problèmes complexes. Dans l'état actuel des négociations au Groupe de travail, il est manifeste que pour autant que l'on accepte de négocier et de combler les divergences, des progrès considérables seront accomplis dans la formulation de textes.

De l'avis de ma délégation, le fait que le progrès scientifique et technologique rapide donne à la course aux armements un rythme bien plus rapide que celui des négociations sur le désarmement rend souhaitable la conclusion rapide d'une convention sur les armes radiologiques. La proposition suédoise sur l'interdiction d'attaquer des installations nucléaires civiles pose concrètement la question de l'interdiction d'armes non existantes. Les installations nucléaires pacifiques ne doivent pas devenir les objectifs d'attaques militaires. Le renouvellement d'incidents tels que les attaques effectuées l'année dernière par les Israéliens contre l'installation civile de Tammouz (Iraq) devrait être rendu impossible par l'inclusion d'une disposition à cet effet dans une future convention sur les armes radiologiques.

Par ailleurs, nous attachons une grande importance à la clause relative aux utilisations pacifiques dans une convention future sur les armes radiologiques. Les efforts visant à interdire la mise au point éventuelle et l'emploi d'armes radiologiques ne devraient pas affecter le droit inaliénable de tous les Etats d'établir et de mettre à exécution leurs propres programmes de recherche et d'utilisation des matières radioactives à des fins pacifiques. Ma délégation pense que le traité devrait contenir des formulations positives reconnaissant ces droits de la troisième génération et promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'énergie nucléaire compte tenu des besoins particuliers des pays en développement.

(M. Ijewere, Nigéria)

A l'approche de la deuxième session extraordinaire, les problèmes à résoudre demeurent complexes et monumentaux. Ce n'est qu'au prix d'efforts réels pour oeuvrer de concert et grâce à la volonté collective de toutes les délégations que les progrès escomptés pourront être réalisés dans ce domaine non prioritaire mais néanmoins important du désarmement.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Nigéria de sa déclaration. Avant de donner la parole au représentant de la Roumanie, Son Excellence l'Ambassadeur Malitza, je voudrais informer le Comité que notre distingué collègue et ami devra malheureusement nous quitter bientôt pour un nouveau poste. Je suis sûr que les qualités de courtoisie et le talent de diplomate de l'Ambassadeur Malitza que nous avions tous su apprécier et qui ont été si utiles au travail du Comité vont beaucoup nous manquer. En lui donnant la parole, et j'espère que ça ne sera pas pour la dernière fois, je lui souhaite beaucoup de succès dans son nouveau poste. Vous avez la parole, Monsieur l'Ambassadeur.

M. MALITZA (Roumanie) : Monsieur le Président, L'objet de mon intervention d'aujourd'hui est de présenter le document de travail CD/262, dans nos débats sur le thème des nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes.

Les hommes de science de mon pays, comme tous ceux qui suivent nos travaux, sont d'avis que le Comité du désarmement de Genève a la haute responsabilité de négocier et réaliser des accords à même de contribuer, d'une manière effective, à l'arrêt de la course aux armements et au démarrage d'un processus réel de désarmement, au premier chef nucléaire.

La réalisation d'un accord sur la limitation et la réduction de la recherche militaire constituerait, de ce point de vue, un premier pas raisonnable vers des accords plus larges visant la "suffocation graduelle" de la course technologique, par la négociation de mesures de réduction des fonds destinés à la recherche - développement de caractère militaire.

Le Comité roumain "Les hommes de science et la paix" estime dans ce sens qu'on pourrait envisager la création, auprès du Comité du désarmement, d'un organisme ad hoc d'hommes de science ayant pour mandat d'examiner à la demande du Comité, des aspects scientifiques et techniques des thèmes faisant l'objet de négociations et la formulation, à ce sujet, de suggestions et de propositions concrètes. Cet organisme, qui aurait un caractère représentatif, pourrait être établi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la base d'une décision de l'Assemblée générale. Le fait qu'il y existe d'autres propositions poursuivant le même objectif d'associer la science au désarmement est un élément positif que nous appuyons.

Monsieur le Président : Il n'y a pas un domaine de l'activité humaine qui influe davantage sur la société contemporaine que la recherche - développement militaire et cette influence s'exerce de deux façons : d'une part, en imposant son propre rythme à la course aux armements et contribuant à l'accélérer et, d'autre part, en pervertissant les valeurs, en faussant les véritables finalités de la science. Comme jamais auparavant, la science moderne envahit l'univers de l'homme. Le fait que la recherche - développement militaire occupe aujourd'hui une position dominante - environ 50 % des fonds destinés à la recherche dans son ensemble - est un problème qui nous concerne tous au plus haut point. Cette situation a des effets dramatiques aussi bien sur la course aux armements que sur la société. Il suffit de vivre l'expérience des différents organismes des Nations Unies pour voir le nombre des problèmes qui attendent une solution, combien il y a de remèdes à chercher et de

(M. Malitza, Roumanie)

décalages à combler, toujours avec l'espoir que la science et la technologie offriraient leur aide. Mais elles tiennent leurs portes fermées, défendues comme elles le sont par la grande muraille du militaire. La recherche - développement militaire est liée aussi bien à l'idée de la paix et de la guerre qu'au dysfonctionnement de la société. Son impact est à la fois social, politique et culturel. Il semble que nous soyons parvenus à une nouvelle croisée des chemins.

Quand nous parlons de mettre fin à la course aux armements, nous devons avoir en vue le moment de l'arrêt qui est constitué par toutes les mesures visant à faire cesser, à geler, à immobiliser, à paralyser ou à suspendre la compétition militaire.

Nous pensons que dans ce paquet de mesures, la démilitarisation de la **science** est une partie intégrante obligatoire car la recherche - développement militaire est le véritable ressort de la course aux armements, qualitative en essence et quasi exclusivement technologique.

Les spécialistes savent très bien qu'aucune innovation dans le domaine des nouvelles armes ne peut plus influencer d'une manière décisive l'équilibre existant, tout comme le citoyen considère complètement irrationnelle la fièvre qui pousse vers de nouveaux raffinements d'armes encore plus destructrices, puisque de toute façon, il ne peut mourir qu'une seule fois.

Il est par conséquent urgent de déployer des efforts immédiats afin d'introduire une limitation et un contrôle sur la recherche - développement militaire. La déclaration de la première session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement demandait "des négociations sur la limitation et l'arrêt du perfectionnement qualitatif des armements, spécialement celui des armes de destruction massive, et de la mise au point d'armes nouvelles, de sorte que, finalement, les réalisations de la science et de la technique ne puissent être utilisées qu'à des fins pacifiques".

Une analyse même succincte nous démontre que, paradoxalement, la démilitarisation de la science et de la technologie n'est guère plus compliquée que la démilitarisation des économies et, en plus elle paraît bénéficier de circonstances favorables. Ceci est dû, en particulier, à des traits bien identifiés à présent. En premier lieu, il s'agit de la forte concentration de la recherche - développement militaire, au niveau national, sous le contrôle gouvernemental et basée sur le financement public, dans tous les pays sans exception. Deuxièmement, la grande polarisation de la recherche - développement militaire sur le plan international. Six pays, ayant les plus grandes dépenses militaires, sont responsables pour environ 85 % de l'effort mondial de la recherche - développement à des fins militaires. Ceci représente dix fois toute la capacité scientifique et technologique des pays en développement. Enfin, la recherche - développement militaire d'aujourd'hui est de plus en plus orientée vers des problèmes scientifiques fondamentaux sur lesquels sont concentrés les mathématiques, la physique, la chimie et la biologie, problèmes qui, une fois résolus, peuvent aller soit vers le bien-être, soit vers la destruction encore plus raffinée de notre espèce.

Voilà pourquoi, Monsieur le Président, nous pensons que l'arrêt du processus de militarisation de la science et de la technologie n'est pas seulement pressant et urgent, mais aussi possible.

(M. Malitza, Roumanie)

Je voudrais souligner que l'association, d'une manière appropriée, des hommes de science à nos travaux faciliterait les négociations. Ils pourraient mettre à notre disposition des données scientifiques éloquentes sur l'immense force destructrice des stocks d'armes, au premier chef nucléaires, sur la fragilité croissante des systèmes modernes de prévention du déclenchement d'une guerre par accident, erreur de calcul ou malentendu. En plus, ils seraient particulièrement utiles à l'activité d'élaboration de solutions acceptables ainsi que de modalités et de techniques pour la vérification des futurs accords.

L'adoption de la décision de convoquer des réunions officieuses du Comité sur ce thème, comme l'a proposé notre distingué collègue, l'Ambassadeur Imre Komives, de la Hongrie, représente une ouverture positive qui nous oblige à faire un effort de réflexion en vue d'établir et de délinéer le profil de cette action. De l'avis de notre délégation, dans l'établissement des objectifs de ces réunions officieuses, les éléments suivants, entre autres, pourraient être pris en considération :

1) Les avantages que présente la négociation d'une interdiction globale sur toutes les recherches militaires en vue de la création de nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes.

2) La définition d'un système d'examen périodique des faits nouveaux qui apparaissent dans la recherche scientifique et qui pourraient être utilisés pour produire de nouvelles armes de destruction massive et des systèmes de telles armes.

3) L'examen de certains domaines spécifiques dans lesquels l'adoption de mesures visant l'interdiction de l'escalade technologique pourrait avoir un effet salutaire pour l'arrêt de la course aux armements ou la prévention de son extension à de nouveaux domaines, inconnus à l'heure actuelle.

4) La possibilité d'adoption, par les pays qui détiennent le poids le plus grand dans la recherche - développement militaire, de mesures, sur le plan national, en vue de geler, jusqu'à la conclusion d'un accord global sur ce thème, les activités de recherche - développement militaire.

5) La création, comme proposé dans le document de travail CD/262 que je viens de présenter, d'un organisme ad hoc d'hommes de science qui aurait pour mission principale d'examiner, à la demande du Comité, des aspects scientifiques et techniques faisant l'objet de nos négociations. Je voudrais souligner à ce propos, Monsieur le Président, que nous devons sans plus tarder recourir plus fréquemment et activement aux instruments existants tels que l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), qui a pris un essor considérable et qui peut nous fournir les éléments scientifiques nécessaires à nos débats.

Monsieur le Président : Avant de conclure, je voudrais vous remercier pour les mots aimables et amicaux que vous avez eus au sujet de mon départ de ce Comité. Permettez-moi de vous dire à vous, ainsi qu'à tous mes collègues, que si la période que j'ai passée ici est assez courte, son intensité intellectuelle, l'expérience riche de négociation que j'ai pu saisir, le font inoubliable pour moi.

Je saurai toujours m'enorgueillir du fait d'avoir servi dans cet unique organisme multilatéral de négociation qui est le Comité du désarmement, parmi des collègues et amis si distingués et éminents.

Je voudrais vous assurer que, pour moi, cette expérience ne va pas s'éteindre avec le temps, mais, au contraire, devenir un point stable de référence.

M. DON NANJIRA (Kenya)(traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, lorsque je me suis adressé au Comité le 25 février dernier, j'ai axé mes observations sur les questions d'organisation et de fond concernant les travaux du Comité sur lesquelles ma délégation estimait que nous devions concentrer nos efforts au cours de la présente session. Nous continuons de penser que cette session du Comité du désarmement a un rôle important à jouer, notamment dans la préparation d'un rapport analytique et constructif pour la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et dans l'élaboration d'un programme global de désarmement qui serait examiné et finalement adopté à cette session extraordinaire.

Dans mon intervention d'aujourd'hui, je me bornerai à traiter les points 1 et 2 de notre ordre du jour :

a) Interdiction des essais nucléaires; et

b) Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire.

Toutefois, permettez-moi auparavant, Monsieur le Président, de vous adresser à vous-même et, par votre intermédiaire, aux autres membres de votre délégation et du Bureau, ainsi qu'aux interprètes et à tous les autres membres du secrétariat du désarmement qui, d'une manière ou d'une autre, nous aident dans nos travaux, les remerciements de la délégation kénienne pour vos excellents services. Je tiens aussi à vous féliciter de votre accession à la présidence du Comité pour le mois de mars. Comme vous le savez, Monsieur, il existe d'excellentes relations bilatérales entre nos deux pays et nous éprouvons une grande satisfaction de la politique positive que votre gouvernement a adoptée à l'égard des pays en développement comme le mien, le Kenya - notamment dans les domaines de la science et de la technique et des sources d'énergie renouvelables pour le développement économique et social de ces pays. En outre, Monsieur le Président, le siège de votre gouvernement est aussi celui de la Papauté - symbole traditionnel de paix mondiale et de compréhension mutuelle ainsi que de confiance et de bonne volonté. A la présente session du Comité, vous avez besoin, Monsieur, de la coopération et de l'appui de toutes les délégations et je puis vous assurer que ceux de la mienne vous sont acquis.

Monsieur le Président, ma délégation s'associe aussi à toutes celles qui ont exprimé leur gratitude et leur reconnaissance à votre prédécesseur immédiat, M. l'Ambassadeur Mahallati, de l'Iran, pour l'impartialité avec laquelle il a dirigé les travaux du Comité au cours du mois de février. Nous souhaitons encore la bienvenue aux Ambassadeurs de Tchécoslovaquie et des Pays-Bas, qui ont pris leurs places respectives au sein du Comité pour la première fois mardi dernier, 16 mars. Il ne fait aucun doute que leur vaste expérience des questions du désarmement renforcera la contribution déjà active et constructive de leurs délégations respectives aux travaux du Comité.

C'est un mois crucial pour les travaux de la présente session du Comité du désarmement et nous comptons sur vous, Monsieur le Président, pour nous orienter, afin que nous puissions parvenir à un accord, notamment sur la façon de traiter les points 1 et 2 de notre ordre du jour. Nous espérons que le diplomate de renom international que vous êtes continuera à faire tout son possible pour combler le fossé existant sur ces points entre la Vox Negationis et la Vox Populi, laquelle, selon le dicton, est la Vox Dei. Ce que nous attendons de cette Vox est la volonté politique et le ferme engagement qui, je m'empresse de le dire, sont les conditions sine qua non non seulement pour aboutir à un accord sur la procédure que doit suivre le Comité du désarmement pour les questions relatives à l'interdiction des essais nucléaires et à la cessation de la course aux armements nucléaires et au

désarmement nucléaire, mais aussi pour appliquer les décisions et recommandations de l'Organisation mondiale. Ces décisions et recommandations ont-elles un sens ? Les recommandations, décisions et résolutions de la communauté internationale - l'Assemblée générale, par exemple, et le Conseil de sécurité - et les nombreuses recommandations figurant dans les études, rapports spéciaux et autres rapports, accords, arrangements, traités, etc. peuvent-elles avoir un sens quelconque si certains pays n'ont pas la volonté politique de les appliquer ? Pourquoi, pour commencer, les adopter, si chacun des Etats ayant participé à leur adoption ne les applique pas promptement avec efficacité ?

En signant le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (mieux connu sous le nom de Traité d'interdiction partielle des essais), le 5 août 1963, et en déposant leurs instruments de ratification le 10 octobre de la même année, date de l'entrée en vigueur de ce traité, les Parties originaires ont accepté de prendre le ferme engagement politique de chercher à aboutir à une interdiction complète des essais, en inscrivant dans le traité les dispositions ci-après :

> "Les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques..., Cherchant à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais, déterminés à poursuivre les négociations à cette fin et désireux de mettre un terme à la contamination du milieu ambiant de l'homme par des substances radioactives, Sont convenus de ce qui suit : ... Chacune des Parties au présent Traité s'engage à interdire, à empêcher et à s'abstenir d'effectuer toute explosion expérimentale d'arme nucléaire, ou toute autre explosion nucléaire, en tout lieu relevant de sa juridiction ou de son contrôle ... (et) ... à s'abstenir de provoquer ou d'encourager l'exécution - ou de participer de quelque manière que ce soit à l'exécution - de toute explosion expérimentale d'arme nucléaire ... qui aurait lieu où que ce soit dans l'un quelconque des milieux indiqués ci-dessus ...".

Il est extrêmement regrettable que l'adoption du Traité d'interdiction partielle des essais, considérée à l'origine comme étant d'une importance historique, n'ait pas à l'époque, et n'ait toujours pas aujourd'hui, ralenti la course aux armements nucléaires entre les principales puissances nucléaires. Au contraire, et ironiquement, ce traité semble avoir servi d'excellent prétexte pour accélérer les essais nucléaires, et ce en dépit de plus de 25 résolutions de l'Assemblée générale interdisant de tels essais dans tous les milieux. En outre, il ressort clairement d'études autorisées sur la question qu'à elles seules les Parties originaires au Traité ont à leur actif plus de quatre-vingt dix pour cent de tous les tirs nucléaires exécutés entre le 5 août 1963 et le 31 décembre 1979. Qui plus est, le ferme engagement des Parties de chercher à aboutir à une interdiction complète des essais a été mis en sommeil pendant plus de dix longues années!

De même, comme nous le savons tous, la question de la cessation des essais d'armes nucléaires a fait l'objet pendant le dernier quart de siècle de délibérations et d'initiatives annuelles qui se sont traduites par des décisions et des résolutions de l'Assemblée générale. Dans ces résolutions, l'Assemblée a notamment exprimé la conviction que, quelles que soient les divergences sur la question de la vérification - et à en juger par les déclarations faites à la présente session du Comité du désarmement, tant officiellement qu'officieusement, c'est là pour quelques délégations une des plus grandes préoccupations - il n'y a pas de raison sérieuse de retarder l'adoption d'une interdiction complète des essais. Ce sentiment trouve

(M. Don Nanjira, Kenya)

spécialement son expression dans les résolutions 2934C(XXVII) et 3078A(XXVIII), adoptées respectivement aux 27ème et 28ème sessions de l'Assemblée générale. Je ne puis m'empêcher de rappeler aujourd'hui ce sentiment et cette conviction. D'autres résolutions de l'Assemblée générale soulignent que la plus haute priorité doit être accordée à la réalisation d'une interdiction complète des essais. Les résolutions de l'Assemblée générale 33/60 du 14 décembre 1978 (paragraphe 2 du dispositif); 34/73 du 11 décembre 1979 (paragraphe 2 du dispositif); 36/84 du 9 décembre 1981 (paragraphe 2 du dispositif); et 36/92E du 9 décembre 1981 (paragraphe 1 du dispositif) sont de bons exemples de l'action de la communauté internationale à cet égard.

Ainsi, malgré les appels sincères et réitérés de l'Assemblée générale, un coup d'oeil sur la mise en oeuvre des résolutions susmentionnées, ainsi que des résolutions et études de l'Assemblée générale relatives à l'application des recommandations et décisions de l'Assemblée générale adoptées à la dixième session extraordinaire - par exemple les résolutions 34/83 et 36/92M et les documents A/34/752 et A/36/752 - fait apparaître que bien peu a été fait pour cette mise en oeuvre. Je cite la résolution 34/83J, relative aux armes nucléaires sous tous les aspects, au paragraphe 2 de son dispositif :

> "Prie le Comité du désarmement d'entamer des négociations, à titre hautement prioritaire, avec la participation de tous les Etats dotés d'armes nucléaires, sur la question de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire, conformément aux dispositions du paragraphe 50 du Document final de la dixième session extraordinaire".

Et la résolution 36/92E de l'Assemblée générale, au paragraphe 3 de son dispositif :

> "Demande au Comité du désarmement de poursuivre, à titre prioritaire et pour faciliter l'ouverture rapide de négociations sur le fond du problème, des consultations au cours desquelles il envisagera notamment la création d'un groupe de travail spécial sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, investi d'un mandat clairement défini".

Je ne prends aucun plaisir à citer ces résolutions de l'Assemblée. Elles sont dépourvues de sens si elles ne sont pas mises en oeuvre de bonne foi et promptement. Et cela me porte à évoquer les déclarations récentes de membres du Comité du désarmement qui ont exprimé des doutes sérieux non seulement sur la compétence du Comité pour négocier des instruments internationaux ayant force obligatoire relativement aux points 1 et 2 de l'ordre du jour, mais aussi sur la nécessité de créer des groupes de travail spéciaux pour entamer des négociations sur ces points de la plus haute priorité. Ma délégation a pris note des sentiments positifs exprimés par certaines délégations au sujet de telles déclarations. J'aimerais pouvoir partager ces sentiments; j'aimerais être sûr que lesdites déclarations sont représentatives de la souplesse et de la fermeté politique dans l'engagement qui sont tellement indispensables à nos négociations. En conséquence, ma délégation a examiné attentivement les déclarations en question, et plus nous les avons lues, plus nous avons été convaincus que leurs auteurs doivent des éclaircissements au Comité. Il faudrait que nous soyons plus instruits, ne serait-ce que pour mieux comprendre la position de ces délégations.

(M. Don Nanjira, Kenya)

En la circonstance, je pose les questions suivantes aux délégations qui sont toujours en désaccord avec l'appel de la Vox populi en faveur de la création de groupes de travail spéciaux sur les points 1 et 2 : A leur avis, le temps est-il venu de négocier sur les problèmes de l'interdiction des essais nucléaires et du désarmement nucléaire ? Sinon, quand et dans quelles conditions sera-t-il opportun pour nous de négocier sur ces points de la plus haute priorité ?

Le Comité du désarmement est-il un forum approprié, ou le forum approprié, pour des négociations sur les points 1 et 2 ? Autrement dit, le Comité du désarmement a-t-il le droit et le devoir correspondant de négocier sur ces points, où les délégations préféreraient-elles des forums plus petits, de caractère bilatéral, trilatéral voire quadrilatéral ?

Certains Etats dotés d'armes nucléaires préféreraient-ils que le Comité se contente d'un débat général, peut-être même non officiel, pour manifester son intérêt envers les problèmes des armes nucléaires, mais laisse les négociations sérieuses à ceux qui ont de l'importance du fait de leur statut nucléaire, ou subordonneraient-ils l'ouverture de négociations sérieuses sur les points 1 et 2 au Comité du désarmement à la conclusion préalable d'un traité sur ces points en dehors du Comité du désarmement ?

Comment donc est-il possible de concilier les théories et les politiques de l'équilibre nucléaire et de la dissuasion nucléaire avec l'objectif ultime du processus de désarmement, qui est la réalisation d'un désarmement absolu, général et complet sous un contrôle international efficace, comme en sont unanimement convenus tous les membres de la communauté mondiale dans le Document final adopté par l'Assemblée générale le 30 juin 1978 ?

Si un organe ou des organes subsidiaires devaient être créés au sein du Comité du désarmement pour traiter les points 1 et 2 de l'ordre du jour, quel serait le mandat de ces organes subsidiaires ? Aurait-il une portée limitée ou générale ?

Des réponses sincères aux questions ci-dessus aideraient ma délégation au moins à mieux comprendre la pensée de ces délégations au sujet des points 1 et 2 de l'ordre du jour. Pour ce qui est de ma délégation, voici notre pensée :

1) Le Comité du désarmement a le droit et le devoir correspondant de négocier au sujet des points 1 et 2. Le Comité est l'organe compétent le plus approprié et le seul pour des négociations multilatérales en vue de l'arrêt de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire, parce que :

a) Le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, adopté par consensus, le déclare, au paragraphe 120 et ailleurs. D'autres documents autorisés le déclarent aussi, par exemple, le document A/36/392.

b) Les seuls Etats du monde dotés d'armes nucléaires - les Etats-Unis, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Royaume-Uni, la France et la Chine - sont membres du Comité du désarmement. Ils en ont décidé ainsi volontairement et inconditionnellement.

(M. Don Nanjira, Kenya)

> Ils sont aussi membres permanents du Conseil de sécurité, auquel la communauté mondiale a confié, par la Charte des Nations Unies, la responsabilité primordiale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il ne fait aucun doute que ces membres tout à fait permanents du Conseil de sécurité et seuls possesseurs d'armes nucléaires ont en outre, en vertu des dispositions des chapitres V, VI et VII de la Charte des Nations Unies, la charge supplémentaire et la plus lourde d'être les gardiens de facto de la paix et de la sécurité internationales. Ces mêmes Etats, spécialement ceux d'entre eux qui possèdent les plus importants arsenaux nucléaires, se sont aussi vu confier, en vertu des paragraphes 48 et 50 du Document final, la responsabilité spéciale de réaliser le désarmement nucléaire.

Dans ces circonstances, Monsieur le Président, je dois me hâter de souligner que le temps est à jamais révolu où certains membres de la communauté internationale, en raison de leur puissance militaire ou de leur énorme richesse, pouvaient manipuler impunément la situation internationale et monopoliser en "cercle fermé" les questions internationales vitales et critiques. L'évolution des relations internationales a entraîné une révolution dans les systèmes et dans le comportement des Etats entre eux, et ce fait est notamment exprimé aux paragraphes 14, 18, 19, 20, 28, 26, 42 et 47 du Document final. Par conséquent, "responsabilité primordiale" ne signifie pas et ne peut signifier "responsabilité exclusive ou monopoliste" des Etats dotés d'armes nucléaires à l'égard des Etats qui n'en sont pas dotés.

2) Depuis longtemps, il aurait fallu créer deux organes subsidiaires pour s'occuper des points d'importance primordiale de notre ordre du jour : les points 1 et 2. Une fois créés au sein du Comité du désarmement, ces organes devraient recevoir des mandats généraux distincts pour s'occuper, d'une part, de toutes les questions relatives à l'interdiction des essais nucléaires et, d'autre part, de celles relatives à l'arrêt de la course aux armements nucléaires et de désarmement nucléaire. A ce sujet, je note avec satisfaction et appuie en principe la proposition de la délégation de la République démocratique allemande (CD/259) tendant à créer des groupes de travail spéciaux sur les points 1 et 2.

3) Les points qui sont inscrits à l'ordre du jour du Comité du désarmement méritent, et doivent recevoir, un traitement exhaustif. Cela s'applique plus particulièrement aux points indiqués qui ont la priorité la plus élevée dans notre ordre du jour.

4) Lorsque les groupes de travail spéciaux auront été constitués au sein du Comité du désarmement, nous devrions liquider rapidement les questions d'organisation de leur travail pour concentrer nos efforts sur les questions de fond telles que leurs mandats, leur compétence et les mesures à mettre au point. Monsieur le Président, je pense qu'il est grand temps de prévoir chaque semaine et selon les besoins des réunions officielles et non officielles pour recevoir et examiner des propositions et contre-propositions concernant la création des groupes de travail et les négociations à y conduire, ainsi que dans leurs groupes de contact et leurs équipes de travail, si nécessaire sur les points 1 et 2 et les diverses questions qu'ils soulèvent, y compris celle de la vérification.

5) Les négociations bilatérales, trilatérales, quadrilatérales, et toutes autres négociations "latérales", peuvent avoir lieu en dehors du Comité du désarmement à condition qu'elles soient complémentaires de celles menées au sein du Comité. Elles ne doivent pas être en contradiction avec l'esprit et la lettre

(M. Don Hamijira, Kenya)

du Document final, comme indiqué aux paragraphes 91 et 121 de ce Document, ma avec la résolution 34/83 D de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1979 (paragraphe 2 du dispositif). Dans ce contexte, on voudrait demander instamment que les négociations tripartites soient rapidement reprises et menées à bonne fin, de façon à aboutir à une interdiction complète des essais nucléaires par un traité de caractère permanent.

6) La principale raison pour laquelle de nombreuses délégations rejettent la théorie de la dissuasion est qu'elle a pour effet de promouvoir la course aux armements entre les superpuissances au moyen d'améliorations de la qualité et de quantité des armements, de la mise au point technologique de systèmes d'armes nucléaires, etc.

En bref, Monsieur le Président, des groupes de travail spéciaux sur les points 1 et 2 de notre ordre du jour devraient être créés immédiatement; ne perdons pas de temps sur des questions de procédure; le Comité du désarmement devrait se saisir formellement de cette question et le groupe ou les groupes nouvellement créés commenceraient immédiatement leur travail sur toutes les questions fondamentales ci-après :

I. Problèmes de la portée d'une interdiction générale des essais

i) Origines des essais nucléaires à des fins uniquement pacifiques;

ii) Caractères des explosions nucléaires à des fins uniquement pacifiques;

iii) Problèmes de recherche et de mise au point technologique dans le domaine des essais nucléaires à des fins uniquement pacifiques;

iv) Problèmes de la protection des Etats et régions non dotés d'armes nucléaires;

v) Questions diverses.

II. Problèmes de la vérification d'une interdiction complète des essais

i) Modes et niveaux de vérification;

ii) Formes et procédures de vérification;

iii) Mesures de vérification;

iv) Arrangements institutionnels de vérification;

v) Problèmes de l'inspection sur place et de ses modalités;

vi) Problèmes du respect rigoureux des accords;

vii) Problèmes de la participation au processus de vérification;

viii) Questions diverses.

(M. Don Nanjira, Kenya)

III. Problèmes de la durée d'une interdiction complète des essais

Examen de propositions concernant :

i) Une durée illimitée, c'est-à-dire une durée permanente et indéfinie ou "pour toute l'éternité";

ii) Une durée limitée à de brèves périodes convenues ou à de longues périodes déterminées.

Ma délégation n'accepterait pas le principe d'une durée limitée parce que l'accepter serait mettre en péril la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires - comme le mien, le Kenya - ainsi que celle de toutes les autres Parties au Traité sur la non-prolifération.

IV. Problèmes des clauses finales d'une interdiction complète des essais

et

V. Problèmes de l'examen et de l'évaluation de la mise en oeuvre d'une interdiction complète des essais

Ces problèmes sont également importants et devraient être examinés et négociés avec sérieux.

Pour conclure, je dois souligner que l'idée de maintenir la paix et la sécurité internationales par la dissuasion est un paradoxe. C'est un très mauvais paradoxe, car il serait vraiment tragique que les puissances dotées d'armes nucléaires, spécialement celles possédant les plus grands arsenaux, utilisent leurs immenses ressources économiques et connaissances technologiques pour terroriser et intimider l'instinct humain fondamental de survie, qui est le patrimoine commun de l'humanité. Deuxièmement, les paragraphes 6, 15, 99 et suivants soulignent l'importance de l'opinion publique, qui devrait être systématiquement mobilisée aux fins du désarmement. Ma délégation attache une grande importance à cette question parce que nous croyons que la mobilisation de l'opinion publique peut être un instrument efficace, spécialement dans des situations sans issue. Le Comité du désarmement doit donc prendre dûment en considération cette question dans un avenir proche en lui accordant l'importance qu'elle mérite. Troisièmement, Monsieur le Président, nous sommes arrivés à un stade où le Comité pourrait perdre patience et la température de nos débats pourrait devenir irrégulière et instable. Je ne sais pas si vous le savez, mais, dans certaines parties torrides de l'Afrique - par exemple le désert du Kalahari - on traite la fièvre (forte température) en enveloppant le patient autant de vêtements et de couvertures que possible parce que, plus la température s'élève, plus le corps se refroidit. Aux Etats-Unis, la plupart des médecins conseillent aux patients, particulièrement en ce qui concerne les bébés souffrant d'un accès de forte fièvre, de se déshabiller entièrement et de se plonger dans une eau bien froide. Ces deux méthodes de traiter la fièvre sont sans doute extrêmes ; mais, en ce qui concerne les points 1 et 2 de notre ordre du jour et la création proposée de groupes de travail spéciaux du Comité du désarmement, j'hésiterais à accepter des groupes de travail avec des demi-mandats, car il a été dit et écrit : "si l'eau est tiède, recrache-là, car elle n'étanchera pas ta soif".

Enfin, Monsieur le Président, nous devrions prendre garde à ne pas perdre patience. Si cela devait se produire, spécialement en ce qui concerne les points 1 et 2 de notre ordre du jour, même le conseil de Rudyard Kipling dans "If" ne pourrait nous aider. Car qui gardera sa tête à lui (ou à elle) si, tout autour dans ce Comité,

(M. Don Nanjira, Kenya)

chacun perd la sienne au sujet des points 1 et 2 ? Seul Cicéron, Monsieur le Président, cet éminent ancêtre romain et le plus grand orateur de tous les temps, nous conseillerait le mieux "Quousque tandem, Catilina abuteré patientia nostra... ? "Jusques à quand, enfin, Catilina, abuseras-tu de notre patience... ?" Le Sénat de Rome était à bout de patience. Monsieur le Président, je détesterais être le Catilina du Comité du désarmement, mais qui voudrait être le ou les Catilinas du Comité du désarmement ? Telle est la question qui se pose à nous à ce point de nos délibérations.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Kenya de sa déclaration. Je lui suis reconnaissant des paroles aimables qu'il a bien voulu adresser et à la Présidence et à mon pays.

Conformément à la décision prise par le Comité à sa 157ème séance plénière, je donne maintenant la parole au représentant de la Suisse, pays hôte, Son Excellence l'Ambassadeur Pictet.

M. PICTET (Suisse) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner la parole. Je voudrais vous assurer que c'est un plaisir tout particulier pour moi de m'adresser au Comité du désarmement alors que vous en assumez la Présidence.

Depuis un an qu'elle est autorisée à prendre part aux séances du Groupe de travail spécial des armes chimiques, la Suisse observe avec beaucoup d'intérêt et d'attention les progrès modestes mais néanmoins réels accomplis dans l'examen de cette difficile question. Les données du problème commencent à ressortir plus nettement et leur formulation, sous forme d'éléments, par le Président du Groupe de travail, l'Ambassadeur Lidgard, a grandement contribué à clarifier les idées. Mes autorités se félicitent donc de la reconduction du Groupe de travail et surtout de ce qu'un nouveau mandat lui a été confié, lui permettant de se consacrer dorénavant, sous la présidence de l'Ambassadeur Sujka, à l'élaboration proprement dite d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques. La Suisse continuera à être représentée aux séances du Groupe de travail et mes autorités espèrent vivement que la présente session permettra, en dépit de sa brièveté, d'enregistrer de nouveaux résultats positifs.

Avant toute chose, je tiens à rappeler que, comme je l'ai dit devant votre Comité le 14 juillet dernier, l'industrie chimique suisse privée, qui est comme on le sait hautement développée, ne fabrique aucune arme chimique et n'en fabriquera en aucune circonstance. De son côté, la Confédération ne produit aucune arme chimique à des fins militaires dans ses propres établissements. Par ailleurs, la Suisse n'a pas acquis d'armes chimiques de l'étranger; elle ne dispose d'aucun stock et n'entrepose aucune arme de ce genre sur son territoire. L'équipement de l'armée sert uniquement à protéger les combattants contre les effets de toxiques chimiques si ceux-ci étaient employés en cas de conflit.

En faisant cette déclaration, qui est aussi un engagement pour l'avenir, la Suisse manifeste qu'elle n'a, dans la conclusion d'une convention sur l'interdiction totale des armes chimiques, aucune capacité chimique militaire quelconque à défendre. Mes autorités attachent pourtant une très grande importance à une convention dans ce domaine en raison du caractère inhumain de l'arme chimique et de la menace très grave qu'elle représente aussi pour les populations civiles. L'intérêt de mon pays à la conclusion d'une telle convention est double : du point de vue de sa sécurité d'une part, ce qui implique notamment que la convention comporte des procédures adéquates de vérification, condition sine qua non d'une renonciation à de coûteuses mesures nationales de protection et de défense; du point de vue aussi du développement de son industrie chimique à des fins pacifiques, qui ne devra pas être entravé.

(M. Pictet, Suisse)

Permettez-moi de vous présenter aujourd'hui quelques remarques concernant certains des éléments soumis l'an dernier au Groupe de travail par son président, dès lors qu'ils continuent à servir de base aux discussions du Comité.

- La question de savoir s'il conviendrait de répéter dans la convention l'interdiction d'emploi de l'arme chimique qui figure dans le Protocole de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques (Protocole de Genève) a fait l'objet de nombreux commentaires concernant l'élément I ("Disposition générale"). D'une part, on peut faire valoir qu'une telle interdiction aurait l'avantage d'être plus complète que celle stipulée dans le Protocole, puisque ce dernier n'englobe pas toutes les armes chimiques et qu'il n'en prohibe que le premier emploi. Par ailleurs, ce serait un moyen de suppléer à l'absence dans le Protocole de tout dispositif de contrôle, une lacune hautement regrettable lorsque l'emploi de l'arme chimique est allégué comme ce fut le cas à plusieurs reprises ces derniers temps. D'un autre côté, la crainte a été émise qu'une réaffirmation de l'interdiction d'emploi dans la convention n'aboutisse, en fin de compte, à affaiblir le Protocole, ce qu'il convient évidemment d'éviter. A la réflexion, nous pensons qu'il s'agit là dans une large mesure d'un faux problème. En vérité, la future convention et le Protocole de Genève de 1925 formeront, à notre avis, un ensemble d'obligations complémentaires, au point qu'il ne paraît guère concevable qu'un Etat devienne partie à la Convention sans être lié au Protocole. Si on accepte cette manière de voir, la convention ne devrait pas seulement "ne pouvoir être interprétée comme restreignant ou infirmant de quelque façon que ce soit le Protocole" (ainsi qu'il est prévu de le dire dans l'élément VII intitulé "Rapports avec d'autres traités") mais bien plutôt exprimer l'idée d'un lien organique entre ces deux instruments. Que les Parties à la convention soient également parties au Protocole est important de trois points de vue : pendant la période transitoire, spécialement critique, au cours de laquelle les Etats procéderont à la démobilisation de leurs arsenaux chimiques et, par la suite, en ce qui concerne les quantités de produits supertoxiques dont la détention serait autorisée à des fins militaires non-hostiles (comme il est prévu dans l'élément VI), et enfin, en cas de retrait de la convention. Dans cette optique, ma délégation tient à réitérer de façon très pressante le voeu que tous les Etats deviennent sans délai parties au Protocole de Genève. L'universalité du Protocole, combinée avec des déclarations unilatérales concernant la non-détention de l'arme chimique et l'intention de n'en jamais détenir, telles que celle que la Suisse a faite à deux reprises, constituent des mesures de confiance qui ne peuvent que créer un climat favorable à la négociation de la convention.

- En ce qui concerne la définition générale des armes chimiques, qui fait l'objet de l'élément II, mes autorités pensent qu'il serait préférable que la convention ne porte que sur les armes chimiques au sens strict ou classique du terme, à savoir les substances supertoxiques et toxiques directement produites à des fins militaires qui ont sur l'homme des effets létaux ou qui causent des lésions physiologiques durables. Cette définition revient nous en sommes conscients à laisser en dehors du champ d'application de la convention les produits chimiques à double fin et les substances destinées à un usage civil, même si elles peuvent être employées à des fins hostiles, tels que certains herbicides et insecticides. Certes, les substances chimiques de cette catégorie représentent un danger certain sur le plan militaire, mais un danger incomparablement moins grave que les armes chimiques proprement dites. En outre, divers obstacles, tels que la nécessité de recourir à des quantités massives, en cas d'emploi militaire, rendent peu probable leur emploi dans des hostilités. Mais si la Suisse préconise d'exclure ces substances du champ d'application de la convention, c'est surtout en raison des difficultés très considérables

(M. Pictet, Suisse)

auxquelles se heurteraient des mesures de vérification. Un contrôle efficace supposerait pratiquement en effet la mise sous surveillance de la quasi-totalité des entreprises civiles de produits chimiques pour la raison que, dans certaines conditions, toute une gamme de ces produits pourrait avoir éventuellement une utilisation militaire. Même si certaines méthodes techniques de vérification utilisées dans le domaine de la non-prolifération peuvent être appliquées, nous ne pensons pas qu'il soit concevable de placer sous contrôle toute l'industrie chimique d'un pays, comme le Traité de non-prolifération a placé sous contrôle toutes les installations nucléaires.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'emploi d'herbicides et d'insecticides à des fins hostiles, il y a lieu de rappeler les articles 54 et 55 du premier Protocole additionnel aux Conventions de Genève et l'article 18 du second Protocole relatifs à la protection des biens indispensables à la survie de la population civile et à la protection de l'environnement naturel.

D'autres termes employés dans l'élément II devraient être aussi à notre avis précisés. Ainsi, la notion "d'autres produits chimiques létaux ou nuisibles" serait mieux circonscrite si l'on employait l'expression "autres produits chimiques létaux ou causant à l'homme des lésions physiologiques durables qui se prêtent à l'emploi à des fins militaires". Pour ce qui est des précurseurs, nous croyons que ce mot ne devrait servir à désigner que les éléments composant les armes dites binaires et non les substances chimiques utilisées comme matière de base ou produits intermédiaires, sans faire de distinction entre secteur civil et secteur militaire. Enfin, les "moyens de fabrication des armes chimiques" dont l'interdiction est prévue dans les éléments I, IV et V ne peuvent à notre avis viser que les installations où s'effectue l'opération qui permet de rendre apte à l'usage militaire une substance chimique à laquelle la convention serait applicable (installations de chargement ou de remplissage).

- L'élément VI, auquel j'ai fait allusion tout à l'heure, prévoir l'engagement de chaque Partie à la convention de ne pas détenir une quantité totale de produits chimiques létaux supertoxiques destinées à des fins militaires non-hostiles excédant 1 000 kilogrammes. Cette disposition appelle de notre part de sérieuses réserves. Elle équivaut en effet à perpétuer, en fait légaliser, par le biais même d'une convention destinée à bannir l'arme chimique des arsenaux, l'inégalité de fait que l'on observe actuellement entre les Etats dotés et les Etats non dotés de ces armes. Un Etat qui ne possède aucune arme chimique lorsqu'il adhérera à la convention ne pourra, en effet, se doter d'une quantité quelconque de produits létaux supertoxiques destinés à des fins militaires non-hostiles sans violer l'engagement pris selon l'élément I de ne "jamais, en aucune circonstance, mettre au point, fabriquer, stocker ou acquérir d'une manière ou d'une autre, ni conserver des armes chimiques".

Les stocks destinés à des fins dites "militaires non-hostiles" ne seraient par conséquent détenus que par les Puissances, heureusement peu nombreuses, qui possèdent aujourd'hui, ou posséderons au moment d'adhérer à la convention, des armes chimiques sous forme de produits létaux supertoxiques. L'impression d'égalité créée par le fait que, toujours selon l'élément VI, chaque Etat partie pourrait détenir à de telles fins de telles substances, et en même quantité, nous paraît masquer en réalité le caractère discriminatoire de cette disposition.

En tout état de cause, la quantité tolérée paraît tout à fait excessive à ma délégati s'agissant de substances destinées à des fins de recherches en matière de défense et de protection. Sa détention par quelques gouvernements continuerait par conséquent, malgré des mesures de contrôle destinées à assurer que le plafond autorisé ne serait pas dépassé, à faire peser une menace sur la sécurité des autres Etats.

(M. Pictet, Suisse)

- Permettez-moi, encore, avant de conclure, de dire encore quelques mots à propos des mesures de vérification de la convention. La Suisse continue à être fermement de l'avis que pour offrir des garanties de sécurité adéquates, le système de vérification devra reposer sur une combinaison de moyens nationaux et internationaux et comporter la possibilité d'inspections sur place. Nous avons pris connaissance avec beaucoup d'intérêt du document de travail présenté le 18 février par la délégation du Royaume-Uni (CD/244) qui constitue, nous semble-t-il, l'un des textes le plus élaborés disponibles sur ce sujet. En ce qui concerne les inspections sur place, un refus d'autorisation devrait absolument être dûment motivé et une procédure de plainte ou de recours être prévue en pareil cas. Sur ce point, la Suisse, fidèle au principe général du règlement pacifique des différends, est d'avis que toute Partie devrait avoir le droit, en cas de divergence quant à l'interprétation d'une disposition de la convention, de saisir la Cour internationale de Justice dont la compétence serait obligatoirement reconnue. Pour le surplus, il nous semble quelque peu prématuré d'examiner ici en détail les méthodes de vérification de la convention. Les modalités de contrôle dépendront en effet en partie du champ d'application de la convention et en particulier de la définition des armes chimiques, qui y sera donnée. Comme je l'ai indiqué il y a un instant, la Suisse verrait beaucoup d'avantages à ce que la convention ne porte que sur une gamme restreinte de produits chimiques, fabriqués directement à des fins militaires. Plus vaste sera le champ d'application de la convention, plus les mesures de vérification devront être étendues et plus elles seront par conséquent complexes et d'une application difficile.

A la différence d'autres mesures de désarmement ou de contrôle des armements, une convention sur l'interdiction complète de l'arme chimique ne concerne actuellement qu'un petit nombre d'Etats, détenteurs de ces armes. Ces Etats encourent de ce fait une responsabilité particulière, analogue à celle des Etats détenteurs d'armes nucléaires. Il convient de lutter contre la prolifération de l'arme chimique comme de l'arme nucléaire. Toutefois, l'arme chimique, parce que relativement facile à produire et d'un coût comparativement peu élevé, est à la portée d'un très grand nombre d'Etats, à supposer qu'ils veuillent s'en doter. De là le caractère très réel de la menace que cette arme représente. Dans ces conditions, il est donc tout a fait compréhensible que de nombreux Etats souhaitent être associés à la négociation d'une convention sur ce sujet. Tous ont des titres à faire valoir leurs intérêts de sécurité comme aussi les intérêts de leur industrie chimique civile et de leur technologie, qui méritent d'être protégés. Ce sont en tout cas ces considérations qui ont amené les autorités suisses à demander à prendre part aux travaux du Comité du désarmement sur ce point si important de son programme de travail, et notamment à pouvoir de nouveau vous présenter aujourd'hui leur manière de voir.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Suisse de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je n'ai plus d'orateurs sur ma liste. D'autres délégations désirent-elles prendre la parole ?

Si tel n'est pas le cas, je voudrais rappeler que, comme nous en avons décidé la semaine dernière, nous tiendrons, immédiatement après cette séance plénière, une courte réunion officieuse pour permettre à l'Ambassadeur Jaipal, Secrétaire du Comité et Représentant personnel du Secrétaire général, de faire un exposé sur la documentation et sur d'autres questions en suspens.

La prochaine séance plénière du Comité du désarmement aura lieu le jeudi 25 mars, à 10 heures, comme indiqué sur notre calendrier pour cette semaine.

La séance est levée à 12 h 55.

COMITÉ DU DÉSARMEMENT

CD/PV.166
25 mars 1982
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT SOIXANTE-SIXIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 25 mars 1982, à 10 heures.

Président : M. Mario ALESSI (Italie)

GE.82-61786

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie :	M. MATI M. MAACHI M. A. TAFFAR
Allemagne, République fédérale d' :	M. F. RUTH M. H. WEGENER M. N. KLINGLER M. W. ROHR
Argentine :	M. J.C. CARASALES Mlle N. NASCIMBENE
Australie :	M. D.M. SADLEIR M. R.W. STEELE Mme S. FREEMAN M. T. FINDLAY
Belgique :	M. J-M. NOIRFALISSE Mlle de CLERCQ
Birmanie :	U MAUNG MAUNG GYI U THAN TUN
Brésil :	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
Bulgarie :	M. B. GRINBERG M. I. SOTIROV M. P. POPTCHEV M. N. MIHAILOV M. K. PRAMOV
Canada :	M. G.R. SKINNER M. E.B. HAMBLIN
Chine :	M. TIAN JIN M. LIN CHENG M. FING ZHENYAO M. LI WEIMIN
Cuba :	M. P. NUÑEZ MOSQUERA M. J.L. GARCIA
Egypte :	M. El S.A.R. EL REEDY M. I.A. HASSAN M. M.N. FAHMY Mlle W. BASSIM
Etats-Unis d'Amérique :	M. L.G. FIELDS M. M. BUSBY Mme S.F. BURK M. J. MISKEL M. R.F. SCOTT M. R. MIKULAK

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Ethiopie :	M. T. TERREFE M. F. YOHANNES
France :	M. F. de LA GORCE M. J. de BEAUSSE M. GESBERT Mlle L. GHAZERIAN M. M. COUTHURES
Hongrie :	M. I. HOLLAI M. I. KÖMIVES M. F. GAJDA M. C. GYORFFY
Inde :	M. A.P. VENKATESWARAN M. S. SARAN Mme L. PURI
Indonésie :	M. N. SUTRESNA M. B. MAUNA M. I. DAMANIK M. A. BAHRIN M. HARYOMATARAM M. B. SIMANJUNTAK
Iran :	M. M. MAHALLATI M. J. ZAHIRNIA
Italie :	M. M. ALESSI M. B. CABRAS M. C.M. OLIVA M. R. di CARLO
Japon :	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. K. TANAKA M. T. ARAI
Kenya :	M. D.D. DON NANJIRA M. J. MURIU KIBOI
Maroc :	M. A. SKALLI M. S.M. RAHALLI M. M. CHRAIBI
Mexique :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
Mongolie :	M. D. ERDEMBILEG M. S.C. BOLD M. L. BAYART

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Nigéria :	M. G.O. IJEWERE M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
Pakistan :	M. M. AHMAD M. M. AKRAM M. T. ALTAF
Pays-Bas :	M. H. WAGENMAKERS M. A.J.J. OOMS
Pérou :	M. J. BENAVIDES de la SOTTA
Pologne :	M. B. SUJKA M. J. ZAWALONKA M. S. KONIK M. J. CIALOWICZ M. T. STROJWAS
République démocratique allemande :	M. G. HERDER M. H. THIELICKE M. M. KAULFUSS M. J. MOEPERT
Roumanie :	M. T. MELESCANU M. M.S. DOGARU
Royaume-Uni :	M. L.J. MIDDLETON Mme J.I. LINK Mlle J.E.F. WRIGHT
Sri Lanka :	M. A.J. JAYAKODDY
Suède :	M. C. LIDGARD M. C.M. HYLTENIUS M. H. BERGLUND M. J. LUNDIN M. G. EKHOLM
Tchécoslovaquie :	M. M. VEJVODA M. J. STRUCKA M. J. FRANEK
Union des Républiques socialistes soviétiques :	M. V.L. ISSRAELYAN M. L.A. NAOUMOV M. V.A. EVDOKOUCHINE M. M.M. IPPOLITOV M. Y.V. KOSTENKO M. A.P. KOUTEPOV M. V.F. PRYAKHINE
Venezuela :	M. R.R. NAVARRO M. O.A. AGUILAR PARDO

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Yougoslavie :	M. M. MIHAJLOVIĆ M. V. VOJVODIĆ
Zaïre :	M. B.A. NZENGEYA Mme ESAKI EKANGA KABEYA M. O. GNOK
Secrétaire du Comité du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général :	M. R. JAIPAL
Secrétaire adjoint du Comité du désarmement :	M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la cent soixante-sixième séance plénière du Comité du désarmement.

Le Comité poursuit aujourd'hui l'examen du point 4 de son ordre du jour : "Armes chimiques". Cependant, les membres qui souhaiteraient faire des déclarations sur toute autre question ayant trait aux travaux du Comité sont libres de le faire, conformément à l'article 30 du règlement intérieur.

Je voudrais accueillir aujourd'hui au sein du Comité deux visiteurs distingués : le représentant de la République fédérale d'Allemagne et le représentant de la Hongrie.

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Ruth est déjà venu plusieurs fois dans le passé devant notre Comité. Comme vous le savez, il est Commissaire du Gouvernement fédéral pour le désarmement et le contrôle des armements. Il a été très actif en ce qui concerne les questions de désarmement, non seulement dans ce Comité mais aussi à New York, où il a suivi les sessions régulières de l'Assemblée générale.

Son Excellence Imre Hollai, Ministre adjoint des Affaires étrangères de Hongrie, est également un diplomate expérimenté qui a servi à deux occasions différentes dans son présent poste. Il fut entre 1974 et 1980 Représentant permanent de son pays auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Il a, en tant que spécialiste en diplomatie multilatérale, participé à plusieurs conférences internationales, dont quelques-unes sur le désarmement.

Je suis persuadé que les membres du Comité suivront les exposés que voudront bien nous faire nos deux visiteurs avec un grand intérêt et que leur présence ici est grandement appréciée.

J'ai sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la République fédérale d'Allemagne, de la Hongrie, des Etats-Unis, de la Mongolie, de la Bulgarie, de l'Union soviétique, du Kenya, de l'Argentine et de la Chine. Un autre membre du Comité a exprimé le voeu de parler aujourd'hui, et j'espère que nous pourrons lui donner la parole. Cependant, en vue du fait que nous avons déjà neuf orateurs pour ce matin, il a bien voulu accepter de parler seulement si nous avons suffisamment de temps à la fin de la liste ci-dessus.

Je donne maintenant la parole au premier orateur sur ma liste, le représentant de la République fédérale d'Allemagne, le Commissaire du Gouvernement fédéral pour le désarmement et le contrôle des armements, Son Excellence l'Ambassadeur Ruth.

M. RUTH (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est un très grand honneur pour moi de m'adresser à nouveau au Comité du désarmement. La dernière fois que j'ai eu ce privilège c'était le 6 août 1981. A cette occasion, j'avais expliqué la position de mon Gouvernement sur le projet de Programme global de désarmement (CD/205) présenté conjointement par l'Australie, la Belgique, le Japon, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne. J'avais en même temps pu constater personnellement le grand sens des responsabilités, la volonté de négocier sérieusement et les compétences qui caractérisent les travaux du Comité. Dans mon intervention, j'avais fortement recommandé de ne se laisser aller ni à l'euphorie ni à la résignation et j'avais dit que je trouvais particulièrement encourageantes les négociations dans les groupes de travail des armes chimiques et des armes radiologiques. Je note avec satisfaction que les travaux relatifs à une convention interdisant ces armes se sont intensifiés.

(M. Ruth, République fédérale d'Allem

Les travaux concernant le Programme global de désarmement sont entrés dans une phase décisive. Nous continuerons de participer de façon constructive aux travaux du Comité visant à présenter à la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée général un document qui puisse obtenir l'appui de tous les intéressés.

Comme nous le savons tous, les chances de voir les efforts du Comité aboutir à des résultats concrets dépendent, dans une large mesure, d'une amélioration du climat international, en particulier entre l'Est et l'Ouest. Malheureusement, on assiste à une tendance inverse : depuis le 13 décembre 1981, les relations entre l'Est et l'Oues ont été assombries par un événement qui va à l'encontre des objectifs et des résultats de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Plusieurs délégations, dont celle de mon pays, ont souligné ce point dans le débat général au début de la présente session.

Une limitation réaliste et concrète des armements reste une tâche urgente en matière de politique de sécurité internationale. On peut donc se féliciter que le Comité ait pu parvenir à une décision sur un programme de travail effectif, qu'un nouveau mandat élargi ait été établi pour le Groupe de travail des armes chimiques et que des progrès aient été accomplis en vue de la création d'un nouveau groupe de travail pour la question des essais nucléaires, l'accent étant mis sur les problèmes de la "vérification du respect d'une interdiction complète des essais".

Mon Gouvernement, qui attache depuis le début une grande importance aux travaux du Comité sur l'interdiction des armes chimiques, est prêt à apporter sa contribution pour en assurer le succès. Dans cette optique, ma délégation présente un nouveau document de travail sur la question de la vérification du respect d'une convention interdisant la mise au point, la fabrication et le stockage d'armes chimiques et prévoyant la destruction des stocks existants et des installations de fabrication. Nous le faisons sachant qu'un large degré d'accord existe déjà sur le champ d'application d'une future convention et sur les définitions. Malheureusement, cette évolutic positive n'a pas encore été suivie de progrès correspondants en ce qui concerne la question cruciale de la vérification.

La position de mon Gouvernement est claire :

La République fédérale d'Allemagne est partie contractante au Protocole de Genève de 1925, auquel elle a adhéré sans réserve. En outre, elle a été en 1954 - et le reste le seul pays à s'être engagé vis-à-vis de ses alliés à ne pas fabriquer d'armes nucléaires, biologiques ou chimiques. En 1972, en signant la Convention sur les armes bactériologiques, mon Gouvernement a déclaré qu'en ce qui concernait les armes chimiqu il ne mettrait au point, n'acquérrait ni ne stockerait sous son propre contrôle aucun agents de guerre chimique qu'il s'était déjà engagé à ne pas fabriquer. Mon pays a également accepté, en liaison avec son engagement, la vérification internationale de l'absence de fabrication d'armes chimiques. L'expérience tirée de cette vérification s le plan pratique a été exposée à une réunion internationale tenue en mars 1979, puis consignée dans le document CD/37.

Compte tenu de ce qui précède, mon pays a jugé qu'il convenait de déployer de gro efforts pour favoriser la conclusion d'une convention sur les armes chimiques qui soi à la fois globale et vérifiable. Notre parlement, le Bundestag, appuie unanimement ces efforts. Dans une décision adoptée à l'unanimité le 3 décembre 1981, il a invité le Comité du désarmement à intensifier encore ses efforts en vue de la conclusion d'une convention sur les armes chimiques, qu'il juge indispensable et qui devrait contenir des dispositions relatives à une vérification internationale efficace.

(M. Ruth, République fédérale d'Allemagne)

Je sais que nous sommes tous d'accord sur les points suivants :

- Les armes chimiques sont considérées par la communauté internationale comme étant particulièrement horribles et elles constituent une très grave menace pour la population civile.

- Le risque d'un recours à ces armes lors d'une confrontation militaire, malgré le Protocole de Genève qui prohibe leur emploi, ne saurait être écarté aussi longtemps qu'elles existent.

- Ce risque doit être évité, et peut l'être en fait. Cela exige un accord prévoyant la destruction de toutes les armes chimiques existantes, avec vérification adéquate, et garantissant qu'aucun Etat ne pourrait à l'avenir mettre au point, fabriquer ou stocker des armes chimiques.

- Le respect d'un tel accord doit être sérieusement garanti. C'est là le seul moyen d'assurer au monde entier que les horreurs d'une guerre chimique lui seront entièrement et à tout jamais épargnées.

Notre propre expérience en ce qui concerne la vérification de la non-fabrication d'armes chimiques renforce notre conviction que, même si les problèmes qui se posent ici sont encore plus variés et complexes que dans le cas des autres accords de limitation des armements, il est néanmoins possible de trouver des solutions concrètes universellement acceptables. Permettez-moi de souligner quelques-uns des éléments d'un arrangement nécessaire concernant la vérification.

a) La surveillance du respect d'une convention sur les armes chimiques ne peut être assurée par les seuls moyens techniques nationaux. En observant une usine chimique de l'extérieur, on ne peut voir ce qui se passe à l'intérieur.

b) Des inspections sur place, par des équipes d'experts internationaux, doivent donc constituer un élément clef d'un régime de vérification.

c) Un régime de vérification fiable doit avoir deux fonctions principales : il doit permettre d'examiner de façon impartiale des situations qu'il s'agit d'éclaircir et il doit assurer le respect et la mise en oeuvre de la convention grâce à des mesures internationales régulières et non discriminatoires, selon une procédure déterminée.

d) Il faut protéger pleinement le droit légitime de garder secrètes les méthodes de fabrication et de recherche dans le domaine chimique.

Il existe, à mon avis, des bonnes chances de parvenir à une convention globale sur les armes chimiques. Tout récemment, le Président des Etats-Unis a déclaré sans ambiguïté que son pays considérait la conclusion d'une convention globale et vérifiable sur les armes chimiques comme un élément hautement prioritaire de sa politique de limitation des armements et qu'il se féliciterait que l'on y parvienne avant 1984, ce qui lui éviterait d'avoir à reprendre la fabrication des armes chimiques arrêtée par les Etats-Unis en 1969 et d'introduire des armes chimiques modernes. Le Groupe de travail des armes chimiques du Comité a reçu pour la première fois un mandat général pour l'élaboration d'une convention. Les débats du Groupe se sont accélérés et intensifiés. Les travaux futurs du Comité peuvent se poursuivre en se fondant sur les progrès déjà réalisés sur les questions de fond. L'opinion internationale a été sensibilisée

(M. Ruth, République fédérale d'Allemagne)

à la question des armes chimiques, surtout par la rumeur que ces armes ont pu être utilisées dans les zones de crise en Asie du Sud. Ainsi donc, les conditions existent pour une issue qui libérerait l'humanité d'un cauchemar.

Le document de travail présenté aujourd'hui par ma délégation vise à apporter une contribution constructive en offrant des solutions concrètes au problème particulier qui pose encore les plus grandes difficultés : celui d'une vérification appropriée.

Les auteurs du document ont été guidés par les objectifs suivants : nous proposons un régime de vérification qui, à notre avis, est à la fois efficace et acceptable. Il reconnaît que les dépenses et les besoins en personnel doivent être maintenus dans des limites raisonnables.

Les auteurs envisagent des contrôles réguliers pour surveiller aussi bien la destruction des stocks existants d'armes chimiques et des installations de fabrication que l'engagement de ne pas fabriquer d'armes chimiques. En outre, ils prévoient une inspection par mise en demeure, c'est-à-dire la possibilité de contrôles spéciaux en cas de soupçons justifiés. Aucune de ces deux procédures n'est suffisante à elle seule; un régime fiable de vérification doit les inclure toutes les deux.

Il n'a pas échappé aux auteurs qu'un régime de vérification pourrait être plus élaboré. Nous n'excluons pas la possibilité de définir des mesures supplémentaires propres à accroître la confiance dans le domaine des armes chimiques qui pourraient avoir un effet psychologique et politique certain. Le document ne contient aucune suggestion spécifique dans ce domaine car il vise à esquisser les éléments d'un régime de vérification que nous considérons indispensable dans une interdiction des armes chimiques.

Permettez-moi d'ajouter quelques mots sur les contrôles réguliers décrits dans le document. Nous estimons que nous n'avons proposé aucune mesure déraisonnable. Pour vérifier que l'engagement de ne pas fabriquer d'armes chimiques est respecté, il suffit selon nous d'effectuer au hasard des inspections sur place d'usine chimiques produisant des substances organophosphorées. Il est recommandé dans le document de tirer au sort les usines à inspecter. A notre avis, la seule possibilité que le sort désigne un violateur potentiel sert à garantir, dans une large mesure, que la convention sera respectée.

Des règles précises sont suggérées pour vérifier la destruction des stocks d'armes chimiques et des installations de fabrication. Elles prévoient des inspections obligatoires avant et après la période pendant laquelle la destruction doit être effectuée; pendant la période proprement dite des inspections sur place et une forme de surveillance mutuellement convenue à l'aide d'appareils techniques tels que des débitmètres devront être effectuées.

Comme vous le constaterez, nous ne suggérons pas l'inclusion de contrôles réguliers pour surveiller la fabrication des agents à double fin. Dans ce contexte, la portée de la convention va au-delà du régime de vérification proposé. Cela nous paraît être une limitation justifiée. A notre avis, une vérification complète serait très difficile à effectuer du point de vue technique dans ce domaine particulier. En outre, et surtout, les agents en question ont une importance militaire moindre. Les contrôles réguliers suggérés dans le document portent donc principalement sur les agents supertoxiques. En l'occurrence, la conception même d'une installation de fabrication peut donner une indication sur le point de savoir s'il y a ou non une violation de la convention.

(M. Ruth, République fédérale d'Allemagne)

A ce propos, le document suggère également une méthode pour vérifier la non-fabrication d'armes binaires. Cela implique le prélèvement d'échantillons, qui sont analysés sur le lieu même de l'inspection. L'analyse fait intervenir une procédure sommaire qui établit la non-fabrication de précurseurs clef d'armes binaires, mais ne dévoile pas la composition effective complète de l'échantillon. En parlant d'armes binaires, j'ai à l'esprit une composition contenant un précurseur clef en tant qu'un de deux ou de plusieurs composants. Seul ce précurseur clef est un composé organo-phosphoré qui est essentiel pour une arme binaire. C'est ce précurseur-là qui doit faire l'objet d'une vérification. Il est donc inexact de dire que les techniques de la production binaire ne sauraient faire l'objet d'une vérification raisonnable et efficace.

Je voudrais souligner que la procédure proposée a pour but d'exclure la possibilité de tout abus. L'industrie chimique de mon pays, qui se heurte à une concurrence active tant sur le marché national qu'international, appuie vigoureusement les propositions formulées ici et est prête à communiquer à toute partie intéressée les données d'expérience qu'elle a acquises.

Monsieur le Président, j'invite toutes les délégations au Comité à examiner attentivement notre document et à l'inclure dans leurs propres considérations. Dans l'intérêt d'une coopération et d'une confiance internationales accrues, il faudrait maintenant réexaminer des réserves faites il y a longtemps. Il faudrait reconnaître que des inspections sur place clairement définies sont un moyen approprié de vérification dans le domaine des armes chimiques. Cela créerait également des conditions favorables pour d'autres efforts de désarmement et de limitation des armements. Une vérification fiable ne favorise ni ne défavorise aucune partie prise individuellement. Elle sert plutôt les intérêts de toutes les parties concernées; elle accroît la confiance, à l'échelle mondiale, dans les accords de limitation des armements et renforce l'espoir réaliste de parvenir à des mesures de coopération visant à assurer le respect de solutions négociées.

Depuis le jour où le Protocole de Genève a été établi en 1925, cette ville a été la scène de nombreux et fructueux efforts internationaux également dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements. Elle accueille actuellement non seulement le Comité du désarmement mais aussi un autre forum de négociation d'une importance cruciale pour la sécurité et la stabilité en Europe et dans le monde entier. Je veux naturellement parler des négociations américano-soviétiques sur la réduction et la limitation des armes nucléaires de portée intermédiaire qui, après une suspension convenue de deux mois, reprendront le 20 mai pour une nouvelle série. Mon Gouvernement suit naturellement ces entretiens avec le plus grand intérêt et participe activement aux consultations de l'Alliance de l'Atlantique Nord sur ce sujet. A notre avis, les négociations bilatérales américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et les efforts multilatéraux du Comité du désarmement pour élaborer une convention globale sur les armes chimiques ont quelque chose en commun. Ils visent, ceux-ci comme celles-là, à obtenir un résultat au niveau zéro; en d'autres termes, les négociations sur les forces nucléaires intermédiaires visent l'élimination de tous les missiles nucléaires de longue portée basés à terre et les efforts du Comité visent l'élimination de toutes les armes chimiques, contribuant ainsi à obtenir des résultats au niveau le plus bas possible. Mon pays espère que de pareils résultats sur les aspects de fond seront atteints dans les deux cas. Nous appuierons tout effort tendant à obtenir des résultats constructifs et concrets afin de faciliter les négociations et de les mener à bonne fin.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République fédérale d'Allemagne de sa déclaration. Je voudrais maintenant donner la parole au représentant de la Hongri Son Excellence le Ministre adjoint des affaires étrangères, Monsieur Imre Hollai.

M. HOLLAI (Hongrie) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous remercier des paroles aimables de bienvenue que vous m'avez adressées, et aussi de joindre mes félicitations sincères à celles que le chef de la délégation hongroise vous a déjà adressées lors de votre accession à la présidence du Comité pour le mois de mars. C'est pour moi un privilège de prendre aujourd'hui la parole devant le Comité du désarmement, et de présenter les vues de mon gouvernement sur quelques-unes des questions très importantes qui retiennent actuellement l'attentio des peuples et de leurs représentants. C'est aussi un grand plaisir pour moi que de voi autour de cette table tant de visages familiers. Je suis heureux d'avoir eu l'occasion de travailler avec nombre d'entre vous dans le passé, et je me réjouis à l'idée de coopérer avec vous tous en de prochaines occasions.

Il n'y a pas une seule personne en Hongrie qui désapprouverait la résolution du douzième Congrès du Parti des travailleurs socialistes hongrois qui dispose qu'"à notre époque, il est capital pour l'humanité de maintenir la paix et d'empêcher le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale". Cette unité nationale est le fondement le plus solide de la politique étrangère de mon gouvernement, dont l'objectif prioritaire est de contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité internationales, au relâchement des tensions et à l'élimination du risque de guerre.

Afin d'atteindre cet objectif prioritaire, le Gouvernement de la République populaire hongroise a toujours fait et continue de faire de son mieux pour promouvoir tout effort visant à arrêter et à inverser la course aux armements, à réduire les armements et les forces armées, et à prendre de véritables mesures efficaces de désarmement. Comme preuve de notre engagement profond quant à la limitation des armements et au désarmement, je mentionnerai que la Hongrie est partie à tous les accords internationau en vigueur dans ces domaines, et qu'elle a pris une part active à l'élaboration d'un grand nombre d'entre eux. Les représentants de mon pays n'épargnent aucun effort pour s'engager activement et de façon constructive dans tous les forums où ces questions son discutées ou négociées.

La République populaire hongroise a toujours accordé une attention particulière aux travaux du Comité du désarmement. Nous sommes convaincus qu'aujourd'hui où la situation internationale est marquée par l'aggravation de l'affrontement entre les forces de la guerre et de la paix, où les milieux militaristes essaient de rompre la parité existante des forces et luttent ouvertement pour obtenir la supériorité militair la responsabilité de ce Comité, l'unique forum international habilité à négocier les questions globales de limitation des armements et de désarmement, est plus grande qu'elle ne l'a jamais été. En conséquence, la responsabilité des Etats membres de cet organe s'est accrue de façon analogue. Maintenant que tous les Etats dotés d'armes nucléaires et la plupart des pays militairement importants sont représentés ici, dans un organe de négociation bien équilibré, le Comité n'a personne d'autre à blâmer pour ses insuffisances que lui-même ou certains de ses membres.

Dans les préparatifs de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, les Etats membres du Comité du désarmement se trouvent devant ce problème frustrant : chacun doit-il partager également le blâme pour n'avoir pas mis pleinement à profit les trois années écoulées ? Dans un monde

(M. Hollai, Hongrie)

alarmé, où l'opinion publique jugera le Comité d'après sa réussite à arrêter la course aux armements et à réaliser des réductions substantielles du fardeau énorme des programmes d'armement, la réponse est claire. Elle est claire comme le bilan de la majorité des Etats membres qui, d'année en année, ont présenté des propositions concrètes, des projets de traité, des documents de travail sur le fond, et des mesures réelles de limitation des armements prises unilatéralement pour donner l'exemple et préparer la voie à des accords équitables.

Dans un monde où l'accumulation des armes, en particulier des armes nucléaires, constitue une menace permanente pour la survie même de l'humanité et de la civilisation, où le succès du désarmement présente un intérêt vital pour tous les peuples du monde, le devoir des Etats de négocier de bonne foi est un devoir primordial. C'est une obligation qui a été unanimement reconnue dans le document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. De ce fait, tout Etat qui refuse d'assumer ses obligations se charge d'une lourde responsabilité.

Comme les autres Etats socialistes, la République populaire hongroise poursuit une politique étrangère cohérente qui tend à la limitation des armements et au désarmement. En association avec les autres Etats parties au Pacte de Varsovie, la Hongrie a réaffirmé à maintes reprises qu'elle était disposée à négocier et à conclure des accords sur la limitation, la réduction ou l'interdiction des armes de tous types, sur une base de justice et de réciprocité. Comme l'a récemment déclaré le communiqué publié après la réunion des Ministres des affaires étrangères des Etats du Pacte de Varsovie, à la fin de l'an dernier, cet état d'esprit concerne non seulement les armes nucléaires et toutes les armes de destruction massive, mais aussi les armements classiques. Il s'applique également à la réduction numérique des forces armées des Etats.

Les représentants de mon gouvernement ont déclaré en de nombreuses occasions qu'en ce qui concerne la République populaire hongroise, la cessation de la course aux armements nucléaires, l'élimination de la menace d'une catastrophe thermonucléaire et le désarmement nucléaire étaient des questions de la plus haute priorité. Nous continuons de soutenir que, parmi les mesures de désarmement nucléaire, l'interdiction complète et générale de tous les essais d'armes nucléaires doit être traitée avec la plus grande urgence. A cet égard, mon gouvernement s'est félicité de l'initiative constructive prise par l'Union soviétique lorsqu'elle a fait savoir qu'elle était disposée à accepter, pendant une période initiale bien définie, une telle interdiction sur une base trilatérale. Nous sommes profondément convaincus qu'une interdiction complète des essais aurait un effet catalyseur sans précédent pour l'ensemble des problèmes de désarmement nucléaire.

Pour ce qui est des pays socialistes, coauteurs des propositions générales contenues dans le document CD/4, la solution la plus attrayante et la plus pratique consisterait à préparer et à entamer des négociations sur l'arrêt de la fabrication de tous les types d'armes nucléaires et sur la réduction progressive de leurs stocks jusqu'à élimination complète de ces armes. Toutefois, il y a plusieurs mesures qui pourraient conduire à une approche générale. La première serait un nouveau renforcement du régime de non-prolifération et, dans la même perspective, l'adoption d'un accord international sur la non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas actuellement.

Nous sommes fermement convaincus que l'adoption d'un tel accord constituerait en soi une mesure importante et qu'elle servirait en outre de précurseur à la création de zones exemptes d'armes nucléaires. Il y a longtemps que les Etats socialistes

(M. Hollai, Hongrie)

préconisent cette mesure, et mon pays a appuyé tous les efforts visant à créer de telles zones dans diverses parties de l'Europe, comme le nord du continent, les Balkans et la partie centrale du continent européen à laquelle nous nous intéressons particulièrement. Nous sommes aussi en faveur de la création d'une zone de paix et de coopération dans la région méditerranéenne. Le Gouvernement hongrois est d'avis que de telles zones serviraient à réduire la tension et à renforcer la confiance, même au-delà de leurs limites géographiques.

Dans son document final, la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a clairement reconnu la responsabilité spéciale des deux grandes puissances nucléaires dans le domaine du désarmement nucléaire. L'Union soviétique s'est toujours montrée à la hauteur de cette responsabilité. Même après que les Etats-Unis eurent unilatéralement rompu les négociations bilatérales, l'Union soviétique a continué à faire preuve d'une attitude constructive, et en de nombreuses occasions, elle a demandé la reprise rapide des pourparlers, en particulier de ceux qui concernent la limitation des armements stratégiques. Le Gouvernement hongrois demande instamment et vigoureusement la reprise rapide de ces négociations en vue de réaliser une limitation et une réduction importantes des armements stratégiques. Nous sommes convaincus qu'un tel tournant aurait une influence bénéfique sur le climat international dans son ensemble, et qu'il faciliterait aussi les négociations sur la limitation des armements et le désarmement dans d'autres enceintes.

Il existe un lien étroit entre les aspects globaux du processus SALT et la question des armes nucléaires de moyenne portée en Europe. Le Gouvernement hongrois a salué l'ouverture des négociations sur cette question complexe entre l'Union soviétique et les Etats-Unis et donné tout son appui à la grande proposition objective et constructive de la partie soviétique. Nous sommes en faveur d'une solution qui prévoierait l'élimination totale de toutes les armes nucléaires de moyenne portée pointées sur notre continent, ce qui en dernier ressort libérerait complètement l'Europe de toutes les armes nucléaires. La semaine dernière, l'Union soviétique a une fois de plus donné la preuve de sa position conséquente et déterminée à cet égard lorsqu'elle a décidé d'introduire un moratoire unilatéral et offert une réduction du nombre de missiles de moyenne portée dans le courant de l'année. La communauté internationale des Etats se serait attendue à ce que l'autre partie à la table des négociations fasse preuve de la même bonne volonté et des mêmes dispositions. Mais, le prompt refus des milieux officiels aux Etats-Unis n'a fait que révéler un manque alarmant d'empressement à examiner à fond les propositions importantes qui visaient à résoudre un des problèmes les plus difficiles de notre temps.

La République populaire hongroise, comme tous les autres Etats non dotés d'armes nucléaires, se préoccupe légitimement de sa sécurité, ainsi que de la sécurité de tous les peuples du monde. Nous sommes convaincus que la meilleure solution pour écarter la menace d'une guerre nucléaire serait l'élimination aussi rapide que possible de toutes les armes nucléaires ou, tout au moins, la mise hors la loi de l'emploi en premier de ces armes en tant que crime suprême contre l'humanité. Des mesures partielles pourraient cependant contribuer aussi à renforcer la sécurité des Etats.

A cet égard, je tiens à souligner que mon gouvernement attache une grande importance au renforcement des garanties de sécurité aux Etats non dotées d'armes nucléaires. Notre point de départ est que ces Etats - comme mon propre pays - qui ont renoncé à l'acquisition d'armes nucléaires aux termes d'un instrument juridique international en vigueur, et dont les territoires sont exempts d'armes nucléaires appartenant à d'autres Etats, ont un droit naturel à des garanties inconditionnelles qu'ils ne seront jamais exposés, en aucune circonstance, à un recours ou à une menace de recours aux armes nucléaires.

(M. Hollai, Hongrie)

Nous continuons à préconiser une solution dans le cadre d'une convention internationale. Cependant, nous appuyons la proposition tendant à ce que, à titre de première mesure, les puissances nucléaires fassent en ce sens des déclarations identiques quant au fond, qui seraient entérinées par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Le peuple hongrois a été profondément choqué et alarmé lorsqu'au mois d'août l'an dernier le Gouvernement des Etats-Unis a annoncé le début d'une fabrication importante d'ogives à neutrons. La seule pensée de l'utilisation éventuelle de cette arme est profondément déplorable et crée un vif sentiment d'indignation dans le monde entier et en particulier en Europe où elle serait déployée. Mon Gouvernement demande résolument au Comité du désarmement de commencer sans retard des négociations sur une convention interdisant de façon globale cette arme abominable.

La somme de temps que j'ai consacré aux questions concernant le désarmement nucléaire, de même que l'importance que la délégation hongroise a toujours accordée à ces questions, montrent clairement le caractère d'urgence et la priorité que le Gouvernement de la République populaire hongroise leur attribue. Ce fait ne diminue en rien cependant notre volonté et notre hâte à poursuivre des négociations concrètes sur tous les autres points figurant à l'ordre du jour du Comité.

La délégation hongroise a, depuis bien longtemps en fait, milité en faveur de mesures urgentes, de la conclusion d'accords internationaux visant à interdire la mise au point, la fabrication et le stockage des armes chimiques et la destruction de ces armes; l'interdiction des armes radiologiques et l'interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes.

Le peuple de mon pays, comme les autres peuples de toute l'Europe, est profondément inquiet des récentes mesures prises par les Etats-Unis en ce qui concerne la fabrication et le déploiement des armes binaires. Tous les Etats, en particulier les Etats européens, devraient se lever et rejeter fermement les plans sinistres visant à faire déferler sur ce continent de nouvelles vagues d'armes nucléaires, neutroniques et chimiques. Il conviendrait que ce Comité accélère ses efforts pour empêcher une nouvelle et extrêmement dangereuse spirale de la course aux armes chimiques. Il conviendrait de prendre des mesures urgentes pour empêcher la fabrication et le déploiement de nouveaux types d'armes chimiques, en particulier d'armes binaires, ainsi que le déploiement d'armes chimiques dans les pays où ces armes n'existent pas actuellement.

La délégation hongroise s'est profondément intéressée aux efforts visant à élaborer un projet de traité sur l'interdiction des armes radiologiques et elle continuera à prendre part aux nouvelles négociations à cette fin.

Il y a une semaine seulement, notre délégation a soumis au Comité une proposition concernant les diverses mesures visant à empêcher une étape qualitativement nouvelle de la course technologique aux armements et à parvenir à une interdiction complète des nouvelles armes de destruction massive. Nous avons également suggéré d'examiner sérieusement les formules appropriées par lesquelles tous les Etats, en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité et les autres Etats militairement importants, feraient des déclarations solennelles identiques quant au fond pour condamner toute tentative future visant à mettre au point, à fabriquer et à déployer de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes. Mon Gouvernement espère que notre initiative bénéficiera d'un examen attentif et fera l'objet d'une réaction positive.

(M. Hollai, Hongrie)

Avant de conclure cet exposé de la position de mon Gouvernement sur certains des principaux problèmes de limitation des armements et de désarmement, je tiens à mentionner que nous appuyons sans réserve la proposition faite par l'Union soviétique à la trente-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur de la conclusion éventuelle, à une date rapprochée, d'un traité international en vue d'empêcher que l'espace extra-atmosphérique ne devienne un nouveau théâtre de la course aux armements.

En conclusion, je tiens à réaffirmer la grande importance que la République populaire hongroise attache au succès de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. C'est pourquoi nos délégations ici au Comité et dans ses organes subsidiaires, ainsi qu'au Comité préparatoire à New York, coopèrent aux préparatifs pour assurer la réalisation des justes espoirs. Nous espérons que la session extraordinaire sera celle des décisions axées sur l'action. Nous ferons tout pour aider à conserver et développer encore les résultats obtenus à la première session extraordinaire. Nous désirons contribuer au respect des principes énoncés dans le Document final et avoir un rôle dans la préparation et l'adoption d'un Programme global de désarmement.

La délégation hongroise a activement participé, et continue de le faire, à l'élaboration de ce Programme. Notre position de principe est bien connue de tous et nos propositions constructives ont été bien reçues et acceptées. Je me limiterai donc maintenant à indiquer uniquement quelques considérations fondamentales de mon Gouvernement.

Dans la première partie de ma déclaration j'ai précisé que la République populaire hongroise était prête et disposée à négocier et à conclure des accords sur la limitation, la réduction ou l'interdiction d'armes de tous types sur une base de justice et de réciprocité. Cet engagement a été proclamé à diverses occasions et plus récemment dans la Déclaration des Etats parties au Pacte de Varsovie, adopté à la réunion du Comité consultatif politique qui s'est tenue à Varsovie en mai 1980. Ce document a été signé par les plus hautes personnalités politiques des Etats membres et a été examiné et ratifié par les organes politiques et législatifs compétents. J'aimerais mentionner que la Déclaration contient une description détaillée de cet engagement qui, en fait, a été réaffirmé et encore développé par les Ministres des affaires étrangères des pays du Pacte de Varsovie à leur dernière réunion, tenue à Bucarest en décembre 1981.

La République populaire hongroise est déterminée à poursuivre les négociations, en pleine harmonie avec les principes et priorités adoptés par consensus à la première session extraordinaire et énoncés dans le Document final. Nous sommes en outre résolus à négocier sur toutes les mesures globalement et sur une suite rationnelle de mesures interdépendantes à prendre à des périodes déterminées. Nous appuyons l'inclusion dans le Programme global de désarmement de stipulations pertinentes concernant des examens périodiques pour s'assurer que les engagements ont été tenus et que les mesures projetées ont été réalisées. Ces différents examens imprimeraient un nouvel élan à la poursuite du processus de désarmement et conduiraient, en temps voulu, à la convocation de la première conférence mondiale du désarmement. A notre avis, ces conférences mondiales pourraient marquer la réalisation des objectifs de chaque phase principale du Programme global de désarmement qui, nous l'espérons sincèrement, conduira dans un avenir pas trop lointain à un désarmement général et complet.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Hongrie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis, Son Excellence l'Ambassadeur Fields.

M. FIELDS (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais): C'est certes un privilège pour nous que d'accueillir aujourd'hui deux hôtes de marque qui participent à notre séance plénière. Leur présence confirme l'importance que leurs gouvernements respectifs attachent à notre Comité. Ma délégation est très heureuse de s'associer à vous, Monsieur le Président, pour souhaiter la bienvenue à Leurs Excellences l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, M. Friedrich Ruth, et le Ministre adjoint des affaires étrangères de la Hongrie, M. Imre Hollai, et leur dire combien nous nous félicitons de leur présence au Comité. Je voudrais aussi noter, non sans regret, le départ de notre distingué collègue et ami, Son Excellence l'Ambassadeur Mircea Malitza, l'éminent représentant de la Roumanie au Comité. Toutefois, je dois avouer que mes sentiments sont partagés. En effet, si la façon sympathique et habile dont il s'acquittait de ses travaux au Comité me manquera, comme d'ailleurs à nous tous, je dois dire que notre perte ici à Genève procède d'un sentiment égoïste puisqu'il assume des fonctions à Washington, où il sera le représentant diplomatique de la Roumanie aux Etats-Unis. Je lui présente tous mes voeux dans ses nouvelles fonctions et suis certain qu'il apportera une contribution importante aux relations entre la Roumanie et les Etats-Unis.

Monsieur le Président, la réalisation d'une interdiction complète et vérifiable des armes chimiques est un objectif qui bénéficie d'une des plus hautes priorités de l'ordre du jour de notre Comité. Mon Gouvernement attache une grande importance à cet objectif.

Dans la déclaration qu'il a faite devant le Comité, le 9 février, le Directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, M. Eugene Rostow, a défini la position des Etats-Unis à propos de la question d'une interdiction des armes chimiques. Aujourd'hui, au cours de l'une des deux séances plénières consacrées spécialement à la question des armes chimiques, je voudrais exposer cette position plus en détail.

Les Etats-Unis considèrent une interdiction effective des armes chimiques comme un moyen de renforcer notre propre sécurité, celle de nos amis et alliés, ainsi que celle des Etats neutres/non alignés. Nous cherchons à supprimer une menace réelle, en éliminant des armes réelles des arsenaux existants d'adversaires potentiels. Les Etats-Unis sont très conscients du fait que, dans le passé, des armes chimiques ont été utilisées sur les champs de bataille avec des effets dévastateurs. Elles sont particulièrement efficaces contre les forces militaires et les civils dans de petits pays qui n'ont pas les moyens de se protéger. Nous sommes persuadés qu'alors même que nous siégeons dans cette salle, des armes de ce genre sont utilisées dans des conflits actuels dans des régions éloignées: en Afghanistan, au Laos et au Kampuchea. Nous devons mettre un terme à l'utilisation d'armes chimiques et atteindre l'objectif que nous visons, à savoir une interdiction complète et vérifiable et à tout jamais de mettre au point, de fabriquer et de stocker des armes chimiques.

Assurer qu'une interdiction des armes chimiques renforce la sécurité et que, dans la mesure du possible, elle ne soit pas préjudiciable aux activités chimiques légitimes est une lourde responsabilité. Trouver ici le juste milieu est une tâche extrêmement complexe et délicate. Dans les sociétés modernes, les produits chimiques sont omniprésents. En effet, de nos jours toutes les sociétés sont largement dépendantes de produits chimiques toxiques utilisés comme médicaments, pesticides et produits chimiques intermédiaires, pour ne citer que quelques exemples. Mon Gouvernement est d'avis que l'approche simple retenue dans le passé pour les armes biologiques et la guerre mésologique ne peut servir de modèle pour traiter des problèmes beaucoup plus complexes que pose une interdiction des armes chimiques.

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

Cela fait déjà plus d'une décennie que le Comité du désarmement et ses prédécesseurs oeuvrent en faveur d'une interdiction des armes chimiques. Etant donné la nature délicate et la complexité des questions en jeu, il n'est pas surprenant que la recherche d'un accord se soit révélée difficile. Toutefois, nous ne devrions pas perdre de vue le fait qu'un travail important et utile a déjà été accompli.

Malheureusement, les progrès réalisés sont très inégaux. On a avancé beaucoup plus dans la définition de la portée d'une interdiction que dans l'élaboration d'arrangements pour donner une confiance universelle que toutes les parties respectent leurs obligations. Il est évident que l'absence d'accord sur des questions concernant la vérification et le respect constitue l'obstacle majeur au parachèvement heureux des travaux du Comité.

Dans ce contexte, je voudrais parler brièvement de certains événements se produisent hors du Comité du désarmement, qui constituent un important élément de la toile de fond pour les discussions du Comité au sujet d'une interdiction des armes chimiques et qui influent beaucoup sur l'attitude de mon gouvernement. Si les membres du Comité veulent bien comprendre la position des Etats-Unis à cet égard, il leur est indispensable d'avoir une connaissance correcte de ces événements.

Tout d'abord, comme on le sait bien, les Etats-Unis sont parvenus à la conclusion qu'ils ne peuvent plus différer des mesures destinées à moderniser leur stock d'armes chimiques de dissuasion. Il y a plus d'une décennie, nous avons fermé toutes nos installations de fabrication d'armes chimiques. Depuis lors, nous n'avons fabriqué aucune arme chimique et avons, en fait, détruit de grandes quantités d'armes de ce genre. Nous avions espéré un comportement correspondant de la part de l'Union soviétique et avions pensé que des progrès sur la voie d'une interdiction des armes chimiques supprimerait la nécessité de fabriquer dorénavant de telles armes, en éliminant la menace à laquelle nos capacités de guerre chimique étaient destinées à faire face. Malheureusement, cette menace non seulement subsiste mais est encore plus importante que jamais. Nous devons donc prendre rapidement des mesures pour y faire face. Agir autrement serait faire preuve d'irresponsabilité. Nous préférerions de beaucoup un traité dont le respect pourrait être vérifié de façon satisfaisante et nous continuerons à travailler activement à son élaboration. Mais tant qu'un accord de ce genre ne sera pas conclu, il est clair que, vu l'attitude des Soviétiques, nous devrons conserver des capacités militaires dans le domaine des armes chimiques. C'est là une approche qui correspond à celle que mon gouvernement a adoptée dans d'autres secteurs où des négociations sont en cours. A regret, mon gouvernement a dû conclure qu'aucune autre approche n'était vraiment susceptible de donner des résultats positifs. Je ne m'étendrai pas sur ce point. A titre d'information, je signale aux distingués représentants que ma délégation présente aujourd'hui un document de travail intitulé "Le programme des Etats-Unis en vue de la dissuasion d'une guerre chimique", qui explique plus en détail les diverses mesures que nous prenons et les motifs qui les justifient. Comme cela a été clairement indiqué, l'objectif du programme chimique des Etats-Unis est de maintenir le niveau de munitions chimiques le plus sûr et le plus bas qui permette en même temps de dissuader de façon efficace un éventuel agresseur de lancer une attaque chimique. Il ne s'agit pas, comme certains voudraient vous le faire croire, d'obtenir une supériorité en ce qui concerne ces armes ni même d'égaler la capacité assez importante des Soviétiques dans ce domaine. Je tiens à faire observer en particulier, que plus de 70 % de nos dépenses prévues à cet égard sont destinées à la protection contre une attaque chimique.

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

Monsieur le Président, on a entendu au Comité du désarmement des allégations à l'effet que les Etats-Unis ne négocieraient pas de bonne foi et qu'ils mettraient délibérément des obstacles à un accord, en modernisant leurs capacités en matière d'armes chimiques. Cela est parfaitement absurde. L'attachement des Etats-Unis à l'objectif d'une interdiction complète et vérifiable des armes chimiques a été réaffirmé par la plus haute autorité de notre gouvernement. Je voudrais aussi dire clairement que si cet objectif était atteint, nous serions alors disposés à mettre rapidement fin à notre programme binaire et serions même très désireux de le faire.

En outre, quelques délégations voudraient faire croire aux tiers que la fabrication d'armes chimiques binaires rendrait une vérification adéquate d'une interdiction des armes chimiques beaucoup plus difficile et peut-être même impossible. Cela également est absurde. En fait, tous les processus de fabrication d'agents de guerre chimique, qu'il s'agisse d'armes classiques ou binaires ou à plusieurs composants soulèvent les mêmes problèmes fondamentaux de vérification. Les systèmes binaires que nous prévoyons produiront des agents neurotoxiques classiques sur lesquels le Comité du désarmement a largement discuté. Ils utiliseront les mêmes précurseurs clefs que ceux auxquels font appel des méthodes classiques de fabrications d'agents neurotoxiques. Une installation de production binaire sera tout de même dotée de dispositifs spéciaux pour le traitement de produits chimiques toxiques. Ces dispositifs ne seront pas aussi importants que dans une usine classique de fabrication d'agents neurotoxiques, mais cette différence n'aura pas d'incidences réelles sur la vérification. Les moyens techniques nationaux sont inadéquats, même pour vérifier des usines classiques d'agents de guerre chimique. Comme pour les installations qui fabriquent des armes chimiques classiques, une visite sur place dans une installation de fabrication permettrait de déterminer sans grande difficulté ce que l'on y fabrique et dans quel but. En outre, comme pour les armes chimiques classiques, certains précurseurs sont "à fin unique", ou, en d'autres termes, n'ont pas d'utilisation commerciale. Ces précurseurs clefs devront être visés dans une future convention, quel que soit le processus de fabrication d'agents de guerre chimique dans lequel ils peuvent être utilisés.

Une seconde série de faits nouveaux a des incidences beaucoup plus sérieuses pour les travaux du Comité : il s'agit de ceux qui ont donné lieu à de graves préoccupations quant à une éventuelle violation des contraintes en vigueur sur les armes chimiques et biologiques.

Les Etats-Unis ont actuellement de bonnes raisons de douter que l'Union soviétique respecte la Convention sur les armes biologiques ou à toxines - un traité de limitation des armements négocié au sein de l'organe qui a précédé le Comité. Nous avons des preuves convaincantes qu'une poussée tout à fait inhabituelle d'anthrax a été observée au printemps de 1979 en liaison avec une installation militaire bien protégée de la ville soviétique de Sverdlovsk. Nous avons maintes fois demandé à l'Union soviétique, sur une base bilatérale, de fournir des informations qui dissiperaient nos inquiétudes. A vrai dire la réponse du Gouvernement soviétique selon laquelle cette poussée était due à des causes naturelles ne correspond pas aux informations dont nous disposons.

Outre ce qui s'est produit à Sverdlovsk, les Etats-Unis et d'autres pays disposent d'éléments de preuve concernant l'utilisation d'armes chimiques en violation des règles du droit international par des forces soviétiques ou bénéficiant d'une aide soviétique. On a trouvé, dans des échantillons provenant de zones du Laos et du Kampuchea où l'on a signalé des attaques à l'aide d'armes chimiques, des toxines létales, dont la détention à des fins hostiles est interdite par la Convention sur les armes biologiques ou à toxines.

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

Mon gouvernement vient d'achever un examen exhaustif de tous les renseignements dont on dispose actuellement sur les informations faisant état de l'utilisation d'armes chimiques au Laos, au Kampuchea et en Afghanistan. Nous en avons conclu que des armes létales et d'autres armes chimiques sont utilisées dans ces trois pays et qu'un membre du Comité, l'Union soviétique, est directement en cause. Nous mettrons à la disposition de toutes les délégations un exemplaire du document qui expose les grandes lignes de nos conclusions et les informations sur lesquelles elles sont basées.

Cette accumulation de preuves émanant de nombreuses sources différentes soulève plusieurs graves questions concernant les accords actuels et futurs de limitation des armements, en particulier dans le domaine des armes chimiques. La nécessité d'améliorer les procédures et les mécanismes de vérification internationale assurant le respect des accords a été clairement démontrée. Le refus persistant de l'Union soviétique de coopérer à la solution de ces questions non réglées, qui préoccupent particulièrement les Etats-Unis et d'autres pays, jette une ombre sur nos efforts collectifs de parvenir à une interdiction des armes chimiques.

Ces faits ont renforcé la détermination de mon gouvernement de veiller à ce que les dispositions relatives à la vérification et au respect dans une future convention sur les armes chimiques soient réellement efficaces.

Chacun sait l'importance que mon gouvernement attache à la vérification. Il ne s'agit pas d'une position abstraite de négociation. C'est une considération fondamentale de sécurité. Nous croyons qu'il est essentiel de disposer d'une capacité de représailles en nature en cas d'attaque chimique pour contribuer à décourager une telle attaque. Si nous devons accepter, dans le cadre d'une convention, de nous engager à renoncer à cette capacité, les dispositions de cette convention doivent donner des assurances suffisantes que les adversaires éventuels renoncent également à leurs capacités en matière d'armes chimiques. Permettez-moi de parler franchement. Nous n'accepterons pas une convention qui ne pourrait être vérifiée de façon adéquate et sur laquelle, par conséquent, on ne pourrait pas compter pour éliminer la menace que les armes chimiques créent pour la sécurité des Etats-Unis et d'autres pays. Je ne conçois pas comment mon gouvernement pourrait devenir partie à une convention s'il subsistait des doutes sérieux sur ce point.

On s'accorde à reconnaître qu'un système de vérification d'une convention sur les armes chimiques devrait être fondé sur une combinaison de moyens nationaux et internationaux, qui se compléteraient les unes les autres. Cependant, il existe des divergences fondamentales. Certaines délégations souhaitent s'en remettre presque entièrement à des moyens techniques nationaux et à des mesures d'exécution nationales. De nombreux autres pays, dont le mien, estiment que seules des mesures internationales, y compris une vérification internationale systématique sur place, peuvent servir de base à une vérification adéquate. Nous sommes convaincus que dans l'avenir prévisible, les moyens techniques nationaux seront insuffisants. En outre, le fait que les mesures d'exécution seraient prises à l'échelon national ne contribuerait pas à donner aux autres pays l'assurance que les gouvernements nationaux se conforment à la convention. Rien ne peut remplacer des mesures de vérification internationale prises en coopération, y compris des dispositions appropriées prévoyant une surveillance systématique sur place, convenue à l'avance dans la convention.

L'examen des conceptions générales en matière de vérification a amplement démontré que ces divergences fondamentales existent au Comité. On pourrait penser qu'en pareil cas, il conviendrait d'intensifier les efforts afin de dégager les points de désaccord et s'attacher à les résoudre. C'est l'approche que préconise ma délégation et nombre d'autres.

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

Cependant, plusieurs délégations souhaitent apparemment éviter d'aborder ces questions difficiles. Nous ne voyons pas où peut mener une telle approche. Ce n'est pas en ignorant les problèmes qu'on les rendra moins réels ou moins importants et une telle attitude ne facilite certainement pas leur solution. La réalisation de progrès significatifs en direction d'une convention sur les armes chimiques dépendra des progrès accomplis dans la solution des problèmes fondamentaux de la vérification. De l'avis de ma délégation, il ne sert à rien de s'efforcer de rédiger le texte de dispositions dans d'autres domaines quand il n'existe même pas encore de base pour une approche commune à l'égard des dispositions sur la vérification.

Le moment est venu de dépasser le stade du débat général sur les grandes conceptions en matière de vérification. Le Comité devrait maintenant s'attacher à examiner une à une les activités spécifiques de vérification et leur consacrer autant de temps qu'il le faudra pour parvenir à un accord. La liste des activités esquissées dans le document de travail canadien (CD/167) constituerait un bon point de départ pour établir une liste des questions à étudier. Il n'y aura manifestement aucune formule simple pouvant être appliquée dans tous les cas. En raison de la diversité des activités de vérification, un système de vérification des armes chimiques devra nécessairement comprendre une diversité de mesures adaptées à des situations particulières.

Pour trouver des solutions aux nombreux problèmes en suspens, il faudra que tous les membres du Comité coopèrent activement entre eux, en puisant dans leur imagination et leurs connaissances collectives. C'est dans cet esprit que ma délégation a patronné deux réunions d'information sur le concept de la vérification en continu à distance. Nous présenterons au Comité sous peu une proposition concrète concernant une évaluation détaillée de cette technique en tant qu'élément possible, un système de vérification des armes chimiques.

Une participation active d'experts techniques sera nécessaire pour comprendre tant les dimensions techniques des tâches que les possibilités techniques de les accomplir. A cet égard, ma délégation estime que les travaux des experts dans le domaine de la détermination de la toxicité sont achevés pour l'essentiel. Ce qui est le plus important actuellement, c'est de disposer d'avis d'experts dans le domaine de la vérification. Nous serions d'accord pour demander qu'à titre de premier pas des experts soient priés d'esquisser cet été des procédures pouvant être employées pour surveiller la destruction des stocks déclarés d'armes chimiques et de s'occuper de plusieurs autres questions intéressant spécifiquement la vérification qui figurent dans le projet de rapport sur les consultations tenues du 15 au 19 mars.

Pour conclure, il est un dernier point sur lequel je tiens à me faire bien comprendre de tous. Ma délégation s'engage à coopérer pleinement aux efforts déployés par le Comité pour parvenir à une interdiction des armes chimiques. Nous sommes prêts et désireux de siéger avec d'autres délégations pour essayer de trouver des solutions spécifiques aux nombreux problèmes particuliers qu'il convient de résoudre si l'on veut aboutir à une convention sur les armes chimiques. A cet égard, d'aucuns ont suggéré que l'un des moyens les plus efficaces pour réaliser des progrès rapides serait que les Etats-Unis reprennent les négociations bilatérales avec l'URSS. Permettez-moi d'énoncer clairement la position des Etats-Unis sur cette question. La possibilité de reprendre des négociations bilatérales reste ouverte, à condition que l'Union soviétique fasse preuve d'une réelle volonté de négocier des

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

arrangements efficaces en matière de vérification et de respect de la convention et de respecter les obligations qui lui incombent en vertu d'accords existants. Il ne doit y avoir aucun malentendu sur ce point. La balle est clairement dans le camp des Soviétiques.

Monsieur le Président, voilà bien des années que nous recherchons une interdiction efficace des armes chimiques. Nous ne nous berçons pas de l'illusion que des solutions seront trouvées rapidement. Mais plus nous attendrons avant de nous attaquer aux véritables problèmes qui se posent dans le domaine de la vérification et du respect de la convention, plus il faudra de temps pour les résoudre. Nous ne devrions plus en perdre davantage.

M. ERDEMBILEG (Mongolie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter de nouveau et de vous adresser les voeux de plein succès de ma délégation.

J'aimerais aussi remercier le représentant de l'Iran, M. l'Ambassadeur Mahallati, pour les efforts qu'il a déployés, en février en qualité de président pour organiser la présente session.

Il m'est particulièrement agréable de saluer le nouveau représentant de la Tchécoslovaquie, mon ami et collègue l'Ambassadeur Vejvoda et de lui offrir toute ma coopération.

Avant d'exposer plus en détail notre position sur le point 4, je voudrais formuler quelques observations sur la question la plus prioritaire, celle du désarmement nucléaire.

La délégation mongole, comme de nombreuses autres, n'a pas cessé de préconiser l'ouverture rapide de véritables négociations sur les points 1 et 2 et la création immédiate de groupes de travail spéciaux dotés de mandats appropriés. Il va sans dire en effet, que dans cette assemblée, le principal thème des interventions de nombreuses délégations doit être la nécessité d'entreprendre des négociations en vue de la cessation complète et générale des essais d'armes nucléaires, de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire. Presque tous les orateurs ont demandé qu'il n'y ait plus de nouveaux atermoiements.

Aux précédentes séances plénières, nous avons écouté avec beaucoup d'attention les interventions de différentes délégations du Groupe des 21, y compris celles de l'Inde, de Sri Lanka et du Brésil et celles des éminents représentants de la République démocratique allemande et de la Pologne, MM. les Ambassadeurs Herder, Sujka qui concernaient un certain nombre de questions essentielles relatives au point 1 de l'ordre du jour ou plus exactement à l'idée de créer un groupe de travail spécial.

A notre avis, le Comité du désarmement doit adopter pour les groupes de travail spéciaux des mandats spécifiant que les négociations seraient menées sur le fond des questions, c'est-à-dire sur l'élaboration de traités et d'accords multilatéraux appropriés.

A cet égard, nous partageons entièrement les vues de la délégation de la République démocratique allemande exposées dans le document CD/259. A notre avis, c'est précisément sur une telle approche que pourraient se fonder les activités concrètes que les membres du Comité seraient amenés à entreprendre. Il importe que ces activités soient suivies d'effet.

(M. Erdembileg, Mongolie)

Dans la situation internationale compliquée actuelle, les questions relatives à l'élaboration et à l'adoption de mesures efficaces dans le domaine de la limitation de la course aux armements et du désarmement nucléaire deviennent de plus en plus urgentes et aiguës. Les efforts constructifs et les initiatives de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes visant à prévenir une catastrophe nucléaire devraient faciliter l'obtention de solutions positives dans ces domaines hautement prioritaires. Dans ce contexte, nous voudrions souligner l'importance de la nouvelle proposition soviétique, qui concerne une question essentielle relative à la prévention de la guerre nucléaire, toujours plus menaçante.

La République populaire mongole appuie pleinement les initiatives pacifiques formulées au dix-septième congrès des syndicats de l'URSS par L.I. Brejnev, Secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS. La décision de l'Union soviétique d'instaurer unilatéralement un moratoire sur le déploiement des armes nucléaires de portée moyenne dans la partie européenne de l'URSS, de geler sous l'angle qualitatif et quantitatif les armements de ce type déjà déployés ici, d'interrompre le remplacement des missiles anciens bien connus par des missiles plus récents, et un certain nombre d'autres propositions concrètes sont inspirées par le souci sincère d'écarter la menace nucléaire, de réduire le niveau de confrontation militaire et de conclure dans le cadre des négociations soviéto-américaines des accords mutuellement acceptables sur la base de l'égalité et de la sécurité égale. L'Union soviétique démontre ainsi une nouvelle fois sa bonne volonté et son empressement à apporter une solution positive à ces problèmes vitaux, en vue du renforcement de la paix et de la stabilité, non seulement en Europe mais dans le monde entier.

Permettez-moi maintenant d'exprimer certaines considérations de la délégation mongole sur le point 4, dont le Comité a abordé l'examen cette semaine.

Les efforts que le Comité du désarmement déploient depuis de nombreuses années en vue de l'élaboration et de l'adoption d'un projet de convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction se heurtent à de nouvelles et graves difficultés. Nous sommes convaincus que, dans le contexte d'un véritable désarmement, l'interdiction des armes chimiques est aujourd'hui l'un des objectifs les plus urgents, qui ne tolère aucun nouveau délai. Cette position, inspirée par le souci d'éviter à l'humanité les horreurs d'une guerre chimique et de la débarrasser de ce type extrêmement dangereux d'armes de destruction massive, a été adoptée par la majorité des Etats du monde.

Cependant, l'Administration de Washington a pris à ce sujet une position entièrement opposée en adoptant un programme de "réarmement chimique des Etats-Unis" au prix de nombreux milliards, dont le but essentiel est d'inclure dans les armements et en fin de compte d'implanter sur les territoires des autres Etats une nouvelle génération d'armes chimiques. La décision des Etats-Unis d'intensifier la fabrication des charges de projectiles contenant un nouveau mélange neurotoxique encore plus meurtrier, dit charge binaire, crée une situation des plus dangereuses.

(M. Erdembileg, Mongolie)

L'addition à l'arsenal des Etats-Unis et de leurs alliés de l'OTAN d'armes à charge binaire entraîne avant toute chose un risque d'emploi d'armes de ce type, qui comptent parmi les armes de destruction massive les plus dangereuses, dans les régions d'Europe à forte densité de population. Ainsi, non seulement on se propose de faire de l'Europe le théâtre d'une certaine "guerre nucléaire limitée" mais on considère aussi ce continent comme le champ le plus approprié d'une future guerre à l'aide d'armes chimiques.

D'autre part, les auteurs du même programme de "réarmement chimique des Etats-Unis" suscitent par tous les moyens la publication de communiqués relatifs à des cas d'emploi d'armes chimiques et à toxines soviétiques et s'efforcent d'amener l'Organisation des Nations Unies à ouvrir une "enquête sur les faits". Dans son intervention faite aujourd'hui devant le Comité, le représentant des Etats-Unis a de nouveau tenté d'inspirer des communications ne correspondant pas à la réalité. Les membres du Comité du désarmement savent pertinemment que de telles entreprises n'ont jamais abouti à rien.

Il n'y a pas non plus lieu de s'étonner que ces calomnies et ces distorsions des faits émanent des forces qui, pendant des dizaines d'années, ont faint d'ignorer le Protocole de Genève de 1925 et qui ont utilisé au début des années 1970 des armes chimiques ou plus exactement mené une guerre chimique réelle contre les peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea. Ces élucubrations émanent des forces qui mènent une guerre non déclarée contre l'Afghanistan. Elles livrent volontiers des armes chimiques aux bandes terroristes envoyées de l'étranger qui les utilisent contre la population afghane pacifique.

Toutes ces activités sont menées par certains milieux pour justifier les mesures concrètes prises en vue de la réalisation du plan de "réarmement chimique" et, en particulier, la fabrication à grande échelle d'une nouvelle génération d'armes chimiques, les armes binaires. Ces activités visent en outre à justifier leurs intentions, au sujet desquelles le ministre de la défense des Etats-Unis, M. Weinberger, dans son interview à la "Voix de l'Amérique" a confirmé que l'Administration Reagan étudie la question de la révision des traités et accords internationaux interdisant l'utilisation d'armes chimiques et bactériologiques.

Cette option prise vers la modernisation de moyens militaires toxiques et un accroissement sans précédent de leur production débouche inévitablement sur une nouvelle spirale de la course aux armements chimiques et créée une situation dans laquelle tous les résultats positifs qui ont été réalisés sur la voie d'un accord sur l'élimination des armes chimiques et les efforts ultérieurs dans cette direction risque de se trouver réduits à néant. Autrement dit, globalement, l'apparition des armes binaires compliquera considérablement les négociations sur l'élaboration et la conclusion d'une convention internationale sur l'interdiction des armes chimiques et la destruction de leurs stocks.

A la précédente séance plénière, M. l'Ambassadeur Sujka, Président du Groupe de travail spécial, a fait remarquer à juste titre que l'apparition du problème des armes binaires crée inévitablement certaines difficultés dans la solution de diverses questions relatives à la prochaine convention, concernant en particulier la portée de l'interdiction, les transferts, la déclaration des stocks et leur destruction ainsi que d'autres questions directement liées à l'interdiction de la fabrication et du sotckage des armes chimiques.

(M. Erdembileg, Mongolie)

Les délégations des pays socialistes, dont la Mongolie, ont donc présenté le document de travail CD/258, où elles exposent certains aspects importants directement liés aux négociations actuellement en cours dans le Comité. Je ne voudrais pas m'arrêter en détail sur ce document, puisque tous les membres du Comité en connaissent déjà la teneur, mais il mérite d'être examiné avec soin.

Nous sommes convaincus qu'en revenant sur cette décision, c'est-à-dire en renonçant à la fabrication massive et au déploiement d'une nouvelle génération d'armes chimiques, les Etats-Unis faciliteraient la réalisation prochaine d'accords acceptables pour tous dans un domaine du désarmement aussi important que celui de l'élimination complète des armes chimiques.

La République populaire mongole s'associe aux autres Etats pecifiques pour condamner vigoureusement la fabrication et le déploiement d'armes binaires.

A ce sujet, nous voudrions faire remarquer de nouveau qu'à la dernière session de l'Assemblée générale, la Mongolie a été l'un des auteurs de la résolution 36/96 B, en faveur de laquelle ont voté les délégations de 157 Etats, la seule opposition étant celle des Etats-Unis. Se fondant sur sa politique systématique visant à prévenir la guerre et à renforcer la paix et la sécurité dans le monde, la République populaire mongole estime absolument indispensable d'intensifier encore davantage les efforts multilatéraux pour refréner la course aux armements chimiques et prendre des mesures concrètes en vue de la réalisation d'accords dans ce domaine du désarmement véritable. Le Comité du désarmement peut faire beaucoup dans ce domaine, en premier lieu en menant à bonne fin l'élaboration d'une convention sur l'interdiction complète et efficace de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction.

La délégation mongole note avec satisfaction la poursuite active des travaux du Groupe de travail spécial sous la conduite habile et dynamique de l'Ambassadeur de la République populaire de Pologne le camarade Sujka. Nous espérons qu'en se fondant sur le mandat élargi adopté à la présente session, cet organe auxiliaire progressera encore davantage vers l'élaboration d'un instrument international approprié.

La délégation mongole aimerait maintenant examiner en détail l'une des questions relatives au programme global de désarmement.

On sait que la position commune du groupe de pays socialistes, exposée dans le document CD/245, a suscité un vif intérêt dans un certain nombre de délégations, particulièrement parmi les représentants du Groupe des 21. On a demandé aux auteurs de ce document de donner des explications supplémentaires sur certains points, et un grand nombre de questions ont été posées à cette fin.

La délégation tchécoslovaque, parlant au nom des pays socialistes, est maintes fois intervenue ici pour expliquer et exposer en détail notre position commune. C'est pourquoi, en évitant toute répétition, la délégation mongole voudrait répondre aux questions posées par l'éminant représentant de l'Inde à l'une des précédentes séances plénières du Comité.

Ces questions concernent l'initiative de la République populaire mongole relative à la conclusion d'une convention sur la renonciation mutuelle à l'agression et au recours à la force dans les relations entre les Etats d'Asie et de l'océan Pacifique. Cette proposition a été formulée dans le document A/36/27 (p. 105) ainsi que dans le document bien connu CD/245 (p. 6).

(M. Erdembileg, Mongolie)

A la question "en quoi les responsabilités que prévoirait une telle convention différeraient de celles déjà assumées par les Etats de toutes les régions en vertu de la Charte des Nations Unies ?"; nous voudrions répondre ceci :

Naturellement, le principe du non-recours à la force est énoncé dans la Charte des Nations Unies comme l'un des principes fondamentaux des relations entre les Etats. Il est dit, au paragraphe 4 de l'article 2 de la Charte, que "les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies." Le principe est ici énoncé en tant que norme du comportement des Etats et de l'activité de l'Organisation elle-même.

Nul, je crois, ne contestera la pratique établie de concrétiser les normes et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies dans des documents spéciaux, déclarations ou traités. Tel est le processus naturel d'approfondissement, d'élaboration et de consolidation en la matière compte tenu des nouvelles réalités et des besoins objectifs des relations internationales. On pourrait se référer à ce sujet à la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux Pactes internationaux sur les droits de l'homme et enfin et surtout à la déclaration de 1972 sur le non-recours à la force dans les relations internationales et l'interdiction permanente de l'utilisation des armes nucléaires.

Je voudrais faire particulièrement remarquer que l'Acte final de la Conférence d'Helsinki de 1975 a constitué une importante contribution au développement et au renforcement du principe du non-recours à la force dans les relations internationales. Il convient aussi de mentionner à ce propos la fameuse déclaration de Bandung.

D'autre part, afin de mettre en oeuvre et de développer d'importantes dispositions de la Charte des Nations Unies, tout un ensemble de traités et d'accords internationaux relatifs à la cessation de la course aux armements et au désarmement ont été élaborés et adoptés.

Il apparaît clairement que la future conférence ne sera pas une simple répétition de ce qui est déjà consacré dans la Charte des Nations Unies, mais qu'elle adoptera des mesures pratiques et concrètes pour préciser et mettre en oeuvre la disposition de la charte concernant l'interdiction du recours à la force dans les conditions existant dans telle ou telle région où la nécessité de conclure un tel accord peut s'avérer vitale et plus urgente que dans toute autre région du monde.

Je voudrais ici faire remarquer que dans le message qu'il a adressé aux chefs des Etats et des Gouvernements des pays d'Asie et de l'océan Pacifique au sujet de la convention que nous avons proposée, notre Président Y. Tsedenbal a déclaré ce qui suit : "Naturellement, la convention que nous proposons développerait et renforcerait également, dans la situation concrète de la région, les dispositions appropriées de la Charte des Nations Unies et d'un grand nombre de résolutions de l'Assemblée générale sur les questions de la renonciation au recours à la force ...".

Nous voudrions aussi appeler l'attention des membres du Comité sur un autre aspect important. La convention proposée doit contenir des dispositions qui déterminent les moyens de mettre en pratique le principe même dont elle s'efforce d'obtenir le respect. Par exemple, notre Président a précisé dans son message susmentionné : "Les dispositions qui prévoient des mesures actives de la part des Etats participants

(M. Erdembileg, Mongolie)

au sujet des problèmes essentiels du renforcement de la paix et de la sécurité, telles que les mesures visant à réduire la confrontation militaire, à contenir la course aux armements et à réaliser le désarmement doivent y trouver une place importante".

Ainsi, la conclusion d'une convention sur la renonciation mutuelle à l'agression et au recours à la force dans les relations entre les Etats d'Asie et de l'océan Pacifique constituera une importante contribution à la mise en pratique d'une disposition essentielle de la Charte des Nations Unies qui est trop souvent violée, surtout sur le continent asiatique.

L'Article 52 de la Charte des Nations Unies stipule qu'il est opportun de conclure des accords régionaux sur les questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales. La conclusion de ladite convention pourrait constituer un progrès concret vers la mise en application de cette importante disposition de la Charte.

A la question de savoir : "si la proposition vise une convention multilatérale limitée aux Etats de la région de l'Asie et du Pacifique ou si l'on envisage une série de traités bilatéraux" nous voudrions répondre ce qui suit :

La République populaire mongole propose la conclusion d'une convention multilatérale englobant les pays d'Asie et de l'océan Pacifique. Par ailleurs, nous jugeons utile que tous les Etats membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies qui assument une responsabilité particulière en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, participent à l'élaboration et à la signature d'une telle convention. En même temps, nous voulons nullement minimiser l'importance des accords bilatéraux sur le non-recours à la force, conclus entre des pays d'une région donnée. Bien entendu, ces accords seront un facteur important pour la réalisation des mesures sur une base multilatérale.

Dans les traités et accords bilatéraux sur les relations pacifiques et la coopération entre les Etats d'Asie et de l'océan Pacifique nous voyons des éléments importants d'une entente et de l'élaboration d'un instrument international de caractère régional. Il est tout à fait opportun de rappeler ici, les récentes communications relatives à l'ouverture des négociations entre l'Inde et le Pakistan en vue de la conclusion entre ces deux pays d'un traité de non-agression ou d'un traité de paix; l'essentiel ici ne réside pas dans l'appellation mais dans le but et la teneur du document. Si l'on conclut un traité répondant réellement aux intérêts véritables de la paix et de la tranquillité des peuples des deux pays, de tout le sous-continent de l'Asie du Sud, alors, à mon avis, dans cette partie très importante du Continent asiatique, l'idée de la sécurité collective commencera à se faire admettre et ce processus pourra être approfondi toujours davantage. C'est là un point très important.

Enfin, en réponse à la question : "Quelles dispositions prévoirait-on en cas de violation de la convention et quel rapport aurait ce système de sécurité avec le cadre de sécurité collective déjà établi en vertu de la Charte des Nations Unies ?", nous répondrons ceci :

A ce que nous comprenons, en cas de violation des dispositions de la convention les parties peuvent recourir, conformément au paragraphe 1 de l'Article 33 de la Charte des Nations Unies, à des moyens tels que la négociation, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, ou d'autres moyens pacifiques de leur propre choix.

Aucune disposition de la convention proposée ne doit porter atteinte aux droits et obligations des Etats au regard de la Charte des Nations Unies, y compris les dispositions relatives aux mesures de sécurité collective.

(M. Erdembileg, Mongolie)

Les questions relatives à l'observation des dispositions de la convention peuvent être étudiées lors de conférences périodiques d'examen ou par le truchement d'un certain mécanisme créé aux termes de la convention. A cet égard, on peut se référer aux activités de certaines organisations créées sur une base régionale.

Naturellement, s'il apparaît une situation qui menace la paix et la sécurité internationales, des mesures d'urgence peuvent être prises conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

Pour conclure, nous voudrions souligner que la proposition de la Mongolie vise essentiellement à établir des mécanismes permettant de répondre aux intérêts à long terme des Etats de notre continent, le plus vaste et le plus peuplé du monde. La réalisation de cet objectif exigera beaucoup de temps et de persévérance de la part des pays et des peuples.

A notre avis l'essentiel est de mener un dialogue politique en vue du renforcement de la confiance et de la compréhension mutuelle. Comme nous l'avons déjà indiqué, le chef de notre Etat, Y. Tsedenbal, a adressé l'an dernier un message sur la question évoquée ci-dessus aux chefs d'Etat et de gouvernement de presque tous les Etats d'Asie et de l'océan Pacifique. La majorité des Etats de cette région ont examiné avec beaucoup d'attention la proposition mongole et ont exprimé leur appui. La question a reçu une attention appropriée lors de diverses conférences d'organisations internationales et en d'autres occasions.

Ainsi, à mon avis, nous créerons d'excellentes bases de départ en vue d'un dialogu constructif. Il importe de poursuivre les efforts afin d'établir de solides fondements pour la poursuite de notre oeuvre commune.

La République populaire mongole est résolue à tout mettre en oeuvre, de concert avec d'autres Etats, afin de réaliser cet idéal commun à tous.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Mongolie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Bulgarie, Son Excellence l'Ambassadeur Grinberg.

M. GRINBERG (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Ma délégation a déjà eu l'occasion de vous adresser ses félicitations, Monsieur le Président, et de souhaiter la bienvenue aux nouveaux représentants des Pays-Bas et de la Tchécoslovaquie. Nous nous réjouissons aussi de la présence à cette séance de deux hôtes distingués, le Ministre adjoint des affaires étrangères de la République populaire hongroise, M. Imre Hollai, et de M. l'Ambassadeur Friedrich Ruth, Commissaire pour le désarmement et le contrôle des armements de la République fédérale d'Allemagne. Par ailleurs, nous regrettons vivement le départ du chef de la délégation roumaine, notre excellent ami M. l'Ambassadeur Mircea Malitza, qui rejoint un autre poste important. Nous avons toujours apprécié son importante contribution à nos travaux et nous nous félicitons de sa coopération étroite et de sa contribution à l'avancement de nos efforts communs.

Aujourd'hui, j'aimerais exposer certaines considérations sur le point 4 de l'ordre du jour, "Armes chimiques". Au lieu de faire état de l'importance de nos négociations dans ce domaine, je voudrais citer brièvement un manuel sur les armes chimiques : "... Une brève exposition aux gaz neurotoxiques suffit pour provoquer de fortes hémorragies par le nez et la bouche, de graves convulsions et la mort dans les minutes qui suivent ou après des journées d'agonie". Le même manuel indique que les doses

(M. Grinberg ,Bulgarie)

létales se mesurent en milligrammes. Dans la discussion sur cette question, nous ne devons pas oublier qu'aujourd'hui les arsenaux militaires peuvent contenir plusieurs centaines de milliers de tonnes d'agents de guerre chimique.

Je crois qu'il fallait le rappeler pour comprendre les vraies dimensions de notre tâche.

Au paragraphe 75 du Document final, l'Assemblée générale proclame que "l'interdiction complète et effective de la mise au point, de la fabrication et du stockage de toutes les armes chimiques et leur destruction constituent l'une des mesures de désarmement les plus urgentes" et que la conclusion d'une convention à cet effet est "l'une des tâches les plus pressantes des négociations multilatérales". D'ici peu, le Comité aura à faire rapport sur les résultats de ses efforts visant à arrêter et à inverser la course aux armements dans ce domaine capital. En pensant aux années de délibération, nous voudrions souligner tout d'abord le rôle essentiel qu'ont joué les négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'URSS de 1976 à 1980. Il est regrettable que ces négociations aient été unilatéralement interrompues, car elles auraient encore pu être d'une grande utilité.

En venant maintenant aux négociations multilatérales, je note avec satisfaction que durant les sessions du Comité de 1980 et 1981 un travail fort utile a été effectué sous la direction de MM. les Ambassadeurs Okawa et Lidgard en ce qui concerne l'élaboration des éléments de la future convention. La session de cette année-ci a été marquée par la reprise des activités du Groupe de travail spécial des armes chimiques, pourvu d'un mandat élargi, sous l'habile direction de l'Ambassadeur de Pologne M. Sujka. Notre délégation se réjouit de l'atmosphère de franchise qui prévaut au Groupe de travail. Les déclarations et documents présentés par diverses délégations contribueront sans doute à la formulation des éléments de la future convention. Permettez-moi enfin de mentionner que depuis trois ans nous sommes aidés dans notre travail par des techniciens de plus de vingt pays, dont la Bulgarie, et je tiens à saisir cette occasion pour leur adresser nos remerciements.

Nous savons trop bien qu'en dépit des progrès réalisés jusqu'ici, un certain nombre de problèmes restent à résoudre, notamment quant aux définitions, à la portée de l'interdiction, à la déclaration et à la destruction des stocks existants d'armes chimiques, à la vérification du respect de la convention, etc. Il est essentiel à ce stade que toutes les délégations adoptent une approche équilibrée à l'égard de l'ensemble des questions qui se posent, sans retenir indûment l'attention sur certaines au détriment d'autres également importantes.

Il est réconfortant de noter que la nécessité d'une telle approche est de plus en plus largement reconnue. Même dans les déclarations relatives à la question complexe et délicate du contrôle et de la vérification, on relève fréquemment des indices d'une plus vive compréhension du fait que le "parti pris de méfiance" ne mène à rien. Pour sa part, la Bulgarie partage pleinement l'opinion de la délégation soviétique, présentée par l'Ambassadeur Issraelyan dans son important discours du 31 mars 1981, lorsqu'il a dit : "quelles que soient l'étendue, la complexité et la perfection du système de contrôle, nous ne parviendrons jamais à la certitude que tel ou tel aspect important des activités des Etats en ce qui concerne l'observation de toutes les dispositions d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques est parfaitement mis au clair" (CD/PV.119, p. 12).

(M. Grinberg, Bulgarie)

Ceci dit, toutefois, je tiens à déclarer de la façon la plus catégorique que notre position concernant la possibilité de mettre au point un système efficace de vérification de la mise en oeuvre de la convention future est positive et optimiste. A cet égard, ma délégation a été encouragée par l'échange initial de vues au sein du Groupe de travail, qui a révélé que si certaines questions importantes restent à résoudre, il n'en existe pas moins un nombre considérable de points de convergence sur des questions tant de principe que de détail.

Nous pourrions difficilement tenter d'évaluer l'état actuel des négociations sur l'interdiction des armes chimiques sans tenir compte de la décision récente du Gouvernement des Etats-Unis de procéder à la fabrication et au déploiement d'armes chimiques dites binaires et à plusieurs composants.

Afin de conditionner le peuple américain à accepter ces mesures impopulaires et de se justifier devant l'opinion publique mondiale, les Etats-Unis mènent depuis plusieurs années une campagne de diffamation vaste et sans précédent contre l'Union soviétique et les autres pays socialistes, afin de faire croire que des armes chimiques sont utilisées en Afghanistan et en Asie du Sud-Est. Le représentant des Etats-Unis l'Ambassadeur Fields, a cru bon de répéter ces accusations calomnieuses dans sa déclaration d'aujourd'hui. Il est à regretter que les responsables de cette campagne n'aient pas encore abandonné leurs tactiques, qui ne peuvent qu'envenimer l'atmosphère et rendre nos travaux encore plus difficiles qu'ils ne le sont actuellement.

Il est déjà suffisamment inquiétant qu'à un moment où les tensions sont considérablement accrues et où la course aux armements s'accélère dans de nombreux domaines, une arme nouvelle et particulièrement meurtrière soit ajoutée à la longue liste des horribles moyens de destruction massive qui menacent la survie de l'humanité. Pourtant, comme nombre de délégations l'ont souligné à juste titre, nous devons en outre tenir compte du fait que si ces nouvelles armes, fondées sur les progrès technologiques les plus récents et sur des principes qualitativement nouveaux, sont effectivement fabriquées et déployées, les actuelles négociations sur l'interdiction et la destruction des armes chimiques s'en trouveront sérieusement compliquées. Telle est l'opinion de la majorité écrasante des membres de la communauté internationale, que reflète le paragraphe 5 du dispositif de la résolution 36/96 B, où l'Assemblée "... demande à tous les Etats de s'abstenir de toute action qui pourrait entraver les négociations sur l'interdiction des armes chimiques, et en particulier de s'abstenir de fabriquer et de déployer de nouveaux types d'armes chimiques, y compris des armes binaires". Il est tout à fait regrettable que le seul vote négatif en ce qui concerne cette importante résolution ait été celui des Etats-Unis.

Nous ne pouvons qu'exprimer notre anxiété et déplorer que le nouveau programme de fabrication d'armes binaires, dont le coût se chiffrera en milliards de dollars, signifie l'ouverture d'une nouvelle étape de la course des armements. Par ailleurs, nous avons en tant qu'Européens d'autres motifs de préoccupation car il ne fait guère de doute que ces armes doivent être déployées dans des zones à forte population du monde et surtout de l'Europe. C'est pourquoi ma délégation appuie vigoureusement l'idée de la non-implantation d'armes chimiques sur le territoire des pays où il n'y en a pas actuellement. D'autre part, nous avons proposé que chaque Etat partie à la convention rappelle sur son territoire national six mois au plus tard après son adhésion toutes les armes chimiques implantées sous sa juridiction sur le territoire d'autres Etats.

A la suite d'une analyse préliminaire objective des incidences de l'apparition des armes binaires, les délégations d'un groupe de pays socialistes ont présenté au Comité le document CD/258, dans lequel ils exposent leurs vues sur un certain nombre de points concernant ces armes.

(M. Grinberg, Bulgarie)

En outre, la délégation bulgare a soumis au Groupe de travail spécial un questionnaire sur la même question. A ce propos, je voudrais me référer en termes généraux à deux grands problèmes que l'apparition d'armes chimiques binaires pose à chacun de nous. Le premier concerne la portée de l'interdiction dans la convention future, le second ses dispositions relatives au contrôle et à la vérification.

1. De l'avis bien considéré de nos experts, les armes binaires compliqueront encore la distinction déjà ardue entre les produits chimiques du commerce et ceux qui peuvent être employés dans des armes chimiques. Cette observation s'applique particulièrement aux composés organophosphorés entrant dans la fabrication de pesticides.

2. En matière de contrôle et de vérification, les armes binaires multiplieront les difficultés auxquelles se heurtent l'évaluation des stocks déclarés d'armes chimiques, le contrôle de l'absence de fabrication d'armes chimiques, de la non-possession d'armes chimiques, etc.

Certes, nous savons pertinemment que ces vues ne sont pas partagées par certaines délégations. Il y a deux jours seulement, l'éminent représentant du Royaume-Uni, l'Ambassadeur Summerhayes, s'est demandé si, du seul fait de leur nature, les armes chimiques rendent plus difficiles les problèmes de vérification. Tout à l'heure, nous avons entendu des affirmations analogues de la bouche du représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Fields. L'argument de M. Summerhayes était que les composants des armes binaires étaient chimiquement très réactifs et qu'en raison de problèmes de stockage, les précurseurs binaires essentiels ne seraient pas stockés en grande quantité à des fins civiles. Les problèmes de la vérification de ces précurseurs seraient donc similaires à ceux qui se posent pour d'autres agents létaux, sinon moins difficiles.

Les arguments avancés par la délégation britannique ont été impuissants à dissiper nos préoccupations quant aux incidences négatives des armes binaires sur nos efforts.

On sait que l'industrie chimique civile utilise à des fins autorisées nombre de substances qui sont hautement réactives. Leur stockage en grande quantité pose certes divers problèmes techniques, mais ces problèmes ne sont pas insurmontables. Ainsi, d'une part, il ne serait pas impossible de stocker des substances hautement réactives comme précurseurs d'armes binaires, et d'autre part, la présence de ces substances dans un pays donné ne pourrait en elle-même constituer un motif de suspecter une violation de la convention tant que l'on n'aurait pas la certitude qu'il s'agit de composants d'armes binaires.

Pourtant, est-il possible de garantir que les Etats parties à la convention future seront pleinement informés de l'évolution dans le domaine de la production d'armes chimiques binaires ou à plusieurs composants ? Comment pourront-ils surmonter les dangers résultant de cette ignorance ou de suspicions irrationnelles ? Ce sont là des problèmes bien réels et non imaginaires.

J'espère que la question que j'ai posée ne sera pas interprétée comme une expression de pessimisme. Notre unique objectif est de contribuer à une meilleure compréhension des problèmes posés par l'introduction de la nouvelle génération d'armes chimiques et ainsi à leur solution. Nous pensons sincèrement que, pour autant que la volonté politique ne fasse pas défaut, le Comité sera en mesure d'accomplir à la satisfaction de tous ses tâches difficiles.

(M. Grinberg, Bulgarie)

J'aimerais maintenant en venir brièvement au point 1 de l'ordre du jour. Nous avons déjà évoqué la question de l'interdiction des essais nucléaires en d'autres occasions et notre position est claire. Nous sommes favorables à la constitution d'un groupe de travail spécial pour négocier un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires en tenant compte de toutes les propositions existantes et des initiatives futures. C'est dans cet esprit que nous avons donné notre plein appui à la proposition de la République démocratique allemande relative au mandat de ce groupe de travail (CD/259).

On n'ignore pas que certains faits sont survenus récemment dans ce domaine. Le représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Fields, a dit que son pays serait en mesure de s'associer à un consensus pour créer un organe subsidiaire chargé d'examiner et de définir des questions relatives à la vérification et au respect qui devraient être traitées dans tout accord d'interdiction complète des essais.

Etant donné certaines déclarations précédentes d'où il ressort que les Etats-Unis ne considèrent plus la négociation d'un traité d'interdiction complète des essais comme une tâche immédiate et hautement prioritaire, beaucoup de délégations sont demeurées perplexes devant l'annonce faite par l'Ambassadeur Fields. Leurs réserves sont pleinement justifiées, car dans l'abstrait et sans référence à un objectif clairement défini, il semble assez vain de vouloir discuter d'un problème aussi complexe que celui de la vérification.

Chacun sait qu'en dépit de ces doutes légitimes, un groupe de rédaction a été constitué sous votre présidence pour tenter de formuler le mandat d'un groupe de travail afin de permettre au Comité d'entamer un processus d'efforts multilatéraux réels débouchant sur la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais. La délégation participe aux travaux du groupe de rédaction, estimant que moyennant la bonne volonté de toutes les parties, sa tâche pourrait être accomplie de façon satisfaisante. Selon nous, le mandat du futur groupe de travail devrait répondre aux conditions suivantes : 1) permettre l'examen du problème des essais d'armes nucléaires sous tous ses aspects et 2) viser à la conclusion rapide d'un traité sur l'interdiction complète et générale des essais d'armes nucléaires.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, la délégation soviétique a demandé la parole pour faire connaître sa position sur l'interdiction des armes chimiques, conformément au programme de travail du Comité. Toutefois, j'aimerais auparavant appeler l'attention sur les propositions constructives de l'URSS concernant les problèmes cruciaux de la prévention du risque toujours plus grand de guerre mondiale impliquant l'emploi de missiles nucléaires, qui ont été formulées par M. Brejnev, Secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique et Président du Presidium du Soviet Suprême de l'URSS, le 16 mars de cette année.

Une importance particulière s'attache aux propositions visant à faciliter la réalisation d'un accord entraînant une forte réduction des armements nucléaires des deux Parties en Europe, selon le principe de l'égalité et de la sécurité égale. Tel est l'objectif de la décision des dirigeants soviétiques d'appliquer unilatéralement un moratoire au déploiement des armements nucléaires de moyenne portée en Europe. Par ailleurs, s'il n'y a pas de nouvelle aggravation de la situation internationale, l'Union soviétique compte prendre cette année même l'initiative de réduire d'une certaine quantité le nombre de ses missiles de moyenne portée.

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

En réponse à la demande qui nous a été adressée par un certain nombre de représentants, la délégation soviétique fait distribuer sous la forme d'un document du Comité du désarmement une partie du discours de M. Brejnev au dix-septième Congrès des syndicats de l'URSS.

Pour nombre de raisons, nous attachons à notre intervention d'aujourd'hui une signification particulière. Elle concerne l'interdiction des armes chimiques, un problème relatif à l'un des types les plus dangereux et les plus barbares d'armes de destruction massive, dont l'humanité entière attend avec impatience la solution et qui, non sans raison, est inscrit parmi les problèmes prioritaires de notre Comité.

Notre position à l'égard des armes chimiques est claire et sans équivoque : l'URSS, qui compte parmi les initiateurs de leur interdiction totale, a toujours tout fait, quels que soient l'instance ou le cadre organisationnel où s'exercent ses efforts, pour éliminer au plus tôt ce type d'arme des arsenaux des Etats. Lors du vingt-sixième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique et par la suite, l'Union soviétique a appelé l'attention de la communauté mondiale sur le fait que les négociations concernant l'interdiction des armes chimiques traînent d'une façon inacceptable, et cela non pas simplement à titre d'information, mais dans le but d'accélérer les négociations. Il est particulièrement nécessaire aujourd'hui d'entreprendre et de mener à bien des négociations efficaces, compte tenu des événements récents, au moment où une situation essentiellement nouvelle en matière d'interdiction des armes chimiques s'établit ou même prévaut. Si l'on ne prend pas aujourd'hui des mesures décisives pour éliminer les armes chimiques, il sera peut-être trop tard demain.

Le facteur le plus grave à cet égard, qui conduit directement à une spirale dangereuse de la course aux armements chimiques et compromet le fondement même des négociations sur l'interdiction de ce type d'armes, est la décision des Etats-Unis de renforcer encore et de renouveler leur arsenal chimique. Un programme quinquennal d'un montant de 10 milliards de dollars prévoit la fabrication en masse de charges chimiques binaires et l'élaboration de nouvelles méthodes d'utilisation des armes chimiques. A un moment où les stocks américains d'armes chimiques comprennent près de trois millions de charges, des dizaines de milliers de bombes, des centaines de milliers de mines et de nombreuses autres munitions chimiques, on envisage de porter la quantité des munitions chimiques à 5 millions d'unités, de remplacer les types périmés de munitions par des types nouveaux, principalement par des munitions à charges binaires.

La décision relative au réarmement chimique des Etats-Unis n'est qu'un maillon de la chaîne qui comprend le développement de la fabrication d'armes à neutrons, les plans de déploiement de nouveaux missiles nucléaires américains en Europe occidentale et les décisions générales de l'OTAN sur l'intensification des préparatifs militaires. Selon les doctrines militaires les plus récentes des Etats-Unis, la région européenne est celle où la probabilité d'emploi d'armes chimiques est la plus grande. Dans une intervention devant le Congrès des Etats-Unis, le représentant du Sous-Secrétaire d'Etat adjoint à la défense a dit qu'il était indispensable de pourvoir l'armée américaine des types les plus récents d'armes chimiques pour "avoir la possibilité de mener une guerre chimique à grande échelle en Europe contre les pays du Pacte de Varsovie".

On entend dire parfois, comme aujourd'hui au Comité du désarmement, que la création et le déploiement par les Etats-Unis d'un nouveau type d'arme chimique, avant tout de l'arme binaire, sont nécessaires pour assurer la sécurité de leur pays ainsi que celle de leurs alliés, "en raison du retard des Etats-Unis par rapport à l'URSS dans le domaine des armes chimiques", de la "menace soviétique", etc. Combien de fois nous ressassera-t-on le même argument, maintes fois réfuté, notamment par des personnalités américaines de premier plan ?

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Le monde se souvient des imbroglios américains concernant de prétendus retards des Etats-Unis en matière d'armes nucléaires et d'avions de bombardement dans les années 1950, et de missiles au début des années 1960. Il s'est avéré plus tard que la "menace" constituée par les missiles soviétiques avait été exagérée de 15 à 20 fois, mais les Etats-Unis avaient déjà commencé à déployer massivement leurs missiles balistiques intercontinentaux, amorçant ainsi une nouvelle spirale de la course aux armements. Et aujourd'hui on veut nous faire gober qu'il existe un "retard" dans le domaine des armes chimiques. Sans doute veut-on convaincre par ces fables les contribuables américains de financer les gigantesques programmes militaires des Etats-Unis.

On dit que cette histoire ne concerne que la modernisation habituelle des armes chimiques. Pourtant, le développement de la production d'armes binaires introduit une nouvelle génération de produits chimiques dans la gamme des substances toxiques de combat.

L'autre côté de la médaille est que le développement de la production d'armes binaires compliquera sérieusement la recherche de solutions mutuellement acceptables dans les négociations en cours sur l'interdiction des armes chimiques. Les travaux de la session actuelle du Comité l'ont déjà confirmé. Nombre de délégations, tant au Groupe de travail qu'en plénière, ont signalé de nouveaux problèmes que pose l'apparition des armes binaires.

A ce sujet, nous voudrions appeler l'attention sur le document de travail d'un groupe de pays socialistes intitulé "Les armes binaires et le problème d'une interdiction efficace des armes chimiques" (CD/258). Sans prétendre à une analyse exhaustive des conséquences défavorables du déploiement des armes chimiques binaires, les auteurs de ce document font état de certaines questions importantes qui se rapportent directement aux négociations menées au Comité au sujet de l'interdiction des armes chimiques. La délégation bulgare a posé un certain nombre de questions concrètes à propos de la décision de fabriquer et de déployer des armes chimiques binaires. Il nous semble que les réponses à ces questions intéressent tous les membres du Comité. Par ailleurs, la délégation yougoslave a présenté au Groupe de travail des armes chimiques un document intéressant sur les armes binaires. Nous approuvons la déclaration de l'Ambassadeur du Royaume-Uni selon laquelle nous devrions examiner attentivement la question des armes binaires avant de parvenir à quelque conclusion que ce soit. On peut se ranger à son avis lorsqu'il dit que "les armes binaires devront être visées dans une convention sur les armes chimiques étant donné que, comme pour tous les autres types d'armes chimiques, leur fabrication et leur stockage seront interdits".

Par contre, nous ne partageons absolument pas son opinion lorsqu'il dit que les problèmes de vérification des armes binaires et des armes chimiques à charge unitaire classique diffèrent peu les uns des autres, dans la mesure où les composants des armes binaires, étant nécessairement très actifs de par leur nature même, sont comparables aux produits chimiques toxiques par leur corrosivité à l'égard des parois de la munition. Il n'y a pas besoin d'être spécialiste pour comprendre que cette affirmation est tout à fait incorrecte. La littérature généralement accessible montre qu'il n'y a pas de relations entre la toxicité d'un produit chimique et son action sur la matière de l'enveloppe. Ainsi, la forte réactivité de ces produits n'en facilite pas le contrôle.

A propos des complications supplémentaires dues à l'apparition des armes chimiques binaires, il faut citer la garantie du respect par les Etats parties de l'obligation de ne pas transférer des armes chimiques, car la distinction entre les produits

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

chimiques à destination commerciale et ceux destinés aux armements deviendra quasiment impossible. Des problèmes se poseront aussi en ce qui concerne la déclaration par les Etats des stocks d'armes chimiques et des moyens de fabrication de ces armes, puisqu'il faudra fournir des précisions sur les produits chimiques à destination commerciale qui peuvent être fabriqués pour des armes binaires.

Voici un exemple d'une telle situation. La synthèse de produits toxiques utilisés dans des munitions binaires créées et élaborées aux Etats-Unis s'effectue au moyen d'alcool isopropylique et de polysulfure, qui sont des produits chimiques classiques. Il s'ensuit que pour créer des munitions binaires, le Pentagone n'a pas particulièrement besoin de créer des nouvelles branches de fabrication. D'autres composants de la synthèse binaire, les matières désignées par les sigles "DF" et "QL" ont une composition un peu plus complexe, mais ils peuvent également s'inscrire sans difficulté particulière dans les processus technologiques de la fabrication des pesticides organophosphorés. Par ailleurs, les enveloppes des munitions binaires ne diffèrent pratiquement pas par leur construction et par leur forme d'autres munitions à destination spéciale (fumigènes, de signalisation, de propagande, etc.) et seraient fabriquées par des usines produisant des munitions classiques.

Il est probable que même dans les usines fabriquant des composants de systèmes binaires et des enveloppes de munitions binaires, il ne sera pas possible de déterminer la destination réelle de la production. Par conséquent, même si les représentants d'un organe international de vérification sont autorisés à visiter l'usine, il est douteux que ces représentants puissent déceler quoi que ce soit concernant les armes binaires. Les conditions seront donc propices à l'accumulation et au stockage secrets de produits chimiques destinés à des armes binaires et à l'élaboration d'armes chimiques sous le couvert d'une fabrication commerciale. Bien sûr, nous étudierons le document CD/265, présenté aujourd'hui par la délégation de la République fédérale d'Allemagne, mais rien de ce que nous avons dit précédemment ne justifie la conclusion contenue dans la déclaration de M. l'Ambassadeur Ruth, selon laquelle "Il était inexact de dire que les techniques de la production binaire ne sauraient faire l'objet d'une vérification raisonnable et efficace".

Le concept de l'arme binaire permet de choisir un couple d'éléments dans une large gamme de produits chimiques et ainsi de créer un nombre croissant de nouvelles variétés et de dérivés de substances nocives ayant les effets les plus divers. Il s'ensuit que l'établissement d'une liste de substances potentiellement dangereuses à interdire n'aurait aucun sens. Compte tenu de ces considérations, comment peut-on qualifier d'"absurde", comme l'a fait le représentant des Etats-Unis, la préoccupation d'un grand nombre d'Etats, dont plusieurs pays occidentaux, devant l'apparition de l'arme binaire ?

Nous ne disons pas tout cela pour porter un jugement politique sur les actions liées au déploiement d'armes binaires. L'Assemblée générale l'a déjà fait dans sa résolution 36/96 B, où elle demande à tous les Etats de s'abstenir de fabriquer ou de déployer des armes binaires, résolution adoptée avec une seule opposition, celle des Etats-Unis, sur les 157 Membres que compte l'Organisation des Nations Unies. Au Comité du désarmement, c'est surtout du sort des négociations sur l'interdiction des armes chimiques et de l'efficacité des accords auxquels on peut parvenir sur ce sujet que nous nous préoccupons.

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Dans la même résolution, il est demandé à tous les Etats de s'abstenir d'implanter des armes chimiques dans les pays où il n'y en a pas à l'heure actuelle. Cette demande, adoptée sur l'initiative de divers pays, dont l'Union soviétique, vise aussi à accroître l'efficacité du futur instrument sur l'interdiction complète des armes chimiques.

A notre avis, parallèlement aux efforts visant à élaborer une convention, ainsi que pendant les premières années de son application, lors de la destruction des stocks d'armes chimiques, il importe de ne pas tolérer d'actions risquant d'entraîner la prolifération des armes chimiques dans le monde entier, et en particulier leur implantation sur le territoire d'autres Etats. Au Groupe de travail spécial, la délégation soviétique a déjà proposé d'inclure dans la convention une disposition sur la non-implantation, directe ou indirecte, d'armes chimiques sur le territoire d'autres Etats pendant la période d'exécution des engagements concernant la destruction des armes chimiques ou leur réaffectation à des fins non hostiles. Il serait bon aussi d'examiner la question de la non-implantation d'armes chimiques pendant la période précédant l'entrée en vigueur de la convention.

J'aimerais maintenant évoquer les problèmes relatifs à la vérification. Nous avons maintes fois déclaré et réaffirmé que nous ne prenions pas moins d'intérêt que les autres parties à ce que les engagements prévus dans la future convention sur l'interdiction des armes chimiques soient rigoureusement exécutés. C'est pourquoi nous n'arrivons pas à comprendre l'insistance avec laquelle le représentant des Etats-Unis a souligné l'importance des questions de vérification. Qui d'autre que lui-même a-t-il donc convaincu ?

La délégation soviétique a déjà eu l'occasion d'exposer au Comité du désarmement les principes qui déterminent son attitude à l'égard de la vérification de l'interdiction des armes chimiques. Pour ne pas me répéter, je renvoie les membres du Comité à notre déclaration du 31 mars 1981. En quelques mots, la vérification doit être fondée sur des moyens nationaux de contrôle, complétés par des procédures internationales, elle ne doit pas s'accompagner d'un "contrôle total" équivalant à une ingérence dans les affaires intérieures des Etats, nuisible pour l'industrie mondiale, et la vérification doit être en tout point et toujours conforme aux exigences de la convention et à chacune des obligations qu'elle prévoit.

Dans sa déclaration, le représentant des Etats-Unis s'est efforcé de présenter sous un jour inexact la position de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, en laissant croire qu'ils s'opposaient aux formes internationales de vérification. Cette allégation, comme beaucoup d'autres formulées dans la déclaration de la délégation américaine, ne correspond pas à la réalité. Je le répète, nous sommes en faveur de l'association de diverses mesures de vérification. Par contre, il ressort de la déclaration des Etats-Unis que ce pays n'accepte d'autre forme de contrôle qu'une vérification internationale systématique de caractère intrusif. Voilà quel est le point de la situation.

Comment donc résoudre ce problème complexe, qui consiste à tenir compte de toutes ces exigences, entièrement légitimes en elles-mêmes, en leur donnant une base acceptable pour tous les futurs Etats parties à la convention ? Partant de l'expérience acquise, nous jugeons le moment venu de modifier quelque peu les méthodes d'examen et d'élaboration des dispositions relatives à la vérification.

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

On pourrait, semble-t-il, s'abstenir de procéder à un débat général sur la question de savoir s'il convient de donner la préférence aux formes nationales ou internationales de vérification, si les inspections internationales sur place doivent s'effectuer sur une base volontaire ou non, si elles doivent avoir lieu en fonction des besoins ou conformément aux exigences, aux demandes, sur tirage au sort, ou sur une base systématique, régulière, périodique, etc., et envisager les problèmes de vérification dans une optique plus concrète.

Je m'explique : Il est évident que dans la convention, les Etats parties assument une série d'obligations bien déterminées, qui ont déjà été définies dans une large mesure. Par conséquent, il est possible d'examiner concrètement les formes et les méthodes de vérification qui seraient nécessaires, ainsi que leur étendue pour chaque obligation assumée.

Ainsi, les Etats doivent détruire dans un délai déterminé les stocks d'armes chimiques qu'ils possèdent. On peut sans parvenir à un consensus discuter à perte de vue sur le point de savoir si oui ou non cette obligation doit s'accompagner d'inspections internationales sur place dans les installations de destruction, s'il convient de prélever des échantillons à cette occasion et quels échantillons, quelle doit être la fréquence des prélèvements et par qui ils doivent être faits, etc. Pour pouvoir aller de l'avant, il faut employer une autre méthode, c'est-à-dire réfléchir attentivement à l'enchaînement des mesures nécessaires pour garantir de façon fiable et efficace la destruction des stocks, en commençant par les mesures les plus naturelles et les plus faciles à prendre pour les gouvernements et en passant, si nécessaire, à des procédures plus complexes et plus astreignantes. En d'autres termes, lorsque, de l'avis général, l'emploi de formes de vérification exclusivement nationales pourrait s'avérer insuffisant, on pourrait envisager des procédures internationales appropriées en se basant sur le même principe - le passage du plus simple au plus complexe.

En proposant cette méthode, nous tenons compte de l'extrême complexité de l'élaboration d'un tel système de contrôle, qui permettrait de vérifier l'application de la convention tout en tenant compte de la nécessité de respecter les intérêts légitimes de la sécurité des Etats parties.

Toute mesure plus complexe et plus contraignante de vérification ne doit être appliquée que dans les cas où des modalités de vérification plus acceptables pour les Etats ne peuvent aboutir au résultat souhaité, c'est-à-dire apporter la certitude que la convention est respectée.

Cette approche tient également compte du fait important que les mesures de vérification seront complétées par diverses sortes de déclarations, par des échanges d'informations et d'autres mesures qui donneront aux Etats la certitude que la convention est respectée.

Permettez-moi de citer ce que le représentant du Japon, l'Ambassadeur Okawa, a dit au sujet des problèmes de vérification applicables à l'interdiction des essais d'armes nucléaires. Il a dit, en particulier, que "la recherche de la perfection absolue dans le mécanisme de vérification, la recherche d'une méthode de vérification infaillible, peut fort bien faire obstacle à la conclusion d'un accord". En poursuivant, l'Ambassadeur Okawa a dit que peut-être l'adéquation de tout système de vérification est-elle en dernière analyse une question de jugement politique.

Messieurs les représentants, il faut nous efforcer de trouver une solution mutuellement acceptable. Il est tout à fait déplacé de formuler des conditions préalables sous

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

la forme d'une menace, presque d'un ultimatum, comme cela a été fait aujourd'hui : ou bien le Comité accepte sans réserve les principes de vérification d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques qui conviennent aux Etats-Unis, ou bien ceux-ci ne deviendront pas partie à la future convention. Ce n'est pas là un langage de négociation. Il ne mènera nulle part. Il ne fait que compromettre ceux qui l'utilisent.

Je voudrais formuler une idée de caractère général. A chaque nouvelle étape de l'examen du problème de l'interdiction des armes chimiques, on constate un approfondissement tout à fait naturel et légitime des travaux du Groupe, qui entre dans des détails et des subtilités techniques. C'est là un reflet des progrès réalisés dans ses travaux. Mais en même temps nous voudrions mettre en garde contre une tendance exagérée à entreprendre l'examen de différents problèmes parfois extrêmement scientifiques et même abstraits, qui ne peuvent que nous écarter de l'objectif immédiat et prioritaire, celui d'élaborer au plus vite une convention sur l'interdiction de la mise au point et de la fabrication des armes chimiques et sur la destruction de leurs stocks.

La délégation soviétique voudrait exprimer sa satisfaction devant la façon dont s'organise et se déroule cette année l'activité du Groupe de travail spécial des armes chimiques. En stricte conformité avec le nouveau mandat du Groupe, on y travaille activement sur les diverses dispositions de la future convention, on y formule des considérations et on y présente des documents de travail qui contiennent parfois des approches intéressantes. Il nous est particulièrement agréable de constater tout cela, compte tenu du fait que le Président du Groupe est notre ami, l'Ambassadeur Sujka.

Malgré toutes les difficultés que nous avons mentionnées dans notre intervention d'aujourd'hui, nous sommes plutôt optimistes en ce qui concerne la possibilité de progresser en matière de désarmement chimique. En même temps, nous nous rendons naturellement compte qu'une somme de travail considérable est encore nécessaire pour que ce progrès devienne une réalité. Nous invitons instamment les autres délégations à apporter une coopération constructive à cette importante tâche.

Au cours de ces dernières années, les Etats-Unis et certains de leurs alliés ont déployé pas mal d'efforts pour empoisonner le climat politique au sein de nombreux organismes internationaux, y compris le Comité du désarmement, par des calomnies non fondées à l'adresse d'Etats socialistes. L'une des formes préférées de cette calomnie a consisté à se référer à on ne sait quelle participation de l'Union soviétique à de prétendues violations du Protocole de Genève de 1925.

Nous avons déjà déclaré plus d'une fois que l'Union soviétique n'a jamais et nulle part violé d'accords internationaux quels qu'ils soient, y compris en matière de limitation des armements et de désarmement. Néanmoins la calomnie se poursuit, ce dont témoigne également l'intervention de la délégation des Etats-Unis à notre séance d'aujourd'hui. Tout cela est fait pour justifier aux yeux de l'opinion publique, y compri celle de son propre pays, de nouvelles spirales dans la course aux armements chimiques. La nature fausse et préconçue de cette intervention est confirmée, entre autres, par le fait que les initiateurs de la calomnie, versant des larmes de crocodile au sujet de prétendues violations du Protocole de Genève, passent pudiquement et bien sûr intentionnellement sous silence les terribles conséquences de leurs propres actes en Asie du Sud-Est. Le représentant des Etats-Unis n'a pas dit que les crimes de la soldatesque américaine dans cette région du monde se font sentir même aujourd'hui. Le représentant des Etats-Unis a reconnu, il est vrai, que "les Etats-Unis sont très conscients du fait que, dans le passé, des armes chimiques ont été utilisées sur le champ de bataille avec

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

des effets dévastateurs", mais il ne s'est pas risqué à reconnaître que ce sont précisément les Etats-Unis qui ont largement utilisé des armes chimiques et qu'aucun Etat du monde, dans toute l'histoire de l'humanité, n'a utilisé d'armes chimiques à l'échelle à laquelle l'ont fait les Etats-Unis. Il n'a pas dit non plus que les conséquences du crime de la soldatesque américaine se font sentir encore aujourd'hui dans cette région du monde.

Récemment, une délégation de l'Académie des sciences de l'URSS s'est rendue au Viet Nam, où elle a pris connaissance des conclusions d'enquêtes sur les conséquences de la guerre chimique dans ce pays. En voici quelques-unes. L'utilisation massive d'armes chimiques par l'armée des Etats-Unis contre le Viet Nam, au cours de la période 1961-1971 a provoqué des modifications profondes de l'écologie du pays, entraîné des pertes économiques énormes et causé des dommages irréparables à la santé de la population du Viet Nam. On a utilisé contre le peuple vietnamien plus de 100 000 tonnes de divers produits chimiques et toxiques, y compris 96 000 tonnes de produits phytotoxiques et plus de 7 000 tonnes de produits toxiques. Ont été soumis à un traitement chimique par des produits toxiques 44 % des forêts tropicales et des jungles et 40 % des terres cultivables du Viet Nam du Sud. Dans son agression contre les massifs forestiers et les cultures, l'armée des Etats-Unis a utilisé des produits chimiques en doses énormes, à raison de 10 à 100 kg par hectare. A l'heure actuelle, aux nombreux milliers de personnes qui ont souffert des armes chimiques pendant la guerre, sont venues s'ajouter les victimes de ce qu'on appelle les conséquences différées. Il s'agit de personnes qui souffrent de troubles nerveux, de maladies de la peau et de maladies plus graves telles que le cancer du foie, par exemple. Des femmes vietnamiennes donnent naissances à des enfants difformes; elles souffrent d'anomalies de la grossesse et de fausses couches.

La plupart des anomalies que l'on observe actuellement chez les Vietnamiens, particulièrement chez les femmes lors de l'accouchement, résultent d'une perturbation de l'appareil génétique provoquée par la dioxyne. Il convient de noter que les modifications de l'appareil génétique dans la population du Viet Nam soumise aux effets du "mélange orange" ressemblent par leur nature aux modifications de l'appareil chromosomique observées chez les habitants d'Hiroshima et de Nagasaki qui ont subi l'horreur du bombardement atomique. Ainsi donc, on peut affirmer à l'heure actuelle que l'utilisation par les Etats-Unis de différents types d'armes de destruction massive a fait apparaître sur notre planète deux populations humaines atteintes de perturbations de l'appareil génétique : parmi les habitants du Japon et parmi ceux du Viet Nam.

On découvre maintenant chaque jour davantage que les Américains sont devenus eux-mêmes des victimes de la guerre chimique des Etats-Unis au Viet Nam. La bombe écologique à action différée qu'ils ont posée au Viet Nam s'est transformée en un boomerang, qui frappe les Américains ayant participé à la guerre du Viet Nam eux-mêmes. Ceux qui ont perpétré les attaques chimiques éprouvent les mêmes souffrances que leurs anciens adversaires et victimes. Des milliers d'anciens combattants victimes des armes chimiques sont actuellement enregistrés aux Etats-Unis.

Tels sont justement les forfaits que voudraient passer sous silence ceux qui s'efforcent par tous les moyens de démontrer l'indémontrable, à savoir que l'Union soviétique et d'autres pays socialistes auraient utilisé des armes chimiques.

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Les représentants de l'Union soviétique, y compris des représentants à haut niveau, ont résolument réfuté ces mensonges dans différents forums internationaux. Nous voudrions faire observer que de nombreux savants et spécialistes éminents, y compris aux Etats-Unis, ont décelé une contradiction totale entre les inventions précisées et les données scientifiques, médicales et techniques. En fait, cette conclusion est aussi celle à laquelle a abouti le groupe d'experts, qui n'a pu déceler aucune preuve d'utilisation d'armes chimiques de fabrication soviétique, ni dans le document qu'il a présenté à la trente-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, ni, ainsi qu'il ressort d'informations de presse, au cours de son déplacement en Asie. En fait, même les instigateurs les plus forcenés de la campagne antisoviétique sont obligés de reconnaître l'absence de quelque fait que ce soit à ce sujet.

Permettez-moi, par exemple, de citer la note verbale datée du 14 septembre 1981, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies : "Des experts des Etats-Unis ont étudié et évalué les symptômes décrits dans ces informations pour essayer de découvrir l'agent ou les agents qui auraient pu avoir de tels effets. Ils sont arrivés à la conclusion qu'ils ne connaissaient aucune arme chimique classique qui aurait pu, seule ou en combinaison avec d'autres, produire tous les symptômes décrits ou entraîner la mort aussi rapidement que dans les cas rapportés." On aurait pu, après cela, mettre un point final. La bulle de savon avait éclaté mais le Département d'Etat a décidé de poursuivre la campagne déjà commencée.

Le nouvel ouvrage du Département d'Etat ne change rien et ne peut rien changer en la matière. Il est temps que les Etats-Unis cessent d'inventer des fables au sujet d'armes chimiques de fabrication soviétique. Les insinuations de la presse et de personnalités officielles occidentales au sujet d'une "menace chimique soviétique" ne deviendront pas une réalité à force de les répéter. Ni la presse occidentale, ni ceux qui lui communiquent une des informations tendancieuses ne disposent ni ne peuvent disposer de données objectives sur l'utilisation d'armes chimiques de fabrication soviétique, car de tels faits n'existent pas dans la nature.

Encore deux mots au sujet des négociations soviéto-américaines sur l'interdiction des armes chimiques. M. Brejnev a plus d'une fois exposé la position de l'Union soviétique à l'égard des négociations bilatérales entre l'URSS et les Etats-Unis. Nous sommes prêts à reprendre les négociations interrompues mais nous ne les sollicitons pas. Nous pouvons progresser soit avec, soit sans des négociations avec les Etats-Unis. Mais, nous ne permettrons pas que l'on dénature les faits.

On trouvera une nouvelle distorsion de ce genre dans l'intervention du représentant des Etats-Unis lorsqu'il essaie de donner l'impression qu'il s'est créé on ne sait trop quelle impasse dans les négociations soviéto-américaines sur la question de la vérification. Il n'y a eu aucune impasse dans les négociations, ce dont témoigne, en particulier, le rapport commun américano-soviétique du 7 juillet 1980 adressé au Comité du désarmement. Voici, en particulier, ce qui est dit dans ce rapport (CD/112) : "Les Etats-Unis et l'Union soviétique tiennent à informer les Etats membres du Comité du désarmement de leur ferme intention de poursuivre les efforts persévérants qu'ils déploient pour trouver des solutions mutuellement acceptables aux problèmes non encore résolus, extrêmement complexes, qui ont trait à une interdiction générale, complète et vérifiable des armes chimiques, en vue de mener à bonne fin les négociations bilatérales américano-soviétiques et de pouvoir présenter au Comité du désarmement, à aussi brève échéance que possible, une initiative commune en la matière."

(M. Issraélyan, Ruion des Républiques socialistes soviétiques)

Comment peut-on parler d'impasse alors qu'on avait même déterminé la date du prochain cycle de négociations, soit janvier 1981. Les Etats-Unis ont interrompu unilatéralement ces négociations, de même que de nombreuses autres négociations avec l'Union soviétique sur des questions de limitation des armements. Ils n'ont nullement pris cette décision à cause de difficultés qui seraient apparues à propos de telles ou telles questions au cours des négociations, mais dans le cadre d'une politique générale anti soviétique axée sur l'armement adoptée par le Gouvernement des Etats-Unis. Telle est la vérité sur cette question également.

L'Union soviétique et les autres pays socialistes, ainsi qu'en témoigne entre autres leur activité au sein du Comité, participent activement aux travaux visant l'arrêt de la fabrication des armes chimiques et la destruction de leurs stocks, et considèrent que ce type d'arme de destruction massive doit être éliminé une fois pour toute des arsenaux militaires.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union soviétique de sa déclaration. Les derniers trois orateurs de la liste des orateurs d'aujourd'hui, à savoir les représentants du Kenya, de l'Argentine et de la Chine, ont eu la courtoisie, en vue de l'heure tardive, d'accepter de différer leurs interventions à la prochaine séance plénière du Comité, celle de mardi 30 mars. De la part du Comité, je tiens à les remercier de leur compréhension et les assurer que leurs noms figureront en premier sur la liste d'orateurs de la séance du 30 mars. Y-a-t-il d'autres remarques ? L'Ambassadeur Herder demande la parole.

M. HERDER (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la délégation de la République démocratique allemande apprécie vivement vos efforts en faveur d'un accord rapide sur un mandat pour un groupe de travail spécial qui traiterait du point 1 de notre ordre du jour. Tout récemment ma délégation, celle de la République populaire de la Pologne et d'autres encore ont posé à la délégation des Etats-Unis des questions pertinentes, afin d'obtenir des éclaircissements sur certains problèmes liés à la proposition que les Etats-Unis ont faite à ce sujet le 11 mars. Nous voudrions beaucoup avoir des réponses claires à toutes ces questions, afin que mon Gouvernement dispose des informations nécessaires pour déterminer notre future approche en ce qui concerne l'élaboration du projet de mandat en question.

Après avoir jeté un coup d'oeil à la liste des orateurs d'aujourd'hui et constaté que le représentant des Etats-Unis y figurait, j'avais pensé, pour être franc, qu'il répondrait aux nombreuses questions posées à sa délégation à propos des efforts que nous déployons pour nous entendre sur le mandat d'un groupe de travail chargé d'étudier la question d'un traité d'interdiction complète des essais. J'espérais qu'après plusieurs tentatives faites par ma propre délégation, et par d'autres, pour obtenir quelques explications de la part de la délégation des Etats-Unis, celle-ci répondrait au moins aux voeux exprimés par des membres du Comité et ferait preuve d'une approche constructive à propos des points inscrits à notre ordre du jour. Or, c'est précisément le contraire qui s'est produit.

C'est avec un profond regret que ma délégation a entendu aujourd'hui une déclaration assez franche sur la nécessité d'une nouvelle spirale dans la course aux armements chimiques. Manifestement, le pays concerné ne se satisfait pas uniquement d'essais d'armes nucléaires pour assurer une "dissuasion crédible", mais veut aussi une "dissuasion en armes chimiques". Nous pouvons donc nous demander si le Comité du désarmement, alors que va s'ouvrir sous peu la deuxième session extraordinaire consacrée

(M. Herder, République démocratique allemande)

au désarmement, devrait se transformer en un Comité pour la promotion et la justification de différents types de doctrines de dissuasion et sur la nécessité de mettre au point et de déployer des armes sophistiquées correspondantes. En ce qui concerne les armes binaires, la vérification du respect d'une convention sur les armes chimiques et la "prétendue utilisation d'armes chimiques", ma délégation a expliqué sa position le 23 mars. Il n'est donc pas nécessaire de répéter nos arguments.

Par votre intermédiaire, Monsieur le Président, nous demandons, une fois encore, à la délégation susmentionnée qu'elle veuille bien répondre à nos questions, car en ne le faisant pas elle risque de rendre plus difficile et même de retarder une entente sur un projet de mandat pour un groupe de travail sur l'interdiction complète des essais.

M. HOIRFALISSE (Belgique) : Je vous remercie, Monsieur le Président. Je n'ai pas voulu faire une motion d'ordre par déférence pour l'Ambassadeur Herder, qui est d'un grade supérieur au mien, mais je crois qu'à partir du moment où trois distingués représentants, ceux du Kenya, de l'Argentine et de la Chine, se sont retirés de la liste des orateurs, il serait opportun de nous en tenir à votre décision et de clore la séance maintenant.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Belgique. J'ai compris que la déclaration que le représentant de la République démocratique allemande nous a faite était dans l'exercice d'un droit de réponse et c'est dans cet esprit que je lui ai donné la parole.

Je voudrais maintenant aborder brièvement un autre sujet. Je voudrais rappeler aux membres du Comité que, conformément aux dispositions du règlement applicable à l'Office des Nations Unies à Genève, le vendredi 9 avril et le lundi 12 avril seront jours fériés officiels. En conséquence, le Comité ne sera pas à même d'avoir des réunions pendant ces deux jours. Le Président est tout à fait conscient que nous aurons certainement à faire face à un programme chargé pendant les dernières semaines de la première partie de la session et dans cette perspective, je consulterai les présidents des groupes de travail pour établir leurs besoins en réunions supplémentaires, particulièrement pendant le mois d'avril. Comme je l'ai dit lors de notre séance plénière jeudi dernier, nous devrons peut-être avoir recours dans l'avenir à des réunions simultanées. En préparant le calendrier de travail pour les semaines à venir, la présidence s'efforcera de réduire ces réunions au minimum nécessaire pour permettre au Comité d'assurer les tâches qui lui incombent.

Le Secrétariat vous a distribué aujourd'hui, à ma demande, un document officieux contenant le calendrier des réunions du Comité et de ses organes subsidiaires pour la semaine prochaine. Comme d'habitude, il ne s'agit là que d'une indication, et il peut être ajusté plus tard, si besoin est, selon les exigences du travail.

S'il n'y a pas d'objections, je considère que le Comité accepte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Puis-je vous rappeler que demain vendredi, à 15 heures, le Comité tiendra une réunion officieuse pour étudier les modalités de l'examen de sa composition. En même temps, je me permettrai de soumettre au Comité le problème de la fixation d'une date de clôture de notre session, en vue, si possible, d'avoir un échange à ce sujet et d'établir un accord. Immédiatement après, il y aura une réunion du Groupe spécial de travail des armes radiologiques.

La prochaine séance plénière du Comité aura lieu le mardi 30 mars, à 10 heures.

La séance est levée à 13 h 30.

COMITÉ DU DÉSARMEMENT

CD/PV.167
30 mars 1982
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT SOIXANTE-SEPTIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 30 mars 1982, à 10 heures

Président : M. Mario ALESSI (Italie)

GE.82-61830

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie :	M. A. SALAH-BEY M. M. MATI M. MAACHI M. A. TAFFAR
Allemagne, République fédérale d' :	M. H. WEGENER M. W.E. von dem HAGEN M. W. ROHR
Argentine :	M. J.C. CARASALES Mlle N. NASCIMBENE M. V. ESPECHE GIL
Australie :	M. D.M. SADLEIR M. R.W. STEELE M. T. FINDLAY
Belgique :	M. A. ONKELINX M. J-M. NOIRFALISSE Mlle de CLERQ Mlle G. van den BERGH
Birmanie :	U MAUNG MAUNG GYI U THAN TUN
Brésil :	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
Bulgarie :	M. B. GRINBERG M. I. SOTIROV M. P. POPTCHEV
Canada :	M. D.S. McPHAIL M. J. GAUDREAU
Chine :	M. TIAN JIN M. YU MENGJIA M. FENG ZHENYAO M. LI WEIMIN
Cuba :	M. L. SOLÁ VILA
Egypte :	M. I.A. HASSAN M. M.N. FAHMY Mlle W. BASSIM
Etats-Unis d'Amérique :	M. B. BUSBY Mme K. CRITTENBERGER M. J. MISKEL M. R.F. SCOTT
Ethiopie :	M. T. TERREFE M. F. YOHANNES

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

France :	M. F. de LA GORCE M. J. de BEAUSSE Mlle L. GHAZERIAN M. M. COUTHURES
Hongrie :	M. I. KOMIVES M. F. GAJDA M. C. GYORFFY
Inde :	M. S. SARAN
Indonésie :	M. N. SUTRESNA M. B. MAUNA M. I. DAMANIK M. HARYOMATARAM M. B. SIMANJUNTAK
Iran :	
Italie :	M. M. ALESSI M. B. CABRAS M. C.M. OLIVA M. R. di CARLO
Japon :	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. K. TANAKA M. T. ARAI
Kenya :	M. D.D. DON NANJIRA M. J. MURIU KIBOI
Maroc :	M. A. SKALLI M. S.M. RAHALLI M. M. CHRAIBI
Mexique :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
Mongolie :	M. D. ERDEMBILEG M. S.O. BOLD M. L. BAYART
Nigéria :	M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
Pakistan :	M. M. AKRAM M. T. AITAF
Pays-Bas :	M. F. van DONGEN M. H. WAGENMAKERS M. R.J. AKKERMAN

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Pérou :	M. J. BENAVIDES de la SOTTA
Pologne :	M. B. SUJKA M. B. RUSSIN M. J. CIALOWICZ M. T. STROJWAS
République démocratique allemande :	M. G. HERDER M. H. THIELICKS M. M. KAULFUSS M. J. MOEPERT
Roumanie :	M. R. MELESCANU
Royaume-Uni :	M. L.J. MIDDLETON Mme J.I. LINK Mlle J.E.F. WRIGHT M. H.E. SWIFT
Sri Lanka :	M. A.J. JAYAKODDY M. H.M.G.S. PALIHAKKARA
Suède :	M. C. LIDGARD M. C.M. HYLTENIUS M. G. ANDERSSON M. S. ERICSON Mme G. JONANG M. H. BERGLUND M. J. LUNDIN M. G. EKHOLM
Tchécoslovaquie:	M. M. VEJVODA M. J. STRUCKA M. A. CIMA M. J. JIRUSEK M. J. FRANEK
Union des Républiques socialistes soviétiques :	M. V.L. ISSRAELYAN M. B.P. PROKOFIEV M. M.M. IPPOLITOV M. Y.V. KOSTENKO M. S.B. BATSANOV
Venezuela :	M. R. RODRIGUEZ NAVARRO M. O. AGUILLAR PARDO
Yougoslavie :	M. M. MIHAJLOVIĆ
Zaïre :	M. B.A. NZENGEYA Mme ESAKI EKANGA KABEYA
Secrétaire du Comité du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général :	M. R. JAIPAL
Secrétaire adjoint du Comité du désarmement :	M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la cent soixante-septième séance plénière du Comité du désarmement.

Le Comité commence aujourd'hui l'examen du point 6 de son ordre du jour : "Programme global de désarmement". Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui souhaiteraient faire des déclarations sur toute autre question ayant trait aux travaux du Comité sont libres de le faire.

A ce sujet, les membres du Comité se rappelleront qu'à sa 164ème séance plénière, le Comité a commencé l'examen du document CD/260 intitulé "Rapport intérimaire au Comité du désarmement sur la treizième session du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques", et qu'à notre réunion officieuse de vendredi j'ai informé les membres du Comité que j'inviterais le Comité à adopter les recommandations contenues dans ce document à la fin de notre séance plénière d'aujourd'hui.

J'ai sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants du Kenya, de l'Argentine, de la Chine, du Venezuela, de la Tchécoslovaquie, de l'Italie, de la Suède, du Maroc et de la Belgique.

Je donne maintenant la parole au premier orateur sur ma liste, le représentant du Kenya, Monsieur Don Nanjira.

M. DON NANJIRA (Kenya) (traduit de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner la parole. Si j'avais fait une déclaration le 25 mars, comme il était prévu initialement, j'aurais borné mes observations à la question importante des garanties de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires. Mais puisque je prends la parole à un stade particulièrement critique des travaux de la présente session du Comité, qui ne dispose plus que de deux à trois semaines avant l'ouverture de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, je voudrais d'abord me permettre de formuler quelques observations sur l'état des négociations actuelles - j'emploie le terme "négociations" faute d'un mot plus approprié pour décrire la situation depuis que le Comité s'est réuni ici, le 2 février, car les négociations sur les questions de fond dont est saisi le Comité et sur l'ordre du jour en matière de désarmement que nous avons adopté à l'unanimité le mois dernier en vue d'un examen approfondi à la présente session de printemps n'ont pas été aussi étendues, tant s'en faut, que je le souhaitais.

En revenant sur les délibérations du Comité au cours des huit dernières semaines, j'en conclus qu'il y a deux grands secteurs d'activité du Comité qui méritent au stade actuel des travaux du Comité non seulement d'être pleinement reconnus et réaffirmés, mais d'être étudiés en priorité. Il s'agit des analogies et des caractéristiques fondamentales que doivent présenter le mandat du Comité du désarmement et celui de chacun de ses organes subsidiaires, et des secteurs critiques qui exigent la plus grande attention de la part du Comité à cette étape de nos délibérations et à la veille de l'ouverture de la deuxième session extraordinaire. Les pouvoirs de négociation du Comité du désarmement et des organes qui l'ont précédé pour toutes les questions de désarmement sont, semble-t-il, sérieusement contestés par certains Etats qui y sont représentés; cependant, il ne fait aucun doute que ce mandat doit être rigoureusement respecté par tous les membres, si l'on ne veut pas rendre le Comité incapable d'agir. Il en va de même pour tous les organes subsidiaires du Comité du désarmement. En conséquence refuser de reconnaître le devoir et le droit du Comité de procéder à des négociations multilatérales sur toutes les questions et tous les problèmes de désarmement reviendrait

(M. Don Manjira, Kenya)

à le paralyser et à lui refuser le rôle légitime qui lui revient dans la recherche et la mise au point de solutions définitives aux questions de désarmement, grâce à l'élaboration de formules et de libellés mutuellement acceptables.

Monsieur le Président, pour nous montrer dignes de l'insigne honneur que nous a fait la communauté mondiale et nous acquitter avec une parfaite dignité de la lourde responsabilité qu'elle nous a confiée en nous demandant de poursuivre des négociations de fond - j'insiste sur ces derniers mots - sur les questions prioritaires de désarmement inscrites à l'ordre du jour, conformément aux stipulations du Document final et des décisions et résolutions pertinentes de l'Assemblée, dont j'ai déjà eu l'occasion de citer quelques-unes dans les observations que j'ai faites la semaine dernière, nous n'avons d'autre possibilité, nous-mêmes et les 40 Etats que nous représentons, qui, s'ils ne sont pas souverainement égaux sont du moins et incontestablement également souverains, que de reconnaître le pouvoir global de négociation du Comité dans le domaine du désarmement et de faciliter l'exercice de ce pouvoir.

Le terme "négocier" est le mot clé, la formule essentielle, la caractéristique fondamentale du mandat du Comité du désarmement. Comme vous, Monsieur le Président, ainsi que nombre d'autres honorables délégations assises autour de cette table, je sais que, ces derniers mois, certaines délégations ont rejeté la notion de "négo iation", qu'elles trouvent difficile à accepter. Cependant, à mon avis, Monsieur le Président, la négociation, aux fins du Comité du désarmement, signifie l'examen des questions essentielles de désarmement sur lesquelles les délégations ont des positions et des points de vue différents, mais s'efforcent de bonne foi de réconcilier leurs divergences de vues de façon juste et équitable en employant un libellé mutuellement acceptable. Ainsi, l'absence d'un de ces éléments dans le processus de négociation ne peut aboutir qu'à une rhétorique creuse, qu'à des intrigues politiques, voire même de simples échanges intellectuels qui, si intéressants qu'ils soient, sont déplacés dans ce Comité puisqu'ils ne sont pas inscrits dans son mandat.

Le deuxième trait commun ou fondamental du Comité du désarmement est que son caractère d'organe de négociation, découlant notamment du paragraphe 120 du Document final et de la résolution 36/92 F de l'Assemblée, s'étend à tous les organes subsidiaires qui peuvent être créés au sein du Comité pour l'aider à accélérer ses travaux. En conséquence, tous les organes subsidiaires créés dans le cadre du Comité doivent être chargés du mandat de négocier chacun des aspects du désarmement relevant directement de son domaine d'activité, comme il est prescrit dans le Document final et dans tous les autres documents, résolutions et décisions pertinents de l'Assemblée générale des Nations Unies.

A cet égard, chacun des mandats des Groupes de travail spéciaux des garanties de sécurité, des armes chimiques et des armes radiologiques comprend des dispositions visant à l'élaboration d'une ou plusieurs conventions multilatérales dans leur domaine respectif de désarmement. C'est ainsi que pour le Groupe de travail spécial des garanties de sécurité, on trouve des dispositions à cet effet non seulement dans le Document final (paragraphe 59, par exemple), mais dans des résolutions de l'Assemblée générale telles que les résolutions 36/94 et 36/95. En ce qui concerne les armes chimiques, on peut mentionner notamment le paragraphe 75 du Document final, outre les résolutions 36/96 A et B de l'Assemblée générale. S'agissant des armes radiologiques, nous disposons, entre autres textes, du paragraphe 76 du Document final et de la résolution 36/97 B de l'Assemblée générale.

(M. Don Nanjira, Kenya)

En ce qui concerne les nouveaux types et nouveaux systèmes d'armes de destruction massive, le paragraphe 77 du Document final, ainsi que la résolution 36/89 de l'Assemblée générale, demandent instamment et clairement que des mesures soient prises pour prévenir et interdire par voie d'accords multilatéraux l'apparition et/ou la mise au point et la fabrication d'une nouvelle génération d'armes de destruction massive. Des prescriptions concernant l'interdiction des essais nucléaires sont clairement énoncées dans les résolutions 36/84 et 36/85 de l'Assemblée générale, et la seule raison pour laquelle je mentionne ces résolutions et ces paragraphes est qu'ils soulignent tous le caractère fondamental d'organe de négociation du Comité du désarmement, qui, comme je l'ai déjà indiqué, ne paraît pas entièrement acceptable à certains membres du Comité.

A ce stade de nos travaux, Monsieur le Président, il nous faudra également tenir dûment compte du fait que le Comité, à la présente session, a l'obligation de présenter des recommandations spécifiques à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement sur les travaux qu'il a accomplis depuis la première session extraordinaire. Dans certains des paragraphes du dispositif des résolutions 36/81 A, 36/84, 36/85, 36/92 F, 36/96 A et 36/97 B de l'Assemblée générale, que j'ai déjà mentionnées précédemment, le Comité est expressément prié d'apporter une contribution positive aux travaux préparatoires à la deuxième session extraordinaire. Il convient également de relever que les résolutions 36/96 A et B sur les armes chimiques et 36/97 B sur les armes radiologiques, de même que le Document final lui-même, demandent l'élaboration d'une convention multilatérale sur l'interdiction complète et effective de la mise au point, de la fabrication et du stockage de ces armes et sur leur destruction

Compte tenu des observations précédentes, et considérant, d'une part, le temps très limité qui nous reste avant la fin de la présente session du Comité et, d'autre part, le devoir et la nécessité de présenter les résultats de ses travaux actuels au Comité préparatoire de la deuxième session extraordinaire - qui, comme chacun sait, tiendra sa dernière session à New York presque aussitôt après la clôture de la présente session du Comité - je crois fermement que le moment est venu pour nous de commencer à examiner les points de notre ordre du jour en se plaçant principalement dans l'optique de la deuxième session extraordinaire. Nous devrions maintenant nous pencher sur les secteurs critiques qui, à notre avis, exigent le maximum d'attention de la part du Comité avant la session extraordinaire, ainsi que sur l'élaboration de recommandations concrètes et spécifiques à présenter pour examen et adoption ultérieure à l'Assemblée générale, à sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement.

De toute évidence, les questions prioritaires de désarmement sont aussi étendues et aussi complexes que le désarmement lui-même, mais, à mon avis, les questions suivantes devraient figurer en tête de celles qui, à la veille de la session extraordinaire, peuvent et doivent faire l'objet d'une attention approfondie de la part du Comité à ce stade de ses travaux :

1) Rapport spécial que le Comité du désarmement doit adresser à la deuxième session exataordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, conformément aux dispositions de la résolution 36/92 F de l'Assemblée générale

En ce qui concerne cette question, nous devrions obtenir dès que possible un schéma de rapport spécial, compte tenu des vues échangées au Comité et des directives données au Secrétaire du Comité et sur la base des décisions prises. Dès réception du projet de rapport, nous devrions tenir sans retard des réunions officieuses sur cette question, conformément à la pratique établie.

(M. Don Nanjira, Kenya)

2) Création d'un groupe de travail spécial sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Il s'agit d'un autre point extrêmement important. Nous connaissons, Monsieur le Président, les efforts que vous avez accomplis pour créer un tel organe, et ma délégation, de même que la majorité de celles qui sont ici assemblées, ne souhaiterait pas qu'un tel organe soit doté d'un mandat insuffisant. En conséquence, il convient de s'entendre sans délai sur la création d'un organe subsidiaire du Comité qui procéderait à un examen de fond de l'interdiction des essais nucléaires. Si nous nous mettions d'accord en principe pour que le mandat d'un tel organe ne soit pas limité à l'examen et à la négociation de certains points, mais s'étende à toutes les questions fondamentales relatives à une interdiction complète des essais, le Groupe de travail ainsi créé pourrait entamer des négociations sur n'importe quel problème essentiel dans ce domaine, par exemple la vérification et le respect de l'accord.

A la présente session également, il conviendrait de formuler une recommandation spécifique au sujet de la création d'un groupe de travail spécial sur le désarmement nucléaire, qui constitue le point 2 de notre ordre du jour. Le Comité pourrait créer officiellement un tel organe à sa session d'été de 1982. Il existe un nombre de documents suffisant pour justifier la création de ces groupes de travail, notamment le document CD/181 et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

3) Elaboration d'un Programme global de désarmement

Je n'ai pas la prétention de parvenir à un accord sur un texte définitif de programme global de désarmement à la présente session du Comité, mais je voudrais demander à certaines délégations et à certains groupes de délégations d'adopter des positions plus souples dans les négociations actuellement en cours sous la direction du distingué Ambassadeur du Mexique, auquel je voudrais à nouveau exprimer la gratitude de la délégation kényenne pour les efforts qu'il a déployés sans relâche pendant des mois, lors des négociations menées dans le cadre du Groupe de travail sur un Programme global de désarmement. Je voudrais demander à Son Excellence Alfonso Garcia Robles de me révéler le secret des nouvelles sources d'énergie renouvelables où il puise toute la vigueur, la discipline, la ténacité et la résistance dont il fait preuve, tout en conservant son charme, son amabilité et sa dignité. Une telle révélation constituerait certainement une mesure propre à inspirer confiance à ceux qui, comme moi, sont nouveaux venus au Comité du désarmement.

Il faut poursuivre les efforts en vue de faire preuve de compréhension réciproque, de souplesse et de coopération dans les négociations sur un Programme global de désarmement. Il convient de continuer à rechercher une formule commune et un rapprochement des points de vue, essentiellement sur la base des trois documents présentés par les divers groupes de délégations sur un programme global de désarmement, à savoir CD/223, CD/205 et CD/245. Nous devrions maintenant nous efforcer de réduire au minimum les passages entre parenthèses dans les textes de synthèse et faciliter ainsi les travaux de l'Assemblée générale à sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement.

4) Elaboration d'un projet de dispositions en vue d'une convention multilatérale sur les armes chimiques

Là aussi, Monsieur le Président, ma délégation apprécie les efforts et la patience déployés par M. Sujka, le distingué Ambassadeur de la Pologne, qui est

(M. Don Nanjira, Kenya)

actuellement Président du Groupe de travail des armes chimiques. Ce secteur d'activité du Comité est extrêmement complexe, mais il faut continuer à rechercher un compromis et une entente en se fondant principalement sur le document CD/220, tout en appréciant bien entendu à leur juste valeur les nombreux autres documents présentés au Groupe en vue des négociations.

Les mêmes observations s'appliquent à la question suivante :

5) Elaboration d'un projet de dispositions en vue d'une convention multilatérale sur les armes radiologiques

Le Groupe de travail correspondant est actuellement présidé par M. Wegener, le distingué Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, que je remercie pour la façon dont il a dirigé ses délibérations. Un consensus semble se dégager au sein de ce groupe sur certaines formules que l'on s'efforce d'élaborer à partir des nombreux documents dont est saisi le Comité. C'est là une tendance encourageante, dont nous attendons impatiemment les résultats.

6) Elaboration d'un projet de dispositions en vue d'une convention multilatérale sur les garanties de sécurité

Là encore, on voit apparaître des signes encourageants, grâce aux efforts de M. Ahmad, le distingué Ambassadeur du Pakistan.

De toute évidence, il reste de nombreuses difficultés à surmonter dans tous les groupes de travail susmentionnés et l'on s'est posé de nombreuses questions au sujet de la procédure à suivre au sein des Groupes alors que la deuxième session extraordinaire est toute proche. A mon avis, Monsieur le Président, il faut veiller à ne pas laisser la prolifération des propositions et des contre-propositions nous submerger, nous accabler et dépasser nos possibilités de les examiner et de les traiter. Ces documents devraient être étudiés en profondeur, regroupés et négociés compte tenu des documents de base existants. Les éléments communs des divers textes devraient être identifiés et réarrangés dans un ordre logique. Il faudrait éviter la multiplication des parenthèses et la répétition des formules. L'un des moyens de réduire le nombre des parenthèses consisterait à ne les employer que lorsqu'il s'agit de formules où il existe encore des divergences de vues fondamentales. De même, il n'y a pas lieu de reproduire toutes les vues et observations passées et présentes exprimées par les délégations au sujet de tous les points de l'ordre du jour, et une décision unanime pourrait et devrait être prise à cet effet avant la clôture de la présente session du Comité. Les textes regroupés pourraient servir de base à de nouvelles négociations et le secrétariat les préparerait de façon appropriée pour établir des projets de rapports. On pourrait par exemple les diviser en trois grandes catégories ou sections. La catégorie A, par exemple, contiendrait toutes les dispositions ou tous les éléments sur lesquels on est parvenu à un consensus. Dans la catégorie B, on placerait les dispositions ou les éléments sur lesquels il n'y a pas encore de consensus complet, mais où il n'existe pas de divergences profondes ou fondamentales. Enfin, la catégorie C comprendrait les dispositions et les éléments sur lesquels il continue d'exister des divergences fondamentales, et c'est sur cette partie du rapport que se concentreraient plus particulièrement les négociations à l'avenir. Chacune de ces trois sections pourrait se terminer par un exposé des principales réactions et observations des diverses délégations, mais, là encore, seules figureraient les observations qu'il n'a pas été possible de supprimer d'un commun accord. Il faudrait continuer à s'efforcer de supprimer les divergences de vues et les parenthèses dans le texte pendant la période préparatoire à la session extraordinaire de l'Assemblée générale à New York et lors de celle-ci.

(M. Don Nanjira, Kenya)

Ma délégation souhaite vivement participer aussi efficacement et aussi positivement que possible à cet effort, malgré nos ressources en personnel très limitées. Enfin, les dernières, mais non les moindres, des questions hautement prioritaires à examiner en vue de la deuxième session extraordinaire sont le renforcement de la capacité de négociation du Comité du désarmement et le problème de l'examen de la composition du Comité. Je sais que vous avez commencé, Monsieur le Président, à procéder à des consultations officieuses sur ces questions, et ma délégation tient à réaffirmer qu'elle appuie pleinement cette approche. Nous espérons que le Comité parviendra sous peu à un accord sur la procédure à suivre. Notre voeu essentiel est que le Comité du désarmement conserve son caractère fondamental d'organe unique multilatéral de négociations sur toutes les questions de désarmement. Il faut aussi promouvoir et protéger son autre caractéristique fondamentale, qui est l'efficacité et la célérité. Il convient d'insister sur ces attributs, tant à l'heure actuelle qu'à la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

J'en viens maintenant à la deuxième partie de mon intervention, relative au point 3 de l'ordre du jour, "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires". Tous les documents publiés au sujet du désarmement font ressortir que la menace la plus grande et la plus grave pour l'humanité est celle des armes nucléaires. Les paragraphes 11, 18, 32, 33 et 56 à 65 du Document final sont particulièrement pertinents à cet égard. Par ailleurs, l'Assemblée générale a adopté un grand nombre de résolutions au sujet des garanties de sécurité contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires à accorder aux Etats qui, comme le Kenya, sont dépourvus d'armes nucléaires. Beaucoup de délégations ont exprimé leur position à maintes reprises depuis la création du Comité et, dans ma déclaration du 25 février, j'ai indiqué les graves préoccupations que cause à ma délégation, entre autres, la stagnation des débats relatifs aux points 1 et 2, les plus hautement prioritaires, de l'ordre du jour. Dans cette intervention, j'ai évoqué quelques questions auxquelles ma délégation attache une grande importance, par exemple le fait que le maintien et le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires dépendraient très largement du comportement des Etats dotés d'armes nucléaires, et que la dissuasion nucléaire, en théorie comme en pratique, est inacceptable pour de nombreuses délégations, car elle est à la fois maléfique et périlleuse. Je me vois obligé de demander instamment une nouvelle fois aux puissances nucléaires de réexaminer leurs politiques et leurs positions déclarées en ce qui concerne les arrangements visant à garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

La question de la non-prolifération des armes nucléaires est aussi étroitement liée à celle d'une interdiction complète des essais nucléaires que l'est le Traité sur la non-prolifération avec le traité d'interdiction complète des essais que la communauté mondiale cherche à conclure depuis déjà de nombreuses années. La patience est certes une grande vertu, mais elle a ses limites et les Etats non dotés d'armes nucléaires ont et continueront sans doute d'exercer leur droit légitime d'exiger que les Etats dotés d'armes nucléaires prennent immédiatement des engagements concrets et contraignants en vue de progresser substantiellement et rapidement vers le désarmement nucléaire et en fin de compte la conclusion d'une convention ayant force obligatoire concernant le désarmement général et complet sous un contrôle international strict, adéquat et efficace.

(M. Don Nanjira, Kenya)

Comme il est indiqué au paragraphe 32 du Document final, les déclarations unilatérales présentées par les Etats dotés d'armes nucléaires en 1980 sont inacceptables pour le Groupe des 21 et pour nombre d'autres délégations, non seulement parce qu'elles n'incluent pas l'engagement ferme de leurs auteurs indispensable pour satisfaire aux aspirations légitimes des Etats non dotés d'armes nucléaires, mais pire encore, parce que ces déclarations visent paradoxalement à protéger les puissances nucléaires elles-mêmes contre les Etats non dotés d'armes nucléaires. Ma délégation rappelle la position du Groupe des 21, qui est aussi pleinement la sienne, à savoir que les garanties de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires doivent être universelles et inconditionnelles. Je note donc avec satisfaction la garantie donnée unilatéralement en 1964 et ensuite réitérée par la République populaire de Chine, selon laquelle ce pays ne sera à aucun moment et en aucune circonstance le premier à utiliser les armes nucléaires. Nous prenons acte aussi avec intérêt des propositions formulées par la Chine, dans le document CD/207 du 6 août 1981, au sujet de la question des garanties de sécurité. Ce document mérite d'être examiné attentivement, et nous espérons que les autres puissances nucléaires présenteront des positions révisées qui pourraient aussi faire l'objet d'un examen approfondi de la part du Comité du désarmement. Cette initiative serait en effet conforme au paragraphe 59 du Document final, qui exige en substance des puissances nucléaires qu'elles s'efforcent au plus tôt de conclure des arrangements efficaces et inconditionnels garantissant les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

A cet égard, ma délégation rappelle la nécessité qu'il y a de respecter pleinement et strictement le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé le 1er juillet 1968 et entrée en vigueur le 5 mars 1970. Ce traité sert les intérêts de sécurité de tous les Etats, tant nucléaires et non nucléaires. En attendant donc, la réalisation du désarmement nucléaire et la conclusion d'une convention internationale sur le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, il est évident que la communauté internationale doit prendre des mesures s'inspirant notamment des principes suivants :

1. Il est impératif d'accélérer, au sein du Comité du désarmement et de son Groupe de travail spécial des garanties de sécurité, le processus d'élaboration d'une convention valable à tout jamais relative à la question des garanties de sécurité à accorder aux Etats non dotés d'armes nucléaires;

2. les puissances nucléaires doivent d'urgence conclure des arrangements efficaces et adéquats avec tous les Etats non dotés d'armes nucléaires, sans la moindre limitation ni condition;

3. les essais d'armes nucléaires doivent être arrêtés immédiatement;

4. une interdiction complète et rapide du recours aux armes nucléaires doit être décidée;

5. des arrangements internationaux efficaces et adéquats doivent être conclus contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires contre des zones exemptes d'armes nucléaires;

6. un traité international visant à garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires doit être conclu d'urgence; et

(M. Don Nanjira, Kenya)

7. il est indispensable d'appliquer d'urgence et pleinement les décisions et les recommandations de la communauté internationale concernant le désarmement adoptées au niveau mondial ou au niveau régional, par exemple les résolutions 28/72-P et 29/12-P, relatives respectivement au renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires et à la création de zones exemptes d'armes nucléaires en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud, adoptées à la douzième Conférence islamique des Ministres des Affaires étrangères, tenue à Bagdad, Iraq du 1er au 6 juin 1981.

Ainsi, les garanties de sécurité doivent être accordées non seulement aux Etats non dotés d'armes nucléaires, mais aussi aux zones exemptes d'armes nucléaires et, à cet égard aussi, le comportement des Etats dotés d'armes nucléaires sera un facteur déterminant important, en particulier aujourd'hui, où l'on enregistre les progrès technologiques les plus poussés et les plus rapides. De même, il convient que les Etats non dotés d'armes nucléaires soient protégés dans tous les milieux, y compris l'espace extra-atmosphérique, contre les attaques et les menaces d'attaques au moyen d'armes nucléaires.

Somme toute, la balle est maintenant dans le camp des puissances nucléaires, mais le Comité du désarmement et son Groupe de travail spécial des garanties de sécurité devraient faire porter leur effort sur les points de convergence et consacrer surtout leurs efforts aux problèmes spécifiques que posent les diverses propositions à propos desquelles des désaccords majeurs persistent entre Etats dotés et non dotés d'armes nucléaires. Bref, la recherche d'une "approche commune" acceptable pour toutes les délégations devrait être intensifiée, et le mandat du Groupe de travail renouvelé chaque année dès le début des travaux du Comité du désarmement pour permettre au Groupe de continuer à négocier en vue de parvenir à un accord, comme l'a recommandé l'Assemblée générale dans sa résolution 35/46 du 3 décembre 1980.

Monsieur le Président, ma délégation se félicite de la façon dont les consultations et les contacts officieux se déroulent, sous votre habile direction, en particulier au sujet des points 1 et 2 de l'ordre du jour. Ces consultations s'avèrent fort utiles, et j'espère que chacun demeurera disposé à examiner en toute franchise les divergences de vues entre délégations et groupes de délégations, et que cet examen sera encore intensifié afin que les problèmes de procédure et de fond qui se posent à nous soient bientôt résolus.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Kenya de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine, Son Excellence l'Ambassadeur Carasales.

M. CARASALES (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, j'ai déjà eu l'occasion de dire que ma délégation se réjouit de vous voir diriger les travaux du Conité et remercie votre prédécesseur, M. l'Ambassadeur d'Iran, du travail fort efficace qu'il a effectué. J'aimerais aussi dire notre satisfaction d'accueillir au Comité de nouveaux délégués, les Ambassadeurs des Pays-Bas et de la Tchécoslovaquie; enfin, je voudrais exprimer personnellement le regret de voir partir l'Ambassadeur de Roumanie, M. Malitza, avec qui j'entretiens depuis plus de vingt ans des relations d'amitié, et avec lequel j'ai eu le plaisir de coopérer dans le cadre des travaux du Comité. Je prie la délégation roumaine de transmettre à M. l'Ambassadeur Malitza les voeux de succès que ma délégation et moi-même formons pour les nouvelles fonctions que son gouvernement lui a confiées.

(M. Carasales, Argentine)

Je parlerai aujourd'hui du point inscrit au programme de travail de la semaine dernière, à propos duquel j'avais demandé mon inscription sur la liste des orateurs à savoir le point 4 de l'ordre du jour du Comité, relatif aux armes chimiques.

Ma délégation se réjouit de l'accord relatif à l'extension du mandat du Groupe de travail spécial, que souhaitaient beaucoup d'entre nous et qui n'a certes pas été facile. Il faut espérer que ce nouveau mandat donnera une impulsion nouvelle aux discussions de ce groupe dirigées avec tant d'efficacité ces dernières années par les Ambassadeurs Okawa et Lidgard, et que conduit aujourd'hui avec le même enthousiasme l'Ambassadeur Sujka.

Il n'est guère besoin de souligner l'importance que présente une convention sur les armes chimiques dans le contexte général du désarmement. Sa conclusion rapide répondra à l'aspiration profonde de la communauté internationale, frustrée jusqu'ici en dépit des négociations bilatérales menées entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique et des longues années de discussions multilatérales à la Conférence du Comité du désarmement et au présent Comité.

Certes, les substances chimiques présentent par nature diverses caractéristiques techniques qui en compliquent l'interdiction. Les produits létaux supertoxiques ne posent guère de problèmes, étant donné que leur forte toxicité interdit leur emploi à des fins pacifiques ou de recherche, si ce n'est à des doses infimes.

Par contre, la situation n'est pas aussi claire en ce qui concerne les produits chimiques létaux et nuisibles qui, en raison de leur double nature, du développement constant de l'industrie chimique et de la poursuite de la recherche, sont indispensables en médecine, en agriculture et dans d'autres activités pacifiques.

Les précurseurs et l'apparition des "armes binaires" ont causé de nouvelles et sérieuses difficultés en ce qui concerne la définition précise et correcte des armes chimiques que la convention doit interdire.

A ce propos, ma délégation, comme elle l'a déjà indiqué dans son intervention du 21 juillet 1981, estime que la définition des "armes chimiques" doit mentionner expressément les "armes binaires".

Le critère de "destination générale" permettra de discerner les substances chimiques interdites et autorisées, mais il sera nécessaire de le compléter par d'autres critères, comme ceux de "toxicité", de "structure chimique" et de "quantité".

L'association de divers critères acquiert une importance fondamentale pour ce qui est de la vérification du respect de la convention. La subjectivité qu'implique l'expression "destination générale" et la difficulté qu'il y a à prouver cette destination, soit d'une façon active soit d'une façon passible, obligent à recourir à d'autres moyens pour établir si la fabrication, le stockage ou le transfert d'une substance donnée en quantité déterminée constituent ou non une violation de la convention.

Nous croyons que les registres internationaux relatifs à la fabrication, à la consommation, à l'importation et l'exportation, ventilés par substance chimique, peuvent fournir à cet égard d'inestimables services.

(M. Carasales, Argentine)

Conjointement avec d'autres délégations, celle de l'Argentine a réclamé instamment l'interdiction complète des armes chimiques, interdiction qui, entre autres choses, doit englober l'"utilisation" de ces armes.

On a invoqué à l'encontre de cette proposition divers arguments que, malgré tout le respect que méritent les positions des diverses délégations, nous estimons fort peu convaincants.

On a dit que le Protocole de Genève de 1925 prohibe complètement l'emploi à la guerre de substances chimiques, que la répétition de cette prohibition susciterait des doutes quant à la valeur reconnue du Protocole et que l'inclusion d'un mécanisme de vérification susciterait des ambiguïtés.

Tel n'est pas notre avis, et ceci pour les raisons suivantes :

Premièrement, les partisans de l'interdiction explicite de l'"utilisation" des armes chimiques n'ont jamais prétendu affaiblir le Protocole de 1925. Au contraire, sa validité peut être clairement réaffirmée dans le préambule et le dispositif de la convention.

L'existence de traités internationaux qui se réaffirment et se complètent mutuellement est un fait normal dans l'évolution constante des instruments internationaux. On peut citer à titre d'exemples les Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949, relatifs à la protection des victimes de conflits armés internationaux, qui ont été conclus en 1977. Ces Protocoles additionnels réaffirment dans leur préambule la validité des Conventions de 1949, puis énoncent une série de dispositions qui en complètent et développent les clauses.

Deuxièmement, le Protocole de 1925 a été rédigé à une certaine étape de l'histoire du droit international, qui depuis sa conclusion a évolué et progressé. Autrefois, la "guerre", à laquelle se réfère exclusivement le Protocole, se distinguait clairement des autres "conflits armés". La nature particulière des conditions dans lesquelles elle avait lieu et de ses protagonistes entraînait des conséquences juridiques auxquelles étaient étrangers les autres types de conflits.

La guerre avait été interdite, d'abord partiellement par le Pacte de la Société des Nations en 1919, puis totalement par le Pacte Briand-Kellog de 1928, mais les autres conflits armés, qui par leurs caractéristiques ne répondaient pas à la notion de "casus belli", restaient en marge de cette interdiction. La Charte des Nations Unies a éliminé cette différence en rejetant d'une façon absolue tout recours à la force.

Dès lors, le concept traditionnel de "guerre" a été remplacé par d'autres concepts, ceux de "conflit armé" ou d'"hostilités", qui s'appliquent tant aux situations qu'ils impliquent qu'à leurs protagonistes.

Les Protocoles de Genève de 1949 en constituent un bon exemple. Le paragraphe 1 de l'article 2, commun aux quatre protocoles, se réfère aux "conflits armés internationaux", notion qui s'applique aussi bien à la guerre qu'aux autres conflits armés entre Etats, quelle que soit l'intensité de ces derniers. Les Protocoles additionnels de 1977, qui ont ajouté de nouveaux éléments au cadre ainsi tracé, ont poursuivi cette évolution.

L'évolution des concepts est aussi démontrée dans la convention sur les armes chimiques, dont nous commençons à nous occuper.

(M. Carasales, Argentine)

Dans l'Elément II de la Convention, qui figure dans le rapport du Groupe de travail présenté en 1981, il est question de "fins hostiles"; dans l'Elément III, d'interdiction de transférer des armes chimiques à "qui que ce soit", expression d'une large portée, qui vise non seulement les Etats, mais aussi tous groupes, organisations ou personnes.

Il est donc évident que les dispositions du Protocole de Genève de 1925 sont limitées, d'où la nécessité d'interdire aussi, dans la nouvelle convention, l'"utilisation".

Troisièmement, la formulation en ce qui concerne les substances et les dispositifs interdits dans le Protocole de Genève est vague, au point que l'on peut douter sérieusement que cet instrument vise vraiment toutes les armes chimiques que le développement de l'industrie en question a rendues possibles, y compris les armes binaires.

Quatrièmement, au cours des cinquante dernières années, de nombreuses accusations d'emploi d'armes chimiques ont été portées et il est à prévoir que, comme la réalité internationale nous y a accoutumés, il en aille de même à l'avenir.

Un protocole qui interdit l'"utilisation" d'armes chimiques mais n'établit pas de procédure de vérification à ce sujet risque d'engendrer une situation d'insécurité, dans laquelle la véracité d'accusations et de ripostes n'est pas établie et qui ne peut se régler que si l'"utilisation" a également sa place dans le cadre général de l'interdiction prévue par une convention globale prévoyant un système de vérification satisfaisant.

C'est précisément de cet autre aspect important de la convention, celui de la vérification, que je voudrais traiter maintenant.

Le problème de la vérification non seulement présente des aspects techniques, mais encore appelle des décisions politiques.

L'Argentine est en faveur d'un système souple de vérification combinant des mécanismes nationaux et internationaux.

Nous estimons que la vérification internationale, avec des inspections "sur place" effectuées sur des bases non discriminatoires, est le seul système efficace pour les pays en développement qui n'ont pas accès à des technologies perfectionnées pour s'assurer que les autres Etats parties respectent les dispositions de la convention.

D'aucuns s'opposent à la vérification internationale, en invoquant des arguments de souveraineté et considérant qu'il s'agirait là d'une ingérence dans les activités industrielles du pays concerné.

Toutefois, si cette vérification internationale s'effectuait par le truchement d'un organe représentatif des Etats parties à la convention, constitué sur la base d'une répartition géographique adéquate, qui appliquerait des méthodes universellement acceptées et surveillerait le respect de la convention sur une base d'égalité entre tous ces Etats, les intérêts de tout le monde seraient dûment sauvegardés.

Dans ce domaine, la discrimination est l'élément qui porte atteinte aux droits des Etats. Elle ne doit pas exister dans une convention conclue au sein du Comité du désarmement, premier organe vraiment multilatéral de négociation qui, en appliquant la règle du consensus dans la concertation en vue d'un accord, rendra possible une acceptation universelle de celui-ci.

(M. Carasales, Argentine)

Ma délégation, comme elle l'a déjà fait savoir en de précédentes occasions, juge nécessaire qu'un comité consultatif, composé d'un nombre pas trop élevé d'Etats parties et disposant d'un groupe d'experts désignés par ces Etats, soit reconnu comme organe de contrôle et de vérification du respect et de l'application de la convention sur les armes chimiques.

Ce comité devra être chargé de recevoir les accusations concernant d'éventuelles violations et d'en établir le bien-fondé ou de les réfuter.

Par contre, nous préférons n'inclure le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies dans aucune des instances prévues à cet égard.

En effet, étant donné son système de vote, cet organe est mal adapté pour jouer un rôle positif et impartial dans le domaine de la vérification.

Aux considérations de caractère politique, comme je le disais il y a un instant, s'ajoutent des questions techniques. De nombreux documents traitant de modalités possibles de vérification pour chacun des éléments de la convention ont été présentés au Groupe de travail et au Comité du désarmement.

Ce n'est pas le moment de m'étendre sur les caractéristiques de la vérification. Je me bornerai à faire remarquer qu'aussi loin que les progrès techniques et scientifiques puissent nous permettre de nous approcher de l'idéal d'une vérification complète et exhaustive il restera toujours une marge de doute et la possibilité d'une duperie ou d'une dissimulation ne cessera d'être présente.

Pourrons-nous jamais être sûrs qu'un Etat détruise réellement toutes ses armes chimiques existantes ? Ou qu'il n'omette pas dans sa déclaration de mentionner quelques-uns de ses stocks ? Quelle vérification prévoir, en ce qui concerne les scientifiques et les ingénieurs, pour éviter qu'ils ne divulguent des connaissances clef permettant à d'autres de fabriquer des armes chimiques ?

A la séance plénière du 23 février dernier, l'Ambassadeur Okawa, parlant du point 1 de notre ordre du jour, a dit ce qui suit :

> "La fiabilité du système de vérification présente, pour toute mesure de désarmement ou de limitation des armements, une importance fondamentale. Cependant, la recherche de la perfection absolue dans le mécanisme de vérification, la recherche d'une méthode de vérification infaillible, peut fort bien faire obstacle à la conclusion d'un accord. Un équilibre raisonnable doit être trouvé entre l'avantage qu'il y a à conclure un accord de désarmement sinon complet, du moins positif, et le risque que certaines violations soient théoriquement possibles en dépit du mécanisme de vérification convenu. Peut-être l'adéquation de tout système de vérification est-elle en dernière analyse une question de jugement politique et de confiance mutuelle."

Nous pensons que les paroles de M. l'Ambassadeur du Japon valent aussi pour la convention sur les armes chimiques.

Tout traité doit reposer sur un certain degré de confiance entre les parties.

S'il s'agit de choisir entre, d'une part, un accord assorti d'un système adéquat - et je souligne le mot "adéquat" - de vérification nationale et internationale, même si un tel système n'est pas parfait pour toute ses dispositions, et, d'autre part, l'absence d'accord, nous préférons la première solution.

(M. Carasales, Argentine)

Monsieur le Président, ma délégation continuera à rechercher un système acceptable pour tous, afin de rendre possible, avec la volonté et la coopération de tous les membres du Comité, la conclusion d'une convention sur les armes chimiques, qui se révèle de plus en plus nécessaire et urgente.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Argentine de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Chine, Son Excellence Monsieur le Ministre Tian Jin.

M. TIAN JIN (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, depuis la création, en 1980, du Groupe de travail des armes chimiques par le Comité du désarmement, des débats détaillés et approfondis se sont déroulés au sein de ce Groupe sur des questions relatives à une convention sur l'interdiction des armes chimiques, sous la direction énergique de Monsieur l'Ambassadeur Okawa, du Japon, et de Monsieur l'Ambassadeur Lidgard, de la Suède. Grâce, en particulier, au débat concernant "les Eléments d'une convention sur les armes chimiques", de nombreuses questions de fond ont été clarifiées. Nous sommes heureux de voir que, cette année, le Comité du désarmement a pris la juste décision d'élargir le mandat du Groupe de travail, si bien que les travaux de ce dernier en sont maintenant au stade important de l'élaboration de la convention. Nous espérons que sous la présidence de Monsieur l'Ambassadeur Sujka, de Pologne, et grâce aux efforts de toutes les délégations, le Groupe de travail mènera à bien la tâche importante qui lui a été confiée par le Comité du désarmement.

Bien qu'un certain progrès ait été accompli dans nos travaux, la route qui conduit à un accord est accidentée et il n'y a pas lieu d'être optimiste au sujet des perspectives d'un tel accord. Certains événements qui se sont produits au cours des deux dernières années, en particulier, nous ont causé de vives préoccupations. Je fais allusion, tout d'abord, aux accusations touchant l'utilisation d'armes chimiques en Afghanistan, au Laos et au Kampuchea. Un nombre croissant d'informations et d'éléments de preuve ont déjà largement éveillé l'attention de l'opinion publique mondiale. Il n'est que naturel que les gens demandent que des enquêtes impartiales soient effectuées pour faire apparaître la vérité. L'Organisation des Nations Unies a adopté des résolutions à cet effet et créé des groupes d'enquête. Toutefois, les Etats concernés, tout en niant catégoriquement avoir utilisé des armes chimiques, ont fait obstruction aux travaux d'investigation. Dans de telles circonstances, on est en droit de se demander comment il est possible d'instaurer la "confiance" dont ils parlent avec volubilité. S'il n'est pas possible de prouver que les traités internationaux existants ont été respectés, comment est-il possible de garantir l'efficacité de la future convention ? Une telle situation projettera inévitablement une ombre sur les négociations en cours. De plus, une superpuissance a déclaré que pour compenser la supériorité de l'autre superpuissance en matière d'armes chimiques, elle a décidé de fabriquer des armes chimiques binaires. A son tour, cette décision ne manquera pas de se traduire par une nouvelle expansion de l'arsenal d'armes chimiques de l'autre superpuissance. Nous savons tous que la technologie de fabrication des armes chimiques binaires n'a pas de secret pour ces deux superpuissances, et qu'elles ont l'une et l'autre la capacité de fabriquer de telles armes en grandes quantités. L'adoption d'une telle technologie transformera la fabrication d'agents de guerre chimique en une fabrication de produits chimiques ordinaires. En conséquence, les préparatifs de la guerre chimique deviendront plus secrets et plus faciles. Cela augmentera encore le risque de guerre chimique. Les peuples de tous les pays font face à une situation dans laquelle la course aux armements entre les deux Etats qui possèdent les plus grands arsenaux nucléaires et classiques a abordé un nouveau domaine, et où la mise au point et l'utilisation des armes chimiques par ces Etats atteint un nouveau stade. Si ce Groupe de travail ne parvient pas à accomplir des progrès rapides dans ses négociations

(M. Tian Jin, Chine)

et ne parvient pas non plus à conclure à une date rapprochée une convention sur l'interdiction générale et la destruction totale des armes chimiques, alors la course aux armements entre les superpuissances dans le domaine des armes chimiques connaîtra une nouvelle escalade, et il est probable que les armes chimiques seront utilisées plus fréquemment et à plus grande échelle dans les guerres et les conflits armés. Les peuples du monde y sont résolument opposés. Le Comité du désarmement a la responsabilité d'empêcher qu'une telle situation ne se produise et de parvenir à un accord sur la conclusion d'une convention relative aux armes chimiques dès que possible.

Le Groupe de travail des armes chimiques est en train d'élaborer le libellé des dispositions spécifiques de cette future convention. Nous avons systématiquement soutenu que la portée de l'interdiction de la future convention devrait s'étendre à l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques. La raison sous-jacente à cette attitude a été expliquée à maintes reprises par notre délégation aux séances plénières du Comité du désarmement et aux réunions du Groupe de travail des armes chimiques. Une disposition relative à l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques a été proposée dans le document CD/CW/CRP/24, du 3 mars 1982, parrainé conjointement par l'Argentine, l'Australie, l'Indonésie, le Pakistan et la Chine. Je n'exposerai pas de nouveau ici les motifs pour lesquels cette future convention sera complémentaire et non contradictoire par rapport au Protocole de Genève de 1925, étant donné qu'ils ont déjà été énoncés. Je désire seulement m'en tenir au point suivant, à savoir qu'il manque au Protocole de Genève une procédure de plainte et des clauses de vérification, ce qui s'est traduit, par la suite, par l'incapacité de prendre les mesures nécessaires pour s'occuper des violations du Protocole et les empêcher. Si la portée de l'interdiction de la future convention ne couvre pas l'interdiction de l'utilisation, les mesures de vérification, aussi détaillées soient-elles, ne pourront pas s'appliquer à l'utilisation des armes chimiques, laissant ainsi subsister une grave échappatoire. Nous espérons que les délégations ici présentes, conscientes de la nécessité urgente d'empêcher l'utilisation des armes chimiques, examineront avec sérieux cette proposition.

Le Groupe de travail a concrètement examiné la question de la vérification. L'opinion constante de la délégation chinoise est qu'une convention sur l'interdiction des armes chimiques doit prévoir un contrôle international strict et efficace et des mesures de vérification. Sans cela, il ne saurait y avoir aucun accord de désarmement vraiment significatif. Dans son document de travail CD/102, présenté en 1980, la délégation chinoise a montré clairement que pour assurer l'application fidèle des dispositions de la convention, il conviendrait d'incorporer dans la convention des mesures strictes et efficaces d'inspection et de contrôle internationaux. A cette fin, nous pensons qu'il faudrait créer un mécanisme de contrôle international approprié, qui serait chargé de vérifier la destruction des stocks d'armes chimiques et l'élimination des installations fabriquant de telles armes. Un tel mécanisme devrait aussi être habilité à entreprendre promptement l'enquête nécessaire dans le cas d'une plainte touchant l'utilisation d'armes chimiques ou d'autres violations, et à prendre les mesures appropriées pour s'occuper d'une violation, une fois établi le bien-fondé de la plainte. A cet égard, le document CD/244, présenté récemment par la délégation du Royaume-Uni, contient une proposition assez complète sous forme des dispositions de la future convention. Nous nous félicitons de cette contribution de la délégation britannique.

Pour ce qui est de la composition, de la tâche et des procédures de travail de ce mécanisme international de vérification, le document de travail CD/220 contient quelques propositions et suggestions concrètes. Ce que je désire faire observer, c'est qu'en ce

(M. Tian Jin, Chine)

qui concerne la tâche de vérification du futur mécanisme international de surveillance et de contrôle, le document susmentionné et les autres documents de travail ne contiennent pas de disposition claire prévoyant une inspection sur place efficace portant sur l'utilisation d'armes chimiques. Au vu des incidents internationaux qui se sont produits au cours des années récentes, nous considérons qu'une telle vérification sur place est non seulement nécessaire mais encore plus urgente que jamais auparavant. En fait, on a enregistré, depuis la signature du Protocole de Genève de 1925, un flot presque continu de plaintes au sujet de l'utilisation d'armes chimiques. C'est pourquoi nous sommes d'avis que, dans la future convention, non seulement la portée de l'interdiction devrait couvrir l'utilisation des armes chimiques, mais encore que les mesures de vérification devraient aussi s'appliquer à l'utilisation de telles armes. Ainsi, le Protocole de Genève serait renforcé et la future convention serait plus complète et efficace.

Lors des consultations qui se sont déroulées récemment, les experts ont adopté des modes opératoires standard de détermination de la toxicité létale par administration sous-cutanée et par inhalation, et ils ont proposé qu'un inventaire soit dressé, qui énumérerait les précurseurs-clef des agents de guerre chimique et autres produits chimiques nuisibles, dont il est difficile de formuler les critères de toxicité. Il ne fait aucun doute que ces résultats concrets de nature technique peuvent faciliter les négociations du Comité du désarmement. Nous nous félicitons de ces résultats positifs. L'expert chinois a aussi présenté un document de travail sous la cote CD/CW/CTC/3. Nous espérons qu'au cours des sessions futures, le Comité du désarmement procèdera à davantage de consultations sur les problèmes techniques, profitant de la présence à Genève des experts de divers pays, pour faciliter les progrès de nos négociations. Naturellement, nous sommes tout à fait conscients que la négociation sur l'interdiction des armes chimiques est une question plus politique que technique. A cet égard, il ne fait aucun doute que les deux superpuissances qui possèdent des armes chimiques devraient assumer de grandes responsabilités. Si elles pouvaient mettre un terme à leur course aux armements chimiques et faire preuve de la sincérité nécessaire, le processus des négociations pour la conclusion d'une convention d'interdiction des armes chimiques s'en trouverait grandement accéléré.

M. RODRIGUEZ NAVARRO (Venezuela) (traduit de l'espagnol) : Avant de commencer à exposer la position vénézuélienne à l'égard des divers points de notre ordre du jour, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir assumé la présidence du Comité du désarmement. Notre pays entretient les meilleures relations avec celui que vous représentez.

Je tiens également à exprimer la gratitude de ma délégation à M. l'Ambassadeur d'Iran pour la façon particulièrement efficace dont il a présidé les réunions du Comité au mois de février dernier.

L'année passée, j'ai été accueilli et félicité en tant que représentant de mon pays dans ce forum multilatéral unique de négociation; à mon tour, j'ai le plaisir de souhaiter la bienvenue aux représentants des Pays-Bas et de la Tchécoslovaquie, qui apporteront sans nul doute une contribution de grande valeur aux travaux de ce Comité.

Je voudrais aussi dire aurevoir à notre bon ami, M. Malitza, Ambassadeur de Roumanie et lui exprimer, au nom de ma délégation, toutes nos félicitations et nos meilleurs voeux de succès dans les nouvelles et importantes fonctions qu'il est appelé à exercer.

(M. Rodriguez Navarro, Venezuela)

La deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement va s'ouvrir sous peu et le document le plus important qui doit être adopté par cette Assemblée, à savoir le Programme global de désarmement, est encore loin de voir le jour, bien qu'il ait dépassé le stade embryonnaire. Non sans raisons, nous nous heurtons à de graves difficultés pour rédiger les mesures qui constituent ce Programme.

Ces mesures devraient avoir un haut degré de spécificité et devraient être accomplies dans un délai qui, bien que souple, n'empêche pas la réalisation de leur objectif. Nous insistons sur le fait que le Programme global de désarmement doit être adopté par consensus lors de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement; en effet, en l'absence d'un consensus le Programme perdrait son objectif primordial, qui est d'unir toutes les volontés du monde dans un processus orienté vers le désarmement général et complet.

Cette intégration des volontés ne peut pas consister simplement à concilier les conceptions sur le désarmement. Cela est impossible. Nous n'avons pas les mêmes idées sur la façon de mener à bien le désarmement et il n'y aura pas de désarmement si nous ne nous mettons pas d'accord sur les moyens à employer pour y parvenir. Ce qu'il faut, c'est "créer le désarmement". Les conceptions doivent se fondre pour créer une nouvelle substance dont les éléments soient inséparables, car, dans le cas contraire, un processus qui devrait être universel par nature continuerait d'être déformé pour servir les intérêts les plus égoïstes.

Les paroles prononcées par le Chancelier de la République du Venezuela, M. José Alberto Zambrano Velasco, sont plus que jamais valables à ce stade de la négociation. Je cite : "L'heure de la vérité se traduit comme suit : c'est le moment auquel on perçoit clairement que le nouvel ordre international ne doit pas être instauré au moyen d'ajustements conjoncturels, qui ne feraient que prolonger, en l'aggravant, l'agonie de l'ordre actuel, mais par un changement de la conception fondamentale du monde dans lequel nous vivons".

Le monde est atteint d'une maladie contagieuse qui s'aggrave de jour en jour et se propage en créant des foyers de tension et un armementisme injustifié qui risque de mettre fin à son existence même. Le plus grand danger que court l'humanité est celui qui menace son existence : l'arme atomique.

On pourrait déjà détruire le monde plusieurs fois avec l'arsenal nucléaire qui existe actuellement, mais il semble que cela ne soit pas suffisant; certains ne sont pas sûrs que trois tonnes de dynamite par personne suffisent à assurer leur sécurité.

Je pourrais citer des études comme celle qui a été publiée par ce Comité à la demande de notre délégation (document CD/238) et qui a été élaborée par l'Académie pontificale des sciences à la demande du Pape Jean Paul II pour inciter les chefs des grandes puissances mondiales à s'orienter vers le désarmement. Je pourrais citer aussi des paragraphes terrifiants de l'Etude d'ensemble des armes nucléaires et leur rebattre les oreilles des sommes incroyables qui sont gaspillées aux dépens du développement des peuples; mais la crainte de l'insécurité qui hante les grandes puissances les rend sourdes aux exigences humanitaires les plus élémentaires de ceux qui n'ont rien à voir avec leurs politiques de domination et d'expansion, mais qui en font l'objet : politiques qui ne sont, je le répète, que le reflet de leur propre insécurité, tant interne qu'externe.

Nous sommes heureux de voir que des négociations se déroulent à Genève entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique en vue de la réduction des missiles de

(M. Rodriguez Navarro, Venezuela)

moyenne portée en Europe, mais nous ne pouvons renoncer à exiger l'ouverture de négociations sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, comme l'avait demandé le Groupe des 21 dans les documents CD/180 et CD/181 du 24 avril 1981.

Un élément nouveau doit être examiné pour pouvoir entamer des négociations sur l'interdiction des essais nucléaires. La délégation des Etats-Unis d'Amérique a proposé de créer un organe subsidiaire pour examiner et définir les aspects liés à la vérification et aux réclamations concernant l'interdiction totale des essais nucléaires.

De même que l'année passée, notre pays est disposé à chercher des voies de négociations sur l'interdiction des essais nucléaires. A la dernière session, sur la proposition initiale de notre délégation, des consultations officieuses ont eu lieu en Comité plénier sur les points 1 et 2.

A l'issue de ces consultations, nous réaffirmons à nouveau que nous avons épuisé toutes les discussions préliminaires sur cette question et qu'il ne reste plus d'autre étape que la négociation de l'interdiction des essais nucléaires.

Le Venezuela est disposé à étudier les diverses formules possibles pour le mandat du Groupe de travail, pour autant que les travaux de ce Groupe s'inscrivent dans le cadre du processus de négociation du traité sur la cessation des essais nucléaires, ce qui suppose que les Etats aient l'intention de négocier ce traité, qui présente une priorité indiscutable et qui est réclamé par une écrasante majorité de la communauté internationale; dans le cas contraire, le Comité pourrait utiliser plus utilement le temps qui lui est imparti. En résumé, Monsieur le Président, s'il n'existe pas la volonté de négocier, il n'existe pas non plus celle de se mettre d'accord et, en conséquence, nous connaissons d'avance le résultat de ces discussions.

Les tâches du Groupe de travail des armes chimiques présentent un grand intérêt pour notre pays; il s'agit d'une convention qui complète et qui renforce le Protocole de Genève de 1925 en vue de supprimer cette arme atroce qu'est l'arme chimique. Nous croyons que les politiques de dissuasion fondées sur l'arme chimique sont incompatibles avec l'objectif de cette convention. Nous avons intérêt à ce qu'elle permette de dissiper les doutes concernant le champ d'application du Protocole de Genève de 1925 et de créer une procédure pour vérifier les plaintes concernant l'emploi d'armes chimiques, ainsi qu'un système adéquat de vérification des obligations contractées aux termes de cette convention, qu'il s'agisse d'accomplir certaines actions ou de s'en abstenir. Les méthodes de vérification détermineront l'importance de cet accord en tant que mesure véritable de désarmement.

Résistant à la tentation de parler des aspects très détaillés de la vérification, nous voulons insister sur son fondement, étant donné que c'est la conception de la vérification et non les détails seulement qui mettent en péril le succès de la future convention et, cela va sans dire, celui de la négociation de l'interdiction des essais nucléaires. Tout d'abord la vérification n'est nullement synonyme de confiance et ces deux termes ne sont pas interchangeables. La confiance ne s'établit pas par la vérification; elle ne peut s'inscrire dans les documents : c'est une attitude générale d'un Etat face à un autre ou bien face à la communauté internationale.

Monsieur le Président, si la vérification est un acte mécanique, la confiance est un acte humain. Les Etats devront être plus actifs et s'efforcer de mériter la

(M. Rodriguez Navarro, Venezuela)

confiance des autres et c'est dans ce processus qui consiste à gagner la confiance qu'intervient un système de vérification à caractère mixte qui met l'accent sur l'ouverture au monde.

Les garanties de sécurité négatives demandées par les Etats non dotés d'armes nucléaires constituent une juste demande de ces pays et plus encore de ceux qui ont renoncé à l'arme nucléaire en vertu d'instruments juridiques qui les lient. Le Venezuela, qui appartient à une zone exempte d'armes nucléaires, bénéficie des garanties de toutes les puissances nucléaires et nous offrons notre solution et notre expérience à ceux qui, comme nous, veulent s'assurer, par le biais d'un instrument juridiquement contraignant, qu'ils ne feront pas l'objet d'une attaque nucléaire. Nous ne partageons pas l'opinion de ceux qui ne possèdent pas l'arme nucléaire, mais qui seraient disposés à l'utiliser. Il ne nous échappe pas que la véritable garantie serait l'absence de cette arme; mais, puisque nous parlons maintenant de mesures provisoires, nous sommes satisfaits de les avoir obtenues. Nous disions que nous offririons notre solution, mais nous ne l'imposons pas et qui plus est, nous soutenons qu'il est absolument légitime de demander que non seulement les non-détenteurs d'armes nucléaires doivent avoir l'assurance que ces armes ne seront pas utilisées contre eux, mais aussi qu'à jamais, sans exception, l'arme nucléaire ne sera utilisée. En attendant le moment où les armes nucléaires seront éliminées nous continuerons à travailler pour que ces garanties soient les plus universelles possibles étant donné que l'arme atomique ne connaît aucune frontière ni aucun document.

Monsieur le Président, ce Comité est chargé d'élaborer une convention sur les armes radiologiques. Ces armes radiologiques n'existent pas, et de plus, semblent être indéfinissables. Notre délégation demande qu'en élaborant le traité on définisse les armes radiologiques de façon positive et qu'on ne les appelle pas, même au sens du traité, armes radiologiques, ce qu'elles ne sont pas; nous parlons de matières radioactives. Une matière radioactive n'est pas une arme. En réalité, une matière radioactive peut être considérée comme une arme mais il s'agit d'une considération a posteriori, c'est-à-dire après vérification de l'intention, ce qui fait entrer en jeu un critère subjectif et discrétionnaire qui peut porter préjudice au développement des utilisations pacifiques des matières radioactives et de l'énergie nucléaire en général.

Nous avions proposé au début des délibérations du Groupe de travail des armes radiologiques de modifier l'optique du traité et de mettre l'accent sur ce qui en réalité constitue une menace possible : l'utilisation de matières radioactives à des fins hostiles. Etant donné que cette utilisation englobait les armes radiologiques qui n'existent pas on aurait résolu le problème de la définition de ces armes et les deux objectifs, celui de la prévention et de l'élimination de la menace, auraient trouvé une solution.

Nous avons constaté qu'il n'est pas possible de parvenir à un consensus sur ce changement d'accent; c'est pourquoi nous n'insisterons pas même si nous continuons d'être préoccupés par l'aspect central de notre proposition. En conséquence, nous sommes disposés à accepter un traité qui, en plus d'interdire l'emploi de matières radioactives à des fins hostiles, empêcherait l'apparition de l'arme radiologique. Nous sommes disposés à développer cette proposition pour dissiper le doute qu'elle jette en ce qui concerne les armes nucléaires. Mais nous ne réussirons que si l'on parvient à une définition nécessairement positive de l'arme radiologique.

(M. Rodriguez Navarro, Venezuela)

L'interdiction des attaques contre des installations nucléaires et constructions de même ordre doit s'appliquer sans faire de distinction entre leurs destinations civiles ou militaires; le critère que propose notre délégation est que l'interdiction, pour ce qui est des installations nucléaires, s'applique à celles qui sont en activité.

Monsieur le Président, avant de mettre l'accent sur l'importance que mon Gouvernement attache aux rapports entre le désarmement et le développement, je voudrais prendre quelques minutes pour expliquer comment nous comprenons le travail de ce Comité en ce qui concerne la négociation des traités. Tout d'abord, le titre du traité n'a que valeur d'indication et ne préjuge ni du contenu ni même du titre final du traité. Deuxièmement, toute proposition, qu'elle porte sur le texte complet du traité, ou sur tels ou tels articles ou extraits, se négocie sur un plan d'égalité et il ne s'agit ni de ratifier ni de consacrer des textes.

Si vous me permettez un exemple pour expliquer le fonctionnement de ce Comité c'est un peu comme lorsqu'un médecin soumet le cas de son patient à des consultants qu'il estime avoir plus d'autorité que lui en la matière, sinon il aurait pris les décisions lui-même. Une fois que le cas est soumis.non seulement le médecin ne peut s'attendre à ce que ses confrères confirment automatiquement son diagnostic mais il peut encore se produire que l'espérance de vie du moribond augmente.

Pour terminer, Monsieur le Président, je voudrais parler du critère que nous jugeons essentiel pour parvenir au désarmement.

Nous avons la ferme conviction que ce n'est que le développement intégral des peuples qui permettra de parvenir à une paix stable et durable, et que ce développement est le facteur et le produit du désarmement. Ainsi donc, il est non seulement nécessaire de détourner les ressources des armements, mais il faut les affecter au développement de tous les peuples nécessiteux du monde. Les paroles du Président de la République du Venezuela, M. Luis Herrera Campins, sont très éloquentes à cet égard lorsqu'il a affirmé sa foi dans "un droit international plus juste et plus humain fondé sur le développement intégral et harmonieux. Une paix qui ne soit pas simplement synonyme d'absence de guerre. Une justice imprégnée d'un sens social entre les peuples de la Terre et un développement intégral dans lequel l'homme serait le centre et l'objectif des préoccupations".

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Venezuela de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Tchécoslovaquie, Son Excellence l'Ambassadeur Vejvoda.

M. VEJVODA (Tchécoslovaquie) (traduit de l'anglais) : Prenant la parole en qualité de représentant de la République socialiste tchécoslovaque, je dois avant toute chose adresser à vous-même, Monsieur le Président, et à mes éminents collègues mes sincères remerciements pour l'accueil chaleureux qui m'a été réservé. Cet accueil me rappelle l'atmosphère amicale et constructive qui régnait ici il y a quelques années, lorsque j'avais l'honneur de diriger la délégation tchécoslovaque à la CCD. Je voudrais aussi vous assurer que ma délégation continuera de tout faire pour maintenir une atmosphère permettant de surmonter les difficultés et de résoudre les problèmes complexes du désarmement, afin que nos négociations puissent aboutir le plus tôt possible à des résultats concrets et tangibles.

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

Puisque mars touche à sa fin et que nous tenons aujourd'hui notre dernière séance plénière sous votre présidence, permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, du succès avec lequel vous avez dirigé les travaux du Comité.

Si nous voulons évaluer avec objectivité l'état d'avancement des travaux de cet important organe de négociations multilatérales, nous sommes malheureusement forcés d'admettre qu'aucun percée spectaculaire n'est pratiquement possible avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée consacrée au désarmement. Nous le déplorons, car mon pays est de ceux qui voyaient dans la convocation de la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement une importante occasion de redoubler d'efforts pour obtenir des résultats concrets. Nous nourrissions encore quelques espoirs à ce sujet lorsque le Comité a repris ses débats au début de l'année. Cependant, il est assez difficile aujourd'hui de conserver ces espoirs, alors que le Comité se prépare à élaborer le rapport qu'il présentera à cette deuxième session extraordinaire. Pourtant, tout n'est pas encore perdu.

Des représentants de pays socialistes, dont la Tchécoslovaquie, ont souligné à maintes reprises l'importance qu'ils attachent à la prochaine session extraordinaire et l'urgente nécessité de saisir l'occasion pour donner un nouvel élan aux négociations sur le désarmement. Tel fut le cas lors de la publication à Bucarest, en décembre dernier, du communiqué conjoint de la Réunion du Comité des Ministres des affaires étrangères du Pacte de Varsovie. Les pays socialistes n'ont jamais cessé de préconiser l'adoption, en vue du désarmement, de mesures raisonnables ne donnant à personne des avantages et ne mettant pas en danger l'équilibre des forces. L'URSS a donné une nouvelle preuve de leur attitude à cet égard dans la déclaration et les propositions présentées par le Président L. Brejnev, le 16 mars, au XVIIème Congrès des syndicats soviétiques, propositions auxquelles mon pays souscrit entièrement. Il s'agit d'une initiative unilatérale particulièrement audacieuse de l'Union soviétique, qui devrait faciliter la réduction des armements nucléaires de part et d'autre en Europe et qui simplement ne peut être ignorée, quels que soient les arguments auxquels ses opposants s'empressent de recourir. Il est extrêmement regrettable qu'aucun progrès apparent n'ait été réalisé dans le domaine très important du désarmement nucléaire et que d'autres puissances nucléaires n'aient pas au moins fait la moitié du chemin pour répondre à toutes ces propositions ainsi qu'à d'autres encore présentées par l'URSS. Cela est dû à l'incroyable attitude de quelques Etats dotés d'armes nucléaires, qui manifestement ont décidé de "résoudre" le problème du désarmement nucléaire par un formidable renforcement de leurs armements nucléaires.

Le Comité semble encore en mesure d'obtenir quelques résultats dans les préparatifs en vue de la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement. L'importance que ma délégation attache à l'élaboration du programme global de désarmement et à son adoption par l'Assemblée générale est bien connue. Nous avons présenté l'essentiel de nos considérations à cet égard dans le document CD/245 et dans plusieurs déclarations que notre délégation a faites au nom d'un groupe de pays socialistes.

Nous avons récemment pris une part active aux travaux de groupes de contact chargés de la rédaction de divers chapitres du Programme global de désarmement. Je tiens à ce propos à remercier au nom de ma délégation les représentants de la République fédérale d'Allemagne, du Brésil et de la France, qui ont présidé avec compétence ces divers groupes de contact.

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

Nos remerciements vont naturellement en premier lieu au Président du Groupe de travail sur le Programme global de désarmement, M. l'Ambassadeur García Robles, du Mexique, qui a présidé aussi le groupe de contact des mesures. L'idée de confier à des groupes de contact la négociation d'un projet de programme global de désarmement nous paraît judicieuse. Toutefois, le succès ne peut être complet en l'absence de volonté politique et d'une approche constructive. Nous avons donc été surpris par l'attitude manifestée au groupe de contact des mesures par certaines délégations en ce qui concerne les principaux aspects du désarmement nucléaire. En particulier l'attitude de la délégation des Etats-Unis sur la question de l'interdiction des essais nucléaires, que nous plaçons en tête des priorités, nous paraît assez décourageante.

La Tchécoslovaquie continuera de tout faire en vue de l'élaboration d'une synthèse de projet de programme global de désarmement, dont quelques dispositions pourraient cependant être maintenues entre crochets. A notre avis, ce projet de texte devrait pouvoir être modifié compte tenu de toute nouvelle proposition et de tout fait nouveau dans le domaine du désarmement. A cet égard, je voudrais exprimer l'opinion d'un groupe de pays socialistes selon laquelle il faudrait aussi tenir dûment compte, dans le Programme global de désarmement, des nouvelles propositions de l'URSS, dont je viens de parler, et dont le texte est publié dans le document CD/268. Un groupe de pays socialistes a l'intention de présenter des propositions à ce sujet au Groupe de travail compétent.

Ce n'est pas par pure coïncidence que le premier point inscrit à l'ordre du jour est celui relatif à l'interdiction des essais nucléaires. Cela prouve incontestablement que les membres du Comité accordent la plus haute priorité à cette question. D'ailleurs à juste titre, car cette question est traitée depuis 25 ans aux Nations Unies et depuis à peu près autant d'années dans diverses instances de négociations à Genève. En outre, de 1977 à 1980 elle a fait l'objet de négociations tripartites que, malheureusement, les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont unilatéralement rompues. Ma délégation, qui attribue la plus haute priorité à cette question, est alarmée par l'attitude des Etats-Unis face à la nécessité d'interdire les essais d'armes nucléaires, attitude qui ressort de la déclaration faite par M. Rostow, Directeur de l'Agence des Etats-Unis pour la limitation des armements et le désarmement. Si l'on nous dit que la conclusion d'un accord en la matière n'est pas urgente et n'est plus qu'un des nombreux objectifs à long terme des Etats-Unis en matière de limitation des armements, nous comprenons parfaitement et partageons le mécontentement exprimé par tant de délégations au sujet de cette déclaration.

Le point 1 de l'ordre du jour a récemment fait l'objet d'un large débat, en liaison avec la proposition de la délégation des Etats-Unis, appuyée par celle du Royaume-Uni, d'établir un organe subsidiaire chargé d'examiner et de définir les questions relatives à la vérification et au respect dont il y aurait lieu de tenir compte dans tout accord sur une interdiction complète des essais. Pour sa part, ma délégation a une idée bien précise des points sur lesquels un tel accord devrait porter. Aussi l'expression "tout accord sur une interdiction complète des essais" semble-t-elle, après des années de négociations sur la question, plutôt dépassée. Nous croyons savoir que cette expression a été utilisée de propos délibéré et que les Etats-Unis y attachent une grande importance. Son utilisation nous amène à penser que ceux qui la proposent veulent isoler complètement le débat sur la vérification et le respect de celui qui porte sur les dispositions concrètes d'un futur accord.

En outre, ma délégation éprouve des doutes sérieux quant à l'utilité de créer un nouvel organe pour traiter uniquement du problème de la vérification et du respect.

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

Une approche appropriée à ce problème a été choisie en 1976, lors de la création du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'étudier des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques. Les résultats obtenus jusqu'ici par ce groupe, aux travaux duquel participent activement deux spécialistes tchécoslovaques, offrent une base solide pour un système de vérification fiable, comportant des procédures de vérification tant nationales qu'internationales.

De plus, la proposition de la délégation des Etats-Unis manque vraiment de clarté. Nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi une délégation propose de créer un organe subsidiaire chargé de discuter de la vérification et du respect d'un accord dont cette même délégation exclut la conclusion dans le proche avenir. Mais je n'ai pas besoin de demander tous les éclaircissements nécessaires, car les questions pertinentes ont été posées dans les déclarations faites respectivement les 18 et 23 mars par les représentants de la République démocratique allemande et de la Pologne. Il est regrettable que, jusqu'ici, la délégation des Etats-Unis n'ait pas eu de réponse à fournir.

Un certain nombre de délégations ici présentes ont exposé en détail et éloquemment les conséquences périlleuses de nouveaux perfectionnements des armes nucléaires pour le cas où les essais d'armes de ce genre se poursuivraient sans relâche. L'arme à neutrons, dont ma délégation appuie pleinement l'interdiction, devrait constituer à cet égard un avertissement suffisant. Ma délégation estime en outre qu'un groupe de travail investi du mandat proposé par la délégation des Etats-Unis ne pourrait traiter efficacement le problème de l'interdiction des essais nucléaires. Nous partageons l'opinion exprimée par l'éminent représentant du Nigéria dans sa déclaration du 23 mars lorsqu'il disait que l'examen approfondi des propositions et des nouveaux éclaircissements fournis au Comité ne justifie nullement l'optimisme orchestré qui accompagnait la présentation de ces propositions.

De même, nous sommes tout à fait favorables à la création d'un groupe de travail spécial sur le point 1 de notre ordre du jour, qui serait chargé de négocier un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires. A cet égard, nous appuyons pleinement la proposition de la République démocratique allemande (CD/259) concernant le mandat du groupe de travail en question.

Quelques délégations nous ont dit que la démarche des Etats-Unis concernant la création d'un groupe de travail de la vérification du respect d'une interdiction des essais nucléaires constituait un pas en avant, ne fût-ce même qu'un petit pas. Nous nous demandons encore si une telle démarche, qui ne débouchera sur rien de concret par rapport au traité souhaité, peut être qualifiée de pas en avant.

J'en viens maintenant à une autre question bénéficiant d'un rang de priorité élevé, je veux parler de la convention sur l'interdiction complète et efficace de la mise au point, de la fabrication et du stockage d'armes chimiques, et sur la destruction de ces armes.

Ces trois dernières années, cette question a surtout été examinée au sein du Groupe de travail spécial. La délégation tchécoslovaque se réjouit que ce groupe ait été rétabli cette année avec un mandat révisé lui permettant de commencer l'élaboration du texte de la convention envisagée.

Notre délégation apprécie vivement la compétence avec laquelle M. l'Ambassadeur Sujka, de Pologne, a présidé ce groupe, et le soutient pleinement dans son intention de traduire dans le libellé de diverses variantes ou versions d'éléments les positions exprimées dans les observations figurant dans le document CD/220.

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

Nous savons tous que malgré de nombreux années d'efforts au Comité d'importantes divergences subsistent sur divers aspects des principaux éléments de la future convention. La tâche du groupe ne sera donc certes pas aisée. Pourtant, ma délégation est persuadée qu'un progrès substantiel est possible pour autant que l'on aborde les problèmes avec bon sens et avec la volonté politique de coopérer et de trouver des solutions concrètes et réalistes.

Il en va de même du problème de la vérification.

On a trop souvent réclamé à grands cris une vérification générale intrusive visant en fait à couvrir en permanence, par des inspections sur place, une gamme illimitée d'activités industrielles, défensives, etc. Ces exigences unilatérales exagérées, souvent présentées sous la forme d'ultimatums, ne peuvent manifestement pas servir de base à des négociations internationales sérieuses.

Nous notons avec plaisir que certaines des propositions soumises durant la dernière phase de notre travail reflètent un sens plus vif des réalités. A quelques exceptions près, l'idée d'un système associant des mesures de vérification nationales et internationales semble être généralement acceptée. De même, on commence de plus en plus à comprendre que la vérification exige une atmosphère de coopération, mais que toutes les procédures de consultation, de coopération, de vérification nationale et internationale et de plainte constituent un système intégré assurant le respect de la convention. La vérification nationale de l'observation, l'échange d'informations, les consultations et la coopération constitueraient la procédure principale permanente, les méthodes intrusives de vérification devant être réservées à certaines situations. L'absence d'informations sur une activité essentielle couverte par la convention ou l'existence de contradictions qui ne pourraient pas être suffisamment expliquées pourrait sans doute être invoquée pour suggérer l'emploi d'une procédure intrusive internationale de vérification.

Nous appuyons pleinement le point de vue des délégations qui suggèrent l'élaboration de modalités concrètes spécifiques de vérification pour chaque disposition pertinente du traité. Une telle approche permettrait d'examiner le sujet en termes concrets et d'évaluer la nécessité de disposer d'informations spécifiques, documents, résultats de laboratoire, etc., pour toutes les dispositions de la convention.

Pour ce qui est des Etats parties à la convention, il paraît évident qu'ils devraient créer un système national de vérification. Nous sommes conscients de certaines opinions exprimées dans ce Comité selon lesquelles un système national de vérification pourrait être un moyen assez inefficace d'autocontrôle du gouvernement.

Cette approche semble indiquer un certain manque d'informations ou pour le moins une grave sous-estimation de la complexité du problème.

La convention sur les armes chimiques aura des incidences importantes non seulement sur les activités militaires mais aussi sur l'industrie et la recherche. Dans la pratique actuelle il n'existe aucun organe gouvernemental qui couvre une gamme aussi vaste d'activités diverses.

Nous n'allons pas suggérer l'obligation de créer des institutions nationales pour contrôler la mise en oeuvre de la convention. La décision à cet égard appartient entièrement à chaque gouvernement.

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

Toutefois, en principe, tout pays qui est pourvu d'une industrie chimique développée et d'une base de recherche importante (qu'il possède ou non des armes chimiques), devrait être doté d'un organisme responsable devant le gouvernement (mais indépendant des institutions chargées d'accomplir les tâches imposées par la convention), qui surveillerait l'application du traité par toutes les institutions se trouvant sous la juridiction de l'Etat. Cet organisme devrait pouvoir accéder en permanence à toutes les données se rapportant à la convention et les rassembler, les vérifier, les évaluer et les publier dans des formes appropriées. Il devrait aussi pouvoir accéder en permanence à toutes les activités pertinentes, disposer de la possibilité d'essais en laboratoire, etc.

A notre avis cet organisme devrait être capable d'aider en premier lieu son propre gouvernement puisque c'est naturellement le gouvernement qui est chargé de la mise en oeuvre du traité. On peut toutefois supposer que pour les contacts habituels avec un organisme international compétent, tel que le Comité consultatif, le gouvernement lui délèguerait ses responsabilités.

De même, pour toute vérification internationale intrusive, l'information obtenue d'un tel organisme national serait sans doute le point de départ le plus important de toute procédure de vérification. Une coopération étroite avec l'organisme national serait aussi indispensable dans les cas où une aide technique ou autre serait requise.

Si j'ai expliqué avec davantage de détails nos vues sur certaines fonctions du système national de vérification, c'est surtout pour démontrer qu'à notre avis le principe d'un système équilibré de mesures nationales et internationales de vérification a une teneur tout à fait concrète et propice à l'étude plus approfondie de questions particulières.

Tout en insistant principalement sur la nécessité de déployer des efforts positifs et constructifs au sein du Comité, nous ne pouvons manquer d'exprimer notre profonde préoccupation devant certains événements graves qui menacent de réduire à néant les résultats de tous les efforts déployés jusqu'ici en vue de l'élaboration d'une convention sur les armes chimiques, ou pour le moins de rendre notre travail encore plus compliqué et difficile.

Je pense surtout à la décision du Gouvernement des Etats-Unis de mettre en fabrication une nouvelle génération d'armes chimiques, les armes binaires. Je ne répéterai pas les arguments qui indiquent à quel point la prolifération des armes binaires gênerait l'élaboration d'une convention. Nos idées ont été entièrement exprimées dans le document CD/258. Dans sa dernière déclaration, notre éminent collègue, M. l'Ambassadeur Fields des Etats-Unis, a rejeté catégoriquement l'idée que les armes binaires pourraient créer des obstacles aux négociations. Nous serions toutefois bien plus satisfaits s'il pouvait ajouter à ses fortes paroles quelques preuves plus concrètes à l'appui de sa thèse.

Quoi qu'il en soit, la décision américaine d'amorcer une nouvelle spirale de la course aux armements sur un fond de doctrine agressive de dissuasion militaire a des incidences très négatives sur l'atmosphère politique internationale. Ainsi, au lieu de concentrer tous les efforts sur l'interdiction et la destruction des armes chimiques, une grande puissance concentre son attention sur le renforcement de son armement chimique. En outre le Gouvernement des Etats-Unis, à la recherche d'arguments pour justifier son programme d'armes chimiques, a lancé et systématiquement développé une compagne de propagande sans précédent, prétendant que l'Union soviétique et ses alliés ont employé des agents de guerre chimique et même biologiques dans plusieurs zones de conflits.

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie

A titre d'exemple, dans sa dernière déclaration, l'éminent représentant des Etats-Unis a remis sur le tapis une histoire vieille de trois ans concernant ce qu'il a appelé "une poussée tout à fait inhabituelle d'anthrax à Sverdlovsk". Ce sujet n'est pas nouveau; il a déjà été maintes fois mentionné.

En attendant, toutefois, une information très intéressante a été publiée dans la presse américaine : au moment de "l'affaire de Sverdlovsk", dans le cadre d'un échange officiel entre les Etats-Unis et l'URSS, un scientifique américain travaillait à Sverdlovsk où il habitait avec sa famille. Dans sa déclaration, qui a été publiée, il a entièrement nié l'accusation américaine.

En outre, on peut prouver sans difficulté par des documents que depuis la deuxième guerre mondiale, l'anthrax n'a fait l'objet d'études approfondies à des fins de guerre biologique que dans deux grands instituts militaires de recherche dont l'un se trouve à Fort Detrick aux Etats-Unis, l'autre étant l'établissement Porton au Royaume-Uni.

En outre, on peut facilement prouver que la philosophie de la guerre biologique moderne émane entièrement des Etats-Unis. Dans les pays socialistes, le problème de la guerre biologique n'a jamais été abordé que du point de vue défensif et la guerre biologique a été mise hors la loi.

Les accusations américaines sont donc non seulement dépourvues de fondement mais totalement incompatibles avec tous les faits historiques concernant la guerre biologique.

Cette inimaginable incohérence entre les éléments de preuve, embrouillés et contradictoires et les conclusions politiques aux lourdes conséquences que l'on en tire s'observe dans toutes les histoires que nous avons entendues sur une prétendue utilisation de toxines et d'armes chimiques (non définies). Nous ne sommes pas les seuls à relever cette inimaginable incohérence entre éléments de preuve embrouillés et contradictoires puisque la presse américaine l'a mentionnée récemment dans plusieurs articles.

Evidemment, la pluie que la propagande américaine est convenue d'appeler "pluie jaune" présente un grand nombre de caractéristiques exceptionnelles :

- elle était manifestement colorée;

- elle était utilisée sous la forme d'un aérosol à grosses gouttelettes, soit la forme la moins efficace sous laquelle un agent biologique peut être appliqué;

- les gens meurent après avoir touché un échantillon contaminé par une toxine qui ne peut tuer que si elle est administrée par voie orale, en doses plusieurs fois plus élevées que celles qui auraïent été détectées dans le laboratoire du Dr Mirocha à l'Université du Minnesota;

- on prétend que des armes chimiques ont été utilisées dans certaines régions depuis 1976. Après 6 ans d'une telle guerre chimique au cours de laquelle des milliers de gens auraient été tués par des toxines, nul, y compris la Commission d'experts des Nations Unies, n'a pu trouver un seul cas typique d'intoxication.

Ce qui est également frappant, c'est l'absence totale de conclusions médicales confirmant une exposition à des produits chimiques, même parmi ceux qui prétendent avoir été récemment victimes d'attaques par la "pluie jaune" dans les régions limitrophes de la Thaïlande et du Kampuchea. Il est superflu de rappeler que les rapports sur la guerre chimique au Kampuchea semblent émaner presque exclusivement de l'organisation militaire de Pol Pot.

(M. Vejvoda, Tchécoslovaquie)

Si l'on se réfère aux conséquences terribles de la première utilisation d'armes chimiques pendant la première guerre mondiale ou aux répercussions durables sur l'écologie et la santé de la population au Viet Nam de l'emploi d'armes chimiques par l'armée des Etats-Unis, il y a plus de dix ans, cette pluie, avec ses effets indécelables, semble être réellement un phénomène des plus extraordinaires dans l'histoire de la guerre chimique.

Malgré ces tentatives de lavage de cerveau visant à rendre la question d'une interdiction des armes chimiques aussi confuse que possible, nous demeurons persuadés que la grande majorité des délégations ici présentes attachent un intérêt vital à l'interdiction efficace et complète des armes chimiques et qu'elles ne ménagent aucun effort pour atteindre cet objectif le plus vite possible.

Enfin, je voudrais formuler quelques observations sur les consultations officieuses relatives aux problèmes liés à la détermination de la toxicité, que le Président du Groupe de travail a tenues pendant la semaine du 15 au 19 mars 1982. La participation de 32 experts de 25 pays à ces consultations ne fait que ressortir l'importance que les délégations attachent à la solution des problèmes techniques relatifs à la convention. Nous constatons avec plaisir que deux protocoles standard ont été élaborés pour l'estimation de la toxicité, mettant ainsi à notre disposition les procédures de sélection nécessaires pour l'application pratique des critères de toxicité aux fins de la convention.

Par ailleurs, les experts ont indiqué deux limitations importantes de l'application des critères de toxicité : aux fins de la convention, les précurseurs des armes chimiques binaires et les agents incapacitants ne peuvent pas être classés selon leur niveau de toxicité. Il faudrait donc élaborer d'autres approches en plus du critère de destination générale, et l'on a suggéré comme objectif des consultations futures l'élaboration de listes typiques de précurseurs et d'agents incapacitants.

Notre délégation tient à dire qu'elle appuie cette recommandation, car il serait capital de résoudre les deux problèmes ci-dessus pour élaborer plusieurs éléments fondamentaux de la convention (définition, portée, vérification, etc.).

Il est superflu de rappeler que la Tchécoslovaquie a toujours été très active dans toutes les réunions pertinentes avec la participation d'experts. Nous accordons beaucoup de valeur à l'opinion qualifiée de nos experts, et nous avons fait appel à leur aide le plus souvent possible. Par ailleurs, il faut insister sur le grand nombre de problèmes techniques graves et complexes que pose la question des armes chimiques.

Nous estimons néanmoins que toutes les questions cruciales de la convention sur les armes chimiques sont essentiellement de nature politique et que le succès des négociations relatives à la convention dépend surtout des décisions politiques. Quelque importantes que soient les suggestions et les procédures techniques, elles jouent essentiellement un rôle secondaire et certainement aucune raison ne justifie que l'on retarde le travail sur le traité à cause des questions techniques.

Pour conclure, je tiens à assurer que la Tchécoslovaquie est prête à tout faire pour appuyer les efforts du Comité en vue de faciliter l'heureux aboutissement de la prochaine et deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Tchécoslovaquie de sa déclaration. Je lui suis reconnaissant aussi des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie, M. Cabras.

M. CABRAS (Italie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'aimerais aborder, au nom de la délégation italienne, le point 7 de l'ordre du jour : "Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique".

A sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a adopté deux résolutions traitant de la limitation des armements et du désarmement dans l'espace extra-atmosphérique; l'une et l'autre priant le Comité du désarmement de prendre des mesures à ce sujet. Le Comité est donc convenu d'inscrire un nouveau point à son ordre du jour annuel, et a prévu deux séances officieuses pour une première étude de cette question. Ma délégation s'en réjouit. Elle tient à ce sujet à formuler quelques observations préliminaires.

Nous pensons que ces réunions officieuses et le débat plus au fond, qui à notre avis devrait avoir lieu durant la deuxième partie de la session, pourraient avoir trois objets principaux :

Premièrement, fournir un aperçu général et une évaluation de ce qui a été réalisé jusqu'ici en ce qui concerne l'arrêt de la compétition militaire dans l'espace extra-atmosphérique.

Deuxièmement, évaluer les activités menées dans l'espace extra-atmosphérique et les faits nouveaux scientifiques et technologiques susceptibles de menacer la préservation de l'espace extra-atmosphérique en tant que milieu pacifique.

Troisièmement, identifier les nouvelles mesures qui devraient être prises et les négociations internationales appropriées qui devraient être engagées, selon les termes de l'article 80 du Document final, pour empêcher une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Les résolutions 36/97 C et 36/99, adoptées à une très large majorité par l'Assemblée à sa trente-sixième session, renvoient au Comité du désarmement la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. A notre avis, l'Assemblée reconnaissait ainsi que cette question ne saurait être dissociée des questions complexes de la sécurité sur Terre et du processus mondial de désarmement. Nous relevons avec plaisir que des délégations qui s'intéressent depuis longtemps à ce sujet, comme la délégation suédoise, ont attribué au Comité la responsabilité première des efforts à accomplir dans ce domaine.

Il est entièrement au crédit de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, organe moteur de la coopération internationale, que les progrès réalisés dans les sciences et technologies spatiales s'effectuent de façon ordonnée et profitent à l'ensemble de l'humanité. Ces résultats méritent d'être loués, et les activités du Comité et d'autres organes tels que la Division de l'espace extra-atmosphérique demeurent essentielles. La communauté internationale veut maintenant recourir aux connaissances techniques et aux attributions spécifiques du Comité du désarmement pour que celui-ci complète ces travaux sous un autre angle, celui de la limitation des armements et du désarmement proprement dit.

(M. Cabras, Italie)

Ma délégation comprend le souci exprimé par M. l'Ambassadeur d'Egypte à la séance plénière du 18 février, de garder en vue l'objectif qui consiste à réserver l'espace extra-atmosphérique aux seules utilisations pacifiques, dans l'intérêt de tous les peuples du monde.

Tel devrait demeurer notre objectif commun conformément aux principes énoncés par la résolution 1962 (XVIII). Le Comité du désarmement devrait apporter sa contribution à la réalisation de cet objectif dans le domaine qui lui est propre, en concentrant ses efforts sur l'objectif que nous nous sommes fixés, la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Selon nous, les problèmes de l'espace ne sauraient être efficacement résolus par une approche globale, du genre de celle conçue en 1961 pour l'Antarctique. Le premier des accords de limitation des armements consécutifs à la deuxième guerre mondiale ne saurait guère constituer, en 1982, un modèle approprié pour un traitement comparable de l'espace.

Nous partageons l'opinion, largement appuyée par la communauté scientifique, qu'une telle approche pourrait avoir pour effet de retarder l'adoption de mesures plus limitées et urgentes à notre portée susceptibles de maîtriser les situations nouvelles dont la menace est la plus immédiate. Pour aborder efficacement les questions de désarmement liées à l'espace extra-atmosphérique, il faut les placer dans une perspective progressiste, et identifier les priorités. Ces questions ne sont pas statiques; elles évoluent au rythme de la technologie qui, dans le cas de l'espace est particulièrement rapide. Certaines ne peuvent pas attendre qu'un progrès global intervienne sur tous les fronts. Si nous ne fixons pas un ordre de priorités, nous nous exposons à provoquer toute une série de problèmes très délicats qui risqueraient de se répercuter négativement sur l'avenir de nos efforts.

Il semble que les deux Etats les plus avancés en matière spatiale aient établi un ordre de priorités pour eux-mêmes, lorsque, en 1978-1979, ils ont procédé à trois séries de négociations bilatérales sur la limitation des systèmes antisatellites. L'an dernier, les travaux de la Première Commission ont montré qu'un nombre croissant de pays semblent avoir conscience que les essais et le déploiement de moyens physiques et techniques permettant de détruire ou endommager ou perturber les objets spatiaux, constituent le fait nouveau dont la menace est la plus immédiate.

La littérature spécialisée montre qu'il s'agit là d'une opinion largement partagée par les experts et les scientifiques.

Arrêtons-nous un instant sur cet aspect des choses.

L'existence de nombreuses sources publiques décrivant en détail les activités actuelles des satellites épargne à ma délégation le soin d'avoir à parler longuement de cet aspect de la question, du moins pour le moment. L'une de ces sources est l'"Etude des incidences de la création d'une agence internationale de satellites de contrôle", rédigée par un groupe d'experts gouvernementaux et annexée au document A/AC.206/14 du 6 août 1981. Cette étude offre un panorama général très utile.

(M. Cabras, Italie)

La lecture même rapide de cette étude suffit pour donner une bonne idée de l'efficacité des satellites et de leur extrême adaptabilité. Leur utilisation s'étend à des domaines aussi divers que la météorologie, la cartographie, la géodésie, les communications, la reconnaissance, la navigation, l'alerte avancée, etc. Les satellites de reconnaissance fournissent le moyen le plus efficace de vérifier le respect de certains accords de désarmement, et jouent un rôle stabilisateur dans la surveillance des crises. L'utilisation de satellites d'alerte avancée contribue à renforcer la sécurité et la confiance internationales.

De nombreuses utilisations actuelles et potentielles des satellites revêtent une grande importance pour le développement économique et social de tous les pays, particulièrement en développement.

La technologie des satellites n'est plus le monopole de deux Etats; d'autres possèdent une capacité nationale dans ce domaine, et un certain nombre participent à la mise en oeuvre de programmes spéciaux par l'intermédiaire d'organes de coopération internationale.

L'importance des satellites et leur nécessité pour les Etats, pour tous les Etats, sont sans doute appelés à augmenter : dans de nombreux cas, les satellites offrent des capacités uniques, que les systèmes basés à terre ne peuvent pas facilement reproduire; pour d'autres missions, ils sont plus rentables ou plus efficaces.

Ces caractéristiques elles-mêmes et leur vulnérabilité font des satellites, de pratiquement tous les satellites, des cibles tentantes.

Actuellement, l'espace extra-atmosphérique est un milieu exempt en grande partie de dispositifs destructeurs. Cependant, le déploiement de systèmes antisatellites marque le début d'une tendance qui, si elle n'est freinée, peut aboutir à étendre la course aux armements à cette nouvelle dimension.

Sans entrer pour l'instant dans le détail complexe des divers systèmes anti-satellites, que ceux-ci soient au stade expérimental ou opérationnel, il suffit de noter que dans ce secteur tous les éléments d'une rivalité militaire semblent réunis : l'importance des satellites en tant que cibles, l'élaboration d'une panoplie de moyens physiques et techniques antisatellites, qui donnerait à leurs détenteurs un avantage considérable, la difficulté de les protéger en les rendant moins vulnérables, etc.; tous ces facteurs pourraient déclencher le cycle de réactions qui caractérise une course aux armements.

Il est plus facile de prévoir une course aux armements dans le secteur des systèmes antisatellites que d'indiquer ses conséquences probables. Néanmoins, il semble évident qu'une telle course serait extrêmement onéreuse, "déstabilisante" sur le plan stratégique, et nuisible à l'exploitation méthodique de l'espace dans l'intérêt de l'humanité tout entière. La résolution 36/97 C considère la négociation d'un accord sur cette question comme "un pas important" vers la prévention d'une course aux armements dans l'espace et lui assigne un rang prioritaire. Il serait souhaitable que le Comité du désarmement examine cette question, car un tel accord constituerait une véritable mesure de désarmement interdisant des systèmes existants, incorporés aux arsenaux militaires et déjà déployés.

Il serait prématuré d'analyser, même de façon préliminaire, les problèmes que pose la question des systèmes antisatellites. Néanmoins, il serait utile de s'efforcer d'appréhender la complexité de certains d'entre eux pour démontrer qu'un examen sérieux de la question constituerait déjà par lui-même une tâche considérable.

(M. Cabras, Italie)

Le premier de ces problèmes est celui de la définition d'un "système antisatellites". La vulnérabilité des satellites à toute une série d'armes et de techniques rend le problème particulièrement ardu. Quelle étendue faut-il donner à la notion de "système antisatellites" ? Doit-elle se limiter aux armes spécifiquement conçues pour endommager ou détruire un satellite et ses éléments ? Devrait-elle comprendre également toute arme construite et déployée pour jouer un rôle dans un système antisatellite ou expérimenté dans le cadre d'un tel système ? Est-il possible ou souhaitable d'identifier les divers types de systèmes ?

En outre, la question de savoir ce qu'est une "activité de lutte antisatellites" poserait un problème encore plus difficile. En effet, sans endommager ou détruire le satellite, on peut en perturber le fonctionnement, en recourant par exemple à un brouillage électronique, en l'aveuglant par des rayons laser, en modifiant son orbite, ou par d'autres moyens.

Dans ce cas, il serait très difficile de procéder à une vérification adéquate, qui est une condition essentielle de tout accord de limitation des armements et de désarmement. Même limitée, une capacité de lutte antisatellite acquise ou conservée en violation d'une interdiction des systèmes antisatellites, peut avoir des conséquences importantes. L'examen exhaustif du problème ne peut donc laisser de côté la question du désarmement proprement dit. Les capacités opérationnelles existent déjà dans ce domaine. Les méthodes de démantèlement des systèmes antisatellites existants et de leurs éléments, ainsi que les procédures de vérification correspondantes, constitueraient une autre question extrêmement complexe.

L'évaluation de tout projet de traité ou toute proposition visant à résoudre le problème des systèmes antisatellites devrait se faire compte tenu de l'ensemble des questions soulevées dans ce domaine particulièrement délicat et sur la base des réponses qui pourraient leur être données.

Quelle valeur faudrait-il par exemple attribuer, sur le plan de la limitation des armements et du désarmement, à un accord qui reviendrait à un arrangement de "non-utilisation" ? Si l'on pouvait librement essayer ou déployer des systèmes antisatellites, chaque partie ne serait-elle pas en droit de craindre qu'ils soient utilisés et de prendre des mesures appropriées ? On peut soutenir que toute mesure qui serait en retrait de l'interdiction des essais, du déploiement et de l'utilisation de ces systèmes, présenterait de sérieuses lacunes.

Le moment est venu de saisir l'occasion qui s'offre à nous, mais cette occasion est fugitive. A l'issue de l'examen général que nous allons entreprendre sur ce point, nous devons identifier les questions qui sont véritablement prioritaires, sous peine de disperser notre énergie. Si nous voulons garder l'espace exempt de tout type d'armes, ne faut-il pas commencer par les armes qui existent déjà et qui ont été déployées ?

Nous reconnaissons qu'une telle démarche ne constituerait qu'un seul des éléments d'un processus, un premier pas.

Conformément à l'intérêt qu'elle attache depuis longtemps à ce domaine, la délégation italienne se propose de poursuivre sa coopération aux travaux du Comité sur le point 7 de l'ordre du jour, mais surtout, elle est prête à écouter, à étudier et à examiner sérieusement toute suggestion ou proposition de nature à faire progresser nos efforts communs.

M. LIDGARD (Suède) (traduit de l'anglais) : Je vous remercie Monsieur le Président. Comme la plupart des orateurs qui m'ont précédé aujourd'hui je ferai porter mon intervention sur le point 4 de notre ordre du jour, à savoir sur les armes chimiques. Il devrait être évident pour tous qu'une convention sur les armes chimiques est maintenant plus nécessaire que jamais. C'est donc une grande source de satisfaction pour ma délégation, comme pour moi-même, que le Comité du désarmement ait cette année conféré au Groupe de travail des armes chimiques un mandat amélioré qui lui permet d'engager des négociations plus sérieuses et valables en vue de parvenir à un accord sur une telle convention. Nous sommes reconnaissants à l'Ambassadeur Sujka d'avoir pris sur lui la lourde, mais aussi stimulante, responsabilité de conduire ces négociations cette année. Je suis certain que grâce à son esprit résolu et à sa diplomatie, les négociations feront un important pas en avant vers la conclusion d'une convention.

Il a fallu trois ans au Comité du désarmement - et je tiens à vous rappeler que nos prédécesseurs ont traité de cette question depuis 1968 - pour atteindre le stade actuel du processus de négociation. On nous a dit au cours de la première année que la question n'était pas mûre pour être examinée dans un groupe de travail. Ce n'est que l'année suivante qu'un groupe de travail a été établi, malheureusement avec un mandat trop vague. Je pense qu'aujourd'hui personne ne contestera la valeur des négociations multilatérales sur les armes chimiques. L'expérience que nous avons acquise au Groupe de travail montre la viabilité du mécanisme actuel de négociation. Cela est de bon augure pour notre espoir que la future convention obtiendra une adhésion universelle. L'exemple du Groupe de travail des armes chimiques devrait également servir à dissiper les dernières hésitations concernant les négociations multilatérales sur d'autres questions du désarmement.

Pour ce qui est des faits nouveaux dans le Groupe de travail pendant la présente session, la Suède se félicite de la participation accrue des grandes puissances à ses travaux. Elles ont, plus clairement qu'elles ne l'avaient jamais fait, exposé leurs vues et présenté des propositions concrètes. Cela a certainement contribué à la solution d'un grand nombre des questions encore en suspens. Cette année, comme l'an dernier, de nombreux autres pays ont également fait des propositions intéressantes et utiles, tant sur la portée que sur la vérification d'une convention sur les armes chimiques.

Il est évident que d'importantes divergences d'opinions concernant la portée d'une convention future subsistent encore. On pourrait mentionner à cet égard la question de savoir si une convention doit inclure une interdiction d'emploi ou des interdictions concernant les animaux et les plantes. Une autre question à laquelle ma délégation s'est particulièrement intéressée est l'interdiction d'entreprendre des activités de planification, d'organisation et d'entraînement destinées à permettre d'utiliser les propriétés toxiques de produits chimiques en tant qu'armes au combat. Ma délégation a présenté sur cette dernière question un document de travail CD/CW/CRP.29, daté du 15 mars 1982. Répondant à la demande du Président du Groupe de travail, nous avons suggéré des ajouts aux Eléments figurant dans le rapport de l'an dernier du Groupe de travail. Nous avons également répondu à différentes questions et à différents commentaires concernant notre proposition.

Si aucune délégation n'a mis en doute notre déclaration selon laquelle il faut, pour éliminer plus efficacement une capacité de guerre chimique, interdire également les activités de planification, d'organisation et d'entraînement à des fins de guerre, certaines ont affirmé qu'il serait très difficile de vérifier le respect de telles dispositions. On pourrait cependant rappeler que d'autres interdictions,

(M. Lidgard, Suède)

également très difficiles à vérifier, ont été proposées : non-existence de stocks d'armes chimiques, par exemple. Personne, naturellement, ne conteste sérieusement cette interdiction. Les mesures de vérification que la délégation suédoise a proposées pour accompagner sa proposition seraient, dans une large mesure, fondées sur un échange d'informations concernant les différentes activités.

Ma délégation a également fait observer que, pour des raisons pratiques, les dispositions sur la planification, l'organisation et l'entraînement ne prendraient vraisemblablement effet qu'après la destruction complète de tous les principaux stocks. Nous espérons que d'autres délégations étudieront nos suggestions et feront des observations pour qu'une solution appropriée puisse être trouvée.

La semaine dernière, le Président du Groupe de travail des armes chimiques a tenu des consultations avec des délégations accompagnées de leurs experts techniques sur des questions concernant essentiellement les déterminations de la toxicité et leur normalisation. La délégation suédoise aimerait exprimer sa satisfaction pour les résultats obtenus au cours de ces consultations. Il a donc été extrêmement utile que les participants aient pu recommander au Groupe de travail deux protocoles sur des essais de toxicité normalisés. Nous remercions l'expert polonais, le Professeur Rump, dont le concours éminent a permis de parvenir à ce résultat.

Un autre fait qui a marqué nos consultations, et qui se révélera probablement important pour nos négociations futures, a été l'échange de vues sur l'application du critère de toxicité, et, partant, sur les essais de toxicité, en vue de rattacher ce qu'on appelle les précurseurs des armes chimiques aux dispositions d'une convention sur les armes chimiques. Le problème est compliqué mais loin d'être insoluble. Ma délégation a proposé à ce sujet une base conceptuelle pour l'application du critère de toxicité. Un document de travail sur cette question sera soumis au Comité du désarmement dans un avenir proche. Le débat qui a eu lieu au cours des consultations a montré combien il est difficile d'avoir une discussion purement technique lorsqu'il existe des contraintes politiques. Ma délégation estime par exemple que la question de la fiabilité des essais de toxicité appliqués à des mélanges de produits chimiques réagissant entre eux, y compris ceux des armes binaires, est hors de propos.

Ce n'est pas la toxicité du mélange de corps en réaction qui importe mais celle de l'agent de guerre chimique toxique formé parmi d'autres produits chimiques de la réaction.

En disant cela, ma délégation ne veut pas donner l'impression que les armes binaires ne posent pas de problèmes pour nos négociations. C'est au contraire avec une profonde inquiétude que ma délégation a appris les préparatifs engagés par les Etats-Unis pour commencer la fabrication d'armes chimiques binaires. On a parfois invoqué, à titre de justification, l'absence de bonne volonté de la part de l'Union soviétique de fournir des renseignements qui dissiperaient la crainte de la voir posséder une puissance écrasante en armes chimiques. Or la décision des Etats-Unis d'accroître l'arsenal des armes chimiques risque davantage de conduire à une nouvelle escalade de la course aux armements qu'à l'objectif proclamé de promouvoir une convention sur les armes chimiques.

Cela m'amène à la question de la vérification. Nous avons étudié avec beaucoup d'intérêt le document de travail CD/244 sur la vérification, présenté par la délégation du Royaume-Uni. Son objectif est clair. Nous avons également pris note de l'explication fournie par M. l'Ambassadeur Summerhayes l'autre jour selon laquelle

(M. Lidgard, Suède)

les suggestions contenues dans le document n'impliquent pas que le Royaume-Uni serait opposé à des propositions qui n'y sont pas formulées. La délégation suédoise partage l'opinion que les dispositions relatives à la vérification d'une convention sur les armes chimiques devraient prévoir une vérification sur place. Nous pensons toutefois que l'on aurait obtenu une présentation plus équilibrée de tous les aspects relatifs au dépôt des plaintes et à la procédure de vérification qui sont intimement liés si l'on avait abordé le problème dans le cadre des éléments existant dans le document CD/220 au lieu de présenter une nouvelle structure.

Pour le moment, j'aimerais seulement dire que la délégation suédoise attache une grande importance à une structure qui fonctionne bien et qui permet de réunir des informations, d'établir des faits et de diffuser des renseignements aux Parties à la convention. Nous sommes fermement convaincus qu'un comité consultatif - qui est nécessaire pour bien des raisons - ne peut déterminer ni les besoins respectifs de sécurité des parties ni ce que ces besoins peuvent exiger comme précisions provenant d'une inspection sur place sur le territoire des autres Parties. A ce sujet nous prenons note avec intérêt du débat sur la vérification à distance en continu, sur le système dit "RECOVER", qui met en lumière une approche intéressante pour des mesures moins indiscrètes de vérification. La délégation suédoise estime que l'étude de cette possibilité devrait être poursuivie.

Ma délégation a pris note avec satisfaction de la déclaration faite l'autre semaine par le Président du Groupe de travail, dans laquelle il s'est montré confiant devant l'évolution des négociations sur les questions de vérification. A cette occasion, M. l'Ambassadeur Herder a fait un exposé complet et intéressant sur les problèmes de vérification. Nous serions très heureux que l'on continue à traiter ces questions d'une façon constructive et que l'on reconnaisse la nécessité d'une inspection appropriée sur place pour s'assurer de la destruction des armes chimiques. La République fédérale d'Allemagne a également présenté, dans le document de travail CD/265 daté du 24 mars 1982, une opinion mûrement pesée sur la vérification de la non-fabrication des agents de guerre chimique, que ma délégation examinera avec beaucoup d'intérêt.

A ce propos je tiens à préciser que j'ai écouté avec grand intérêt ce que l'Ambassadeur Rodriguez Navarro a dit ce matin au sujet des mesures propres à accroître la confiance. Ma délégation partage entièrement son opinion sur l'importance de ces mesures. Nous nous proposons de soumettre, au Comité en temps voulu, un document de travail sur cette question.

Les discussions sur les allégations selon lesquelles des armes chimiques auraient été utilisées dans diverses parties du monde montrent avec beaucoup de force la nécessité d'inclure dans les accords de limitation des armements et de désarmement des mécanismes de plaintes et de vérification qui soient objectifs, souples et accessibles en permanence. Sous la forme d'un mécanisme international, ils pourraient donner aux Parties la possibilité de voir leurs cas étudiés d'une manière impartiale. De tels mécanismes garantiraient que les enquêtes pourraient être menées sans entrave et assureraient le libre accès aux emplacements et aux matières, ce qui éclaircrait les faits dans chaque cas. Il est concevable que ces mécanismes auraient été utiles dans le différend actuel et auraient aidé les pays qui y sont en cause.

Une autre leçon à tirer de l'expérience actuelle c'est qu'un contrôle efficace des accords de désarmement, y compris de l'accord sur les armes chimiques, exige une plus grande ouverture. Le fait de se fier à la confiance mutuelle n'est qu'un pieux espoir lorsqu'il existe un grave différend au sujet du respect d'un accord. Lorsqu'on fait état de violations d'accords internationaux, la coopération entre les Parties sera le plus souvent difficile à obtenir par des contacts bilatéraux. Ce n'est là que l'un des facteurs qui souligne la nécessité de mener des négociations multilatérales et de trouver des solutions internationales à des problèmes qui nous concernent tous.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Suède de sa déclaration. J'ai encore sur ma liste d'orateurs pour la séance d'aujourd'hui deux délégations, celle du Maroc et celle de la Belgique. Etant donné l'heure tardive, je me propose, s'il n'y a pas d'objections, de suspendre cette séance et de la reprendre cet après-midi à 15 heures. Les deux délégations du Maroc et de la Belgique ont eu la courtoisie d'accepter de prendre la parole à la reprise de notre séance cet après-midi. S'il n'y a donc pas d'objections, je suspends la séance et je vous donne rendez-vous à 15 heures cet après-midi.

La séance est suspendue à 12 h 55; elle est reprise à 15 heures.

Le PRESIDENT : Je déclare réouverte la cent soixante-septième séance plénière du Comité du désarmement.

Je donne la parole au représentant du Maroc, S.E. l'Ambassadeur Skalli.

M. SKALLI (Maroc) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord adresser mes souhaits de bienvenue à M. l'Ambassadeur Vejvoda à l'occasion de sa nomination en tant que représentant de la Tchécoslovaquie au Comité du désarmement. J'aimerais saluer le retour parmi nous de cet éminent diplomate que j'ai eu le plaisir de connaître et d'apprécier à la Conférence du Comité du désarmement.

Monsieur le Président, ma délégation se propose d'aborder aujourd'hui la question de l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires.

La délégation marocaine a, à plusieurs reprises, exprimé son point de vue quant à l'importance de la conclusion d'un traité interdisant les essais d'armes nucléaires partout et par tous. Elle a toujours souligné la responsabilité des trois puissances nucléaires dépositaires du Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires de 1963 et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. A cet égard, ma délégation a enregistré avec satisfaction la confirmation faite par le distingué représentant de l'URSS, le 18 février, selon laquelle la signature du Traité sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires par les autres puissances nucléaires n'est pas une condition nécessaire pour son entrée en vigueur.

Dans mon intervention du 4 mars dernier, j'ai relevé l'impasse dans laquelle se trouve le Comité depuis l'inscription en 1979, avec un rang prioritaire, de ce point à son ordre du jour. J'ai exprimé l'espoir de voir ce problème connaître cette année une issue heureuse. Il semble que cet espoir, partagé par tous, se trouve aujourd'hui sur une meilleure voie de concrétisation.

En effet, la situation actuelle est fort heureusement différente de celle qui prévalait avant les interventions que les distingués représentants des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont faites le 11 mars 1982.

Une première analyse de ces deux interventions permet de relever les éléments suivants :

Tout d'abord, l'unanimité est ainsi réalisée aujourd'hui sur la nécessité de créer, à ce stade de nos travaux, un organe subsidiaire sur le point 1 de notre ordre du jour. Il est permis d'espérer que cet organe serait un groupe de travail spécial, comme l'a toujours souhaité le Groupe des 21.

(M. Skalli, Maroc)

L'unanimité se fait également autour de l'importante question qu'est la responsabilité du Comité du désarmement dans le domaine du désarmement et notamment dans le domaine du désarmement nucléaire. L'intervention du distingué représentant des Etats-Unis est claire sur ce point. En effet, l'ambassadeur Fields a déclaré que "les Etats-Unis partagent pleinement l'opinion exprimée par de nombreuses délégations selon laquelle le Comité du désarmement doit s'acquitter efficacement de ses responsabilités"; que "le Comité du désarmement devrait s'occuper de toutes les questions qui touchent aux intérêts vitaux de sécurité de tous les Etats, y compris la limitation, la réduction et l'élimination finale des armes nucléaires", et que le Comité du désarmement, unique organe de négociations multilatérales sur le désarmement, est un forum approprié pour répondre à l'intérêt que le désarmement nucléaire suscite dans tous les Etats.

Les deux délégations proposent que l'organe subsidiaire concentre ses efforts sur le problème clé de la vérification. La délégation américaine précise que cet organe sera chargé d'examiner et de définir les problèmes ayant trait à la vérification. Le traité sur l'interdiction complète des essais devrait s'occuper de ces problèmes. Quant à la délégation du Royaume-Uni, elle a exprimé l'espoir que les discussions de l'organe subsidiaire ne se limitent pas à mettre l'accent sur la nature du problème de la vérification, mais indiquent en détail la façon dont ce problème pourrait être résolu.

Nous comprenons par là que le Groupe de travail aura à s'occuper d'un problème de nature politique et non de l'aspect technique de la vérification, qui est du ressort du Groupe d'experts.

Comme nous le savons, le Groupe d'experts sismologues s'occupe de cet aspect depuis bientôt six ans et ce Groupe, avec à sa tête l'éminent Dr Ericsson, de la Suède, accomplit un travail considérable dans ce domaine.

Monsieur le Président, les trois éléments essentiels que nous avons relevés dans les interventions des délégations américaine et britannique peuvent être résumés ainsi :

- création d'un groupe de travail;

- réaffirmation de la responsabilité du Comité;

- engagement d'un processus de nature politique.

Ma délégation accueille avec satisfaction les propositions formulées par les délégations américaine et britannique. Elle estime qu'un nouveau développement est intervenu au sein du Comité qui pourrait conduire à un début de négociations sur un traité d'interdiction complète des essais. Consciente du fait que le problème de la vérification et du respect d'un traité d'interdiction complète des essais est un élément important d'un tel traité, la délégation marocaine est d'avis que l'examen de ce problème constitue en quelque sorte le coup d'envoi des négociations sur ce traité.

(M. Skalli, Maroc)

Monsieur le Président, si les déclarations américaine et britannique laissent espérer voir le Comité sortir de l'impasse des années précédentes, elles ont suscité également de nombreux points d'interrogation ayant trait notamment au mandat du Groupe de travail proposé. Ces points font actuellement l'objet de discussions au sein du Groupe de rédaction présidé par vous-même et ouvert à toutes les délégations. La délégation marocaine ne manquera pas d'apporter sa contribution pour essayer d'éclaircir ces points.

Nous estimons qu'avec la bonne volonté de tous, le Comité pourrait arriver, assez rapidement, à un consensus sur le mandat du Groupe de travail. Il ferait ainsi un pas en avant sur la voie de la négociation d'un traité sur l'interdiction complète des essais. Le Comité, rappelons-le, s'est trouvé dans une même situation il y a deux ans au moment de la création d'un Groupe de travail des armes chimiques. Bien que ce Groupe n'ait pas encore abouti à des résultats tangibles, il se trouve néanmoins actuellement engagé dans des négociations sérieuses en vue de l'élaboration d'une convention sur l'interdiction de ces armes.

Je tiens à cet égard à exprimer, à vous, Monsieur le Président, mes remerciements très sincères pour les efforts que vous ne cessez de déployer tant à l'occasion des consultations officieuses que dans le Groupe de rédaction sur le mandat du Groupe de travail au sujet du point 1 de notre ordre du jour.

Monsieur le Président, je voudrais aborder à présent la question de l'interdiction des armes radiologiques.

Nous exprimons notre satisfaction du fait que le Groupe de travail sur cette question a pu surmonter les difficultés auxquelles il s'est heurté l'an dernier concernant la façon d'aborder tous les problèmes ayant trait à la portée de l'interdiction de telles armes. Ce résultat a été rendu possible grâce à la souplesse et à l'ouverture d'esprit dont ont fait preuve les différentes délégations, convaincues qu'elles étaient de ne pas limiter le champ d'interdiction aux armes radiologiques proprement dites, mais de l'étendre aux attaques contre les installations nucléaires pacifiques. Je tiens à souligner le rôle hautement positif joué par le distingué représentant de la République fédérale d'Allemagne, M. l'Ambassadeur Wegener, en sa qualité de Président du Groupe de travail, notamment dans le rapprochement des positions des uns et des autres. Qu'il accepte ici l'expression de nos félicitations sincères pour la façon dont il dirige ces travaux.

Monsieur le Président, ma délégation, qui conjointement avec d'autres, a accepté comme hypothèse de procédure d'examiner séparément les deux chapitres de la convention sur les armes radiologiques, tient à réaffirmer sa position de principe selon laquelle il est indispensable que la convention contienne des dispositions interdisant les attaques contre les installations nucléaires pacifiques. L'attaque israélienne de juin 1981 contre le centre nucléaire pacifique de Tammouz en Iraq a confirmé le bien-fondé de notre thèse. S'agissant de la définition de l'arme radiologique, il est nécessaire de recourir à des formules positives qui la définissent d'une façon directe et précise.

(M. Skalli, Maroc)

Nous continuons à penser que la conclusion rapide d'une convention interdisant les armes radiologiques constituerait une contribution appréciable aux efforts du Comité dans le cadre du point 5 de notre ordre du jour.

Monsieur le Président, avant de conclure cette intervention, je ne voudrais pas manquer de dire combien nous regrettons le départ de notre éminent collègue et ami, Monsieur l'Ambassadeur Malitza, de Roumanie. Connaissant ses qualités intellectuelles et humaines, nous ne doutons pas que, comme vous l'avez dit très justement, Monsieur le Président, ses nombreuses qualités vont vraiment nous faire défaut. Nous lui souhaitons plein succès dans ses nouvelles et importantes fonctions.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Maroc de sa déclaration, ainsi que des paroles aimables qu'il m'a adressées dans ma capacité de Président. Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique, Son Excellence l'Ambassadeur Onkelinx.

M. ONKELINX (Belgique) : Je ne crois pas être loin de la vérité en disant que cette séance est la dernière officielle que vous allez présider. Aussi, je ne manquerai pas l'occasion de vous remercier de la manière dont vous avez conduit nos travaux durant ce mois important pour le Comité du désarmement. Nous avons déjà eu l'occasion, en début du mois, de faire l'éloge de vos talents, de votre intelligence et de votre expérience, mais, vraiment, vous ne nous avez pas déçus. Je sais que dans nos conversations, nous nous demandions parfois si votre talent diplomatique, vous le teniez de Machiavel, de Cavour ou des Doges de Venise, mais je crois que le temps ne nous permet pas d'approfondir cette question et je voudrais encore vous dire toute notre reconnaissance pour la manière particulièrement éclairée et habile dont vous avez conduit nos travaux. Monsieur le Président, ceux-ci, au cours de cette session, se caractérisent par l'accent qui est mis sur les activités des quatre groupes de travail que nous avons créés et dans lesquels nous souhaitons que des progrès significatifs soient enregistrés en vue de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

En dehors de ces questions qui font à présent l'objet de groupes de travail, je voudrais en évoquer aujourd'hui deux autres qui, à des titres divers, ont connu des développements positifs au cours des dernières semaines.

La première de ces questions concerne l'interdiction des essais nucléaires. Pour la première fois, le Comité du désarmement a la possibilité de convenir d'une formule de procédure, à savoir la création d'un groupe de travail qui devrait lui permettre, le moment venu, d'établir les bases de la négociation d'une telle interdiction. Le consensus qui s'ébauche maintenant au sein du Comité sur la création de ce groupe de travail représente d'ores et déjà un des éléments marquants de cette session. C'est pour cette raison, Monsieur le Président, que je tiens à vous réitérer tout l'appui de la délégation belge dans les consultations que vous êtes en train d'animer au sujet de l'élaboration du mandat de ce groupe de travail.

(M. Onkelinx, Belgique)

Nous ne pensons pas que les groupes de travail du Comité constituent des enceintes adéquates pour échanger des propos académiques. Au contraire, nous pensons qu'ils doivent permettre de traiter de façon efficace les questions dont ils sont saisis. Cette efficacité est la condition de la mise en oeuvre du processus dont la conclusion doit aboutir à des accords d'interdiction.

Dans le cas de l'interdiction des essais nucléaires, il nous paraît opportun de nous concentrer sur les questions qui présentent le plus de difficultés. En l'occurrence, il s'agit du problème de la vérification : cette question a constitué la pierre d'achoppement dans la négociation d'une interdiction complète des essais nucléaires, telle qu'elle a été menée dans les pourparlers séparés dont une évaluation a été communiquée au Comité du désarmement en dernier lieu en juin 1980 (document CD/130).

La vérification d'accords dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement ne se présente pas d'une manière uniforme qui revêtirait une valeur absolue. Elle est intimement liée à la matière interdite. Le Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau ne posait, par exemple, pas de problème particulier de vérification. C'est sans doute la raison pour laquelle il a pu être conclu, sans que des dispositions relatives à sa vérification soient prévues. Celle-ci est aisée dans ce Traité et réalisable essentiellement par des moyens techniques nationaux. Il en va différemment quand l'objet de l'interdiction est plus ambitieux, c'est-à-dire quand l'on envisage une interdiction complète de tous les essais nucléaires. Une telle interdiction constitue le champ d'application normal d'un traité global que vise le paragraphe 51 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, ainsi que l'ont déjà relevé mes collègues du Pakistan et de l'Australie. L'essentiel du problème d'une interdiction globale des essais nucléaires réside donc bien dans la question de la vérification.

Dans nos travaux à ce sujet, l'expérience des négociations trilatérales devrait constituer un élément significatif. De même, il serait utile que ces travaux, qui seront par définition de nature politique et juridique, tiennent dûment en considération l'expérience accumulée par le Groupe d'experts scientifiques chargé de la détection et de l'identification d'événements sismiques. La révision du mandat de ce Groupe pourrait constituer une contribution utile aux travaux du groupe de travail du Comité. Celui-ci pourrait notamment se pencher sur les méthodes de détection requises - séismiques et atmosphériques notamment - par la vérification d'une interdiction complète des essais nucléaires. Il pourrait aussi déterminer les moyens nécessaires à la mise en oeuvre de ces méthodes : moyens nationaux et internationaux. A cet égard, il pourrait aussi envisager les mécanismes institutionnels nécessaires à une procédure de vérification et de plainte.

Monsieur le Président, en paraphrasant des inverventions antérieures de mes collègues de l'Australie et l'URSS, je voudrais à mon tour répéter toute l'importance que nous attachons à ce que cette possibilité d'enclencher le processus devant conduire à une interdiction des essais nucléaires ne soit pas gaspillée par des excès de souci purement rédactionnel dans la formulation du mandat du groupe de travail que nous sommes sur le point de mettre sur pied.

(M. Onkelinx, Belgique)

La deuxième des questions que je souhaite évoquer aujourd'hui concerne la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Nous sommes satisfaits de ce que le Comité du désarmement ait inscrit cette question à son ordre du jour et de ce qu'il ait convenu d'y consacrer prochainement des réunions officieuses.

Ceci dit, nous reconnaissons que tous les sujets mis à l'ordre du jour du Comité ne présentent pas de manière égale les mêmes caractéristiques en terme de possibilités de négociations. Le Comité est saisi ici d'une question nouvelle, absente de ses préoccupations jusqu'à présent, et importante de par ses implications pour la sécurité de nos Etats. Il est nécessaire, à ce premier stade, qu'il effectue d'abord une reconnaissance du sujet.

Cette obligation découle du paragraphe 80 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale. L'Italie avait déjà, en 1979, proposé d'y donner suite, en déposant le document CD/9. Depuis la dernière Assemblée générale, deux résolutions - dont aucune n'a fait l'objet d'objections - et dont l'une d'elles, la résolution 36/97 C, a été coparrainée par la Belgique, demandent au Comité du désarmement de prendre en considération cette question.

Notre objectif devrait donc viser à combler graduellement les lacunes qui apparaissent dans la législation internationale existante.

A ce stade, celle-ci repose, en ordre principal, sur le Traité de 1967 concernant les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes. Il serait aussi utile de tenir compte des implications pour l'espace extra-atmosphérique du Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, ainsi que du Traité de 1972 sur la limitation des systèmes ABM.

De même, les liens pouvant exister entre la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et la création d'une Agence internationale de satellites de contrôle, qui a notamment fait l'objet de la résolution 34/83 E de l'Assemblée générale coparrainée par la Belgique, devraient aussi retenir notre attention.

Dans un premier temps, nous pensons que les travaux du Comité devraient porter en priorité sur la question de la négociation d'un accord efficace et vérifiable d'interdiction des systèmes antisatellites. Ceux-ci présentent à ce stade la plus grande menace déstabilisatrice identifiable.

Les armes antisatellites risquent en effet de porter un préjudice considérable aux mécanismes destinés à assurer le respect des accords de contrôle d'armements et de désarmement.

Une attention particulière devrait être également accordée aux modalités de vérification d'une telle interdiction, en fonction, cette fois encore, de la matière à interdire. Ceci impliquerait notamment une définition de la notion d'arme appliquée à l'espace extra-atmosphérique. Ma délégation espère que les réunions officieuses que nous tiendrons prochainement permettront de clarifier déjà quelques-unes de ces questions.

(M. Onkelinx, Belgique)

Il serait aussi utile, me semble-t-il, que le Comité se penche, en fonction de ses priorités, sur les dispositions de procédure qui apparaîtraient les plus adéquates pour que nous entamions, lors de notre session d'été, des discussions de fond de la manière la plus efficace possible.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Belgique de sa déclaration. Je le remercie particulièrement des expressions sans doute trop flatteuses qu'il a bien voulu m'adresser, certainement dictées par un esprit d'amitié dont je lui suis particulièrement reconnaissant. Je n'ai plus d'orateurs sur ma liste pour aujourd'hui; d'autres délégations désirent-elles prendre la parole ? M. le représentant de l'Union soviétique, S.E. l'Ambassadeur Issraélyan a demandé la parole. Je la lui donne.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : J'ai demandé la parole, Monsieur le Président, pour apporter une petite précision de fait. L'Ambassadeur de Belgique, M. Onkelinx, vient de dire, si j'ai bien compris l'interprétation russe de sa déclaration, que l'interdiction des essais nucléaires dépend de la solution du problème de la vérification et du respect de la convention. En tant que représentant d'un Etat qui participe depuis plus de trois ans à des négociations sur l'interdiction des essais nucléaires menées entre l'Union soviétique, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, je suis obligé de dire que cela ne correspond pas à la réalité. Je voudrais me référer à l'opinion autorisée du chef de la délégation des Etats-Unis d'Amérique aux négociations sur l'interdiction des essais nucléaires, M. Paul Warnke, qui écrit ce qui suit dans le numéro d'aujourd'hui de l'International Herald Tribune :

L'orateur poursuit en anglais

"The implementation of a freeze could logically begin with the prompt completion of the comprehensive test ban treaty that has been under negotiation with the Soviet Union and the United Kingdom since mid-1977." (L'application d'un gel pourrait logiquement commencer par le parachèvement rapide d'un traité sur l'interdiction complète des essais, qui est en cours de négociation avec l'Union soviétique et le Royaume-Uni depuis le milieu de l'année 1977.)

L'orateur reprend en russe

Et plus loin, et c'est là l'essentiel, il dit ce qui suit :

L'orateur poursuit en anglais

"All that now stands in the way of an agreed-on total ban on nuclear explosions is the necessary political will." (Tout ce qui reste à présent pour aboutir à une interdiction concertée totale des explosions nucléaires est la volonté politique nécessaire.)

L'orateur reprend en russe

Je pense que c'est M. Paul Warnke qui a raison et pas M. Onkelinx.

M. ONKELINX (Belgique) : Je ne savais pas qu'après ma déclaration, j'allais être pris à partie par mon ami, l'Ambassadeur Issraélyan ! Mais c'est avec beaucoup de plaisir que je lui réponds. Ce que je pourrais faire, c'est relire le passage de mon discours, ce passage qui tenait en une phrase; c'est cette phrase qu'il a prise

(M. Onkelinx, Belgique)

à partie, en l'occurrence il s'agit du problème de la vérification. Cette question a constitué la pierre d'achoppement dans la négociation d'une interdiction complète des essais nucléaires telle qu'elle a été menée dans les pourparlers séparés dont une évaluation a été communiquée au Comité du désarmement en dernier lieu en juin 1980. Alors moi, j'ai puisé mes informations, non pas chez un auteur privé, comme l'Ambassadeur Issraélyan vient de le faire, mais dans le rapport qui nous a été donné ici de la réunion trilatérale, le document CD/130. C'est là que j'ai découvert qu'il m'avait semblé que le domaine de la vérification était celui sur lequel les parties à la négociation trilatérale n'étaient pas parvenues à se mettre d'accord. Et c'est de là que j'ai tiré les conclusions que je viens de vous présenter maintenant.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Permettez-moi de citer encore une fois brièvement M. Warnke.

L'orateur poursuit en anglais

"All that now stands in the way of an agreed-on total ban on nuclear explosions is the necessary political will." (Tout ce qui reste à présent pour aboutir à une interdiction concertée totale des explosions nucléaires est la volonté politique nécessaire.)

L'orateur reprend en russe

Je pense que M. Warnke a raison.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union soviétique. S'il n'y a pas d'autres représentants qui désirent prendre la parole, ainsi que je l'ai annoncé au début de cette séance plénière, je me propose de soumettre au Comité, pour adoption, les recommandations contenues dans le rapport du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, qui a été publié sous la cote CD/260. En particulier, le Groupe spécial a proposé que sa prochaine session se tienne du 9 au 20 août 1982, à Genève.

S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que le Comité adopte ces recommandation du Groupe spécial.

Il en est ainsi décidé.

Messieurs les représentants, cette séance plénière étant la dernière du mois de mars, je tiens à exprimer à tous mes collègues ma sincère gratitude pour l'esprit de coopération qu'ils ont bien voulu montrer, pour l'appui si efficace qu'ils ont bien voulu apporter à ma présidence et aussi pour les témoignages d'amitié qu'ils ont multipliés à mon égard. Grâce au concours et à la bonne volonté de tous, des échanges de vues et des négociations très utiles ont pu avoir lieu sur bon nombre de questions de fond. En même temps, les quatre groupes de travail spéciaux, sous la direction habile de leurs présidents respectifs, ont pu intensifier leurs travaux et faire marquer, dans certains cas, des progrès. Mais ce mois de mars aura sans doute été marqué par les développements intervenus dans l'examen de la question qui figure au point 1 de notre ordre du jour, "Interdiction des essais nucléaires". Dès que le Comité a bien voulu me confier la tâche de mener des consultations privées à ce sujet et qu'il a bien voulu me charger de présider le Groupe de rédaction qui s'occupe

(M. Onkelinx, Belgique)

actuellement de la rédaction d'un projet de mandat pour un organe subsidiaire éventuel, tous mes efforts ont été dirigés vers l'objectif de faire avancer concrètement la tractation de cette question prioritaire qui, depuis tant d'années, fait l'objet de l'attention de la communauté internationale. Je crois que les négociations intenses qui ont été menées depuis ont permis d'enregistrer des progrès quant à la compréhension réciproque des positions respectives. J'espère vivement que la poursuite de ces négociations puisse conduire aussitôt que possible à une conclusion positive. A cette fin, je me permets de faire appel à toutes les délégations pour qu'elles n'épargnent aucun effort pour arriver à la conclusion que nous tous souhaitons dans l'intérêt de l'activité du Comité du désarmement en ce qui concerne le point 1 de son ordre du jour.

Permettez-moi de dire que l'un des privilèges du président est de travailler en contact étroit avec le secrétariat. Il m'a été ainsi permis d'apprécier dans toute sa valeur la grande compétence et les qualités de l'Ambassadeur Jaipal, Secrétaire du Comité. Je tiens à lui exprimer toute ma reconnaissance et cette reconnaissance reflète mes sentiments les plus sincères; également les conseils et l'assistance de M. Berasategui m'ont été précieux pendant ce mois de présidence; je tiens à lui dire combien j'ai apprécié son concours à cette occasion. Ma reconnaissance va aussi à tout le personnel du secrétariat, ainsi qu'aux interprètes, aux traducteurs, dont j'ai mieux pu mesurer la compétence et le dévouement. Je voudrais enfin présenter à mon successeur, l'Ambassadeur Okawa, du Japon, mes voeux très amicaux de succès dans l'exercice de son mandat. Je crois que c'est une coïncidence heureuse pour le Comité, dans un moment aussi important de ses travaux, de pouvoir avoir à la présidence un aussi éminent et compétent collègue qu'est l'Ambassadeur Okawa. Je suis convaincu que sous sa présidence le Comité pourra conclure de la manière la plus efficace ses travaux et qu'il pourra présenter un rapport significatif à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement.

* * *

Selon notre calendrier de travail pour cette semaine, le Comité tiendra tout de suite après cette séance plénière une réunion officieuse sur le point 7 de son ordre du jour : "Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique". On aura aussi la possibilité, si le temps nous le permet, de reprendre la question de la date de clôture de notre session, ainsi que le problème de la composition du Comité.

La prochaine séance plénière du Comité du désarmement aura lieu le jeudi 1er avril 1982, à 10 heures.

La séance est levée à 15 h 50.

COMITÉ DU DÉSARMEMENT

CD/PV.168
1er avril 1982
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT SOIXANTE-HUITIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 1er avril 1982, à 10 heures

Président : M. Yoshio Okawa (Japon)

GE.82-61863

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie :	M. M. MATI
Allemagne, République fédérale d' :	M. H. WEGENER M. W. ROHR
Argentine :	M. J.C. CARASALES Mlle N. NASCIMBENE M. V. ESPECHE GIL
Australie :	M. D.M. SADLEIR M. R.W. STEELE
Belgique :	Mlle de CLERQ Mlle G. van den BERGH
Birmanie :	U MAUNG MAUNG GYI U THAN TUN
Brésil :	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
Bulgarie :	M. L. GOTZEV M. B. GRINBERG M. P. POPTCHEV
Canada :	M. G.R. SKINNER
Chine :	M. TIAN JIN M. YU MENGJIA M. WANG ZHIYUN
Cuba :	M. L. SOLA VILA M. P. NUÑEZ MOSQUERA M. J.L. GARCIA HERNANDEZ
Egypte :	M. I.A. HASSAN M. M.N. FAHMY
Etats-Unis d'Amérique :	M. L.G. FIELDS Mlle S.F. BURKE M. J. MISKEL M. R.F. SCOTT Mlle M.E. HOINKES
Ethiopie :	M. T. TERREFE M. F. YOHANNES
France :	M. F. de LA GORCE M. J. de BEAUSSE Mlle L. GHAZERIAN M. M. COUTHURES

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Hongrie :	M. I. KOMIVES M. F. GAJDA M. C. GYORFFY
Inde :	M. S. SARAN Mme L. PURI
Indonésie :	M. N. SUTRESNA M. B. MAUNA M. I. DAMANIK M. B. SIMANJUNTAK
Iran :	M. M.J. MAHALLATI
Italie :	M. M. ALESSI M. B. CABRAS M. C.M. OLIVA
Japon :	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. K. TANAKA M. T. ARAI
Kenya :	M. D.D. DON NANJIRA M. J. MURIU KIBOI
Maroc :	M. A. SKALLI M. S.M. RAHALLI M. M. CHRAIBI
Mexique :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
Mongolie :	M. S.O. BOLD M. L. BAYART
Nigéria :	M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
Pakistan :	M. M. AHMAD M. M. AKRAM
Pays-Bas :	M. H. WAGENMAKERS
Pérou :	M. A. THORNBERRY
Pologne :	M. B. SUJKA M. B. RUSSIN M. J. CIALOWICZ M. T. STROJWAS

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

République démocratique allemande :	M. G. HERDER M. H. THIELICKE M. M. KAULFUSS M. J. MOEPERT
Roumanie :	M. T. MELESCANU
Royaume-Uni :	M. D.M. SUMMERHAYES Mme J.I. LINK Mlle J.E.F. WRIGHT M. H.E. SWIFT
Sri Lanka :	M. A.J. JAYAKODDY M. H.M.G.S. PALIHAKKARA
Suède :	M. C. LIDGARD M. G. ANDERSSON M. S. ERICSON Mme G. JONANG M. H. BERGLUND M. J. LUNDIN
Tchécoslovaquie :	M. M. VEJVODA M. J. STRUCKA M. A. CIMA
Union des Républiques socialistes soviétiques :	M. B.P. PROKOFIEV M. M.M. IPPOLITOV M. Y.V. KOSTENKO
Venezuela :	M. R. RODRIGUEZ NAVARRO M. O. AGUILAR PARDO
Yougoslavie :	M. M. VRHUNEC M. M. MIHAJLOVIĆ
Zaïre :	Mme ESAKI EKANGA KABEYA
Secrétaire du Comité du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général :	M. R. JAIPAL
Secrétaire adjoint du Comité du désarmement :	M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la cent soixante-huitième séance plénière du Comité du désarmement.

A l'occasion de mon accession à la présidence, je voudrais faire une brève déclaration avant d'aborder le programme de travail de la séance.

"Nous entrons aujourd'hui dans le troisième et dernier mois de la session de printemps du Comité et, durant les quelques semaines qui nous restent, en plus de notre activité normale d'organe de négociation sur le désarmement, nous devons préparer, à l'intention de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement qui approche, notre rapport sur les résultats de nos efforts de négociation au cours des trois dernières années.

Il faut espérer que la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement produira des résultats concrets ou donnera au moins l'impulsion nouvelle indispensable au progrès dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement. Dans mon pays, les aspirations de nos citoyens se font de plus en plus vives et il ne se passe guère de jour sans que les grands quotidiens publient un article ou un éditorial concernant la session extraordinaire consacrée au désarmement, et j'imagine que tel est aussi le cas dans beaucoup d'autres pays. Je puis ajouter que les activités du Comité sont aussi suivies avec un intérêt considérable au Japon.

Je me sens aujourd'hui particulièrement honoré d'avoir la possibilité d'assurer la présidence de ce forum international respecté. C'est avec humilité et un sentiment de grande responsabilité que j'assume cette fonction. Je m'engage à tout faire pour m'acquitter de mes devoirs.

Heureusement, mes deux éminents prédécesseurs au cours de cette année, l'Ambassadeur Mahalatti d'Iran, et l'Ambassadeur Alessi, d'Italie, ont réglé la plupart des problèmes d'organisation des travaux de cette session, et je leur en suis extrêmement reconnaissant. Je tiens à leur rendre hommage pour leur persévérance et pour la direction fort efficace qu'ils ont assurée à nos travaux en février et en mars. Ma tâche est donc de tout faire, avec votre aide et votre coopération, pour parachever le travail de notre session de printemps sous une forme raisonnablement présentable.

A ce propos, je tiens à rendre hommage à l'Ambassadeur Jaipal, à M. Berasategui et aux autres membres du secrétariat qu'il dirige avec tant de compétence et à dire que je compte beaucoup sur leur aide et leur assistance pour l'accomplissement de ma tâche.

Notre principale et immédiate préoccupation concerne naturellement la rédaction d'un rapport significatif et approprié aux fins de présentation à la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement. Par ailleurs, mes éminents collègues ne me démentiront sûrement pas si je dis que la deuxième session extraordinaire ne doit pas nous faire perdre de vue nos objectifs et responsabilités à long terme en tant qu'organe multilatéral unique de négociation sur le désarmement. N'oublions pas qu'en été, après la deuxième session extraordinaire, nous devrons revenir ici pour reprendre nos travaux et nous efforcer d'accomplir des progrès réels dans des négociations de fond sur le désarmement.

Avant de terminer ces brèves remarques, j'aimerais faire quelques observations pratiques qui, je le pense, ne seront pas sans intérêt étant donné le temps très limité dont nous disposons encore ce mois-ci. D'abord, comptant sur votre compréhension et votre coopération, je m'efforcerai autant que possible,

(Le Président)

de faire prévaloir la ponctualité en ce qui concerne l'ouverture et la clôture de nos séances. Deuxièmement, je rechercherai votre collaboration pour que les interventions, tant au Comité et aux réunions officieuses que durant les consultations informelles, demeurent aussi concises et concrètes que possible. Troisièmement, je voudrais réitérer la suggestion que j'avais faite l'an dernier d'abréger un peu les expressions de courtoisie au cours de nos travaux, bien que, naturellement, je ne cherche pas à priver mon prédécesseur des louanges qui lui reviennent à si juste titre.

Je compte sur votre compréhension, sur votre coopération et sur votre aide afin de mener notre session de printemps à un heureux aboutissement."

Le Comité poursuit aujourd'hui l'examen du point 6 de son ordre du jour, intitulé "Programme global de désarmement". Tout membre du Comité désirant faire des déclarations sur une autre question ayant trait aux travaux du Comité peut d'ailleurs le faire conformément à l'article 30 du règlement intérieur.

J'ai sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Suède, de l'Argentine, de Cuba, de l'Australie, du Maroc, de la Chine et de l'Indonésie.

Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit sur ma liste, le représentant de la Suède, Son Excellence l'Ambassadeur Lidgard.

M. LIDGARD (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, après les pensées que vous avez exprimées c'est pour moi un devoir agréable de vous féliciter en qualité de premier orateur, pour votre accession à la Présidence du Comité.

Ce faisant, je ne crois pas désobéir à votre appel, car ce n'est pas pour moi simple courtoisie de dire la satisfaction sincère qu'éprouve ma délégation de vous voir occuper la Présidence en ce difficile mois d'avril, au cours duquel nous sommes censés achever nos travaux et en rendre compte correctement afin de fournir à la session extraordinaire une bonne base pour évaluer nos réalisations.

Plus encore que la plupart d'entre nous, vous êtes personnellement impliqué dans ces questions, qui vous tiennent profondément à coeur. En outre, vous êtes exceptionnellement doué et expérimenté pour mener des négociations internationales. C'est donc avec une grande confiance que nous envisageons de travailler sous votre direction pendant le mois d'avril.

J'aimerais aussi exprimer notre reconnaissance à votre éminent prédécesseur pour la façon dont il a dirigé le Comité en mars. Il l'a fait avec beaucoup de calme et de fermeté et, naturellement, avec tout le doigté que l'on peut attendre d'un diplomate italien, et il peut à juste titre s'enorgueillir du travail accompli.

Je parlerai aujourd'hui du point 7 de l'ordre du jour, "Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique."

Vingt-cinq ans après le début de l'ère spatiale, les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique sont devenues multiples et très bénéfiques dans des domaines comme les communications, la navigation, la météorologie, la téléobservation de la terre, etc. Il est certes nécessaire de progresser encore dans cette voie. Toutefois, parallèlement, les applications militaires se développent rapidement. En fait, la majorité écrasante des satellites lancés jusqu'ici avaient des objectifs militaires. On estime que 75 % environ des satellites mis en orbite depuis le début

(M. Lidgard, Suède)

de l'ère spatiale, en 1957, l'ont été à des fins militaires. Cela illustre la forte militarisation de l'espace extra-atmosphérique, encore que beaucoup de satellites militaires n'aient qu'une durée de vie assez limitée. D'autres facteurs, de nature qualitative, fournissent des raisons supplémentaires de craindre que l'espace extra-atmosphérique ne puisse se muer un jour en champ de bataille, si l'on ne fait rien pour y mettre obstacle.

Nous vivons à une époque de progrès rapides de la science et des techniques. La science-fiction d'aujourd'hui peut fort bien devenir la réalité de demain. Cela n'est pas moins vrai dans le domaine de la technologie militaire, peut-être particulièrement en ce qui concerne l'exploitation de l'espace extra-atmosphérique. Il n'y a pas plus de dix ou vingt ans, la plupart des gens considéraient que l'exploitation militaire de l'espace extra-atmosphérique était une question relevant de la fiction. Or, l'espace est devenu le principal champ de la course technique aux armements. Il est capital d'éviter que cette course continue d'attirer de gros investissements en ressources humaines et matérielles dans le but futile d'acquérir une position de supériorité et de marchander des avantages. Les récentes discussions sur les missiles antibalistiques (missiles AM) et de la défense au moyen de ces missiles fournissent des exemples de l'évolution concevable dans ce domaine, qui serait sans doute extrêmement coûteuse et déstabilisatrice.

Il y a certes longtemps que l'on est conscient de l'évolution menaçante concernant l'espace extra-atmosphérique. A plusieurs reprises, on a tenté d'attirer l'attention du Comité sur cette question. J'ai tout particulièrement à l'esprit les utiles contributions de l'Italie et des Pays-Bas et, bien entendu, l'adoption l'automne dernier de deux résolutions par l'Assemblée générale, adoption à l'occasion de laquelle l'Union soviétique et les pays occidentaux que je viens de nommer ont largement contribué à promouvoir des négociations multilatérales sur cette question.

Nous savons tous que le rythme des négociations sur le désarmement est souvent dépassé par celui de l'évolution des techniques militaires, d'où le risque de guerre dans des milieux qui ont été jusqu'ici préservés de la militarisation. C'est là un grave sujet de préoccupation pour mon gouvernement et, sans doute, pour de nombreux autres gouvernements représentés au Comité.

Des efforts ont déjà été faits à cet égard. Par exemple, le Traité concernant l'espace extra-atmosphérique interdit de placer des armes nucléaires et autres armes de destruction massive dans cet espace et réserve l'utilisation de la lune et d'autres corps célestes exclusivement à des fins pacifiques. Toutefois, ses dispositions ne suffisent pas à prévenir une course générale aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. D'autres efforts doivent être déployés dans ce sens.

Le Comité du désarmement est maintenant saisi du problème. Ma délégation se réjouit que les questions importantes et, à certains égards, urgentes, qui sont ici en jeu soient soumises à l'examen du forum unique de négociations multilatérales sur le désarmement. Nous estimons qu'à la suite des premiers entretiens exploratoires qui ont lieu au cours de la première partie de la session de cette année, il y aurait lieu d'établir et d'investir d'un mandat approprié un groupe de travail spécial du Comité dans le courant de l'été 1982.

Les deux superpuissances jouent un rôle prédominant dans l'exploitation militaire et civile de l'espace extra-atmosphérique. Nous nous félicitons donc qu'elles aient déjà procédé à des entretiens bilatéraux sur la question de l'exclusion de toute course aux armements dans ce milieu.

(M. Lidgard, Suède)

Il est regrettable que ces entretiens aient été suspendus. A notre avis, il est hautement souhaitable qu'elles soient reprises le plus rapidement possible.

Toutefois, l'espace extra-atmosphérique appartient en commun à toute l'humanité et le problème de son utilisation, légitime ou abusive, intéresse tous les pays. Même si les superpuissances ont une nette avance technologique, de plus en plus de pays seront en mesure de l'utiliser. C'est aussi pour cette raison naturelle que l'interdiction d'une course aux armements dans ce milieu fait l'objet de négociations multilatérales.

Il faut noter à cet égard que les satellites peuvent apporter une contribution très utile dans le domaine du désarmement, en fournissant des moyens de vérification et de surveillance qui ne soient pas intrusifs. Chacun sait que la surveillance par satellites a tacitement été acceptée comme moyen de vérification dans le cadre des négociations SALT. C'est en s'inspirant d'idées analogues que la France a lancé son utile et opportune initiative concernant la création d'une agence internationale de satellites de contrôle. Cette initiative est d'autant plus utile et progressiste qu'elle prévoit un organe multilatéral qui jouerait un rôle crucial dans la vérification internationale, puisqu'il est peu probable que des techniques de vérification dont seuls disposent quelques pays puissent être universellement acceptées.

Toutefois, notre préoccupation immédiate, conformément à l'énoncé du point 7 de l'ordre du jour, est de rechercher les moyens d'éviter une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Pour un certain nombre de raisons, il est extrêmement difficile de définir d'emblée en termes exacts, la portée des limitations et interdictions qu'il faudrait prévoir pour exclure efficacement, dans l'espace extra-atmosphérique, une évolution non souhaitée, sans y entraver des activités légitimes. L'un des problèmes qui se pose ici est que certains systèmes spaciaux ont des applications aussi bien militaires que civiles. En outre, certains systèmes militaires peuvent avoir surtout des effets stabilisateurs et d'autres des effets déstabilisateurs, etc.

Une question fondamentale sera celle de savoir s'il faut ou non axer des efforts sur l'interdiction ou la limitation de divers systèmes d'armes dans l'espace ou sur l'interdiction ou la restriction de certaines activités ou actions qui perturberaient des objets spatiaux ou constitueraient une attaque contre eux. Peut-être une combinaison des deux approches s'impose-t-elle.

Il semble approprié de voir d'abord dans quelle mesure les dispositions d'instruments tels que le Traité de 1968 concernant l'espace extra-atmosphérique et le Traité de 1972 sur la limitation des systèmes de missiles anti-missiles, ainsi que le Protocole à ce dernier Traité doivent être complétés pour tenir compte de l'évolution actuelle et prévue en ce qui concerne la guerre spatiale.

Par principe, il faut décider sans tarder si l'interdiction doit porter sur tous les satellites militaires ou uniquement sur les systèmes spatiaux qui font le plus souvent et dans une mesure de plus en plus grande partie intégrante des systèmes conçus pour la guerre terrestre.

Une autre question de première importance est celle de savoir dans quelle mesure il serait possible et souhaitable de limiter la recherche, la mise au point, l'essai et la fabrication de systèmes militaires pour l'espace.

(M. Lidgard, Suède)

Une troisième question à aborder initialement est celle de savoir si l'on doit rechercher une convention globale ou choisir une solution par étapes. Si cette dernière solution était retenue, il semblerait approprié d'établir une liste des priorités selon laquelle les progrès les plus menaçants seraient les premiers à faire l'objet de négociations. Par exemple, on peut concevoir que le problème d'une guerre antisatellite devrait être examiné dans l'une des toutes premières étapes. Il se pose aussi à cet égard des problèmes compliqués de définition que le distingué représentant de l'Italie a illustrés avec pertinence mardi dernier.

A notre avis, il faut d'abord interdire tous les dispositifs destinés à entraver les utilisations stabilisatrices de l'espace extra-atmosphérique. Il ne faut pas que la vérification par des moyens techniques soit compromise. Il faut aussi tenir compte du problème d'asymétrie qui pourrait se poser, en cas de conflit armé entre des puissances spatiales et d'autres pays, sur le plan des télécommunications militaires. Un grand nombre de satellites existants sont conçus pour donner une alerte rapide en cas d'attaque. S'ils étaient éliminés, l'adversaire pourrait fort bien réagir de manière imprévisible. Ce genre d'entreprise déstabilisatrice devrait donc selon nous être interdite.

La Suède estime que l'espace extra-atmosphérique lui-même, comme le sont déjà la lune et les autres corps célestes, devrait être réservé uniquement à des fins pacifiques. Pourtant, chacun sait que les utilisations militaires de l'espace extra-atmosphérique sont fréquentes et d'une portée considérable. Il devient donc capital d'empêcher que ces activités ne compromettent les utilisations civiles et pacifiques actuelles et futures de l'espace extra-atmosphérique.

Il est évident que la question de la surveillance des activités militaires dans l'espace extra-atmosphérique et de la vérification du respect de futures limitations et interdictions posera un certain nombre de problèmes politiques et techniques ardus. Ma délégation, qui attache une grande importance à cette question, tient à souligner la nécessité de rechercher des solutions multilatérales à ces problèmes.

La connaissance générale de l'évolution militaire réelle et potentielle concernant l'espace extra-atmosphérique est particulièrement limitée. Comme dans d'autres secteurs de la course mondiale aux armements, la dissimulation excessive est en l'occurrence l'une des principales forces qui poussent à cette course aux armements. Si les principales puissances spatiales veulent vraiment parvenir à un accord susceptible d'entraîner une adhésion universelle, elles doivent se montrer disposées à fournir des informations et à répondre aux questions qui leur seront sans doute posées au Comité. Ma délégation les prie donc instamment non seulement de reprendre leurs entretiens bilatéraux sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, mais encore de présenter au Comité du désarmement un rapport détaillé sur les questions et les problèmes de fond qu'elles doivent aborder dans ces entretiens. Ainsi, le Comité du désarmement pourra-t-il, parallèlement aux efforts que les principales puissances militaires déploient sur le plan bilatéral, examiner aussi les questions en jeu et réaliser des progrès.

Il ne fait aucun doute que les puissances spatiales, et en particulier les principales d'entre elles, ont une responsabilité particulière en matière de prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Les progrès dans le domaine de la technologie spatiale sont tels qu'ils sont de nature à élargir le fossé entre les principales puissances et la plupart des membres de la communauté mondiale.

(M. Lidgard, Suède)

Toutefois, l'on aurait tort de croire que le présent oligopole durera toujours. Plus vite on prendra conscience de ce fait et on l'acceptera, meilleures seront les perspectives de progresser dans les négociations à venir, et cela dans notre intérêt à tous.

Il n'est pas trop tard pour éviter une vaine course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, course qui entraînerait un énorme gaspillage de ressources et rendrait notre planète encore moins sûre. Mais le temps est un facteur décisif dans les négociations sur le désarmement. Plus nous attendrons, plus il sera difficile de s'attaquer aux problèmes nombreux et complexes qui se poseront à nous.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie M. l'Ambassadeur Lidgard, de la Suède, de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine, Son Excellence l'Ambassadeur Carasales.

M. CARASALES (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, comme vous l'aviez rappelé, dans votre intervention initiale l'an passé, lorsque le Comité examinait de façon officieuse comment améliorer son fonctionnement, nous étions, vous et moi, les partisans les plus décidés d'omettre, ce qui est devenu un rite, les félicitations au nouveau Président par tous les membres du Comité estimant préférable qu'un seul représentant soit chargé de cette tâche agréable. Mais, comme vous l'avez dit, les faits montrent qu'il est très difficile d'abandonner une pratique qui, d'ailleurs, reflète une réalité. C'est pour cela qu'à cette occasion, Monsieur le Président, je désire sincèrement exprimer ma satisfaction de vous voir présider nos délibérations pendant le mois d'avril et que je forme des voeux pour que vous obteniez les meilleurs résultats, qui seront aussi les nôtres puisque le dernier mois d'une session représente normalement la concrétisation des travaux effectués et exige un effort extraordinaire pour mener à bonne fin trois mois de labeur. En cela, Monsieur le Président, vous trouverez l'appui le plus ferme et le plus franc de la délégation argentine. Je tiens en même temps à exprimer au Président sortant, l'Ambassadeur Alessi, d'Italie, les félicitations les plus sincères de ma délégation pour la façon très efficace avec laquelle il a dirigé ce Comité le mois passé; la qualité de sa direction n'apparaît pas seulement dans les séances officielles et réunions officieuses que nous avons eues mais aussi dans le travail qui s'est fait en dehors des murs de cette salle et que tous n'ont toujours pas l'occasion de connaître et d'apprécier, en particulier lors des nombreuses consultations qu'il a dû organiser, tout en présidant le Groupe de rédaction dont la tâche est particulièrement importante. Tout cela il l'a fait fort bien avec le talent qui caractérise la diplomatie italienne et c'est donc avec une grande certitude et une grande sincérité que je lui adresse les félicitations les plus cordiales de ma délégation.

Je parlerai aujourd'hui du point 3 de l'ordre du jour "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires".

Voilà plus de trois ans que le Comité du désarmement examine cette question conformément au paragraphe 59 du Document final, qu'il est superflu de citer. Pourtant, je tiens à rappeler que les mesures recommandées dans ce paragraphe à la première session extraordinaire seraient transitoires en attendant la réalisation de l'objectif fondamental mentionné au paragraphe 56, lequel indique explicitement, je cite : "la garantie la plus efficace contre le risque de guerre nucléaire et l'utilisation d'armes nucléaires est le désarmement nucléaire et l'élimination complète des armes nucléaires".

(M. Carasales, Argentine

L'Argentine a déclaré - et c'est toujours son opinion - que non seulement la "garantie la plus efficace" - selon les termes mêmes du Document final - mais peut-êtr la seule garantie de survie, au sens véritable du mot "garantie", dont puisse bénéfici un Etat est l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires.

Je n'ai pas besoin de répéter que cet objectif fondamental est aujourd'hui plus lointain que jamais.

Néanmoins, trois années consécutives, le Comité du désarmement a créé un Groupe d travail spécial sur cette question, qu'il a encore reconstitué en 1982. Ce Groupe a accompli un travail digne d'éloge en ce qui concerne l'identification des problèmes, l clarification des positions, l'élaboration de formules communes et la recherche de procédures qui pourraient remplacer une convention internationale ayant force obligato instrument qui constitue un objectif aussi universellement souhaitable qu'impossible à concrétiser dans les faits, du moins pour l'instant.

Par sa résolution 36/95, l'Assemblée, après avoir réaffirmé l'urgente nécessité d conclure un accord sur cette question, a adressé "un appel à tous les Etats, en particulier aux Etats dotés d'armes nucléaires, pour qu'ils fassent preuve de la volonté politique nécessaire pour parvenir à un accord sur une approche commune, et en particu sur une formule commune, qui pourrait figurer dans un instrument international ayant force obligatoire".

Les réunions tenues par le Groupe de travail spécial en 1982 démontrent que les positions des Etats qui doivent accorder les garanties, c'est-à-dire les Etats dotés d'armes nucléaires, n'ont pas changé. Depuis quelque temps, il s'est produit ce que nous pourrions appeler une cristallisation de leurs points de vue, fondés sur leurs conceptions stratégiques et leurs déclarations unilatérales respectives, lesquelles déclarations diffèrent et comprennent une série de modalités, conditions et clauses échappatoires qui les vident de toute substance en tant que garanties d'où dépend la sécurité d'un Etat non doté d'armes nucléaires.

Etant donné l'immuabilité de ces positions et les travaux exhaustifs d'explorati accomplis par le Groupe de travail, il apparaît évident à ma délégation, que les étap suivantes doivent se situer au niveau de la volonté politique des Etats nucléaires et qu'il n'y a pas grand intérêt à poursuivre indéfiniment des délibérations théoriques qui consistent presque toujours à réaffirmer les points de vue exposés et discutés précédemment. En revanche, l'ordre du jour comprend des questions qui n'ont pas encor été abordées en profondeur et qui présentent peut-être de meilleures chances de succè

Dès lors, il semble logique de se demander si le moment n'est pas venu de suspen provisoirement - je dis bien provisoirement - les efforts que le Comité accomplit dan le domaine des garanties dites négatives et d'informer franchement la deuxième sessio extraordinaire de la situation, conformément à ce que suggérait le 16 mars dernier l'Ambassadeur du Pakistan, M. Ahmad, Président du Groupe de travail, dans son intervention. L'Assemblée générale pourrait peut-être imprimer un nouvel élan à ces négociations et les Etats dotés d'armes nucléaires saisir l'occasion pour annoncer de nouvelles politiques plus compatibles avec les voeux des Etats non dotés d'armes nucléaires, auxquels cette garantie serait destinée, et qui doivent la juger satisfai sante, si l'on veut que cette mesure ait un sens.

L'Argentine maintient que cet effort ne peut se justifier que par l'adoption d'instrument international ayant force juridique obligatoire, non assorti de conditic

(M. Carasales, Argentine)

et d'une portée illimitée, qui protégerait tous les Etats non dotés d'armes nucléaires et comprendrait un engagement de travailler effectivement à un désarmement nucléaire conduisant à la seule véritable garantie, qui est l'élimination des arsenaux nucléaires.

L'expérience du Groupe de travail spécial démontre que cet objectif demeure lointain et que toutes les autres solutions proposées ou mentionnées (résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, déclarations unilatérales identiques, etc.) ne font que réduire ou annuler la valeur d'un instrument déjà limité dans sa portée.

En effet, tant qu'il existe des armes nucléaires qui peuvent être utilisées, un accord dit "de garanties" ne sera jamais qu'un palliatif qui laissera subsister de nombreuses interrogations.

Peut-on compter sur une manifestation d'intention ? Peut-on être sûr qu'un Etat doté d'armes nucléaires, qui estime menacés sa sécurité nationale et ses intérêts vitaux, ne recourra pas à tous les moyens dont il dispose pour les défendre ? Les effets d'une arme nucléaire ne seront-ils pas ressentis également sur le territoire d'un Etat supposé protégé par la "garantie", même si l'Etat attaqué est un autre Etat, non protégé par cette garantie, mais qui a des frontières communes avec lui ?

Ces questions et d'autres, que nous sommes nombreux à nous poser, ne doivent cependant pas nous empêcher de chercher les moyens qui permettraient d'accroître, même dans une mesure restreinte, la sécurité des Etats dans un monde où la catastrophe nucléaire paraît de plus en plus possible.

Il faut espérer qu'à sa deuxième session consacrée au désarmement, l'Assemblée générale, organe à travers lequel s'exprimera et se fera jour la pensée de la communauté internationale dans ce domaine, qui retient l'attention des peuples de façon toujours plus marquée, aura l'occasion de relancer les négociations sur le point 3 de notre ordre du jour. Les puissances nucléaires se trouvent placées ici devant un nouveau défi et dans cette affaire comme dans d'autres domaines, beaucoup de choses dépendent de l'imagination et de la souplesse dont elles feront preuve pour tenir compte des préoccupations légitimes des Etats non dotés d'armes nucléaires.

En fait, Monsieur le Président, tous les thèmes qui tournent autour des armes nucléaires sont liés entre eux et l'on peut affirmer que la sécurité de tous les Etats, ou en tout cas des Etats non dotés d'armes nucléaires, sera améliorée dans la mesure où l'on prendra des mesures pour prévenir une guerre nucléaire.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler à ce sujet que dans la résolution 36/81 B, adoptée par consensus à sa dernière session, l'Assemblée générale prie instamment au premier paragraphe du dispositif "tous les Etats dotés d'armes nucléaires de présenter au Secrétaire général .... (pour examen par l'Assemblée générale à sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement) leurs vues, propositions et suggestions concrètes visant à assurer la prévention d'une guerre nucléaire".

Pour autant que ma délégation le sache, aucune puissance dotée d'armes nucléaires n'a encore répondu à cet appel adressé par l'Assemblée générale, bien que l'on ait presque atteint la date limite du 30 avril 1982 fixée par la résolution 36/81 B.

(M. Carasales, Argentine)

Toutefois, le processus est déjà en marche. Le Gouvernement indien, sur la base des dispositions du deuxième paragraphe du dispositif de cette résolution, a remis au Secrétaire général des Nations Unies, le 8 février 1982, ses commentaires et propositions concernant la prévention de la guerre nucléaire, propositions qui, j'en suis sûr, seront étudiées avec soin à la prochaine session de l'Assemblée générale.

Ma délégation estime, Monsieur le Président, comme elle l'a dit précédemment, que la prévention d'une guerre nucléaire demeure une question de la plus haute priorité, et que si cela a déjà été dit dans le Document final il y a quatre ans, l'urgence est, dans un sens, plus grande aujourd'hui car le temps écoulé depuis lors a rendu la menace encore plus pressante.

A sa deuxième session extraordinaire, l'Assemblée générale ne pourra donc manquer d'accorder une attention approfondie à ce point de l'ordre du jour, et pour que cet examen puisse aboutir à des résultats concrets, réalisables et positifs, il faut que tous les pays intéressés présentent des propositions et des suggestions pratiques, et en premier lieu les puissances qui disposent des moyens appropriés pour déclencher une guerre nucléaires.

Il faut donc espérer que la proposition qui a inspiré l'adoption de la résolution 36/81 B se concrétisera dans les faits. S'il en est ainsi, une contribution importante aura été apportée aux travaux de cette rencontre internationale qui est aujourd'hui au centre de nos préoccupations, la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie M. l'Ambassadeur Carasales de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de Cuba, Son Excellence l'Ambassadeur Solá Vila.

M. SOLA VILA (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Je voudrais tout d'abord vous adresser, Monsieur l'Ambassadeur Okawa, les félicitations de ma délégation pour votre accession à la présidence du Comité du désarmement pendant le mois d'avril; nous sommes certains que sous votre habile direction, dont vous avez donné la preuve une fois de plus comme Président du Groupe de travail des armes chimiques, cet organe de négociation terminera avec succès sa session de printemps de cette année. Permettez-moi également de féliciter votre prédécesseur, l'Ambassadeur Alessi, pour la façon efficace avec laquelle il a dirigé nos travaux au mois de mars.

Monsieur le Président, le Groupe de travail spécial créé par ce Comité pour négocier une convention sur l'interdiction des armes chimiques est l'un de ceux qui, à notre avis, a fait un travail méritoire. Pendant de longues années la recherche de cet objectif a reçu l'encouragement de la communauté internationale; c'est précisément à cela que cet organe de négociation a consacré une partie considérable de ses travaux.

Si au début des travaux du Comité, le Groupe de travail n'avait qu'un mandat limité qui ne satisfaisait pas toutes les délégations, son mandat a enfin été élargi cette année et, du point de vue technique, ce Groupe est pleinement en mesure de mener à bien ses travaux dans les meilleurs délais.

Certes, les espoirs que de nombreuses délégations avaient mis dans les travaux du Groupe paraissent s'évanouir devant ce qui constitue sans aucun doute le début d'une nouvelle spirale dans la course aux armements : la décision de commencer la fabrication d'armes chimiques binaires.

(M. Sola Vila, Cuba)

Dans son intervention devant le dixième Congrès syndical mondial qui s'est récemment tenu à La Havane, le Président du Conseil d'Etat et du Conseil des ministres de la République de Cuba, Fidel Castro, a déclaré :

> "Dans les conditions actuelles, le perfectionnement de n'importe quel type d'arme déclenche une réaction qui contraint à une nouvelle mise au point des systèmes d'armes et à l'abandon rapide des moyens de guerre créés précédemment parce qu'ils sont périmés. Chaque jour le coût de ces armes se fait plus élevé et chaque jour aussi le délai de leur durée effective se fait plus éphémère. Telle est la logique absurde et l'irrationalité de la course aux armements."

La production de cette nouvelle génération d'armes chimiques ajoute un nouveau maillon à la chaîne néfaste qui a commencé de se former avec la décision de remettre à plus tard la ratification de l'Accord SALT II, et qui a continué avec la décision d'implanter de nouveaux missiles nucléaires de portée intermédiaire en Europe et plus récemment avec la décision de commencer la fabrication d'armes nucléaires à neutrons.

On a dit, avec raison, que la fabrication d'armes binaires complique énormément les négociations visant à interdire les armes chimiques et qu'elle a des répercussions négatives tant en ce qui concerne la détermination de la toxicité que les aspects qui touchent à la vérification. A propos de la complexité de cette dernière question, le document CD/167 présenté par la délégation canadienne le 26 mars 1981, soit il y a juste un an, signale que la situation pourrait devenir encore plus tendue si les Etats-Unis décidaient de revigorer leur capacité au moyen d'armes binaires; malheureusement, cette prévision s'est faite réalité.

Les arguments avancés pour justifier la fabrication de cette nouvelle génération d'armes chimiques reposent sur la théorie de la dissuasion et sont de ce fait inacceptables pour ma délégation.

Prenant la parole devant le Comité, le 25 mars dernier, le représentant des Etats-Unis a mentionné qu'une interdiction effective des armes chimiques serait un moyen de renforcer leur propre sécurité comme celle de leurs alliés et des Etats neutres non alignés. En tant que représentant d'un pays non aligné, je dois indiquer à cet égard que l'on ne parvient pas à cet objectif par une intensification de la course aux armements chimiques. L'arme chimique binaire, loin de protéger la sécurité des Etats, augmente les dangers qui les menacent en élevant à la catégorie d'agents de guerre chimique des substances qui, traditionnellement, étaient utilisées à des fins pacifiques.

De même, en accord avec ce qui précède, le document CD/264 contient divers arguments qui ne résistent pas à une analyse rigoureuse. Se fondant toujours sur la politique de dissuasion et brandissant un péril imaginaire qui, en réalité, n'existe pas, il s'efforce de donner l'image que ce qu'il cherche est de renforcer la défense alors que l'intention est certainement d'obliger à négocier à partir d'une position de force.

On comprend mieux aujourd'hui le pourquoi de ces allégations fausses et tendancieuses concernant l'utilisation d'armes chimiques dans telles ou telles régions. Il est maintenant clair que l'objectif était de conditionner l'opinion publique afin d'éliminer, dans la mesure du possible, toute opposition à cette nouvelle spirale de la course aux armements chimiques.

(M. Sola Vila, Cuba)

La fabrication de cette nouvelle génération d'armes chimiques constitue un sérieux obstacle pour les travaux du Comité, en particulier pour ceux du Groupe spécial compétent en ce qui concerne la portée de l'interdiction, la classification selon la toxicité, les transferts, la déclaration des stocks et des moyens de fabrication, et les mesures de vérification.

Pour avoir une idée de ce qui précède, il suffit de signaler que la quantité des substances qui peuvent être utilisées comme composants des mélanges binaires tendra non seulement à augmenter dans la classe des agents neurotoxiques, mais qu'il sera impossible d'écarter l'apparition de substances possédant d'autres effets toxiques.

Pour ce qui est de la classification selon la toxicité, l'existence de critères opposés est déjà apparue au Comité. On a déjà fait observer, avec raison à notre avis, que la toxicité des substances binaires ne peut se déterminer ni d'après les précurseurs ni d'après les produits finaux.

Dans le premier cas, les substances binaires seraient classées dans une catégorie inférieure et dans le second on courrait le risque d'oublier le rôle des sous-produits de la réaction finale.

Pour ce qui est des transferts, il convient de signaler que le danger de la prolifération des armes chimiques s'accroît puisqu'il sera très difficile de déterminer les objectifs de certaines opérations du fait qu'il devient presque impossible de faire la distinction entre les substances chimiques à usage commercial et les substances chimiques utilisées à des fins d'armement.

D'autre part, cela crée de sérieux obstacles pour prouver des actes de violation.

Pour ce qui est de la déclaration des stocks d'armes chimiques et des moyens de fabrication, il n'est pas superflu de signaler qu'elle se heurtera à des difficultés par suite de la production de substances chimiques à des fins commerciales qui peuvent également servir à la fabrication d'armes binaires. Il convient à cet égard de signaler que cela touche également les pays en développement qui ne possèdent pas d'armes chimiques et qui se verront obligés de fournir des données concernant leur économie, données qui pourraient être utilisées de façon délibérée pour faire obstacle à leur développement.

Pour conclure, Monsieur le Président, permettez-moi de faire quelques brèves observations au sujet des mesures de vérification. Il est indéniable que l'apparition de l'arme chimique binaire a créé une situation nouvelle et les méthodes de contrôle dont nous avons discuté depuis tant d'années ne semblent pas garantir avec certitude l'existence ou la non-existence de l'arme binaire dans un pays déterminé.

L'existence même de substances chimiques qui peuvent servir à double fin et être utilisées tant dans l'industrie civile que dans l'industrie militaire ôte toute efficacité, par exemple, aux inspections dites sur place tant préconisées par quelques délégations. On peut ajouter en outre que cette situation permet de dissimuler les budgets que les Etats destinent aux armements chimiques, ce qui également se répercute dans les déclarations auxquelles nous avons fait allusion.

Cela dit, il importe de reconnaître une fois de plus l'importance d'un système national de vérification et de contrôle dans lequel le prestige des Etats se trouvant en cause, ceux-ci prendraient les mesures nécessaires pour garantir le strict respect d'un accord international en la matière.

(M. Sola Vila, Cuba)

L'importance d'un système national de vérification comme base pour le contrôle de tout accord augmente considérablement en ce qui concerne les mesures de vérification internationales puisque la participation directe des Etats au contrôle du respect des accords aux termes desquels ils se sont eux-mêmes engagés éviterait des doutes et soupçons concernant le respect desdits accords et garantirait qu'il ne serait pas fait obstacle à la collecte des données nécessaires à un contrôle efficace.

En conclusion, Monsieur le Président, il importe de reconnaître une fois de plus l'importance des négociations bilatérales qui se sont déroulées en dehors du Comité entre l'Union soviétique et les Etats-Unis et qui maintenant se trouvent interrompues de façon unilatérale et injustifiée. Il est indéniable que la reprise de ces négociations contribuerait à résoudre un grand nombre de problèmes auxquels se heurtent l'interdiction des armes chimiques et en particulier les travaux que ce Comité est appelé à faire en ce sens.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de Cuba de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc, Son Excellence l'Ambassadeur Skalli.

M. SKALLI (Maroc) : Monsieur le Président, vous voudrez bien comprendre que je ne peux résister à la tentation de vous dire tout le plaisir que nous ressentons au sein de la délégation marocaine à vous voir présider nos travaux pour le mois d'avril.

Votre dévouement à la cause du désarmement et votre sens de l'humain n'expliquent qu'en partie la conscience et le zèle dont vous faites preuve pour apporter la contribution précieuse de votre pays, grand ami du mien, aux travaux de notre Comité.

Ces qualités, jointes à votre immense courtoisie et à la finesse de votre esprit, qui sont le reflet de la grande civilisation à laquelle vous appartenez, ont fait de vous un homme dont les points de vue et les avis sont reçus ici avec considération et haute appréciation.

Nous sommes convaincus que, sous votre présidence, l'élan créé par votre prédécesseur, le très distingué représentant de l'Italie, M. Alessi, sera maintenu et poursuivi.

Monsieur le Président, je voudrais consacrer l'intervention d'aujourd'hui à un problème auquel mon pays attache une importance capitale : celui des garanties de sécurité à accorder aux Etats non dotés d'armes nucléaires.

Comme vous le savez, ce problème préoccupe tous les Etats non dotés d'armes nucléaires depuis bientôt deux décennies. Des efforts sérieux ont été déployés dans plusieurs forums internationaux, notamment lors de la Conférence de 1968 des Etats non dotés d'armes nucléaires et lors de l'élaboration du Traité de non-prolifération.

Le but de ces efforts, rappelons-le, était et reste de libérer les pays non dotés d'armes nucléaires de la psychose d'un recours ou d'une menace de recours contre eux à l'arme nucléaire. Ces pays veulent obtenir des Etats dotés d'armes nucléaires un engagement juridiquement contraignant selon lequel ils n'utiliseront jamais et ne menaceront jamais d'utiliser l'arme nucléaire contre l'un des Etats qui s'engagent à ne pas acquérir une telle arme.

(M. Skalli, Maroc)

Ces efforts ont abouti aux résultats que nous connaissons : la résolution 255 (1968) du Conseil de sécurité, la résolution 2936 (XXVII) de l'Assemblée générale et les cinq déclarations unilatérales faites par les cinq puissances nucléaires.

Le Maroc, qui, conjointement avec d'autres Etats non dotés d'armes nucléaires, s'est engagé à travers son adhésion au TNP à ne pas acquérir d'armes nucléaires de quelque façon que ce soit, a essayé d'obtenir, lors de la Conférence d'examen de ce Traité, une contrepartie pour la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires.

La délégation marocaine avait déjà, lors de la première Conférence d'examen tenue en 1975, demandé l'adoption par la Conférence d'un instrument international ayant trait aux garanties de sécurité qui ferait partie intégrante du TNP.

Nous ne voulons pas nous attarder sur les résultats auxquels ont abouti ces tentatives. Ils sont bien connus de vous.

Monsieur le Président, lors de la session extraordinaire qu'elle a consacrée en 1978 au désarmement, l'Assemblée générale a donné une impulsion nouvelle aux efforts déployés dans ce domaine. En effet, dans le paragraphe 59 du Document final de cette session, l'Assemblée, tout en prenant note des déclarations faites par les Etats dotés d'armes nucléaires, prie instamment ces derniers de poursuivre leurs efforts pour conclure des arrangements internationaux efficaces afin d'assurer les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace de recours aux armes nucléaires. Mon pays, qui considère comme insuffisants les résultats obtenus, y compris les déclarations unilatérales, a accueilli avec satisfaction l'adoption de ce paragraphe 59. Nous nous félicitons également de la façon dont le Comité du désarmement traite ce problème. Il est bon de rappeler que, dès 1979, le Comité a créé à cet effet un groupe de travail spécial qui a bénéficié jusqu'à cette session de la compétence des éminents délégués de l'Egypte et de l'Italie qui l'ont présidé, comme il bénéficie aujourd'hui de l'expérience et de l'habileté de M. l'Ambassadeur Mansur Ahmad, du Pakistan.

Sans minimiser les obstacles qui se dressent sur la voie de la recherche d'une formule commune à incorporer dans un instrument international ayant un caractère juridiquement contraignant, il importe que nous poursuivions nos efforts pour la réalisation de cet objectif.

L'examen auquel s'est livré le Comité a permis :

1) d'identifier les divers aspects des engagements de ne pas recourir ou de menacer de recourir aux armes nucléaires contre les Etats non dotés de ces armes, et

2) d'analyser d'une façon approfondie et comparative les variantes envisagées pour une approche ou formule commune.

Les discussions durant les quatre sessions du Groupe ont permis de connaître dans leurs détails les thèses en présence. Nous nous trouvons actuellement devant deux conceptions : d'une part, celle qui prévoit l'octroi des assurances sans aucune condition, qualification ou limitation et, d'autre part, la conception qui exige que certains critères devraient être remplis pour définir les Etats non dotés d'armes nucléaires qui seraient couverts par les garanties.

Ma délégation, qui représente un pays ayant contracté un engagement contraignant, ne peut accepter certaines conditions proposées par quelques puissances nucléaires.

(M. Skalli, Maroc)

Elle ne peut notamment pas accepter que l'on exige de la part des Etats non dotés d'armes nucléaires, comme le Maroc, des engagements supplémentaires.

Nous ne pouvons admettre que des Etats qui, comme le Maroc, sont parties au TNP, doivent attendre qu'une zone exempte d'armes nucléaires soit créée dans leur région avant de prétendre au bénéfice des garanties de sécurité. Mon pays ne ménage aucun effort pour créer en Afrique et au Moyen-Orient des zones dénucléarisées. Mais les efforts africains déployés depuis bientôt deux décennies pour la dénucléarisation de notre continent n'ont malheureusement pas abouti en raison de l'attitude totalement négative de l'Afrique du Sud. Les efforts pour dénucléariser le Moyen-Orient se heurtent, eux aussi, à l'obstruction délibérée d'Israël. Si l'on a en mémoire ces données, l'on doit comprendre notre position à l'égard d'une telle thèse.

De même, le Maroc ne peut accepter de faire dépendre l'octroi des garanties à un Etat partie au TNP de son adhésion à un accord sur la non-implantation d'armes nucléaires sur son territoire.

Monsieur le Président, s'agissant de la forme que doivent prendre les arrangements internationaux pour assurer les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace de recours aux armes nucléaires, la délégation marocaine s'est déjà prononcée à plusieurs reprises en faveur de la conclusion d'une convention internationale en la matière.

Nous sommes heureux de relever d'ailleurs, qu'en principe, il n'y a pas d'opposition à l'égard de cette approche.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Skalli de sa déclaration et de ses très aimables paroles. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie, Son Excellence l'Ambassadeur Sadleir.

M. SADLEIR (Australie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je suis particulièrement heureux de me faire l'interprète de ma délégation pour vous féliciter de votre accession à la présidence de ce Comité et de saluer en votre personne le représentant d'un Etat avec lequel l'Australie a non seulement d'étroites relations régionales, mais auquel elle est également liée par un traité particulier.

Permettez-moi également d'exprimer ma reconnaissance à votre prédécesseur, M. Alessi, le distingué ambassadeur d'Italie, pour la manière efficace et intelligente avec laquelle il a conduit nos travaux. C'est en grande partie grâce à ses efforts personnels que le Comité a pu réaliser des progrès appréciables sur plusieurs fronts importants dans un climat international difficile.

Je passe maintenant à deux points inscrits à notre ordre du jour, à savoir les armes chimiques et les armes radiologiques.

En tant que membres du Comité du désarmement nous pouvons tirer une certaine satisfaction de notre sens des priorités et d'à-propos qui nous a incités à mettre en place un groupe de travail spécial des armes chimiques qui, de surcroît, a pour mandat d'élaborer un accord pour interdire de telles armes.

Dans un contexte ou dans un autre, l'attention de l'opinion publique internationale se porte de plus en plus sur ces instruments de guerre particulièrement sinistres et absurdes. Leur existence même ne cesse d'accroître les inquiétudes internationales. Le sujet a un caractère émotionnel qu'il a gardé depuis la première

(M. Sadleir, Australie)

utilisation horrible des armes chimiques, il y a près de 70 ans. L'émotion n'est pas une bonne base pour un débat raisonné ou des négociations de fond mais elle fournit l'impulsion pour la recherche d'une convention visant à éliminer ces armes et en montre l'urgence.

Il existe déjà un large consensus sur les moyens de réaliser une telle convention et sur la forme à lui donner. Par exemple, il y a consensus sur la nécessité d'une telle convention. Il y a consensus sur le fait que ce Comité est l'organisme compétent pour négocier une convention interdisant les armes chimiques. Il y a consensus sur la valeur militaire considérable des armes chimiques. Personne ne conteste ce point dans la publicité actuellement donnée à ces armes. En fait, c'est en partie leur efficacité même, notamment contre les civils et les personnes insuffisamment protégées, qui rend tentant le recours à ces armes et urgente la nécessité de les interdire.

Si effectivement des produits chimiques d'un type ou d'un autre sont utilisés dans les conflits en cours dans de trop nombreuses parties du globe, il ne fait aucun doute qu'ils font un très grand nombre de victimes. S'il y a déjà un tel déploiement d'armes chimiques d'un côté ou des deux du théâtre militaire européen, c'est parce que l'utilisation des armes chimiques dans certaines situations militaires offre un avantage décisif, même si ceux qui en sont la cible disposent d'une certaine protection. S'il devait y avoir un accroissement de la capacité de guerre chimique, par la mise au point par exemple d'armes binaires, ce serait parce que cet accroissement de la capacité peut avoir force de dissuasion. Je n'ai pas l'intention de donner ici une évaluation des divers rapports officiels qui ont été publiés sur ces questions. Mais j'y reviendrai en décrivant la tâche qui attend le Comité.

Deux grands problèmes restent à résoudre dans nos efforts pour interdire les armes chimiques. Ce sont ceux de la portée et de la vérification. Le problème de la portée, y compris la question importante de savoir s'il devrait ou non y avoir une interdiction d'emploi, est un sujet de désaccord. Toutefois, ici encore, il y a consensus sur certains points fondamentaux. L'un de ces points est le caractère sacré du Protocole de Genève de 1925. Ce Protocole prohibe l'emploi des armes chimiques même s'il ne le fait pas d'une façon globale. Le Protocole est loin d'être parfait car il a le tort d'être ambigu et d'une portée insuffisante. Pourtant, le Protocole de 1925 a un grand mérite, celui d'exister, et de faire déjà partie du mécanisme de coercition; un grand nombre d'Etats y sont parties. Il sera nécessaire de se référer au Protocole dans la nouvelle convention à laquelle nous travaillons, car quelle que soit la portée du nouvel instrument, il aura pour base les réalisations de 1925. Il faudrait que notre convention établisse son lien avec le Protocole, peut-être dans le préambule. Ce faisant elle renforcerait le Protocole. Ce renforcement serait alors réciproque. La volonté de la communauté internationale de rendre les armes chimiques impossibles serait claire.

Par le passé, certaines délégations ont exprimé leur préoccupation de ce qu'une nouvelle convention pourrait avoir pour effet d'affaiblir le Protocole de 1925. Je ne pense pas qu'elles aient besoin de s'inquiéter. Lorsqu'un traité prend pour base un autre traité antérieur, la force juridique du traité antérieur ne peut être affaiblie. Il n'y a pas non plus d'ambiguïté d'engagement. Une partie à l'un mais non à l'autre reste liée par l'engagement qu'elle a pris. Si elle est partie aux deux, l'engagement est également clair. Dans la pratique, il semble hautement probable que tous les Etats parties au Protocole de 1925 adhéreront également à la nouvelle convention.

(M. Sadleir, Australie)

Un autre point fondamental au chapitre de la portée et sur lequel il y a un consensus est celui de la définition du critère de destination. Il est généralement admis que la fabrication, le stockage, la conservation, le transfert, etc. de certains produits chimiques hautement toxiques seront autorisés. Ces produits comprendront, par exemple, les produits pharmaceutiques. Le critère essentiel qui distinguera les produits chimiques qui peuvent être autorisés de ceux qui doivent être interdits sera celui de leur destination. La définition du critère de destination générale est donc, et doit être, la pierre angulaire du traité que nous cherchons à élaborer : toutes les autres définitions nous y ramènent. Dans la définition des catégories - produits chimiques létaux supertoxiques, produits chimiques létaux et autres produits chimiques nuisibles - le critère de destination déterminera les produits qui doivent ou non être interdits.

Le critère de destination, tel qu'il s'applique aux agents de guerre chimique, se réfère à la destination pour laquelle ils sont fabriqués. Ils sont fabriqués pour être utilisés dans un conflit armé afin d'obtenir un avantage militaire. Le critère de destination vise donc, en fait, l'activité spécifique qui consiste à obtenir un avantage militaire, à savoir l'utilisation de produits chimiques dans la guerre. En d'autres termes, le critère de destination générale se réfère déjà à l'utilisation des produits chimiques dans des conflits armés. Il semble donc logique d'interdire l'utilisation ainsi que la fabrication, le stockage, etc. des produits chimiques toxiques.

L'interdiction de l'utilisation est également logique d'un autre point de vue. Il est probable que les clauses d'une convention sur les armes chimiques visant à établir si la convention est respectée ou non, ne seront appliquées que s'il y a des rumeurs, des suggestions ou des informations selon lesquelles des armes chimiques sont utilisées. Peut-être considérez-vous cela comme une déclaration pessimiste, ce que l'on pourrait appeler un "scénario du pire" dans le jargon de notre époque mais, tout bien considéré, c'est une déclaration réaliste. En conséquence, il paraît logique à ma délégation de prévoir dans une convention que l'interdiction d'emploi pourra faire l'objet d'une enquête et d'une vérification au fond. Nous ne devrions pas rendre les problèmes de la vérification plus difficiles en introduisant des contraintes artificielles qui ne permettent de vérifier que des violations moins centrales et plus indirectes, par exemple une fabrication ou un stockage illicites.

Même dans le meilleur des cas, l'utilisation est pertinente : si nos efforts aboutissent, on ne le constatera que parce que les armes chimiques ne sont pas utilisées. L'existence ou non d'une fabrication, d'un stockage ou d'un transfert illicites, ne provoquera guère de préoccupation réelle parmi les Etats dans l'opinion publique mondiale tant qu'il n'y a pas d'indices d'utilisation.

Des bruits récents concernant l'utilisation d'armes chimiques dans divers conflits ont un rapport direct avec nos travaux, tant en ce qui concerne la portée d'une future convention que les dispositions en matière de vérification. L'Organisation des Nations Unies examine actuellement ces rapports mais elle le fait avec des difficultés considérables dont l'absence de mécanismes concertés n'est pas la moindre. C'est en partie la raison pour laquelle l'enquête de l'Organisation a été extrêmement lente. Les procédures pour le rassemblement et l'évaluation des données intéressant l'enquête de l'équipe des Nations Unies sont floues. La leçon à tirer est que la convention à laquelle nous tendons doit prévoir des éventualités de cette sorte. Elle doit interdire l'utilisation et elle doit prévoir le mécanisme de plaintes et de vérification. De nombreuses idées valables ont été avancées à ce sujet. Elles comprennent des propositions

(M. Sadleir, Australie)

pour relier la nouvelle convention aux instruments existants. Des propositions détaillées ont été formulées dans le Groupe de travail spécial aux fins de créer un comité consultatif. Une proposition qui n'a pas encore été faite au Comité mais que l'on ne devrait pas totalement ignorer, serait que des Etats neutres, convenus et désignés, disposent d'un petit corps de spécialistes des techniques de vérification capables d'enquêter rapidement sur les cas dont il serait saisi par le Comité consultatif. Je mentionne ces idées pour montrer non seulement que notre tâche est urgente, mais que nous devrions garder l'esprit ouvert quant à la gamme des options qui s'offrent à nous dans ce domaine.

Depuis que le Comité du désarmement a commencé à travailler sur ce point de l'ordre du jour, il a bénéficié de l'aide d'experts. Les délégations ont pu recueillir des avis techniques et les communiquer au Groupe de travail. Ces communications ont constitué une aide pour les séances ordinaires du Groupe de travail et pour les études axées sur des problèmes spécifiques tels que la détermination de la toxicité. De l'avis de la délégation australienne, il est temps de développer cet aspect important de nos travaux. Il est temps que des avis techniques puissent être obtenus dès que le besoin politique de tels avis est reconnu. A l'inverse, les avis techniques peuvent contribuer à façonner ce besoin politique, peuvent donner la certitude, en fait, que ce besoin est un besoin réel, ou qu'il est bien fondé ou intelligemment formulé. Ma délégation considère que, pour les questions telle que la vérification, le Groupe serait grandement aidé dans son travail s'il savait quelles technologies sont disponibles et de quelle façon elles pourraient être appliquées dans le cadre de notre mandat. Par exemple, nous avons toujours appuyé les travaux réalisés dans ce domaine par la Finlande et nous pensons qu'ils se révèleront fort utiles. C'est pourquoi nous considérons que la technologie appelée vérification continue à distance, ou "Recover", devrait être examinée plus avant. Nous pensons donc qu'il faudrait reconvoquer en août à Genève les spécialistes des armes chimiques pour étudier les aspects techniques d'une future convention, comme le recommande le document de travail No 30.

A la présente session, nous avons beaucoup entendu parler des armes binaires. Ma délégation regrette toute nouvelle évolution des armes chimiques, quelle qu'en soit la raison. Nous serions heureux de voir l'abandon de toute nouvelle évolution, y compris celle que représentent les armes binaires. Mais quelques points fondamentaux doivent être considérés sans détours. Premièrement, les armes binaires ne sont ni plus ni moins que la somme de leurs composants : la somme connue de composants connus. Aux fins de notre convention, comme cela a été vigoureusement soutenu par la Yougoslavie dans le document CD/266, les composants peuvent être appelés précurseurs, ou plus précisément "précurseurs clefs", et soumis aux mêmes procédures que les produits chimiques qui entrent dans la fabrication des armes chimiques d'un type non binaire. Le processus binaire - qui implique une réaction chimique en cours d'utilisation - serait donc traité, en vertu de la convention, de la même façon que le processus de fabrication d'une arme chimique au moyen d'une réaction chimique dans une usine chimique. Deuxièmement, les adversaires les plus déclarés de cette évolution sont-ils favorables à une interdiction des armes binaires ? Dans ce cas, quels arrangements envisagent-ils sur le plan pratique pour vérifier le respect d'une telle interdiction ? De l'avis de ma délégation, la vérification du respect d'une interdiction des armes binaires ne diffère pas de celle du respect d'une interdiction des autres armes chimiques, et devrait naturellement faire intervenir des inspections sur place. Enfin, on ne peut arrêter la marche du temps, encore moins revenir en arrière. En admettant qu'il existe vraiment une interdiction des armes binaires et qu'elle soit efficace et vérifiable, il nous faudrait encore nous occuper du potentiel de production d'armes

(M. Sadleir, Australie)

binaires. Il nous faudrait encore, dans nos efforts pour rédiger une convention sur les armes chimiques, reconnaître la possibilité de fabriquer une arme en mélangeant deux agents chimiques en vol. Autrement dit, la question des armes binaires se pose à nous, quoi qu'il advienne : le problème présentement soulevé à cet égard est technique, et ne devrait rien avoir à faire avec la politique.

Mes dernières observations sur ce point ont trait à l'activité du Groupe de travail, sous la direction de son Président zélé, M. l'ambassadeur de Pologne Sujka. Ma délégation est heureuse de voir élargir le mandat du Groupe. Nous nous réjouissons que son nouveau règlement intérieur l'autorise à présenter un libellé spécifique sous forme de variante d'éléments d'un projet de convention sur les armes chimiques. Ma délégation se réjouit aussi de la façon dont les autres délégations ont réagi à cette innovation. Elle considère que le Groupe de travail pourra faire à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement un rapport positif sur ses travaux en cours sous la forme d'une déclaration concertée du Président. Elle estime qu'à la reprise de la session, l'été prochain, le Groupe de travail sera en mesure de franchir une nouvelle étape et de tenter de rationaliser les nouvelles variantes d'éléments, en même temps que les éléments et observations qui constituaient le rapport de l'an dernier du Groupe, alors placé sous la présidence de l'Ambassadeur de Suède, M. Lidgard. Moyennant une telle rationalisation, une grande partie du travail d'élaboration d'une convention sur les armes chimiques devrait être exécutée avant la fin de l'année. Il restera alors à mettre au point de nombreux détails techniques. Peut-être les questions de la portée et de la liaison avec d'autres instruments n'auront-elles pas été pleinement résolues. Néanmoins, nous aurons franchi un pas décisif, et ainsi répondu dans une large mesure à l'espoir sincère de la communauté internationale de progresser réellement sur la voie de l'interdiction des armes chimiques.

Venons-en maintenant à la question des armes radiologiques. Voici quelque temps que la délégation australienne n'a pas abordé le fond de ce sujet en plénière. Ceci parce qu'à notre avis il était plus profitable d'axer nos efforts au sein du Groupe de travail sur la solution des questions en suspens. Pour deux raisons, nous estimons le moment maintenant venu de nous exprimer sur certains aspects des tâches du Groupe de travail. Disons d'abord que, grâce au remarquable travail de fondation effectué l'an passé par l'Ambassadeur de Hongrie, M. Kömives, nous avons maintenant, sous la conduite dynamique de l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, M. Wegener, qui préside le Groupe cette année, de véritables chances de progrès dans nos travaux touchant ce qui est défini comme étant l'aspect "classique" des négociations sur les armes radiologiques. Deuxièmement, le Groupe de travail a commencé à étudier sérieusement le problème de l'interdiction des attaques contre les installations nucléaires civiles.

A propos du texte relatif à l'aspect classique des armes radiologiques, l'Australie s'est efforcée, l'an dernier, de contribuer à définir ce qui constitue une arme radiologique. Cette année, nous avons présenté, au sein du Groupe de travail, quatre définitions différentes. Ce faisant, nous espérions non pas tant concevoir une définition satisfaisant aux prescriptions techniques rigoureuses qui sont exigées, mais susciter une réflexion créatrice au sujet de ce problème. A cet égard, nous pensons avoir réussi. Nous espérons sincèrement qu'une fois obtenue une définition techniquement valable, des objections politiques encore informulées n'empêcheront pas son inclusion finale dans un traité. On a déjà dépensé beaucoup de matière grise et de sueur pour élaborer une définition qui ne puisse en aucune façon être interprétée comme légalisant l'utilisation des armes nucléaires. Beaucoup de gens seraient certainement déçus si des doutes encore inexprimés quant à cette façon de procéder devaient la contredire.

(M. Sadleir, Australie)

Quant aux autres articles du projet de convention sur les armes radiologiques, nous avons été grandement encouragés par l'attitude constructive de ceux qui participent au Groupe de travail, et nous souscrivons fermement à l'opinion du Président selon laquelle nous devrions nous efforcer, avant la deuxième session extraordinaire, de nous rapprocher le plus possible d'un traité convenu.

Pour être franc, ma délégation a toujours considéré une convention sur les armes radiologiques comme une mesure de désarmement marginale. Néanmoins, nous avons aussi estimé qu'il valait la peine d'en poursuivre l'élaboration, qui représentait une étape de plus sur la voie du désarmement. En outre, un accord, même incomplet, sur un projet de convention ne pourrait que nous encourager dans nos travaux et contribuer au succès de la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Quoi qu'il en soit, nous devons en finir rapidement avec ce monstre afin de pouvoir nous attaquer avec davantage de confiance aux montres plus grands qui se pressent dans l'ordre du jour.

Quant à l'interdiction envisagée concernant les attaques contre des installations nucléaires civiles, l'Australie étudie encore la façon dont elle pourrait être réalisée au mieux. Toutefois, une chose est claire : il y a peu à gagner à lier cette question aux négociations sur l'aspect classique de telle sorte que ni l'une ni les autres ne progressent. Comme déjà la première de nos séances l'a montré, l'interdiction des attaques contre les installations nucléaires civiles sera une tâche d'une grande complexité. Cette question nécessite et mérite toute l'attention d'un groupe de travail exempt d'autres préoccupations. On a par exemple soutenu que les conséquences de la dispersion à des fins hostiles de matières radioactives provenant d'installations nucléaires seraient si terribles que toute attaque contre l'une quelconque des installations impliquée d'une façon ou d'autre dans l'emploi de ces matières devraient être interdites. Cette idée, qui peut paraître judicieuse, soulève toutefois d'immenses problèmes non seulement de vérification, d'identification et de marquage des installations à protéger, mais aussi de délimitation adéquate des périmètres et des sanctuaires. En outre, de nombreux pays sont tellement parsemés d'installations qui, aux fins les plus variées, utilisent ou manipulent des matières radioactives qu'un effort pour interdire les attaques contre chacune d'entre elles se heurte immédiatement à d'insurmontables problèmes d'ordre pratique.

Ainsi, il faudra que le Comité se penche attentivement sur le problème de la définition, en particulier en ce qui concerne l'extrémité inférieure du spectre, moins dangereuse, qui comprend notamment les installations de stockage de combustibles irradiés, les établissements de recherche nucléaire, les usines utilisant des matières irradiées et les transports de matières radioactives entre installations. L'Australie, en tant que pays possédant des installations qui se situent à cette extrémité inférieure du spectre, souhaite que l'on procède à un échange de vues complet sur toutes les options qui s'offrent au Groupe de travail dans la mise au point d'une définition des types de moyens et d'installations à protéger. Nous accueillerons donc volontiers toute information ou précision technique que les délégations pourront apporter au cours des débats. Je ne veux pas terminer cette déclaration sans souligner que ma délégation est ouverte à toute suggestion quant aux questions relatives à une interdiction des attaques contre les installations nucléaires civiles, et se réjouit à la perspective de recevoir l'enseignement d'autres délégations et de coopérer avec elles pour ce voyage dans des eaux relativement inconnues.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Australie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Chine, Son Excellence le Ministre Tian Jin.

M. TIAN JIN (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, tout d'abord permettez-moi de vous féliciter chaleureusement de votre accession à la présidence du Comité du désarmement pour le mois d'avril. Nous sommes convaincus qu'avec votre habilité diplomatique et votre riche expérience, vous pourrez guider notre Comité jusqu'à l'achèvement de sa tâche ardue pendant le dernier mois de la session de printemps. Je voudrais également exprimer notre reconnaissance à l'Ambassadeur Alessi, de l'Italie, qui a si bien accompli un travail considérable pendant le mois écoulé.

Je voudrais maintenant exposer nos vues au sujet du Programme global de désarmement.

L'élaboration du Programme global de désarmement est une tâche qui a été confiée au Comité par l'Assemblée générale à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement. Cela reflète le désir urgent des peuples du monde de voir un tel Programme aider à arrêter la course aux armements et à promouvoir le désarmement. Depuis que le Groupe de travail sur un programme global de désarmement a repris ses travaux en janvier dernier sous la présidence habile et expérimentée de l'Ambassadeur Garcia Robles, il a tenu un grand nombre de réunions et accompli un travail considérable. Dans cet intervalle de temps, les représentants des Etats membres ont mené des discussions sérieuses et intensives et procédé à de fréquentes consultations sur les éléments du Programme. Il en est résulté qu'ils ont encore précisé leurs vues et positions respectives et sont progressivement arrivés à divers degrés de convergence sur plusieurs des questions et réalisé certains progrès. Je voudrais dire ici combien nous sommes reconnaissants au Groupe des 21 pour le rôle actif qu'il a joué dans ce travail. Cependant, force est de constater que des divergences subsistent toujours entre les diverses parties sur des problèmes conceptuels liés aux phases, à la nature et au calendrier du Programme, sur les mesures à inclure dans le Programme et sur les procédures à utiliser pour examiner l'application du Programme, et qu'un accord nous échappe encore. Il nous faut donc redoubler d'efforts en la matière.

A notre avis, si un Programme global de désarmement doit vraiment servir à accélérer le processus du désarmement, nous devrions, ainsi que l'ont dit les représentants de plusieurs Etats, aller de l'avant à partir du Document final adopté à la première session extraordinaire consacrée au désarmement. Le Programme devrait englober des mesures spécifiques à appliquer par phases plutôt que de se borner à énumérer diverses mesures. Les mesures de la phase initiale sont les plus cruciales pour promouvoir le processus du désarmement. Dans cette phase, les mesures devraient être aussi spécifiques que possible. La formulation de ces mesures devrait se faire en tenant compte de l'escalade de la course aux armements et du danger croissant de guerre, et elle devrait refléter le principe selon lequel les Etats possédant les arsenaux les plus importants devraient être les premiers à réduire leurs armements, de façon que la mise en oeuvre de ces mesures puisse refréner la course aux armements et diminuer le danger de guerre. En ce qui concerne la question de savoir combien de phases devraient être prévues dans le Programme, diverses parties pensent généralement qu'il devrait y avoir au moins trois phases : la première phase, la phase intermédiaire et la phase finale, la phase intermédiaire pouvant être subdivisée en deux ou trois phases en cas de besoin. Nous considérons que cette approche est réalisable.

(M. Tian Jin, Chine)

Pour ce qui est de la question du calendrier, les vues restent largement divergentes. Nous sommes d'avis qu'il devrait y avoir un calendrier indicatif pour chaque phase. Cela nous communiquerait un sentiment d'urgence dans l'application des mesures. En l'absence de tout calendrier, ou si les Etats ne s'engageaient pas à appliquer des mesures pertinentes dans le cadre d'un calendrier, le Programme perdrait beaucoup de son intérêt pratique. En plus d'un calendrier indicatif, il est également nécessaire de définir un mécanisme et des procédures d'examen appropriés. Des examens périodiques auraient non seulement pour effet de promouvoir l'application du Programme, mais faciliteraient aussi l'adaptation de mesures pour les phases suivantes. Par conséquent, on pourrait généralement effectuer des examens à la fin de chaque phase, sans exclure la possibilité d'y procéder également à mi-phase en cas de besoin. Nous sommes d'accord pour consacrer pleinement le rôle central de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'examen de l'application du Programme. Nous pensons que si les parties aux négociations souhaitent vraiment promouvoir le désarmement en élaborant le Programme, elles devraient alors, une fois que le Programme aura été élaboré après des négociations sérieuses, assumer l'engagement et la responsabilité de l'appliquer consciencieusement.

La deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement se rapproche avec chaque jour qui passe, mais le texte des divers éléments du Programme, particulièrement de la partie la plus importante, celle qui concerne les "Mesures", contient encore de nombreuses parenthèses. Cette situation ne peut manquer de susciter une préoccupation générale. Comme certains délégués l'ont fait remarquer, les résultats que l'on obtiendrait des négociations dépendent de la volonté de négocier. Nous aimerions souligner que l'accomplissement de la tâche consistant à élaborer le Programme dépend principalement du point de savoir si les superpuissances qui possèdent les arsenaux les plus importants ont ou non la volonté de mettre fin à leur course aux armements et de réaliser le désarmement. Les superpuissances ne peuvent pas s'opposer ouvertement à la disposition de principe selon laquelle elles ont une responsabilité particulière en matière de désarmement, mais dans les discussions et les négociations sur des mesures de désarmement spécifiques, elles ont fréquemment placé entre parenthèses les propositions raisonnables des Etats neutres et non alignés visant à leur faire prendre des mesures concrètes de désarmement. C'est cela qui constitue le principal obstacle à un progrès substantiel des négociations.

Au cours des séances, nous avons profondément ressenti les effets de la situation internationale en général sur les négociations relatives au désarmement. L'intensification de la rivalité entre les superpuissances dans différentes parties du monde, l'accélération de leur course aux armements, la poursuite de l'agression et de l'occupation d'Etats souverains par des hégémonistes ont mis en péril la confiance et la compréhension entre les Etats et sérieusement affecté l'atmosphère des négociations sur le désarmement. Cela a naturellement augmenté les difficultés dans l'élaboration du Programme. Par conséquent, pour pouvoir élaborer avec succès et ensuite appliquer le Programme, il est particulièrement important que les superpuissances modifient leurs positions et honorent par des actes concrets leur volonté proclamée de désarmer.

Pour terminer, je tiens à dire que la délégation chinoise continuera à échanger des vues avec les autres délégations et à travailler de concert avec elles en vue d'achever l'élaboration du Programme.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Chine de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Indonésie, Son Excellence l'Ambassadeur Sutresna.

M. SUTRESNA (Indonésie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi, pour commencer, de vous adresser, au nom de ma délégation, nos sincères félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence du Comité pour le mois d'avril. Cette accession à la présidence pour le dernier mois de la première partie de la session de 1982 du Comité augure bien de la dernière partie des travaux du Comité, dans l'optique de la contribution que celui-ci doit apporter à la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement. Je m'exprime ainsi car je pense que nous sommes tous au courant de votre participation active et de longue date aux travaux de notre organe multilatéral de négociation sur le désarmement. Ce facteur, allié à l'expérience unique acquise par le pays que vous représentez avec compétence, renforce la conviction de ma délégation que vous saurez diriger nos travaux et en assurer le succès. Notre appui et notre coopération dans l'accomplissement de votre tâche vous sont acquis.

Je manquerais à mon devoir si je ne disais pas aussi, en cette occasion, combien ma délégation apprécie la contribution que votre prédécesseur, le distingué représentant de l'Italie, Son Excellence M. l'Ambassadeur Mario Alessi, a apportée au Comité dans l'exercice de ses fonctions de Président pendant le mois de mars. La compétence et le tact ainsi que la fermeté avec lesquels il a présidé nos travaux au cours de cette période sont pour beaucoup dans le stade qu'a pu atteindre aujourd'hui notre Comité.

Ma brève intervention de ce matin sera consacrée au point 6 de l'ordre du jour, à savoir au Programme global de désarmement, et en particulier au caractère de ce programme.

Ma délégation attache une très grande importance au caractère du programme global de désarmement. Pour elle, le caractère même de ce programme témoignera du degré de notre engagement à l'appliquer dans l'avenir. Le fait d'incorporer le programme global de désarmement dans un instrument juridiquement contraignant constituerait la meilleure garantie de la crédibilité et de la valeur de ce programme. Ce serait un peu comme le couronnement du travail ardu et de longue haleine consacré à son élaboration.

Ma délégation n'ignore pas que quelques délégations ont soulevé des objections à cet égard au Comité. Elles ont entre autres fait valoir que le succès de toute négociation dépendait de divers facteurs et que, dans leur effort de désarmement, les Etats ne pouvaient être liés juridiquement. S'il est vrai de dire que l'on ne peut traiter isolément les négociations sur le désarmement il est tout aussi vrai de dire que l'état des relations entre les Etats, en quelque moment que ce soit, est le produit du comportement des Etats intéressés et que, par conséquent, la responsabilité respective de ces Etats se trouve mise en jeu. La théorie du lien peut, et doit, jouer dans les deux cas. Si les facteurs extérieurs peuvent influer sur les négociations en faveur du désarmement, ces négociations elles-mêmes, en particulier si elles débouchent sur des progrès concrets, peuvent aussi avoir des incidences positives sur les relations entre Etats.

Ma délégation a aussi eu le sentiment que l'on craignait un peu qu'une fois que le programme global de désarmement serait incorporé dans un instrument juridiquement contraignant, on ne s'en serve pour blâmer un Etat ou un groupe d'Etats au cas où l'on ne parviendrait pas à des résultats satisfaisants. Si cela était, c'est nous tous sans exception qui serions à blâmer. Il va de soi que le Document final est pour nous un vivant rappel que nous devons nous engager dans la voie du désarmement ou faire face au risque d'anéantissement. Il est dès lors difficile de comprendre que ce noble but du désarmement devrait être laissé de côté simplement à cause des conceptions et des intérêts de sécurité d'un petit nombre d'Etats.

(M. Sutresna, Indonésie)

Cette perversion du noble but du désarmement est due aussi, dans une certaine mesure, à ceux qui ont émis des doutes quant à l'hypothèse sur laquelle est fondée la situation présentée au paragraphe 11 du Document final. On est même allé jusqu'à dire que ce paragraphe 11 constituait une exagération. Ma délégation n'ignore pas que des stratégistes militaires ont émis l'opinion qu'il serait possible de gagner une guerre nucléaire. On a aussi fait valoir, en se fondant sur cette fausse prémisse, que puisque l'on était déjà habitué à la situation existante, il n'y avait pas lieu de la modifier et qu'il n'y avait pas d'autres choses à faire que de l'accepter comme réalité. La seule observation que ma délégation puisse présenter, du moins dans le cadre de cette brève intervention, est la suivante : Allons-nous continuer de vivre dans la peur constante que nous inspire la politique dite de l'équilibre de la terreur ou de la dissuasion ? Ma délégation soutient que vivre sans crainte est l'un des droits fondamentaux de l'humanité.

En conclusion, je dirai, Monsieur le Président, que la leçon que, selon moi, nous avons tous tirée de la première session extraordinaire consacrée au désarmement est que l'engagement politique à lui seul n'est pas suffisant pour assurer la mise en oeuvre du Document final.

Je ne prétends pas du tout, Monsieur le Président, que le fait d'incorporer le programme global de désarmement dans un instrument juridiquement contraignant en garantirait automatiquement la stricte et fidèle application. Toutefois, ma délégation est d'avis qu'ainsi nous aurions au moins l'assurance que les obligations qui y figureraient seraient remplies de bonne foi.

Notre estimé Président du Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement, le distingué représentant du Mexique, Son Excellence M. l'Ambassadeur Garcia Robles, nous a demandé, à la dernière réunion du groupe de contact, de trouver une solution acceptable compte tenu des deux différentes approches concernant le caractère que devrait revêtir le programme global de désarmement, celui d'un instrument juridiquement contraignant ou celui d'une simple recommandation à l'Assemblée générale.

Monsieur le Président, je ne prétends pas que, par cette brève intervention, ma délégation ait répondu de manière satisfaisante à sa requête. Toutefois, je dois reconnaître que ma délégation continue d'estimer que le programme global de désarmement devrait être juridiquement contraignant. Quant à la forme que devrait revêtir l'instrument juridique en question, ma délégation n'a pas d'idée préconçue.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie M. l'Ambassadeur Sutresna de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence. Je n'ai plus d'orateur inscrit sur ma liste. D'autres délégations désirent-elles prendre la parole ?

Le Secrétariat a fait distribuer aujourd'hui, sur ma demande, un document officieux contenant le calendrier des réunions que le Comité et ses organes subsidiaires tiendront la semaine prochaine. Comme mon prédécesseur l'a annoncé, il n'y aura aucune activité à l'Office des Nations Unies à Genève, le vendredi 9 avril. Par conséquent, pour maintenir la fréquence des séances hebdomadaires, nous devons prévoir des réunions simultanées. Naturellement, ce n'est pas là un fait nouveau, puisque nous tenons déjà des réunions simultanées depuis plusieurs semaines. La seule différence est que maintenant nous pouvons compter sur des services de conférence complets pour les réunions figurant sur le document officieux. Comme d'habitude, le calendrier n'est qu'indicatif et nous pouvons l'ajuster à mesure que

(Le Président)

nous progressons. Il me semble toutefois que les arrangements contenus dans le document officieux représentent le minimum nécessaire pour permettre au Comité de s'acquitter des tâches qui lui ont été fixées avant la fin de la première partie de la présente session.

S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que le Comité adopte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

M. l'Ambassadeur Sujka, le Président du Groupe de travail des armes chimiques, m'a prié de vous transmettre le message ci-après :

"Le Président du Groupe de travail des armes chimiques invite les délégations à des consultations officieuses à participation non limitée pour examiner la forme de présentation du rapport, le lundi 5 avril 1982, à 10 h 30, dans la Salle I."

Je vais maintenant lever la séance plénière.

La prochaine séance plénière du Comité du désarmement aura lieu le mardi 6 avril, à 10 heures.

La séance est levée à 12 h 15.

COMITÉ DU DÉSARMEMENT

CD/PV.169
6 avril 1982
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT SOIXANTE-NEUVIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 6 avril 1982, à 10 heures

Président : M. Yoshio Okawa (Japon)

GE.82-61955

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie :	M. M. MATI M. M. BELKERID M. A. TAFFAR
Allemagne, République fédérale d' :	M. H. WEGENER M. N. KLINGLER M. W.E. von dem HAGEN
Argentine :	M. J.C. CARASALES Mlle N. NASCIMBENE M. V. ESPECHE GIL
Australie :	M. D.M. SADLEIR
Belgique :	M. A. ONKELINX M. J.-M. NOIRFALISSE Mlle de CLERQ
Birmanie :	U THAN TUN
Brésil :	M. D.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
Bulgarie :	M. B. GRINBERG
Canada :	M. G.R. SKINNER
Chine :	M. TIAN JIN Mme WANG ZHIYUN
Cuba :	M. P. NUÑEZ MOSQUERA
Egypte :	M. I.A. HASSAN M. M.N. FAHMY
Etats-Unis d'Amérique :	M. L.G. FIELDS M. M.D. BUSBY Mme K. CRITTENBERGER M. J. MISKEL Mme M.E. HOINKES M. J. MARTIN
Ethiopie :	M. T. TERREFE M. F. YOHANNES
France :	M. J. de BEAUSSE M. M. COUTHURES M. M. VILLETTE
Hongrie :	M. I. KOMIVES M. C. GYORFFY
Inde :	M. S. SARAN

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Indonésie :	M. N. SUTRESNA M. I. DAMANIK M. B. SIMANJUNTAK M. A. BAHRIN
Iran :	M. M.J. MAHALLATI
Italie :	M. M. ALESSI M. C.M. OLIVA M. E. di GIOVANNI
Japon :	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. K. TANAKA M. T. ARAI
Kenya :	M. D.D. DON NANJIRA M. J. MURIU KIBOI
Maroc :	M. S.M. RAHALLI M. M. CHRAIBI
Mexique :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
Mongolie :	M. D. ERDEMBILEG M. L. BAYART
Nigéria :	M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
Pakistan :	M. M. AHMAD M. M. AKRAM
Pays-Bas :	M. F. van DONGEN M. H. WAGENMAKERS
Pérou :	M. J. BENAVIDES de la SOTTA
Pologne :	M. B. SUJKA M. B. RUSSIN M. J. CIALQWICZ M. T. STROJWAS
République démocratique allemande :	M. G. HERDER M. J. MOEPERT
Roumanie :	M. T. MELESCANU
Royaume-Uni :	M. D.M. SUMMERHAYES Mme J.I. LINK Mlle J.E.F. WRIGHT

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Sri Lanka :	M. J. JAYAKODDY M. H.M.G.S. PALIHAKKARA
Suède :	M. C. LIDGARD M. C.M. HYLTENIUS M. H. BERGLUND M. J. LUNDIN
Tchécoslovaquie :	M. J. STRUCKA M. A. CIMA
Union des Républiques socialistes soviétiques :	M. V.L. ISSRAELYAN M. Y.K. NAZARKINE M. B.P. PROKOFIEV
Venezuela :	M. R. RODRIGUEZ NAVARRO M. O. AGUILAR PARDO
Yougoslavie :	M. M. VRHUNEC M. M. MIHAJLOVIC
Zaïre :	Mme ESAKI EKANGA KABEYA
Secrétaire du Comité du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général :	M. R. JAIPAL
Secrétaire adjoint du Comité du désarmement :	M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la cent soixante-neuvième séance plénière du Comité du désarmement. Le Comité poursuit aujourd'hui l'examen du point 6 de son ordre du jour, intitulé "Programme global de désarmement". Selon la pratique usuelle, les membres qui souhaitent intervenir sur d'autres questions ayant trait aux travaux du Comité peuvent le faire conformément à l'article 30 du règlement intérieur. Sont inscrits sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Mongolie, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Indonésie, des Pays-Bas, de Sri Lanka, de la Roumanie et du Brésil. Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, le représentant de la Mongolie, Son Excellence l'Ambassadeur Erdembileg.

M. ERDEMBILEG (Mongolie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, la délégation mongole voudrait exprimer aujourd'hui quelques considérations sur le point 5 de l'ordre du jour du Comité, intitulé "Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes; armes radiologiques".

Toutefois, je voudrais d'abord vous féliciter sincèrement, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Comité pour le mois d'avril.

Ma délégation fonde de grands espoirs sur le succès de nos travaux à ce stade important de l'achèvement des débats de la première partie de la session du Comité en 1982 et de la préparation d'un rapport spécial pour la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement.

Permettez-moi aussi de réitérer l'expression de notre reconnaissance au représentant de l'Italie pour le travail qu'il a effectué dans l'exécution de ses fonctions de Président en mars.

Conformément à son programme de travail, le Comité achève aujourd'hui l'examen du point 6 de son ordre du jour. La Mongolie s'est déjà brièvement exprimée à ce sujet.

On sait que dans sa résolution 36/92 F, l'Assemblée générale prie le Comité du désarmement d'achever, lors de la première partie de sa session de 1982, l'élaboration d'un programme complet de désarmement et de présenter ce programme à temps pour que l'Assemblée générale l'examine et l'adopte à sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement.

A ce propos, je voudrais faire remarquer qu'en dépit des efforts non négligeables entrepris par le Comité au sein des groupes de contact et au cours de consultations entre les délégations intéressées, efforts qui ont abouti à certains résultats, il subsiste certains problèmes non résolus et certaines difficultés qui s'opposent à un accord sur un texte de programme.

Cependant, nous ne perdons pas espoir que le Comité parvienne à utiliser pleinement le temps qui lui reste pour se rapprocher de la solution du problème qui lui est posé.

La position de la Mongolie sur le problème de l'interdiction des nouveaux types et des nouveaux systèmes d'armes de destruction massive a été maintes fois exposée ici. Comme de nombreux autres pays, nous maintenons que le moyen le plus simple et le plus fiable de résoudre ce problème est de conclure un accord universel excluant efficacement l'apparition de tout type nouveau d'arme de destruction massive et

(M. Erdembileg, Mongolie)

de système de telles armes. Par ailleurs, pour nous rapprocher de la position de nos partenaires occidentaux dans les négociations au Comité, nous n'excluons pas la possibilité de conclure des accords sur des types particuliers d'armes de cette catégorie.

Dans ce contexte, les armes radiologiques pourraient être déclarées hors la loi. Lorsque le Comité a reçu la proposition commune soviéto-américaine sur l'interdiction des armes radiologiques, de nombreuses délégations espéraient légitimement que, sur la base de cette proposition, le Comité du désarmement parviendrait à bref délai à un accord sur ce type d'arme de destruction massive.

Mais les faits restent les faits et on ne peut que regretter que des complications aient surgi au cours des négociations. Selon nous, il faut d'abord parvenir à un accord sur la question de l'interdiction des armes radiologiques proprement dites sans la lier à d'autres questions sans rapport avec elle.

A propos du problème de l'interdiction de nouveaux types et de nouveaux systèmes d'armes de destruction massive, je voudrais me référer à la résolution 36/89, par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies "demande aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité et aux autres Etats importants sur le plan militaire de faire des déclarations identiques, quant au fond, concernant le refus de mettre au point de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes, en tant que premier pas vers la conclusion d'un accord général sur la question, étant entendu que ces déclarations seraient approuvées ultérieurement par une décision du Conseil de sécurité".

A ce sujet, la délégation mongole appuie la proposition de la délégation hongroise d'organiser des réunions officieuses du Comité avec la participation d'experts gouvernementaux pendant la deuxième partie de la session de 1982 afin d'examiner la question desdites déclarations et d'autres questions liées à l'interdiction de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive.

Nous estimons que cette approche permettra au Comité de progresser dans ce domaine.

J'aimerais maintenant dire quelques mots du problème de l'interdiction des armes nucléaires à neutrons.

La préoccupation de la communauté mondiale devant la menace que présente ce type d'arme le plus inhumain et le plus barbare a été pleinement exprimée dans la résolution 36/92K de l'Assemblée générale.

Dans cette résolution, l'Assemblée déclare que l'introduction de l'arme nucléaire à neutrons dans les arsenaux militaires des Etats constituerait une escalade dans la course aux armements nucléaires et abaisserait sensiblement le seuil de la guerre nucléaire, aggravant de ce fait le risque d'une telle guerre.

Plus loin, l'Assemblée reconnaît les effets inhumains de cette arme et prie le Comité du désarmement d'entreprendre sans retard, dans un cadre organisationnel approprié, des négociations en vue de conclure une convention sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons.

(M. Erdembileg, Mongolie)

L'Assemblée a donc défini clairement et nettement sa position à l'égard de l'arme à neutrons.

Il faut toutefois regretter qu'en raison de l'attitude d'obstruction adoptée par certaines délégations, cette recommandation de l'Assemblée générale ne trouve pas de consensus au Comité du désarmement.

Pourtant, la délégation mongole et d'autres pays socialistes estiment toujours indispensable que le Comité, conformément à ladite recommandation, entreprenne des négociations concrètes pour interdire l'arme nucléaire à neutrons et crée à cette fin un groupe de travail spécial. A ce sujet, je voudrais une fois de plus rappeler qu'en mars 1978, le groupe des pays socialistes a soumis à l'examen du Comité du désarmement un projet de convention sur l'interdiction des armes nucléaires à neutrons.

S'il ne veut pas que l'arme à neutrons entraîne une nouvelle recrudescence de la course aux armements et un nouvel accroissement du danger militaire, le Comité du désarmement doit prêter une oreille attentive à l'appel que lui adresse la communauté mondiale.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Mongolie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis, Son Excellence l'Ambassadeur Fields.

M. FIELDS (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Bien que vous ayez demandé de supprimer l'hommage habituel rendu aux présidents entrants, je dois faire exception dans votre cas car je manquerais à mes devoirs si je n'exprimais le plaisir et la satisfaction de ma délégation de vous voir, cher ami et collègue, occuper ce fauteuil. Nous avons un important travail à faire ce mois-ci et nous sommes certains que grâce à votre expérience, à votre compétence et à votre dévouement, dont vous avez fait la preuve en tant que représentant du Japon au Comité, nous le mènerons à bonne fin pendant cette période critique de notre session de 1982. J'aimerais également saisir cette occasion pour exprimer l'admiration et la reconnaissance de ma délégation au Président du mois de mars, mon excellent ami, le distingué représentant de l'Italie, l'Ambassadeur Alessi, qui sans compter a mis son temps et ses talents considérables au service du Comité pendant la durée de sa présidence.

Aujourd'hui, je voudrais parler du point 6 de l'ordre du jour, qui porte sur un Programme global de désarmement.

Au cours de ses trois dernières sessions, le Comité a poursuivi ses efforts en vue d'atteindre l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, par l'intermédiaire d'un groupe de travail chargé d'élaborer un Programme global de désarmement. Les travaux de ce Groupe ont été dirigés avec compétence et dévouement, en 1980 par M. l'Ambassadeur Adeniji, représentant du Nigéria, et en 1981 et 1982 par notre distingué ami et collègue l'Ambassadeur Garcia Robles, représentant du Mexique. Ces travaux, destinés à répondre aux désirs de tous les peuples de vivre dans un monde où règnerait une paix véritable et durable, n'ont pas toujours été faciles en raison de la nature même et de la complexité des problèmes en jeu. Malgré les difficultés rencontrées, nous avons accompli un travail important et utile. Toutefois, notre tâche est loin d'être achevée et un travail considérable reste à faire, tant ici au Comité qu'à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

générale consacrée au désarmement, où les résultats de nos travaux seront minutieusement examinés par une communauté mondiale inquiète. Ma délégation voudra sans doute revenir plus longuement sur le Programme en question lorsque nous traiterons de la procédure de communication des résultats des efforts du Groupe de travail à la deuxième session extraordinaire, mais je tiens à exposer brièvement nos vues sur certains aspects du travail accompli jusqu'ici.

En disant que des questions délicates restent à régler, je ne voudrais pas que mes collègues me prennent pour un prophète de malheur. La solution des problèmes qui subsistent n'est pas hors de notre portée. Toutefois, il importe que nous comprenions bien non seulement quels sont les questions et les problèmes en jeu, mais encore les raisons qui expliquent la position de diverses délégations intéressées.

Les Etats-Unis abordent la question de l'élaboration d'un Programme global de désarmement dans le cadre de l'ensemble de leur politique nationale de sécurité, qui est fondée sur des principes durables visant à réaliser la paix et à la maintenir. Un élément essentiel de notre politique, comme le Secrétaire d'Etat Haig l'a rappelé le 14 juillet dernier, est la recherche d'accords solides de limitation des armements. Mon Gouvernement s'est engagé dans cette recherche et, dans sa conférence de presse du 31 mars, le Président Reagan a réaffirmé cet engagement, en s'exprimant en ces termes :

> "J'ai recherché et je continuerai à rechercher des accords réalistes sur la limitation des armements, aussi bien en ce qui concerne les forces nucléaires que les forces classiques. Je souhaite un accord sur les armes nucléaires stratégiques qui réduise les risques de guerre, abaisse le niveau des armements et renforce la sécurité mondiale. Nous ne pouvons nous contenter de moins."

Lançant un appel à l'Union soviétique pour qu'elle se joigne à nous dans la poursuite de l'objectif de la paix, le Président Reagan a dit :

> "J'invite l'Union soviétique à se joindre à nous maintenant pour réaliser une réduction sensible des armes nucléaires et une percée importante en faveur d'une paix durable sur la Terre."

L'importance que notre Président attache aux questions relatives à la limitation des armements a été mise en évidence hier par sa décision de prendre la parole à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Dans ce contexte, il a exprimé l'espoir que le Président Brejnev serait également présent à cette session et il a émis le voeu que les deux Présidents se rencontrent à cette occasion pour discuter des questions liées au désarmement, si importantes pour nous tous. Dans sa déclaration, il a notamment dit ce qui suit :

> "L'ensemble de la question ..... de la réduction des armements, de la limitation des armements, est l'une des choses les plus importantes que nous ayons à régler, et j'espère que nous (les Présidents Reagan et Brejnev) pourrons prendre la parole à la session extraordinaire."

Monsieur le Président, ces déclarations du Président Reagan montrent clairement que mon pays est vraiment engagé dans la recherche d'une paix durable et qu'il souhaite vivement entamer le processus de réduction des armes nucléaires, qu'il considère comme un pas important en direction de cet objectif.

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

Je voudrais souligner que le Président Reagan a parlé d'"accords réalistes sur la limitation des armements. C'est avec ce sens du réalisme et de l'engagement en faveur du processus de limitation des armements que ma délégation a abordé nos négociations sur le Programme global de désarmement. Je n'insisterai jamais assez sur l'attachement de ma délégation à un programme applicable et réaliste. Malheureusement, l'histoire des tentatives faites avant nous par des hommes et des femmes sincères et dévoués pour réaliser la paix et la maintenir n'est pas toujours marquée par de grands succès. Les causes fondamentales des guerres et des tensions internationales n'ont pas été éliminées, bien que nous n'ayons pas ménagé nos efforts dans ce domaine. Pour réussir dans notre entreprise, nous devons pleinement tenir compte de l'interaction entre les causes de tension et l'accumulation d'armements. Des accords de limitation et de réduction des armements doivent être soigneusement négociés, afin d'assurer la protection et de renforcer la sécurité de toutes les parties intéressées et de façon à ne pas provoquer d'instabilités qui augmenteraient le risque de conflits que ces accords sont précisément destinés à atténuer. Les obligations qui découlent de ces accords doivent être précises et leur respect doit être vérifiable. Le processus de négociation s'appuie nécessairement sur la règle du consensus. Etant donné la complexité technique et politique des questions à régler, la nature fondamentale des intérêts en jeu et l'impossibilité de prévoir avec précision l'évolution future, il n'est pas réaliste de fixer un enchaînement rigide ou des calendriers arbitraires pour la conclusion de tels ou tels accords particuliers. La méfiance et la suspicion constituent des obstacles au désarmement. Aussi des mesures collatérales favorisant l'ouverture ou la "transparence" et permettant de renforcer la confiance sont-elles ici capitales. De même, les progrès en matière de désarmement doivent aller de pair avec le renforcement des procédures et institutions internationales consacrées au maintien de la paix et au règlement pacifique des différends. Voilà pourquoi nous estimons, Monsieur le Président, que, pour être satisfaisante, la progression doit se faire par étapes discrètes et à la faveur d'accords particuliers.

Si l'expérience et la pratique ont montré que l'on ne pourra réussir en matière de désarmement qu'en adoptant une approche réaliste par étapes, nous n'en avons pas moins appuyé, et continuons de le faire, l'approche générale adoptée par le Comité du désarmement dans les négociations sur un Programme global de désarmement. Ma délégation a participé activement aux travaux dans ce domaine, estimant qu'un programme de ce genre peut à la fois servir de guide général pour les mesures à prendre en faveur du désarmement et fournir un moyen de mesurer les progrès accomplis. Nous sommes convaincus - et nombreux sont ceux qui, au sein du Comité, partagent notre conviction - que le Programme global de désarmement devrait offrir le cadre nécessaire pour une action en faveur du désarmement. Il ne devrait pas dicter aux Etats les mesures précises à prendre, mais plutôt servir de guide ou de plan que les Etats pourraient utiliser pour élaborer les mesures particulières qu'ils devraient prendre. Il devrait indiquer les mesures qui nécessitent des négociations et les principes selon lesquels ces négociations devraient être menées et proposer des priorités à respecter. Il devrait aussi fixer des procédures pour assurer une vérification adéquate et efficace ainsi que l'application des mesures à négocier par les Etats, de même que les mécanismes appropriés d'examen et d'évaluation.

Le Programme global de désarmement doit être le reflet d'approches réalistes et concrètes, équilibrées, conformes aux impératifs de la vérification et dûment corrélées, qui tiennent pleinement compte des besoins existants de tous les Etats en matière de sécurité, du climat international et des réalités politiques. La notion de groupage de mesures et de négociations à leur sujet est extrêmement importante. Des négociations peuvent être menées sur différentes mesures en même temps, et

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

plusieurs mesures peuvent faire l'objet de la même série de négociations. Il s'agit là d'une notion qui reflète la politique de mon gouvernement en ce qui concerne les négociations sur la limitation des armements et le désarmement.

Les Etats-Unis sont actuellement engagés dans toute une série de négociations sur la limitation des armements et le désarmement. A Vienne, nous négocions la réduction des armements et des forces armées en Europe. Ici, à Genève, nous menons des négociations bilatérales avec l'URSS sur les forces nucléaires de portée intermédiaire. Dans le cadre de la Conférence de Madrid sur la coopération et la sécurité en Europe, nous nous sommes occupés de la question de l'extension de mesures propres à accroître la confiance en Europe. Au sein de notre Comité, nous avons poursuivi des négociations relatives à une convention sur les armes radiologiques, ainsi que l'élaboration d'une convention sur les armes chimiques. Sur toutes ces questions, nous souhaitons aboutir à des accords aussi rapidement que possible. Toutefois, les efforts déployés dans ces domaines, et d'autres qui doivent être entrepris, portent sur des questions complexes et délicates, sur lesquelles il n'est pas possible de s'entendre du jour au lendemain. Ma délégation, tout comme d'autres, estime donc qu'il n'est pas réaliste de fixer des dates limites ou même des calendriers indicatifs pour le début ou l'achèvement de négociations concrètes sur des mesures ressortissant au Programme global de désarmement. Etablir des calendriers de ce genre sans tenir compte de l'évolution imprévisible sur le plan international, est illogique. On peut rendre compte de façon plus réaliste du caractère d'urgence en convenant de la nécessité de réaliser dans le plus bref délai possible un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace et en adoptant un processus d'examens périodiques permettant de stimuler la mise en oeuvre du Programme. En procédant de cette façon dynamique on tirerait le meilleur parti des progrès accomplis dans les négociations sur les mesures en question, de l'état des négociations en cours, du climat international et des réalités politiques.

Quant à la nature du Programme global de désarmement, ma délégation ne considère pas celui-ci comme remplaçant la négociation d'accords concrets conduisant le mode vers un désarmement général et complet. Les engagements juridiquement contraignants qui favoriseront ce processus ne peuvent être pris qu'à la suite de négociations fructueuses sur des accords concrets, équilibrés et vérifiables. Nous recherchons vivement la conclusion d'accords de ce genre. Ce qu'il faut maintenant, c'est la volonté politique non seulement de souscrire au Programme en question, mais encore de s'engager à l'appliquer. Il est préférable de le faire non pas en paroles, mais par des actes. C'est plus particulièrement aux Etats qu'il appartient de créer un climat de confiance permettant de réaliser de véritables progrès sur la voie du désarmement.

Monsieur le Président, je voudrais maintenant aborder la question des mesures à inscrire dans le Programme. Ma délégation a toujours été d'avis que pour que ce Programme serve vraiment de fil conducteur en direction du désarmement, les mesures qui y seront inscrites devraient correspondre aux domaines dans lesquels les négociations devraient s'engager, ainsi qu'aux questions générales dont il conviendrait de traiter au cours de ces négociations. Elles ne devraient donc pas être trop précises et ne pas être libellées d'une façon qui préjugerait du résultat de ces négociations. C'est, après tout, essentiellement aux Etats qui entreprennent des négociations de ce genre qu'il appartient de déterminer le contenu spécifique des négociations, ainsi que la façon dont seront abordées les mesures spécifiques.

Mon gouvernement a également éprouvé quelques difficultés concernant la place de certaines mesures dans une série d'étapes ou de phases au cours desquelles les

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

négociations sur les mesures devraient s'engager. Le processus de négociation est un processus continu, qui ne se prête pas à la fixation d'un ensemble déterminé de mesures pour tel ou tel moment précis. Nous reconnaissons que les mesures à négocier peuvent être identifiées comme formant une suite logique, et c'est sur cette base que nous avons oeuvré au sein du Groupe de travail. Il nous parait logique, également, que des mesures puissent être groupées par étapes qu'exige au départ la situation actuelle, par étapes intermédiaires et par étapes devant mener à un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Cette approche a permis de réaliser quelques progrès au sein du groupe de contact sur les mesures créé par le Groupe de travail. On a également progressé dans un groupe de contact officieux, qui travaille d'arrache-pied pour tenter de coordonner les différents textes présentés au sujet des diverses mesures concrètes.

Monsieur le Président, nous avons réalisé des progrès dans nos négociations sur un Programme global de désarmement, tant au sein du Groupe de travail lui-même, que dans nos groupes de contact officieux. Sous la Présidence, respectivement, de MM. les Ambassadeurs de France, du Brésil et de la République démocratique allemande, nous avons élaboré des textes de négociation - comportant, il est vrai, dans certains cas, beaucoup de crochets - sur les objectifs, les priorités et les principes d'un Programme global de désarmement. Nous avons aussi, comme je l'ai déjà fait remarquer, progressé en ce qui concerne l'identification et l'élaboration des mesures à inclure dans ce Programme. En outre, je pense que nous reconnaissons tous la nécessité d'un examen périodique du Programme global du désarmement, et ma délégation ne prévoit pas de grosses difficultés dans la mise au point des détails pour un tel examen. Nous sommes convaincus qu'à la fin de la présente session nous disposerons d'un document de négociation que, même s'il est officieux et comporte des crochets, les délégations pourront communiquer à leurs gouvernements en vue d'un examen approfondi avant que nous reprenions notre travail de rédaction finale d'un Programme global de désarmement. A la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, nous devrons nous efforcer de négocier un Programme global de nature à recueillir le consensus nécessaire. Nous devrons éviter des formules inéquitables ou mal équilibrées, dont l'impact aurait un effet déstabilisateur et mettrait la paix en péril. Notre Programme doit répondre sérieusement aux aspirations des peuples du monde, qui souhaitent l'établissement, pour le désarmement, d'un cadre permettant d'aboutir à une paix durable. Il s'agit là d'un noble effort, en faveur duquel je puis promettre la coopération de ma délégation.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Fields de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Indonésie, Son Excellence l'Ambassadeur Sutres

M. SUTRESNA (Indonésie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, si je prends la parole ce matin, c'est pour présenter le rapport technique commun transmis par l'Indonésie et les Pays-Bas concernant la destruction d'environ 45 tonnes d'agents moutarde sur un site proche de Bandung, capitale de la province du Java occidental, qui fait l'objet du document CD/270.

Ma délégation se félicite qu'à ce stade des travaux du Comité les délégations de l'Indonésie et des Pays-Bas soient en mesure de présenter ce rapport au Comité, en vue de partager avec tous les autres Etats membres l'expérience de la coopération acquise par nos deux pays dans un domaine lié à la question des armes chimiques, actuellement étudiée par le Comité. Nous espérons sincèrement que d'une façon ou d'une autre ce rapport contribuera dans une modeste mesure à faire progresser les travaux du Comité en ce domaine.

(M. Sutresna, Indonésie)

Comme vous l'avez noté dans ce document, ce dangereux agent a été détruit il y a trois ans dans mon pays. La présentation de ce rapport intervient à un moment où le Groupe de travail spécial des armes chimiques, placé sous la direction compétente du représentant de la Pologne, l'Ambassadeur Sujka, élabore les dispositions de la future convention sur l'interdiction des armes chimiques concernant en particulier les mesures de destruction et de vérification. Le principal objet de cette interdiction est, de l'avis de ma délégation, la destruction des stocks existants d'armes chimiques et d'agents de guerre chimique.

J'estime opportun de souligner que cet agent moutarde avait été laissé en Indonésie par le gouvernement de ce qui était alors les Indes néerlandaises, sous l'autorité duquel ces armes chimiques se trouvaient destinées à être utilisées à des fins de représailles, en cas d'emploi des armes chimiques par l'ennemi lors du déclenchement de la Seconde guerre mondiale et de son extension à la région. Mais il advint que les armes chimiques ne furent pas utilisées au cours de ce conflit.

Comme vous le savez, l'Indonésie a été le théâtre de combats avant la proclamation de l'indépendance en 1945, puis pendant les années qui suivirent. Dans ces conditions il était inévitable que les autorités indonésiennes ignorent complètement l'existence de l'agent moutarde dans le pays. Cela semblait aussi être le cas aux Pays-Bas.

Il est heureux pour les deux pays qu'un ressortissant néerlandais, qui avait participé au démantèlement de l'installation en 1949, ait eu l'honnêteté de porter en 1975, cette question à l'attention du Gouvernement des Pays-Bas, qui informa ensuite le Gouvernement de l'Indonésie.

Deux considérations principales ont motivé la décision du Gouvernement indonésien de se débarrasser dès que possible de cet agent dangereux :

1. La prise de conscience des graves conséquences que l'existence prolongée de cet agent pourrait avoir pour les populations avoisinantes et l'environnement, surtout après la découverte d'un réservoir atteint par la corrosion;

2. Le strict respect des dispositions du Protocole de 1925, que l'Indonésie avait signé sans aucune réserve. Le Gouvernement indonésien a donc estimé que les pays parties à ce Protocole avaient l'obligation de détruire de leur propre initiative les agents chimiques dangereux existant sur leurs territoires respectifs ou sur des territoires relevant de leur juridiction.

Pour procéder à cette destruction, le Gouvernement indonésien demanda au Gouvernement néerlandais, responsable de l'existence de cet agent en Indonésie, de fournir une assistance technique, tandis que l'Indonésie fournissait les moyens logistiques et assurait la sécurité de l'ensemble de l'opération.

La coopération qui en est résultée entre les Gouvernements néerlandais et indonésien pour détruire cet agent dangereux a été tout à fait exemplaire, reflétant les relations amicales excellentes qui prévalent entre les deux pays.

Lorsque l'opération conjointe Indonésie-Pays-Bas s'est achevée, on a constaté qu'il restait encore environ 2 000 litres d'agent moutarde sur le site considéré. L'Indonésie a entrepris de le détruire elle-même par le procédé de l'hydrolyse.

(M. Sutresna, Indonésie)

Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur les aspects techniques de cette opération baptisée "OBONG". Mais il est peut-être intéressant de relever certains points qui n'ont pas un caractère technique.

L'Indonésie, pays qui ne possède, ni ne fabrique d'armes chimiques, a acquis une expérience précieuse à l'occasion de cette opération.

Bien qu'il ait été stocké 40 ans dans un abri souterrain, l'agent moutarde n'avait rien perdu de sa force. Il faudra donc se souvenir que même après une longue période de stockage, l'agent conserve toutes ses capacités destructrices. Il est probable que plusieurs pays détiennent encore actuellement des stocks de cet agent.

Il est indispensable de prévoir dans la future convention l'obligation d'une inspection sur place pendant l'opération de destruction pour veiller à ce que celle-ci porte bien sur les types, quantités et sites déclarés, éliminant ainsi tout doute éventuel quant à la sincérité des parties intéressées.

La destruction de telles quantités d'agent moutarde à l'aide d'un équipement relativement simple dans des délais relativement brefs pourrait peut-être servir de référence pour déterminer les délais de destruction de stocks d'armes chimiques de la même catégorie, en tenant dûment compte de la situation locale.

Pour des pays en développement tels que l'Indonésie, une telle opération de destruction exige l'assistance technique et le concours d'experts des pays développés, et cela devrait aussi être envisagé dans la future convention.

Enfin, j'aimerais indiquer que le cas de l'Indonésie pourrait aussi être pris en considération pour d'autres pays ayant connu une expérience historique comparable. A cet égard, je voudrais profiter de cette occasion pour exprimer une fois de plus, au nom du Gouvernement de l'Indonésie, nos remerciements et notre gratitude au Gouvernement néerlandais pour l'assistance et la coopération qu'il nous a fournies au cours de l'opération.

Permettez-moi encore d'évoquer brièvement deux aspects de cette question des armes chimiques à laquelle ma délégation attache une grande importance.

De nombreux membres du Comité ont fait part de leurs inquiétudes devant l'évolution récente concernant la production d'une nouvelle génération d'armes chimiques, les armes binaires, qui, à leur avis, pourraient entraver les travaux du Comité concernant l'interdiction des armes chimiques.

L'apparition de ces nouvelles armes conférera certainement à la course aux armements chimiques une nouvelle dimension.

Ma délégation ne conteste nullement à aucun Etat le droit d'élaborer et d'adopter la politique qui à son avis répondrait le mieux à ses intérêts de défense ou de sécurité. Mais si ces Etats se sont engagés à atteindre un objectif déterminé dans un organe de négociation, on est fondé à attendre d'eux qu'ils ne prennent pas de mesures ou n'appliquent pas une politique opposée par sa nature même à cet objectif, s'ils ne veulent pas que la crédibilité de leurs déclarations en souffre, ou soit mise en doute. Apparemment, ce qui semble logique à des pays tels que l'Indonésie ne paraît pas l'être pour d'autres. Mais ma délégation estime qu'un second tort ne compense pas le premier.

(M. Sutresna, Indonésie)

Ma délégation a pris note de la déclaration par laquelle le représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Fields, a donné l'assurance, le 25 mars 1982, que "l'attachement des Etats-Unis à l'objectif d'une interdiction complète et vérifiable des armes chimiques a été réaffirmé par la plus haute autorité de notre gouvernement". L'Ambassadeur Fields a aussi déclaré "si cet objectif était atteint, nous serions alors disposés à mettre rapidement fin à notre programme binaire".

Ma délégation considère que cette assurance a une double signification. D'une part, le Comité est invité à travailler sans délai à l'élaboration de l'interdiction des armes chimiques et, d'autre part, les Etats-Unis s'efforceront de parvenir à l'objectif de l'interdiction complète des armes chimiques. Ma délégation espère sincèrement que cet engagement se traduira dans les faits dans un avenir pas trop lointain.

Mais quelques objections ont été soulevées dans ce Comité contre la nécessité d'inclure une interdiction d'utilisation dans la future convention, cette interdiction étant déjà prise en compte par le Protocole de Genève de 1925.

Logiquement, l'utilisation des armes chimiques ayant déjà été interdite par ce Protocole, les stocks existants devraient être détruits, et il ne devrait pas y avoir de raison de mettre au point de nouvelles armes de ce type. Mais il est regrettable de constater que tel n'a pas été le cas.

De l'avis de ma délégation, cette situation résulte principalement des faits suivants :

En premier lieu les réserves apportées par plusieurs pays, dont les plus grandes puissances, au Protocole de 1925 quant à l'éventualité du non-respect de ses dispositions par une puissance ennemie ont créé une situation dans laquelle des armes chimiques continuent de pouvoir être utilisées;

En second lieu, la portée limitée de l'utilisation, dans le Protocole de Genève, ne tient pas compte de formes d'hostilités armées autres que la guerre.

En troisième lieu, l'absence d'un mécanisme de mise en oeuvre dans le Protocole de 1925 a rendu plus probable l'utilisation potentielle, ou même effective, des armes chimiques.

Le maintien des armes chimiques dans les arsenaux des Etats et l'intention manifestée de fabriquer de nouveaux types de telles armes ne fait que renforcer la conviction de ma délégation que l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques sous la forme où elle est apparue dans le Protocole de 1925 devrait être renforcée; d'où la nécessité de réaffirmer l'interdiction d'utilisation de ces armes dans la convention d'ensemble sur les armes chimiques que nous élaborons aujourd'hui.

L'importance qu'il y a à inclure l'élément de l'utilisation dans la future convention sur l'interdiction des armes chimiques a été encore soulignée dans le document CD/167 présenté par le Canada, à la lumière des données nouvelles concernant les problèmes des agents à double fin et des composés binaires.

En outre, le représentant de l'Australie, l'Ambassadeur Sadlier, s'est exprimé de façon éloquente et complète sur la question de l'utilisation, dans sa déclaration

(M. Sutresna, Indonésie)

du ler avril 1982. Je n'ai rien à y ajouter. Je me contenterai de rappeler que l'Indonésie a présenté avec l'Australie, l'Argentine, la Chine et le Pakistan une proposition de variante pour le libellé du texte concernant la portée de l'interdiction contenue dans la future convention sur les armes chimiques.

M. van DONGEN (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : C'est la première fois, Monsieur le Président, que je prends la parole pour intervenir officiellement à une séance plénière du Comité du désarmement et je suis particulièrement heureux de pouvoir le faire sous votre présidence. Pendant la courte période qui s'est écoulée depuis mon arrivée à Genève j'ai pu apprécier la valeur de vos connaissances et de votre jugement si bien qu'en vous félicitant je me félicite égoïstement de faire mes premiers pas officiels dans le domaine du désarmement sous votre direction. Mes remerciements tardifs vont également à votre distingué prédécesseur, l'Ambassadeur Mahallati, d'Iran, et à l'Ambassadeur Alessi, d'Italie, ainsi qu'aux nombreux collègue qui officiellement et officieusement m'ont souhaité la bienvenue à ce Comité. Avant d'aborder le fond de mon intervention, Monsieur le Président, je tiens particulièrement à ce que mon respect pour le travail accompli ici par mon estimé ami et prédécesseur, l'Ambassadeur Richard Fein, soit consigné dans le compte rendu. C'est à la fois un privilège et une gageure que de lui succéder au Comité du désarmement.

Monsieur le Président, invoquant l'article 30 du règlement intérieur, j'aimerais que le distingué représentant de l'Indonésie présente le document de travail commun. Après l'intervention de mon distingué collègue d'Indonésie, la question n'aura plus guère besoin de présentation.

La délégation des Pays-Bas a deux bonnes raisons de se féliciter de l'occasion qui lui est donnée de prendre la parole aujourd'hui, la première étant que nous pouvons ensemble rendre compte de ce qui a été effectivement fait et non seulement discuté dans le domaine du désarmement; la deuxième que nous pouvons présenter un rapport sur l'action conjuguée menée par les deux pays intéressés dans un climat d'harmonie et de confiance réciproque.

On peut considérer l'opération "Obong" comme une mise en oeuvre "avant la lettre' d'un traité éventuel sur les armes chimiques. Un tel traité reste une priorité urgente pour nos deux délégations et je suis heureux de constater, d'après les négociations qui se déroulent activement au Groupe de travail spécial des armes chimiques qu'il semble en être de même pour toutes les délégations et qu'un certain nombre d'observateurs ont manifesté un vif intérêt.

Un élément essentiel d'un traité sur les armes chimiques est la destruction des stocks existants d'armes et d'agents de guerre chimiques assortie d'une vérification internationale appropriée.

Pour créer une confiance maximale dans un traité sur les armes chimiques, il faudrait que les pays déclarent tous leurs stocks et, si possible, les détruisent avant l'entrée en vigueur dudit traité. Cela serait, bien entendu, vous le comprenez, le scénario optimal. En réalité, il est probablement excessif de s'attendre à ce que tous les pays déclarent leurs stocks opérationnels avant l'entrée en vigueur du traité et il est probable que la destruction des stocks opérationnels ne commencera qu'après.

D'autre part, il n'y a aucune raison pour que des stocks périmés ne soient pas déclarés et détruits dès maintenant. Nous savons que plusieurs pays sont en train

(M. van Dongen, Pays-Bas)

de détruire de vieux stocks d'armes chimiques s'ils ne l'ont déjà fait, car ils reconnaissent qu'il est important d'éliminer de l'environnement des matières extrêmement toxiques. La publicité accordée à ces activités peut contribuer à créer la confiance et aider d'autres pays qui cherchent des méthodes appropriées pour détruire leurs stocks.

La destruction des armes et des agents de guerre chimiques est souvent loin d'être simple. Leur extrême toxicité et donc les risques que courent les personnes qui travaillent sur les lieux de destruction exigent des normes élevées de sécurité.

Le transport des stocks anciens peut être dangereux et n'est donc pas souhaitable. Il faut aussi tenir compte de la possibilité d'effets nuisibles pour l'environnement. Il en résulte que toute opération de destruction a des chances d'être coûteuses et d'exiger un temps considérable.

Entre les deux guerres mondiales, un certain nombre de pays ont fabriqué ou possédé des agents moutarde. Après la seconde guerre mondiale, plusieurs d'entre eux ont décidé de détruire leurs stocks. Différents procédés de destruction ont été conçus : ils étaient extrêmement complexes (en partie à cause de la nécessité de disposer de grandes quantités d'eau et/ou de décontaminants) ou risquaient d'avoir des répercussions inacceptables pour l'environnement.

Dans le premier cas, il faut citer le procédé par hydrolyse et le Système d'élimination des agents et munitions chimiques des Etats-Unis (CAMDS); dans le second, le brûlage en fosse à ciel ouvert et le rejet dans l'océan. Tous les procédés ont leurs avantages et leurs inconvénients.

Aujourd'hui, les délégations de l'Indonésie et des Pays-Bas vous présentent un rapport sur leur opération commune de destruction d'une quantité considérable d'agent moutarde. Ce rapport technique est publié sous la cote CD/270. Naturellement, l'opération décrite a été adaptée aux conditions particulières du lieu mais nous sommes sûrs qu'elle prouve aussi que la destruction de l'agent moutarde est une opération viable, relativement simple et d'un coût raisonnable, qui peut être exécutée sans mettre en péril la santé publique ou l'environnement.

Monsieur le Président, puisque mon distingué collègue de l'Indonésie nous a déjà fait l'historique de la question j'essaierai donc d'être aussi bref que possible. Ce stock dans l'île de Java visait initialement à servir de moyen de dissuasion face à l'éventualité d'une guerre chimique dans la région. Or, il s'est trouvé que les armes chimiques n'ont pas été utilisées au cours des hostilités. Après la guerre, l'usine qui alimentait ce stock a été démantelée. Mais l'agent moutarde lui-même stocké dans des citernes hermétiquement closes enfouies dans des abris souterrains n'avait pas été détruit. Seules quelques personnes étaient au courant et, en particulier, ni les autorités indonésiennes ni les autorités néerlandaises ne connaissaient l'existence de ce stock d'agent moutarde. Ce n'est que pendant la deuxième moitié des années 1970 que l'une des personnes qui avaient participé au démantèlement de l'usine a appelé l'attention sur cette question.

Les Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas ont alors décidé d'éliminer la substance dangereuse. Ils ont convenu que le Gouvernement néerlandais fournirait l'assistance technique, y compris les spécialistes, et que le Gouvernement indonésien assurerait la sécurité et la logistique de l'opération. Le Laboratoire Prins Maurits (TNO) fut chargé de fournir l'assistance technique.

(M. van Dongen, Pays-Bas)

Une mission d'enquête découvrit, en avril 1978, sur un terrain adjacent à un champ de tir d'artillerie et à proximité immédiate d'une zone habitée, la présence de cinq réservoirs en acier de 10 m^3 enfouis dans cinq abris souterrains en pierre à moitié remplis d'eau. L'un des réservoirs était corrodé au point qu'il s'était apparemment vidé de son contenu. Aucun agent moutarde n'avait cependant pu être décelé au voisinage de ce réservoir mais des produits de décomposition étaient présents. On constata que les quatre autres réservoirs contenaient de l'agent moutarde dont la quantité totale fut estimée à 35 000 litres.

La présence d'une quantité aussi grande d'agent moutarde à proximité immédiate de zones habitées et le risque que les réservoirs pourraient commencer à fuir préoccupèrent grandement le Gouvernement indonésien. On décida donc qu'il fallait se débarrasser le plus rapidement possible de cet agent moutarde.

Plusieurs méthodes de destruction furent envisagées en tenant compte du fait que la destruction sur place était nécessaire, le transport de l'agent moutarde sur de grandes distances présentant de toute évidence un risque trop grand. Ce dernier facteur limitait les options disponibles en raison de l'approvisionnement réduit en énergie, en eau et en matériaux. Les méthodes précédemment mentionnées, c'est-à-dire l'hydrolyse, les systèmes CAMDS, TAMOS, le brûlage en fosse à ciel ouvert et le rejet dans l'océan furent donc écartés. D'autres méthodes furent aussi rejetées, surtout parce qu'elles posaient des problèmes d'élimination.

On finit par choisir le principe de l'incinération contrôlée. Un incinérateur spécialement conçu fut construit aux Pays-Bas et expédié en Indonésie. Après que le NBC Defence Corps indonésien eut exécuté sur place les préparatifs nécessaires, commença l'étape de la construction et des essais, qui dura un mois environ. L'incinération proprement dite de l'agent moutarde eut lieu en juin 1979. Au total, 32 000 litres de cet agent furent détruits. Vous trouverez dans le document de travail une description détaillée de la méthode d'incinération et des difficultés rencontrées au cours de la destruction d'une partie du stock.

Monsieur le Président, quelles sont les leçons que l'on peut tirer de cette opération et de son histoire ? La première est que la destruction de quantités considérables d'agent moutarde, dans les conditions décrites, peut être réalisée avec sécurité dans un temps raisonnablement court et avec un matériel relativement simple.

La deuxième, non moins importante, est la valeur de la coopération. Nous avons là un exemple tangible d'un effort concret commun pour aider à jeter les bases d'un traité interdisant toutes les armes chimiques.

La troisième concerne la vérification. Pendant l'opération de destruction, on s'était dûment préoccupé d'un mécanisme éventuel de vérification. Supposons un moment que l'opération Obong ait été exécutée en vertu d'une convention sur les armes chimiques. La question du type de vérification nécessaire se serait alors posée. Notre réponse aurait été qu'étant donné la technologie actuellement disponible, seule une inspection régulière sur place pouvait fournir une preuve convaincante que l'agent de guerre chimique avait vraiment été efficacement et totalement détruit. Théoriquement il existe des possibilités d'observation et de vérification à distance, mais elles sont encore loin d'être devenues opérationnelles. Il faudra encore des efforts

(M. van Dongen, Pays-Bas)

considérables de recherche-développement avant que la faisabilité d'un tel système puisse être établie. Dans l'avenir prévisible, seule une inspection sur place pendant la destruction peut permettre une vérification adéquate de la destruction de stocks, comme dans l'opération Obong.

Telles sont, Monsieur le Président, les quelques observations préliminaires en introduction au document de travail CD/270 présenté en commun par les délégations de l'Indonésie et des Pays-Bas. Nos deux délégations se proposent de présenter un exposé plus technique au Comité dans le courant de l'année.

Il va sans dire que nos deux délégations, car je suis certain que je peux aussi parler au nom de mon collègue indonésien, sont prêtes à répondre à toute question qui pourrait se poser concernant cette opération.

Le PRESIDENT ((traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant des Pays-Bas de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de Sri Lanka, Son Excellence l'Ambassadeur Jayakoddy.

M. JAYAKODDY (Sri Lanka) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est peut-être avec une exagération poétique que T.S. Eliot a dit qu'avril est "le mois le plus cruel". Ma délégation, je me hâte de le dire, ne pense pas qu'il doive nécessairement être le mois le plus cruel ni pour vous ni pour les autres représentants. Il risque pourtant d'être un mois difficile et épuisant pendant lequel le Comité s'efforcera d'achever son travail, avec quelque succès espérons-le.

Monsieur le Président, chacun ici est extrêmement impressionné par la durée et la distinction de vos états de service au Comité et par le dévouement profond de votre pays, de son gouvernement et de sa population à la cause du désarmement. C'est donc pour ma délégation un honneur et un privilège que de vous adresser notre salut et nos voeux de succès, et de vous promettre toute notre coopération et notre assistance. Nous sommes sûrs qu'avec votre infinie patience, votre grande compétence et votre inébranlable courtoisie, vous aiderez à mener à bonne fin la session actuelle du Comité.

Nous avons eu le privilège d'avoir le distingué Ambassadeur de l'Italie pour nous guider lors du passage des ides de mars. Le dernier mois a été difficile pour nous tous. Il a fallu beaucoup de doigté, de calme, de ténacité et d'habile persuasion pour guider le Comité dans ses importantes décisions.
M. l'Ambassadeur Alessi a amplement manifesté toutes ces qualités, et ainsi aidé à progresser de plusieurs pas vers l'accomplissement des tâches dont il était chargé. Ma délégation voudrait lui exprimer ses remerciements sincères pour la contribution inappréciable qu'il a apportée pendant le mois de mars.

J'aimerais dire quelques mots au sujet du programme global de désarmement, qui est aujourd'hui à l'ordre du jour. Nous avons tous admis qu'un programme de désarmement pourrait devenir l'élément central de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Je ne souhaite pas anticiper sur la nature de cet élément, mais ma délégation espère qu'il ne décevra pas ceux qui attendent quelque chose de significatif et de substantiel. Le Comité doit beaucoup

(M. Jayakoddy, Sri Lanka)

à M. l'Ambassadeur Garcia Robles pour son travail infatigable à la présidence du Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement. Au prix de grands efforts et avec une détermination inébranlable, il s'est employé à faire progresser les négociations. Les progrès réalisés jusqu'ici par le Groupe de travail spécial ont été modestes, mais il est encore temps et le désir d'obtenir de plus grandes réalisations est devenu plus vif. Nous espérons que pour la fin de cette session, nous aurons obtenu quelque chose qui vaille la peine d'être présenté à la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement.

Ma délégation n'a aucune illusion sur ce que pourrait signifier l'adoption d'un programme global de désarmement. Nous ne pensons pas que sa formulation par le Comité et son adoption par la session extraordinaire puissent déclencher une avalanche de mesures immédiates de désarmement qui nous fassent transformer nos armes en socs de charrue. Elles ne mettront pas non plus fin à elles seules à la course aux armements nucléaires ou au recours à la dissuasion et aux stratégies de contre-forces pour garantir la sécurité nationale. Nos espoirs sont plus modestes. A notre avis, un programme global de désarmement serait un point de départ reflétant la volonté et la détermination communes de déclencher un processus équilibré, global et réaliste comprenant la négociation et l'application de mesures réelles et efficaces de désarmement. A notre avis, il signifiera que nous acceptons un cadre de mesures positives et affirmatives orientées vers un désarmement général et complet et tenant compte des diverses relations mutuelles entre la sécurité, l'état de préparation militaire et le désir de créer un ordre international dans lequel la guerre ne serait plus utilisée comme un prolongement de la politique et de la diplomatie. C'est sous cet angle et en se fondant sur un tel espoir que ma délégation considère la formulation d'un programme global de désarmement, son adoption et son application.

J'aimerais maintenant parler de deux sujets qui seront mentionnés dans le programme global de désarmement. Le premier concerne la création de zones de paix. Je pense ici spécifiquement à la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix. On sait que mon pays a défendu activement depuis 1972 l'idée de faire déclarer l'océan Indien zone de paix. L'engagement inébranlable du Sri Lanka à cette proposition et nos efforts incessants pour atteindre cet objectif découlent de la conviction profonde que sa réalisation peut éliminer une grave menace à la paix et à la sécurité de toute la région de l'océan Indien. La militarisation de cet océan au cours de la dernière décennie a entraîné une escalade de la tension et suscité de grandes préoccupations de le voir mué en un champ de bataille nucléaire. C'est une éventualité que nous souhaitons éviter en prenant toutes les mesures efficaces à cet effet avant qu'il ne soit trop tard.

Dans cet esprit, ma délégation a souligné au cours des négociations sur le programme l'importance de formuler avec précision et clarté la mesure relative à la déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix et de lui accorder la priorité élevée nécessaire dans le processus de mise en oeuvre. A notre avis, ne pas reconnaître la pleine signification de cette mesure ou en remettre son application à une date éloignée serait contribuer à aggraver encore la tension et à étendre les zones de conflit nucléaire dans le monde. C'est pourquoi nous espérons que ladite mesure et le calendrier de son application seront reflétés comme il convient par consensus et sans aucune réserve dans le programme global de désarmement.

(M. Jayakoddy, Sri Lanka)

La délégation srilankaise attache une importance particulière au mécanisme et à la procédure envisagés dans le programme global de désarmement pour promouvoir le processus de désarmement, suivre en permanence le progrès de sa mise en oeuvre et tenir des sessions spéciales d'examen. Ce sont là des tâches vitales pour garantir l'application de ce programme et identifier les problèmes ou les échecs qui peuvent survenir. Il n'est guère besoin de souligner que le progrès dans l'application sera affecté à des degrés divers par une large gamme de facteurs et de relations mutuelles. Si l'on veut que le réalisme prédomine, il faudra considérer sur une base systématique l'ajustement et le réajustement, la nécessité de changements de rythme et la prise en compte des innovations, particulièrement dans les domaines de la science et de la technologie.

Ces exigences aideront à déterminer la nécessité d'un examen plus général, au sein du système des Nations Unies, des arrangements institutionnels liés au désarmement. Cette question a déjà été posée et nous disposons du rapport d'un Groupe d'experts sur les arrangements institutionnels relatifs au processus du désarmement. Ce rapport sera présenté à la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement. Il est nécessaire de se référer à ce sujet aux diverses propositions formulées pendant la première session sur le désarmement à propos des arrangements institutionnels liés au processus de désarmement et du rôle des Nations Unies dans ce domaine. Elles sont toutes énumérées au paragraphe 125 du Document final. Parmi eux figure une proposition concernant l'établissement d'une autorité mondiale du désarmement, faite par Son Excellence J.R. Jayewardene, Président du Sri Lanka. Depuis, l'Assemblée générale a été saisie d'autres propositions.

A notre avis, toutes ces propositions appellent un examen sérieux de la part du Comité et l'adoption de mesures par l'Assemblée générale à sa deuxième session consacrée au désarmement et à ses sessions ultérieures. Pour nous, le processus d'amélioration et de revitalisation du mécanisme de désarmement des Nations Unies n'est pas achevé. Nous pensons que les propositions faites contiennent des éléments très utiles qui peuvent être améliorés et encore travaillés avant de recevoir un caractère institutionnel. Ils pourraient alors accroître considérablement le rôle central de promotion du désarmement et d'incitation à des négociations plus rapides qui incombe aux Nations Unies.

L'étude même superficielle de l'activité exercée ces dernières années en matière de désarmement par les Etats membres dans l'Assemblée générale des Nations Unies illustre clairement le bond quantitatif concernant l'intérêt qu'ils attachent au désarmement. Un fait également significatif, c'est la croissance non seulement du nombre des questions mais aussi de leur complexité et de leurs incidences. L'adoption d'un programme global de désarmement aura son propre impact sur le mécanisme de désarmement et sur les arrangements institutionnels existants. Si nous avons la chance d'assister à l'adoption d'un programme global de désarmement et à sa mise en oeuvre, nous pourrons sûrement espérer voir une augmentation, fût-elle marginale, de l'engagement des Etats en vue d'accélérer le désarmement et une intensification de la volonté des populations du monde entier de poursuivre l'objectif du désarmement.

Compte tenu de cette situation, mon gouvernement estime qu'il n'est ni prématuré ni utopique de nous occuper sérieusement de la nécessité d'aligner pleinement le mécanisme et les institutions existantes de désarmement sur les besoins actuels du désarmement et même de prévoir, dans une certaine mesure, leur évolution future.

La délégation considère donc que toute référence dans le programme global du désarmement à des questions de mécanisme et de procédure devrait avoir un objectif plus

(M. Jayakoddy, Sri Lanka)

large, à savoir contribuer à l'examen de tout le mécanisme institutionnel lié au désarmement qui existe dans le système des Nations Unies afin d'élaborer des arrangements aussi efficaces que possible, correspondant pleinement aux conditions et aux besoins actuels et répondant effectivement aux nouveaux besoins qui apparaîtront, espérons-nous, au cours de cette deuxième décennie du désarmement. Ma délégation estime que cet intérêt sera partagé par toutes les délégations au Comité et à la deuxième session consacrée au désarmement.

Enfin, Monsieur le Président, ma délégation se félicite de la déclaration qu'a faite ce matin le distingué Ambassadeur Fields des Etats-Unis, annonçant que le Président des Etats-Unis, Monsieur Reagan, s'adressera à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Nous espérons que d'autres personnalités participeront également à cette session pour lui donner l'éclat qu'elle mérite.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Jayakoddy de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie, M. Melescanu.

M. MELESCANU (Roumanie) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis, tout d'abord, d'associer ma délégation aux félicitations et aux salutations chaleureuses qui vous ont été adressées à l'occasion de votre accession à la présidence du Comité du désarmement pour le mois d'avril.

Vos qualités de diplomate, de négociateur et de collègue, bien connues au Comité, constituent autant de preuves que nos travaux pendant ce mois difficile disposent des meilleures conditions pour une conclusion positive que nous souhaitons tous. Je voudrais vous assurer de l'entier appui de ma délégation dans l'accomplissement de vos importantes responsabilités.

J'aimerais saisir cette occasion pour exprimer chaleureusement à M. l'Ambassadeur Mario Alessi, d'Italie, les remerciements les plus sincères de ma délégation pour l'efficacité, la courtoisie et l'amitié qui ont caractérisé sa présidence.

Monsieur le Président, dans l'intervention d'aujourd'hui, la délégation roumaine aimerait se référer au point de l'ordre du jour concernant le Programme global de désarmement.

Depuis le commencement des négociations sur ce thème au sein du Comité, la délégation roumaine a eu plusieurs possibilités d'exprimer son point de vue sur l'importance de l'élaboration d'un pareil document dans le contexte de la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, ainsi que sur ses positions quant à la structure, le contenu et l'approche générale du Programme. Nous avons appuyé les initiatives visant à conduire à la réalisation de cet objectif et tout spécialement les propositions des pays neutres et non alignés, membres du Groupe des 21. A ce stade de nos travaux, je me bornerai, par conséquent, de présenter seulement quelques observations.

L'analyse du stade dans lequel se trouvent nos négociations sur ce sujet ne nous permet pas d'être très optimistes. Malgré l'intensification des efforts et la prolongation des négociations sous la compétente présidence de S.E. M. l'Ambassadeur Garcia Robles, du Mexique, la délégation roumaine est d'avis que nous sommes encore loin d'avoir un projet de document largement acceptable, afin de le soumettre à la session extraordinaire. Ceci nous amène à penser que dans les jours qui viennent

(M. Melescanu, Roumanie)

nous serons bien obligés de prendre une décision de principe concernant la manière de présenter, à la session extraordinaire, le fruit de nos efforts entrepris au sein du Comité.

Monsieur le Président, il faut bien reconnaître que la tâche d'élaborer un programme global de désarmement est sans doute complexe. Il s'agit en effet, ni plus ni moins, que de rétablir le concept du désarmement général et complet en tant que tâche primordiale des négociations sur le désarmement et de formuler à cette fin un ensemble cohérent de mesures conduisant à la réalisation de ce but. Ceci revient à dire que la tâche a été d'élaborer, sur la base des documents existants, et en premier lieu du Programme d'action de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, une véritable stratégie du désarmement pour les années à venir.

Deuxièmement, il faut aussi reconnaître que, dès le début de nos négociations, il y a eu une différence d'approche, laquelle, malgré les négociations, n'a pas disparu. Au contraire, nous sommes plutôt tentés de dire que ces différences d'approche se sont reflétées tout au long de nos débats, posant leur empreinte sur les questions concrètes concernant le Programme et surtout la valeur juridique, les phases d'application et les termes de la mise en pratique des mesures. Il est évident que, dans ces conditions, il a été difficile d'arriver à des formulations concrètes, généralement acceptables, pour la substance du projet de programme.

L'initiative de notre Président du Groupe de travail de créer un organisme de rédaction pour essayer de dégager les possibilités concrètes de parvenir à un accord est, sans aucun doute, une des dernières occasions qui nous soient offertes en vue de nous mettre en mesure de présenter un projet de programme global de désarmement pour la session extraordinaire. La délégation roumaine appuie cette initiative et est prête, quant à elle, d'apporter une contribution constructive à ces activités. En même temps, nous aimerions préciser que l'exercice en cours doit se dérouler dans les limites qui ont été établies par la première session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement et dans celles, qui en découlent, de l'utilité pratique que nous aimerions donner au Programme.

En ce qui concerne le mandat qui nous a été confié, le Document final de la première session extraordinaire précise que le Comité du désarmement doit élaborer un "Programme global de désarmement".

De l'avis de ma délégation, les conséquences suivantes découlent des dispositions du paragraphe 109 du Document final.

Nous sommes censés élaborer un programme, par conséquent un instrument où l'élément temps ne peut pas manquer. Même s'il s'agit de délais indicatifs, comme beaucoup de délégations l'ont souligné, l'élément temps reste, à notre avis, une condition sine qua non du programme.

Deuxièmement, on nous a demandé de mettre au point un programme global. Pour nous, ceci veut dire que le document comprendra un ensemble compréhensif de mesures visant à conduire, de la situation actuelle au désarmement général et complet. Nous aimerions souligner que ce concept implique en même temps l'existence de plusieurs phases d'application, car il s'agit d'un processus de longue haleine qu'il n'est pas concevable de réaliser d'un seul coup.

Troisièmement, la session extraordinaire nous a indiqué d'élaborer un programme global de désarmement. J'aimerais souligner "de désarmement", car il s'agit d'une indication importante. En effet, l'idée de l'Assemblée générale n'est pas de mettre au point seulement quelques mesures visant le contrôle des armements, mais un véritable programme de désarmement, ayant comme but l'arrêt de la course aux armements et le déclenchement d'un véritable processus de désarmement, en premier chef nucléaire.

(M. Melescanu, Roumanie)

Monsieur le Président, à ces limites qui découlent du mandat même confié au Comité du désarmement par l'Assemblée extraordinaire des Nations Unies s'ajoutent aussi des raisons d'ordre pratique qui doivent être prises en considération.

Le Programme global de désarmement, pour avoir une utilité pratique, ne doit reproduire, ni le Programme d'action adopté par la première session extraordinaire consacrée au désarmement, ni le Programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le désarmement.

Comme ma délégation l'a maintes fois souligné, le Programme global de désarmement doit être un véritable instrument pratique en vue de la mobilisation de la volonté politique de tous les Etats en faveur du désarmement. Par conséquent, il n'est pas concevable de ne pas lui donner une valeur plus contraignante que celle d'une simple résolution, même adoptée par consensus. Ma délégation appuie toute initiative visant à donner au Programme le caractère le plus contraignant possible, afin d'en faire un véritable instrument pratique pour le déclenchement du processus du désarmement, en premier chef nucléaire.

Monsieur le Président, nous sommes convaincus que le moment est arrivé, pour toutes les délégations, y compris la mienne, de faire preuve de bonne volonté et d'esprit d'accommodation pour qu'on puisse rendre définitif le projet de Programme global de désarmement. Mon intervention d'aujourd'hui est destinée à vous assurer du désir de la délégation roumaine de contribuer à des solutions les plus largement acceptables. Encore faut-il souligner, comme nous l'avons déjà fait, qu'il y a des limites à tout esprit d'entente découlant du mandat même qui nous a été confié ainsi que des considérations d'utilité pratique que nous devons envisager pour cet important document.

C'est dans cet esprit que ma délégation est prête à coopérer, à l'avenir aussi, pour la réalisation du projet de Programme global de désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Roumanie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Brésil, Son Excellence l'Ambassadeur de Souza e Silva.

M. de SOUZA e SILVA (Brésil) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, ma délégation se félicite vivement de votre accession à la présidence de notre Comité, non seulement en raison de vos qualités personnelles d'habile diplomate et homme politique, mais également du fait des liens très étroits de coopération qui caractérisent les relations entre nos deux pays. Je pourrais en dire autant de votre distingué prédécesseur et des relations entre l'Italie et le Brésil. Je voudrais féliciter chaleureusement M. l'Ambassadeur Alessi de l'excellente façon dont il a assumé ses fonctions le mois dernier.

M. de SOUZA e SILVA (Brésil) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la première partie de la session de 1982 du Comité du désarmement a débuté et va maintenant se terminer sous la menace d'un affrontement accru entre les deux grandes alliances militaires et en particulier entre les superpuissances. Les deux parties ont utilisé ce forum de négociation comme tribune de leur confrontation rhétorique ou de leur propagande, en se reprochant mutuellement la course aux armements et leur conduite déplorable dans les relations internationales. Leurs relations mutuelles étant fondées sur l'hostilité et la méfiance, l'accumulation d'armes de destruction massive et l'amélioration de ces dernières sont considérées comme une réponse satisfaisante à leurs problèmes de sécurité. Implicitement, elles ont montré que la sécurité individuelle des pays qui ne font pas partie de leur système immédiat d'alliances n'a qu'une faible incidence sur leur politique stratégique

(M. de Souza e Silva, Brésil)

globale. En conséquence, elles ne semblent attribuer aux forums multilatéraux qu'un rôle marginal. Naturellement, cette situation affecte directement la capacité qu'a le Comité de remplir son mandat.

Dans l'évaluation de la première moitié de la session de 1982, un fait caractéristique se remarque immédiatement : la répugnance des puissances dotées d'armes nucléaires et de leurs alliés à accepter, ne serait-ce qu'un engagement initial, encore moins un engagement clair, d'entreprendre sérieusement des négociations multilatérales sur une quelconque mesure de désarmement nucléaire. On a pu le constater en particulier durant les activités prolongées du Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement; mais examinons brièvement la situation actuelle des débats relatifs aux divers points de l'ordre du jour.

Je ne dirai rien du point 1 (interdiction des essais nucléaires), au sujet duquel des négociations de procédure se déroulent actuellement. Ma délégation et plusieurs autres ont participé activement à ces négociations sur la formulation d'un mandat, et nous espérons que toutes les délégations feront preuve d'assez de souplesse et de compréhension pour permettre à ces efforts d'aboutir, afin que le Comité puisse enfin être saisi des aspects de fond de la question.

Des six points de fond restants, un seulement a fait l'objet d'efforts multilatéraux concrets en vue de l'élaboration d'une convention interdisant une certaine catégorie d'armes de destruction massive. Le processus laborieux qui consiste à doter le Groupe de travail des armes chimiques d'un mandat de négociation pour l'accomplissement d'une telle tâche trahit la répugnance de certaines des grandes puissances à permettre au Comité de remplir ses fonctions. Les travaux relatifs à l'"élaboration" d'une convention sur les armes chimiques ont été perturbés à maintes reprises par des discussions à propos d'accusations d'utilisation passée et présente de telles armes. En outre, l'une des parties professe ouvertement la théorie discutable qu'en perfectionnant encore ses arsenaux chimiques, elle "incitera" l'autre partie à accepter un accord à la table de négociation. Son adversaire refuse même d'envisager l'inclusion dans le cadre de la convention d'une interdiction d'utiliser de telles armes, et ne semble pas disposé à attribuer un rôle significatif aux moyens internationaux de vérification dans le mécanisme visant à assurer le respect des dispositions de la convention. Lorsque cette nouvelle génération d'armes chimiques commencera à être mise en place, l'autre superpuissance prétendra sûrement qu'elle doit asssi se procurer la même sorte d'armes pour faire face à la nouvelle menace émanant de l'adversaire potentiel. Dans un tel climat, les perspectives de conclusion rapide d'une convention semblent très minces.

Dans le domaine des armes radiologiques, une situation différente reflète les mêmes réalités. Ici, les deux superpuissances, étant convenues en des temps meilleurs d'un projet de traité visant à interdire une sorte d'armes dont il semble qu'elles ont elles-mêmes du mal à définir précisément, ont demandé au Comité de sanctionner leur accord au plus vite, afin que cet organe puisse au moins présenter un texte concret à l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, quelques délégations, n'étant pas convaincues de l'opportunité ou de l'utilité de cette initiative, ont voulu donner une certaine substance à ce projet. Leurs propositions sur le fond traitaient surtout de l'interdiction des attaques contre les installations nucléaires, du lien entre le non-armement radiologique et le désarmement nucléaire, et de promotion efficace des utilisations pacifiques de matières radioactives. Ces propositions se sont toutes heurtées à la contestation acharnée des auteurs du projet initial. La perspective d'obtenir un instrument valable sur les armes radiologiques restera lointaine tant que les superpuissances refuseront de traiter cette question autrement qu'en fonction de leurs conceptions stratégiques.

(M. de Souza e Silva, Brésil)

Mais c'est en ce qui concerne le chapitre des garanties de sécurité négatives que l'affrontement entre les superpuissances et, à cet égard, entre toutes les puissances dotées d'armes nucléaires, a eu nettement pour conséquence de paralyser les procédures du Comité. Leurs déclarations sur la sécurité sont uniquement faites à l'adresse des autres puissances nucléaires, et les droits du reste du monde à la sécurité sont totalement ignorés.

Les efforts du Comité concernant l'élaboration d'un Programme global de désarmement, aussi soumis aux mêmes distorsions, sont demeurés vains. Dans le processus pénible d'assemblage des divers chapitres du projet de programme, les puissances dotées d'armes nucléaires ont clairement évité tout engagement précis au sujet du désarmement nucléaire. L'ambiguité de leurs propres propositions et leur incapacité d'accepter l'indication la plus approximative du calendrier de mise en oeuvre des diverses phases du Programme jettent des doutes sérieux sur la possibilité qu'aura la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale d'adopter par consensus tout document efficace de ce genre. En l'absence d'un compromis négocié, seul le recours au règlement intérieur de l'Assemblée générale permettrait en fin de compte d'adopter ce Programme.

L'examen du nouveau point inscrit cette année à l'ordre du jour du Comité, la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, reflète de nouveau le caractère conflictuel des rapports entre les deux superpuissances, déjà évident dans la formulation des deux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à ce propos à sa trente-sixième session. Chaque résolution cherche à interdire le développement d'activités spatiales spécifiques à l'égard desquelles chaque partie estime que l'autre détient un avantage technologique. L'an dernier, le Brésil a mis en garde la Première Commission contre le risque que l'inscription à l'ordre du jour du Comité d'un point concernant l'espace extra-atmosphérique ne se révèle nuisible à la poursuite des efforts visant à ce que le point 2 (désarmement nucléaire) soit traité de façon structurée au sein du Comité. Il apparaît maintenant que nos craintes n'étaient pas infondées. L'an dernier, le Comité a tenu un débat intéressant, quoique peu concluant et curieusement secret, sur le point 2 de l'ordre du jour. Toutefois, durant la première moitié de cette session de 1982, ce point prioritaire a été simplement évoqué dans des déclarations en plénière. Ma délégation s'alarme de cette situation, puisque l'ONU a attribué la plus haute priorité à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. Nous prions donc de nouveau instamment le Comité de consacrer un temps adéquat au point 2 de son ordre du jour, durant la seconde partie de la session de 1982.

Bref, l'aggravation du climat d'hostilité et d'affrontement entre les superpuissances a affecté au premier chef la capacité de la communauté internationale de négocier efficacement dans le domaine du désarmement.

Cette évaluation plutôt sombre des résultats de la première partie de notre session de 1982 fait ressortir le besoin urgent de faire le point sur la situation actuelle dans le domaine du désarmement. Si le Comité a été créé il y a quatre ans, c'est parce que la communauté des nations était convaincue que les principes fondamentaux du Document final seraient observés de bonne foi dans la poursuite d'un objectif commun.

(M. de Souza e Silva, Brésil)

Il est clair que ces principes fondamentaux se situent à un niveau bien supérieur aux fluctuations naturelles des rapports changeants entre les nations, et qu'ils ne devraient pas être remis en question de leur seul fait. Pourtant, durant ce bref laps de temps, certains membres ont ouvertement mis en doute leur validité et refusent, en paroles et en actes, d'honorer les engagements qu'ils ont solennellement pris en mai 1978. Les arguments faisant valoir que les réalités de la situation mondiale justifient maintenant une attitude différente sont trompeurs dans la mesure où la réalité est aussi déterminée par les actions et la sensibilité mêmes des pays, en particulier de ceux qui sont le plus fortement armés. En outre, l'évaluation de la réalité ne devrait pas se limiter à l'état des rapports entre les superpuissances et leurs alliés; elle englobe aussi les aspirations et les besoins de sécurité de la grande majorité des pays. Il incombe aussi à l'ensemble des nations, en particulier à celles qui assument la plus grande responsabilité en matière de désarmement, de renforcer les engagements officiellement pris, plutôt que d'y déroger en recherchant de façon étroite la sécurité individuelle au détriment de la sécurité d'autrui. Une responsabilité spéciale en matière de désarmement ne signifie pas la responsabilité exclusive des négociations; elle rend les puissances dotées d'armes nucléaires comptables envers l'humanité, et ne leur confère aucun privilège spécial.

La deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement offre la chance d'une telle évaluation sérieuse et d'un accord politique de grande importance pour l'avenir de l'humanité, accord dont le Document final offrirait la base conceptuelle et qui trouverait son expression concrète dans un véritable programme global de désarmement. Toutefois, il semble que les Etats les plus puissants de la terre aient maintenant des arrière-pensées quant à la base conceptuelle fournie par le Document final, qui devrait être incorporée dans le Programme global. En attendant qu'ils comprennent qu'il n'y a d'autre voie que le désarmement, l'humanité ne devrait pas être condamnée à languir dans l'impuissance, alors que grandit la menace d'une guerre nucléaire. La session extraordinaire de l'Assemblée générale offre un cadre pour établir des définitions politiques et trouver des voies pour prendre des mesures concernant la question la plus urgente, celle de la prévention de la guerre nucléaire.

Il n'est pas possible d'empêcher la guerre nucléaire en intensifiant la confrontation ou simplement en augmentant les chances de détruire un adversaire potentiel. Il doit au contraire y avoir un ferme engagement politique d'agir maintenant, au moyen d'accords suffisamment contraignants, pour que la guerre nucléaire ne soit plus considérée comme une éventualité dans la planification stratégique des puissances dotées d'armes nucléaires. Une initiative aussi hardie, qui serait encore plus efficace dans la perspective d'un désarmement, doit donc procéder de la volonté authentique de rechercher activement le désarmement nucléaire. Dans le domaine politique, la volonté résulte de la conviction que l'on a de son intérêt légitime et des besoins que l'on perçoit. Toutefois, il paraît difficile d'affirmer qu'il y a un intérêt ou un besoin légitime quelconque à poursuivre une politique d'armement nucléaire lorsque cette politique est perçue comme une menace par les populations mêmes dont elle était initialement censée protéger la sécurité.

Dans le passé, les superpuissances ont conclu des accords partiels, comme ceux qui ont trait à la création de lignes de télécommunication directes, à des échanges limités d'informations, etc., pour empêcher le déclenchement d'une guerre nucléaire par accident ou erreur de calcul. Ces accords sont certainement utiles, mais il leur manque cette perspective de désarmement qu'exige la communauté des Nations. Ces accords sont conçus pour minimiser l'utilisation involontaire d'une force nucléaire qui est volontairement maintenue dans un état constant de préparation à une attaque, ou y remédier. Leur objet est de renforcer la confiance en la force nucléaire et en

(M. de Souza e Silva, Brésil)

l'acceptabilité de cette dernière, et non d'éliminer graduellement les arsenaux nucléaires existants. La prévention de la guerre nucléaire, dans un sens actif, devrait viser un objectif beaucoup plus ambitieux. Elle devrait dépasser la perspective étroite des intérêts de sécurité nationaux, et s'attacher à la recherche d'une sécurité authentique pour tous les pays.

Tous les peuples du monde, y compris ceux des puissances dotées d'armes nucléaires elles-mêmes et ceux de leurs alliés, partout où ils peuvent librement s'exprimer, exigent, devant la crainte grandissante de l'extinction du genre humain, d'être rassurés de façon explicite. La résolution 36/81B, adoptée par consensus peut servir de base à la prise d'un tel engagement politique qui revêtirait une signification profonde pour l'ensemble de la communauté des nations. Faisons en sorte que chacun se souvienne de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement comme de la rencontre historique à l'occasion de laquelle les Etats dotés d'armes nucléaires ont finalement décidé de mettre leur puissance au service de l'humanité et non d'en faire un instrument d'annihilation.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur de Souza e Silva de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence.

Ma liste d'orateurs pour aujourd'hui est épuisée. Une autre délégation souhaite-t-el prendre la parole ?

Je donne la parole à l'Ambassadeur Herder.

M. HERDER (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, un document intitulé "Evaluation technique du système 'Recover' aux fins de la vérification en matière d'armes chimiques" présenté par l'Australie, les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni a été distribué aujourd'hui dans cette salle de Conférence sous la cote CD/271. Il est fait état, dans ce document officiel, d'un système de démonstration déployé depuis 1980 dans certains pays, dont l'Allemagne. Etant donné qu'il n'y a pas d'Allemagne, ni à l'Organisation des Nations Unies, ni au Comité du désarmement, ni ailleurs, je me demande de quel pays il s'agit. A ma connaissance, la République démocratique allemande ne s'est pas associée à ce système, peut-être les auteurs pensaient-ils à la République fédérale d'Allemagne. J'aimerais donc demander aux auteurs du document, par votre intermédiaire, de modifier cette partie du document et d'utiliser le nom des pays conformément à la pratique internationale généralement établie. Ce n'est pas simplement une question de respect mutuel, mais cela répond à la nécessité d'éviter tout malentendu et toute erreur d'interprétation possible. Je suis particulièrement reconnaissant à cet égard aux traducteurs russes qui, manifestement de leur propre initiative, ont apporté la correction nécessaire au texte russe de ce document.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Herder de sa déclaration. Avant de donner la parole au prochain orateur qui l'a demandée, puis-je demander aux auteurs du document en question s'ils souhaitent prendre la parole ?

Mme HOINKES (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Au nom des Etats-Unis d'Amérique, et j'en suis également convaincu, au nom des coauteurs du document, je voudrais m'excuser de cette méprise. Je suis sûre qu'il y sera remédié sans retard.

M. SKINNER (Canada) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai une brève communication à faire. En juin 1980, la délégation canadienne avait présenté au Comité du désarmement un répertoire des propositions concernant la vérification de la limitation des armements, qui constituait un assez gros document répertoriant un certain nombre de propositions - je pense qu'il devait bien y en avoir plusieurs centaines - qui avaient été présentées au Comité du désarmement et aux organes qui l'avaient précédé et émanaient d'un groupe de gens fort ambitieux et énergiques à Ottawa. Ils ont maintenant mis leur répertoire à jour et j'ai l'honneur de vous présenter cette deuxième version en vous demandant de la faire distribuer aux membres du Comité du désarmement, pour qui elle présentera de l'intérêt et constituera une source de plaisir et d'amusement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur Skinner. Y-a-t-il d'autres délégations qui voudraient prendre la parole ? Cela ne semble pas être le cas. Le secrétariat a distribué aujourd'hui, à ma demande, le document de travail No 59, daté du 2 avril, ainsi qu'une communication reçue de la Mission permanente de Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Des exemplaires de cette communication ont également été déposés dans le casier des délégations vendredi dernier. Il s'agit ici d'une décision du même type que les décisions précédentes adoptées par le Comité à propos des demandes d'Etats non membres du Comité désireux de participer aux travaux de celui-ci. Avant de lever cette séance plénière, je propose que nous l'interrompions brièvement pour examiner le document de travail No 59. Nous pourrions ensuite reprendre notre séance plénière et adopter la décision pertinente, en cas de consensus. Je constate qu'il n'y a pas d'objection à ma proposition. La séance plénière est donc suspendue.

La séance est suspendue à 12 h. 10; elle est reprise à 12 h. 25.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La cent-soixante neuvième séance plénière est reprise. J'invite le Comité à se prononcer au sujet du document de travail No 59 1/. S'il n'y a pas d'objection, je considère que le Comité adopte le projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Avant de lever cette séance plénière, permettez-moi de vous rappeler que le Comité tiendra cet après-midi, à 15 heures, une réunion officieuse pour examiner les sujets suivants : a) le projet de rapport à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement; b) la date de clôture de la première partie de la session de 1982 du Comité; et c) les modalités du réexamen de la composition du Comité. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde, M. Saran.

M. SARAN (Inde) (traduit de l'anglais) : Excusez-moi de vous interrompre, Monsieur le Président. Je constate que le programme de travail que vous avez distribué prévoit également pour 15 heures une réunion du Groupe de travail spécial des armes radiologiques. J'avais indiqué dans ce Groupe que, particulièrement pour de petites délégations comme la nôtre, il serait difficile d'être présent en même temps à deux séances, qui toutes deux porteront sur des questions très importantes. Il serait donc souhaitable que le Groupe de travail spécial des armes radiologiques se réunisse après la réunion officieuse.

1/ En réponse à la demande de la Tunisie (CD/252 et CD/276) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, le Comité décide d'inviter le représentant de la Tunisie à participer au cours de l'année 1982 aux réunions des groupes de travail spéciaux sur un programme global de désarmement et sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Merci, M. Saran. J'allais précisément aborder cette question. Le Président du Groupe de travail spécial des armes radiologiques a demandé à prendre la parole pour une communication. M. l'Ambassadeur Wegener, vous avez la parole.

M. WEGENER (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Merci, Monsieur le Président. En fait, il est facile de donner satisfaction à notre distingué collègue de l'Inde, car le Groupe de travail a décidé, à sa dernière séance officielle, de prendre contact avec le secrétariat pour organiser une séance cet après-midi après, plutôt qu'en même temps, la réunion officieuse du Comité. Je pense que le Groupe de travail des armes radiologiques reprendra ses travaux immédiatement après la fin de votre réunion officieuse. A ce propos, je suis heureux de noter que des dispositions ont été prises avec les interprètes pour que nous puissions poursuivre au-delà de 18 heures. Toutefois, la durée de la séance sera limitée de façon à ne pas gêner certaines réceptions qui pourraient avoir lieu plus tard.

M. LIDGARD (Suède) (traduit de l'anglais) : Comme nous disposons d'une demi-heure, je suggère que nous ouvrions la réunion officieuse, afin d'entamer dès maintenant l'examen du programme de cet après-midi et d'économiser ainsi du temps.

M. SARAN (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je remercie le Président du Groupe de travail spécial des armes radiologiques. Permettez-moi de formuler une demande analogue au Président du Groupe de travail spécial des armes chimiques, car je constate que ce groupe a, lui aussi, prévu pour demain, une séance en même temps que la réunion officieuse.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Merci, M. Saran. Nous devrions peut-être donner à M. l'Ambassadeur Sujka le temps d'examiner la question. Dans l'intervalle, je voudrais avoir vos observations ou vos réactions concernant la proposition pratique présentée par M. l'Ambassadeur Lidgard, de la Suède. M. Lidgard a proposé, puisqu'il reste à peu près 30 minutes, que le Comité se réunisse maintenant en réunion officieuse et entame le débat prévu pour cet après-midi à 15 heures.

M. AKINSANYA (Nigéria) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la proposition de l'Ambassadeur Lidgard ne pose pas de difficultés pour ma délégation mais permettez-moi d'ajouter qu'elle attend avec intérêt des indications sur les progrès réalisés dans vos consultations sur le point 1.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je vous remercie M. Akinsanya. J'en tiendrai compte. Ce silence signifit-il que le Comité est en faveur de la proposition de M. l'Ambassadeur Lidgard.

M. DON NANJIRA (Kenya) (traduit de l'anglais) : Naturellement, le silence peut être synonyme d'accord ou de désaccord, selon l'optique dans laquelle on se place. Mais je pense que la plupart des délégations étaient disposées à examiner cette question cet après-midi et généralement lorsqu'une réunion se termine plus tôt, on peut espérer partir plus tôt pour préparer la séance suivante. Mais si le Comité décide d'aborder cette question maintenant, cela signifie que nous en poursuivrons l'examen cet après-midi. Si l'on décide de commencer maintenant la réunion officieuse, peut-être pourrions-nous commencer par le point b).

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie M. Nanjira de sa suggestion très utile. Je propose donc, s'il n'y a pas d'objection, que nous nous réunissions, après la clôture de la séance officielle du Comité dans quelques minutes, en réunion officieuse pour examiner le point b), qui concerne la date de clôture de la première partie de la

(Le Président)

session de 1982. Cela convient-il aux membres du Comité ? Je vous remercie. Nous agirons donc en conséquence. J'aimerais maintenant inviter le Président du Groupe de travail spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur Sujka, à répondre à la question de M. Saran, de l'Inde.

M. SUJKA (Pologne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'aimerais répondre de façon positive à cette requête, mais je crains que cela ne me soit pas possible. Si l'on demande aux présidents des Groupes de travail de présenter les rapports des organes subsidiaires pour qu'ils soient insérés dans le rapport du Comité à la séance plénière du jeudi 8 avril, mon Groupe devra prolonger ses débats sur la deuxième lecture du projet qui a été préparé hier. Ce projet a été examiné pour la première fois hier et nous avons prévu de l'examiner demain après-midi en même temps que deux autres questions assez complexes découlant du programme de travail du Groupe de travail pour la session de printemps. C'est pourquoi nous avons discuté de la possibilité, ou plutôt de la nécessité, d'avoir demain une séance de nuit du Groupe. Si le Comité n'examine pas les rapports des organes subsidiaires à sa séance plénière du 8 avril, qui est une date critique, nous accepterons certainement la suggestion qui est faite de convoquer une réunion du Groupe de travail après la réunion officieuse du Comité demain, à 15 heures. Mais tout dépend du calendrier des réunions et des questions à examiner pendant les séances plénières du Comité. La décision est entièrement entre vos mains, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La déclaration du Président du Groupe de travail spécial des armes chimiques correspond plus ou moins, j'en conviens, à ce que je prévoyais. Je rappellerai que lorsque nous avons adopté le calendrier de cette semaine, j'avais invoqué la nécessité d'avoir dans quelques cas des réunions simultanées étant donné le peu de temps dont nous disposons avant la fin de la session. J'estime donc que nous devrions essayer, après tout, de tenir des séances simultanées bien que cela puisse présenter des difficultés pour certaines délégations. Je ne pense pas que nous ayons d'autres choix, mais j'aimerais entendre l'opinion des autres. Je pencherais quant à moi pour une réunion du Groupe de travail spécial des armes chimiques demain après-midi, pendant que se déroule la réunion officieuse.

M. SARAN (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je me rend compte que nous avons un programme assez chargé devant nous et que, dans certains cas, il pourra être nécessaire de tenir des réunions simultanées, mais jusqu'ici nous avons évité d'avoir en même temps des réunions importantes comme une réunion officieuse consacrée à l'examen de questions extrêmement cruciales et des réunions d'organes de négociation. Naturellement, si telle est la décision du Comité d'avoir une réunion du Groupe de travail spécial en même temps qu'une réunion officieuse du Comité, je ne m'y opposerai pas, mais je tiens à bien préciser que ma délégation risque alors de se trouver dans l'obligation, lorsque le rapport du Groupe de travail spécial des armes chimiques sera présenté en séance plénière, de proposer des amendements assez radicaux s'ils ne correspondent pas à notre position et certainement ma délégation n'aimerait pas se trouver dans une telle situation en plénière. Mais nous avons certains intérêts importants dans les négociations qui se déroulent au Groupe de travail spécial et nous tenons certainement à ce que nos vues soient reflétées dans son rapport. Des consultations officieuses ont eu lieu en même temps que d'autres réunions auxquelles nous n'avons pu assister. Les décisions qui sont prises dans ces consultations officieuses ne lient pas notre délégation, aussi aimerais-je préciser que si nous n'avons aucune objection à ce que des réunions se tiennent simultanément, je tiens à réserver la position de ma délégation en ce qui concerne tout rapport qui pourra être présenté en plénière.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Inde, de sa déclaration et de sa compréhension et je tiendrai certainement compte des remarques qu'il vient de faire pour établir le calendrier des prochaines réunions. La prochaine séance plénière du Comité du désarmement aura lieu jeudi 8 avril à 10 heures. J'aimerais rappeler aux membres du Comité que la séance de jeudi commencera à 10 heures et non à 10 h 30. Immédiatement après la fin de cette séance, je convoquerai une réunion officieuse du Comité pour examiner la question de la date de clôture.

La séance est levée à 12 h 40.

DOCUMENT IDENTIQUE A L'ORIGINAL

DOCUMENT IDENTICAL TO THE ORIGINAL